BnF Gallica

Histoire de la monarchie napoléonienne, à l'usage des familles chrétiennes et des maisons d'éducation, par M. Alphonse [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France



Potin, Alphonse. Histoire de la monarchie napoléonienne, à l'usage des familles chrétiennes et des maisons d'éducation, par M. Alphonse Potin,.... 1855.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

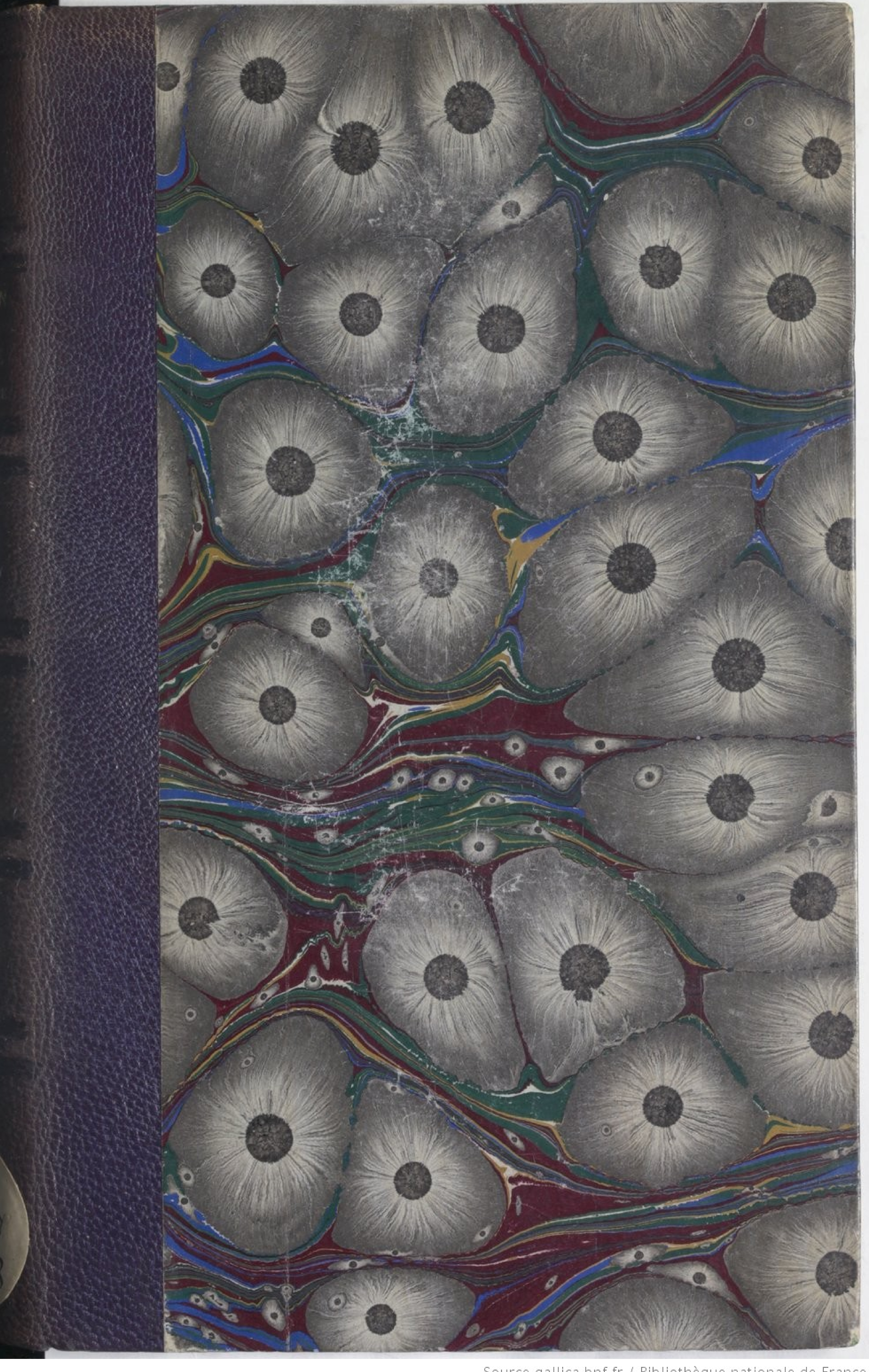
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

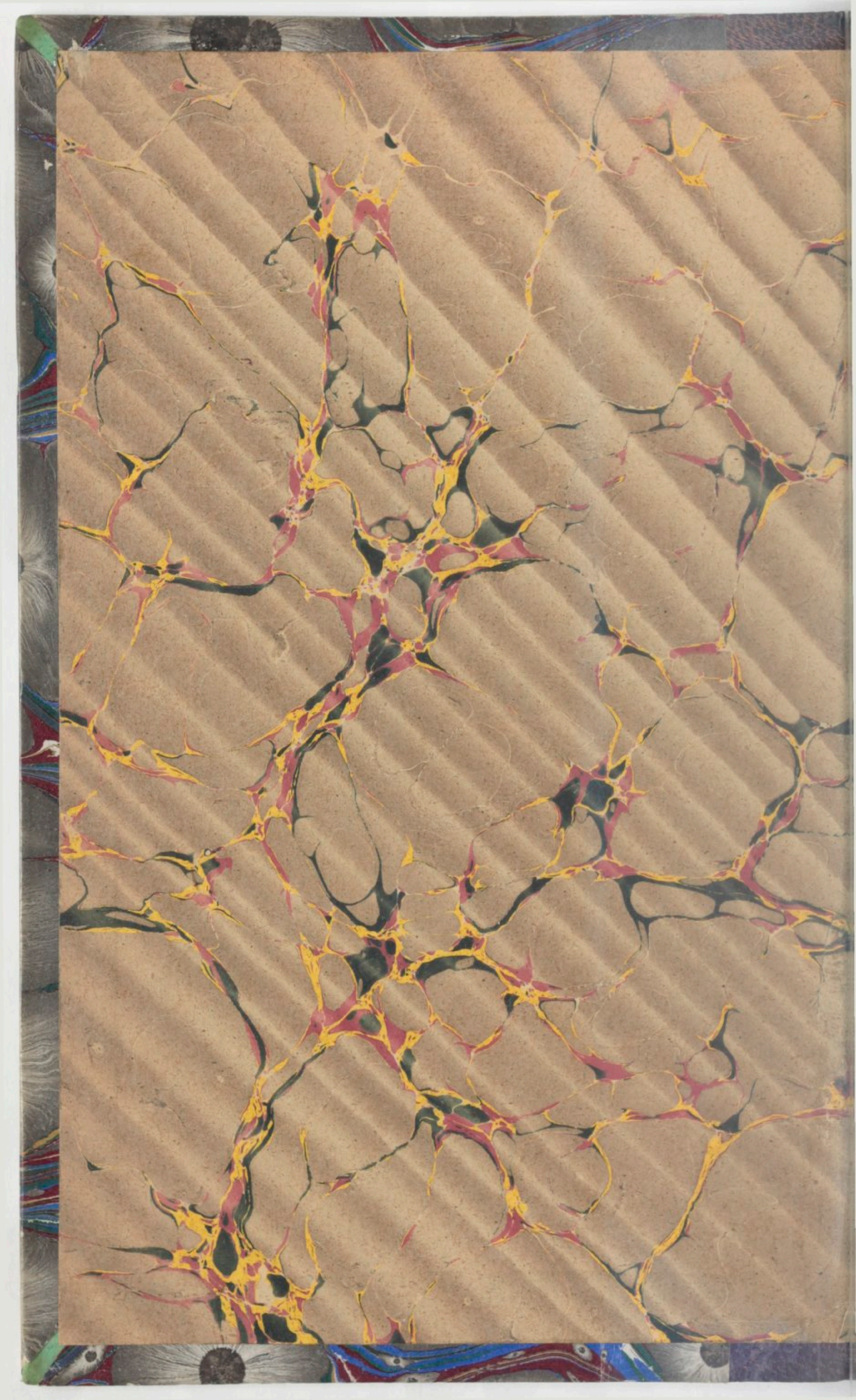
5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisationcommerciale@bnf.fr.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France





HISTOIRE

DE LA

MONARCHIE NAPOLÉONIENNE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
COLLECTION DU BARON LARREY
DON DE Mlle DODU
IMPRIMÉS

Larrey
8° Z
588

L'auteur se réserve le droit de traduction et de reproduction à l'étranger.

Février 1855.

SAINT-DENIS. — TYPOGRAPHIE DE DROUARD.

HISTOIRE

DE LA

MONARCHIE NAPOLÉONIENNE

A L'USAGE DES FAMILLES CHRÉTIENNES

ET DES MAISONS D'ÉDUCATION

PAR M. ALPHONSE POTIN

Officier d'Académie, Chef d'Institution

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
COLLECTION DU BARON LARREY
DON DE Melle DODU
IMPRIMÉS

Dédiée à S. A. I. le Prince Jérôme.

PARIS

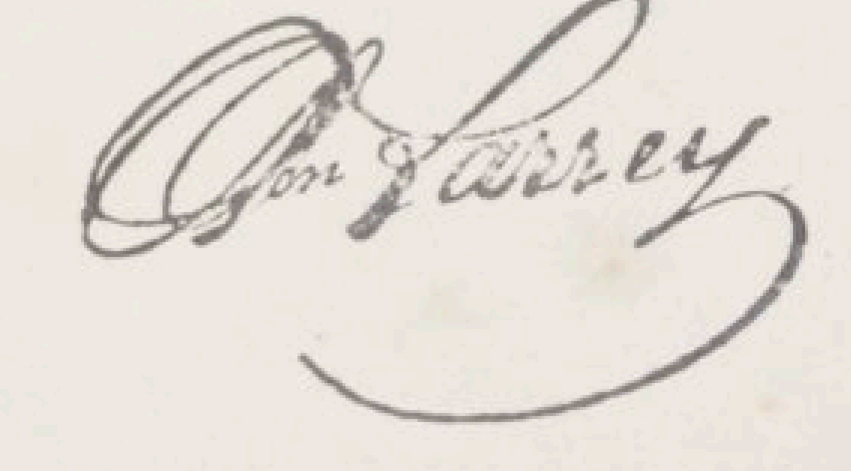
AMYOT, LIBRAIRE-ÉDITEUR

RUE DE LA PAIX

ET CHEZ L'AUTEUR, RUE MÉNILMONTANT, N° 95

1855





A SON ALTESSE IMPÉRIALE

LE PRINCE JÉROME BONAPARTE

Paris, le 12 janvier 1855.

PRINCE,

Vous avez daigné accepter la dédicace de cet ouvrage, destiné spécialement au peuple et aux élèves de nos écoles.

Le souvenir des conseils donnés par l'illustre victime de Sainte-Hélène aux historiens qui voudraient populariser la grande époque qu'il avait éclairée du reflet de son génie, a présidé à mes travaux. Je me suis effacé : j'ai laissé parler les événements, l'histoire, le fondateur de la Monarchie napoléonienne.

Heureux si j'ai pu réussir dans le plan que je me suis

tracé. C'est pour moi le plus flatteur de tous les éloges, que de voir le frère de Napoléon Ier, le confident de ses pensées, son illustre compagnon d'armes, agréer la dédicace d'une œuvre conçue dans le but unique d'identifier les classes laborieuses des villes et des campagnes, les générations nouvelles à la dynastie napoléonienne, comme Napoléon lui-même s'était et avait identifié sa famille à la France.

J'ai l'honneur d'être,
avec le respect le plus profond,
Prince,
de Votre Altesse impériale,
le très-humble et très-obéissant serviteur,

Alphonse Potin.

INTRODUCTION

Sur les débris du vieux monde brillait une ère nouvelle ; une régénération universelle était imminente ; mais le torrent des passions vint confondre toutes les espérances de la France.

Fatiguée par les agitations incessantes de cet esprit de réforme, d'une essence si mobile, qui use toutes les Constitutions les unes après les autres, sans s'arrêter à rien, sans rien fonder, la nation française voyait les temples profanés, le culte aboli, l'autorité anéantie, ses ressources épuisées. Effrayée au dedans par des insurrections continuelles, inquiète au dehors, car l'ancien régime s'avançait ap-

puyé sur la coalition étrangère, elle pouvait craindre d'être engloutie dans l'abîme des révolutions.

Dieu veillait sur elle : il la soutint au bord du précipice. Du sein du désordre, de la confusion, surgit un homme, le plus grand des temps anciens et des temps modernes, auguste représentant des idées nouvelles, flambeau des principes immortels de la loi du Christ. Son génie s'élevait à la hauteur de toutes les situations; il envisageait le but providentiel assigné à l'humanité. C'était le Messie politique et social du XIXe siècle, Napoléon Bonaparte.

Ce vaste génie, rayonnant sur le sol français, apaisa les dissensions, rétablit l'ordre, l'harmonie dans l'administration, dans la justice, dans les finances.

Il promulgua le Code civil, arche sainte de l'égalité, monument durable par la solidité de ses matériaux, le plus magnifique, a dit M. de Cormenin, par la simplicité de ses divisions, le plus unitaire par la fusion de tous les systèmes du droit coutumier et du droit civil.

Par le concordat il réconcilia le clergé,

il réédifia les temples, il proclama la liberté des cultes.

Il mit un terme à l'exil des proscrits, et la grande nation fut heureuse de porter sur le trône l'illustre guerrier qui avait noyé les souillures du jacobinisme dans des flots de gloire.

La mission de Napoléon fut d'abord française; elle devint humanitaire. Ses conceptions, ses gigantesques travaux embrassèrent le monde : ses trésors amoncelés au milieu de guerres incessantes, exposés au grand jour, témoignent aujourd'hui de la prodigieuse fertilité de cette intelligence supérieure.

Voyez le beau bassin d'Anvers, celui de Flessingue, capables de contenir les plus nombreuses escadres et de les préserver des glaces de la mer; les ouvrages hydrauliques de Dunkerque, du Havre, de Nice; le gigantesque bassin de Cherbourg; les ouvrages maritimes de Venise; les belles routes d'Anvers à Amsterdam, de Mayence à Metz, de Bordeaux à Bayonne; les passages du Simplon, du Mont-Cenis, du Mont-Genèvre, de la Corniche, qui ouvrent les Alpes dans quatre directions; les

routes des Pyrénées aux Alpes, de Parme à la Spezzia, de Savone au Piémont; les ponts d'Iéna, d'Austerlitz, des Arts, de Sèvres, de Tours, de Roanne, de Turin, de l'Isère, de la Durance, de Bordeaux; le canal qui joint le Rhin au Rhône par le Doubs, unissant les mers de Hollande avec la Méditerranée; celui qui unit l'Escaut à la Somme, joignant Amsterdam à Paris; le canal d'Arles, celui de Pavie, celui du Rhin; le dessèchement des marais de Bourgoing, du Cotentin, de Rochefort; le rétablissement des églises; la construction d'un grand nombre d'établissements industriels pour l'extinction de la mendicité, de greniers publics, de la Banque, du canal de l'Ourcq; la continuation des travaux du Louvre; la distribution des eaux dans Paris; les nombreux égouts, les quais, la restauration des monuments de cette grande capitale; ses travaux pour l'embellissement de Rome; le rétablissement des manufactures de Lyon; la création de plusieurs centaines de manufactures de coton, de filatures; des fonds accumulés pour créer plus de quatre cents manufactures de sucre de betterave pour la consommation d'une partie de la France; des

millions amassés pour l'encouragement de l'industrie, de l'agriculture [1], etc., etc.

Voilà les œuvres immenses conçues, exécutées par Napoléon, dont les idées d'avenir, comme nous aurons occasion de le constater, ont été si religieusement recueillies, développées par le prince que la volonté nationale a appelé à en assurer la complète et tutélaire application.

Jaloux de rechercher le type de cette organisation merveilleuse, de cette intelligence supérieure, des écrivains se sont plu à comparer Napoléon à Alexandre, à Annibal, à César, à Charlemagne, à Charles XII, à Cromwell, à Turenne, à Condé. Habiles à ménager des similitudes, des points de ressemblance, ils ont été plus ou moins heureux dans ces parallèles, fruits de leur imagination.

Nous nous garderons de les suivre dans cette voie. Napoléon n'imita aucune des illustrations des temps passés et des temps modernes : il fut lui. Le cachet de son originalité se révèle en tout, partout.

La royauté des nobles, des privilégiés,

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, tome VII, p. 38.

n'existait plus ; elle était impossible : il fonda la monarchie plébéienne, la dynastie napoléonienne. A une époque nouvelle il fallait un homme nouveau. Cet homme fut placé par la main de Dieu au commencement du XIXe siècle.

La lumière dont Napoléon fit jaillir les rayons sur le monde l'éclaire dans la route qu'il parcourt, pour arriver aux limites de la civilisation chrétienne.

HISTOIRE

DE LA

MONARCHIE NAPOLÉONIENNE

I

Naissance de Napoléon Bonaparte. — Son enfance. — Son entrée à l'école de Brienne. — Son goût pour les mathématiques. — Ses progrès. — Prédiction de l'archidiacre Lucien. — Son admission à l'École Militaire de Paris. — Ses habitudes de travail. — Sa première communion. — Sa nomination comme sous-lieutenant et capitaine d'artillerie.

La Corse était réunie depuis quelques mois seulement à la France, lorsque Napoléon Bonaparte naquit à Ajaccio, le 15 août 1769 ; sa famille, d'une origine noble de la Toscane [1], avait quitté l'Italie pour se fixer dans cette île dont les habitants devaient s'illustrer par leur héroïque résistance contre l'autorité tyran-

[1] En 1779, Charles Bonaparte, pour faire entrer son fils à l'école de Brienne, fermée aux roturiers, fut obligé d'administrer ses preuves de noblesse devant le juge d'armes Dhozier de Serigny; il renvoya le dossier de ses titres, qui furent soumis à un examen sévère et reconnus valables. (Voir le *Dictionnaire des Dates, des Faits et des Hommes historiques*, par M. d'Harmonville, art. Bonaparte.)

nique des Génois. Son père, Charles Bonaparte, homme d'une remarquable énergie, avait combattu à côté de Pascal Paoli, qui fut regardé par l'Europe comme le législateur et le vengeur de sa patrie; sa mère, madame Lætitia Bonaparte, femme aussi distinguée par sa beauté que par la fermeté de son âme, partagea dans cette guerre de montagnes, glorieusement soutenue par les Corses, toutes les fatigues, toutes les privations, tous les périls de son époux.

Si la fortune se montra avare de ses dons envers les père et mère de Napoléon, la providence réservait les plus hautes destinées à leurs enfants. Le jour de la naissance de l'homme qui devait symboliser dans l'esprit de la nation française, dans celui du monde, une époque d'ordre, de religion, de gloire au dehors et de satisfaction au dedans, fut marqué par un de ces incidents qui révèlent parfois les secrets de l'avenir; sa pieuse et bonne mère avait voulu assister à la solennité de l'Assomption et fut prise à l'église des premières douleurs, symptômes de l'enfantement; on fut obligé de la ramener chez elle en toute hâte. A peine arrivée, étendue sur une tapisserie représentant les combats de l'Iliade, elle mit au monde l'enfant que Dieu destinait à être l'apôtre et l'Achille de la rénovation sociale, mais dont la mémoire attend encore les chants d'un Homère.

Les premières années de Napoléon s'écoulèrent au sein de sa famille, qui résidait tantôt à Ajaccio, tantôt dans une habitation, non loin de la ville, que possédait un frère de madame Lætitia Romalino, appelé

à devenir depuis le cardinal Fesch. Une tradition religieusement conservée a donné à un rocher d'une forme originale, dérobé aux regards par une épaisse ceinture d'oliviers sauvages, de cactus, de clématites et d'amandiers, qui faisait partie des dépendances de la propriété, le nom de Grotte de Napoléon. La précocité d'intelligence, la pénétration surprenante du jeune Bonaparte, trouva dans la sollicitude maternelle le mobile le plus puissant ; il professait pour sa mère une profonde vénération ; on aime à l'entendre lui-même exprimer sa respectueuse reconnaissance dans ce langage vif, précis, qui sait peindre en peu de mots : « Mon excellente mère, disait-il à monsieur O'Méara, est une excellente femme d'âme et de beaucoup d'énergie ; elle a un caractère mâle, fier et plein d'honneur ; je dois ma fortune à la manière dont elle a élevé ma jeunesse ; je suis d'avis que la bonne ou la mauvaise conduite à venir d'un enfant dépendent entièrement de sa mère ; » empereur, il consacrait ce jugement en créant pour sa mère le titre le plus en harmonie avec les principes de la loi de charité, celui de Protectrice des établissements de bienfaisance ; il aimait tant le peuple qu'il ne croyait pouvoir mieux faire que de confier ses souffrances au cœur, à la religion de celle qui avait guidé ses premiers pas dans la carrière de la vie.

A l'âge de dix ans, le jeune Napoléon suivit à Versailles son père, député de la noblesse des États de Corse, et fut placé à l'école de Brienne, grâce à l'influence de M. de Marbeuf, gouverneur de la Corse. Il

a depuis retracé les impressions qu'il éprouvait à cette époque; nous devons à l'histoire de sa vie de les reproduire fidèlement. « Quand j'entrai à Brienne, disait-il [1], j'étais heureux, ma tête commençait à fermenter, j'avais besoin d'apprendre, de savoir, de parvenir, je dévorais les livres; bientôt il ne fut bruit que de moi dans l'École. J'étais admiré, envié, j'avais la conscience de mes forces; je jouissais de ma suprématie. Ce n'est pas que je manquasse d'âmes charitables qui cherchaient à troubler ma satisfaction; j'avais, en arrivant, été reçu dans une salle où se trouvait le portrait du duc de Choiseul : la vue de cet homme odieux, qui avait trafiqué [2] de mon pays, m'avait arraché une expression flétrissante : c'était un blasphème, un crime qui devait effacer mes succès. Je laissai la malveillance se donner ses larges. Je devins plus appliqué, plus studieux; j'aperçus ce que sont les hommes, et je me le tins pour dit. »

Son esprit droit, positif, prompt à embrasser tous les calculs, à en déduire toutes les conséquences, à en résoudre tous les problèmes, se porta vers l'étude des mathématiques. « C'est mon premier mathématicien, » disait en parlant de lui le révérend père Patrault, chargé de cet enseignement, « Bezout était son auteur de prédilection. Son goût naturel pour les sciences exactes, ainsi que l'écrivait son neveu, Louis

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène.*

[2] M. de Choiseul, chef du ministère français, en 1768, avait acheté la Corse au gouvernement génois, réduit à exercer sur cette île une souveraineté purement nominale.

Napoléon, à M. Arago [1], est du reste naturel à expliquer. Ce qui distingue les grands hommes, ce qui enflamme leur ambition, ce qui les rend absolus dans leurs volontés, c'est l'amour de la vérité qu'eux seuls croient connaître : aussi l'empereur devait-il, dans son jeune âge, préférer aux autres sciences celle qui donne toujours des résultats incontestables et inaccessibles à la chicane et à la mauvaise foi.

» L'empereur avait une mémoire étonnante pour les chiffres, et il n'oubliait jamais les nombres exprimant les rapports des divers éléments de notre organisation civile et militaire. Ma mère [2] m'a souvent raconté avoir vu l'empereur calculer devant elle les mouvements les plus compliqués de ses troupes, se souvenant de la position de chaque corps, du rapport des différentes armes entre elles, du numéro des régiments, et du temps que chacun d'eux employait pour parvenir à la distance voulue. Vous savez peut-être qu'un jour, vérifiant les comptes du Trésor, où était inscrit le passage des troupes à Paris, il affirma, contre le dire de l'administration, que le 32e n'était jamais passé à Paris. On fit une enquête, et on trouva en effet qu'il n'avait traversé que Saint-Denis, mais que la ville n'ayant pas de payeur militaire, la somme avait été mise sous le dossier de Paris. A ne juger que superficiellement, on pourrait croire que cette faculté de calculs et cette mémoire surprenante viennent d'un esprit plutôt arithmétique que mathématique,

[1] *Progrès du Pas-de-Calais*, 6 déc. 1842.

[2] La reine Hortense.

mais, en analysant, on voit que ce qui nous apparaît comme une simple proportion est déjà le résultat de hautes considérations. »

La puissance inouïe de travail qu'a toujours eue Bonaparte, lui fit faire des progrès si rapides, qu'on eût été porté à croire qu'il inventait la science plutôt qu'il ne l'apprenait. S'il avait un penchant prononcé pour les sciences exactes, parce que chacune d'elles était à ses yeux une application partielle de l'esprit humain, il était loin de négliger les lettres, car elles sont, disait-il, l'esprit humain lui-même. Aussi pendant les récréations, lorsque ses compagnons d'études se livraient aux plaisirs de leur âge, il se renfermait seul dans la bibliothèque : il y lisait Polybe, Arrien, César; sa lecture favorite était Plutarque. Il en conservait toujours un volume sur lui. Il méditait les œuvres de ce profond moraliste, si riche de saines doctrines, de judicieux aperçus, de ce peintre des grands hommes de l'antiquité, dont la morale usuelle, accommodée à toutes les conditions et à toutes les circonstances, nous apprend que c'est dans l'enfance que l'on jette les fondements d'une bonne vieillesse.

Un penchant irrésistible entraînait Bonaparte vers la carrière des armes. Dans le cours de l'hiver, il s'amusait à former des remparts de neige, à creuser des fossés, à élever des bastions, à figurer tout l'appareil d'un siége. Fier de commander ses camarades, qui reconnaissaient sa supériorité, il préludait, dans ces jeux de l'enfance, à ces combats de géants qui devaient un jour étonner le monde. Ainsi les mo-

ments de distractions tournaient au profit de l'étude. Organisation d'élite, il disait un jour : « J'ai connu les limites de mes jambes, j'ai connu les limites de mes yeux, je n'ai jamais pu connaître les limites de mon travail. Je suis bâti, corroyé, maçonné pour le travail.»

Le jeune Napoléon passait ordinairement le temps des vacances dans son pays natal. Il assista aux derniers moments d'un de ses parents révéré de toute la famille, l'archidiacre Lucien, dont la sagacité avait deviné les brillantes destinées de l'enfant qui plus tard traçait de sa propre main son propre portrait, si vrai, si fidèle. « Je suis d'un caractère singulier, sans doute ; mais on ne serait point extraordinaire, si l'on n'était d'une trempe à part, et je suis une parcelle de rocher lancé dans l'espace. »

Autour du lit du mourant se pressaient respectueusement les membres de la famille, lorsque, prèt à quitter la terre, l'archidiacre, en leur donnant sa bénédiction, prononça ces paroles prophétiques : « Quant à la fortune de Napoléon, il est inutile d'y songer, il la fera lui-même. Joseph, tu es l'aîné de la famille, mais souviens-toi que Napoléon en est le chef. » Il faut l'avouer, la prédiction n'a pas été démentie. Dans ce temps, Charles Bonaparte, âgé de trente-huit ans seulement, succomba à une maladie cruelle. « C'était, a dit son illustre fils, un homme plein de courage et de pénétration Il aurait marqué s'il eût vécu. »

Napoléon resta à l'École de Brienne jusqu'à l'âge de quatorze ans. En 1783, M. le chevalier de Keralio,

inspecteur des douze écoles militaires du royaume, vint visiter l'École. Il fut si frappé de la haute intelligence du jeune Bonaparte, de la solidité de son instruction, qu'il lui accorda une dispense d'âge et la faveur d'un examen pour être admis à l'École-Militaire de Paris. Un recueil manuscrit, qui a appartenu à M. le maréchal de Ségur [1], alors ministre de la guerre, renferme la note suivante :

« *École des élèves de Brienne.* État des élèves du roi, susceptibles, par leur âge, d'entrer au service ou de passer à l'École de Paris, savoir : M. de Bonaparte (Napoléon), né le 15 août 1769, taille de quatre pieds dix pouces dix lignes, a fait sa quatrième : de bonne constitution, santé excellente, caractère soumis, honnête et reconnaissant, conduite très-régulière, s'est toujours distingué par son application aux mathématiques ; il sait très-passablement son histoire et sa géographie ; il est assez faible dans les exercices d'agrément et pour le latin, où il n'a fait que sa quatrième ; ce sera un excellent marin : il mérite de passer à l'École de Paris. »

Le 22 octobre 1784, Napoléon était admis à l'École-Militaire. Parmi les élèves il fut le premier mathématicien. Laplace a dit de lui : « Il n'y a qu'avec lui que j'aie plaisir de causer mathématique et physique ; il comprend tout ; il va au delà de tout. »

M. de l'Éguille, son professeur d'histoire, le notait ainsi dans ses rapports sur l'École : « Corse de nation

[1] Voir art. Napoléon, *Dict. des Dates*, d'Harmonville.

et de caractère, il ira loin, si les circonstances le favorisent. » On le trouvait même si avancé, qu'on voulait le faire passer sous-lieutenant d'emblée.

Au sein de ses études, de ses succès qui tenaient du prodige, les pensées de Napoléon s'inspiraient de la parole de Dieu ; il reflétait le rayon providentiel qui illuminait son âme. Le cardinal Fesch disait à M. Olivier Fulgence [1] : Il est bien fâcheux que je n'aie pas ici les Mémoires que j'ai écrits sur sa conduite privée et publique ; j'en ai plus de dix volumes enterrés en France avec mes papiers..... si j'avais seulement une lettre qu'il m'écrivit de l'École-Militaire. « Mon oncle, m'écrivait-il le jour de sa première communion, rien n'est comparable aux joies que j'éprouve; je voudrais pouvoir consacrer à Dieu ma force tout entière et combattre pour lui au moins de la parole : les occupations de l'École ne me permettent pas de me livrer, comme il conviendrait, à la vie contemplative; mais au moins je sens avec un bonheur réel qu'à travers mes travaux et la carrière où je m'engage, je marche catholique et dans la foi de mon père. »

La carrière militaire de Napoléon commença à seize ans ; à la suite d'examens brillants, il fut nommé, le 1er septembre 1785, lieutenant en second au régiment d'artillerie de la Fère alors en garnison à Grenoble, et il passa bientôt dans un autre régiment en garnison à Valence ; il était capitaine le 6 février 1792.

[1] *Sentiments religieux de Napoléon*, par M. le chevalier de Beauterne.

II

Napoléon à Valence. — Ses travaux. — Son *Histoire de Corse*. — Napoléon, lauréat de l'Académie de Lyon. — Paoli. — Voyage de Napoléon en Bourgogne — Napoléon au 10 août 1792, ses impressions. — Insurrection de la Corse. — Exil de la famille Bonaparte. Siége de Toulon. — Massacre des prisons. — Conduite de Napoléon.

A Valence, comme à Brienne et à l'École-Militaire de Paris, Napoléon recherchait l'isolement : silencieux, rêveur, plein de tact et de finesse, d'un air sévère, il maîtrisait tous ceux qui étaient en relation avec lui ; sa figure pâle, enthousiaste, sa réserve révélaient le philosophe, l'observateur, le penseur sous l'uniforme du jeune officier. On l'aimait peut-être moins que tout autre au premier abord, mais on l'écoutait ; on subissait l'influence de son regard électrique, et, après l'avoir entendu, on l'admirait ; son autorité, son ascendant tenaient à sa supériorité morale ; élevé par le XVIIIe siècle, il n'avait ni la corrup-

tion, ni les vices de cette époque ; il était pauvre, mais fier ; il voulait arriver.

« Je ne possédais, disait-il lui-même, que ma solde de lieutenant en premier : cependant je trouvais le moyen d'en économiser une partie pour faire élever l'un de mes frères ; j'y parvenais en ne mettant jamais les pieds au café ni dans le monde, en mangeant du pain sec à mon déjeuner, en brossant mes habits moi-même pour qu'ils durent plus longtemps propres ; pour ne pas faire tache parmi mes camarades, je vivais comme un ours, toujours seul dans ma chambre avec mes livres... les seuls amis que j'eusse, et ces livres, pour me les procurer, par quelles dures économies faites sur le nécessaire j'achetais cette jouissance ; quand, à force d'abstinence, j'avais amassé deux ou trois écus de six livres, je m'acheminais vers la boutique d'un vieux bouquiniste qui demeurait près de l'évêché..... je convoitais longtemps avant que ma bourse me permît d'acheter ! Telles ont été pour moi les débauches, les joies de la jeunesse. »

On le voit, les loisirs de garnison n'étaient pas perdus ; l'étude en remplissait les heures. M. Domairon [1], professeur de belles-lettres à l'École-Militaire, avait dit des amplifications du jeune élève, que c'était du *granit chauffé au volcan*, et Napoléon essayait sa plume jusqu'au moment où il devait déployer ses talents militaires. « Je n'avais guère que dix-sept ans,

[1] Auteur des *Préceptes généraux des Belles-Lettres*, ouvrage en 3 vol.

disait-il à M. O'Méara [1], lorsque je composai une petite *Histoire de Corse;* je la soumis à M. l'abbé Raynal qui me donna des éloges et parut désirer que je la publiasse. Cet ouvrage, selon lui, devait servir la cause de la liberté, dont on commençait à parler fortement alors, et me faire une sorte de réputation. Il était écrit selon l'opinion du jour qui tendait vers le républicanisme ; il respirait la liberté d'un bout à l'autre et était rempli de maximes et de sentences républicaines.

» Étant à Lyon en 1786, je remportai au collége le prix proposé sur le thème suivant : *Quels sont les sentiments que l'on doit le plus recommander, afin de rendre l'homme heureux*? Quand je montai sur le trône, bien des années après, je parlai de cela à Talleyrand ; il envoya un courrier à Lyon pour chercher ce morceau ; il parvint facilement à le retrouver. Un jour, comme nous étions seuls, il tira le manuscrit de sa poche, et, croyant me faire sa cour, me le remit entre les mains, en me demandant si je le connaissais. Je reconnus aussitôt mon écriture et je le jetai au feu où il fut consumé en dépit de Talleyrand qui ne put le sauver. Comme il ne l'avait pas fait copier auparavant, il parut très-mortifié de cette perte [2]. J'en fus au contraire très-satisfait parce qu'il abondait en sen-

[1] *Relation du docteur O'Méara*, 25 août 1817.

[2] M. Talleyrand n'était pas homme à se dessaisir de ce précieux document. Une copie du manuscrit avait été prise, et il a depuis été publié par M. d'Hauterive. Un juge a dit de cet écrit : « Le style est rude, vif, original. On voit l'ouvrage d'un jeune homme sans expérience ; c'est un mélange de principes faux, de sentiments vrais et élevés. »

timents républicains et contenait quelques principes libéraux que je n'aurais pas été flatté qu'on pût m'accuser d'avoir eus dans ma jeunesse. »

On comprendra facilement que dans un moment où l'on s'imaginait qu'il était facile à des Français d'être des Brutus, des Scipions, un jeune homme pût céder à son penchant inné pour la grandeur antique des républiques grecques et romaines.

Le pays natal est toujours cher : tout y semble meilleur, et Napoléon visita souvent la Corse, franchissant au milieu des précipices les sommets élevés, recevant les honneurs et les plaisirs de l'hospitalité.

« Dans une des excursions de Paoli à Porto-Nuovo, il m'expliquait, raconte Napoléon, chemin faisant, les lieux de résistance ou de triomphe de la guerre de la liberté ; il me détaillait cette lutte glorieuse, et, sur les observations que je lui fis sur les idées qu'il avait émises, il me dit, en me frappant sur l'épaule : *Napoléon, tu n'es pas de ce siècle, tu n'as rien de moderne, tu appartiens tout entier à Plutarque* [1]. »

Les souvenirs des premières années de Napoléon se présentaient à lui sous les couleurs les plus brillantes, lorsqu'il languissait sur le rocher de Sainte-Hélène. « Les plus beaux jours de ma vie, disait-il à M. O'Méara [2], ont été ceux qui se sont écoulés depuis seize jusqu'à vingt ans. Pendant la durée de mes semestres, j'avais l'habitude de parcourir successive-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène, Relat. d'O'Méara.*

[2] *Relat. d'O'Méara*, 22 août 1817. *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VII, oct. 1816.

ment tous les restaurateurs, vivant avec une sorte de frugalité. Mon logement me coûtait environ trois louis par mois J'étais heureux alors..... à cet âge où tout est gaieté, désir, jouissance, à ces heureuses époques de l'espérance, de l'ambition naissante, où le monde tout entier s'ouvre devant vous, où tous les romans sont permis. »

La France qui souhaitait la réforme des abus signalés par Fénelon, par Montesquieu, avait marché à une révolution politique à travers la banqueroute de Terray, le Pacte de famine, les scandales du Parc aux Cerfs et de la Régence. Aux États-Généraux avait succédé l'Assemblée Constituante, et à la Constituante la Convention, chargée de prononcer sur les mesures propres à assurer le règne de la liberté et de l'égalité [1]. Les insurrections des dantonistes, des hébertistes, des enragés Jacobins donnèrent naissance à ces agitations qui devaient aboutir au régime de la Terreur. Le 20 juin, le peuple plaçait le bonnet rouge sur la tête de Louis XVI ; le 10 août, il souillait l'asile de la monarchie ; quelques mois plus tard, les factions jetaient comme défi aux insurrections antérieures, aux invasions, la tête du descendant de trente-deux rois.

Le jeune officier d'artillerie accourut à Paris, observa, parcourut les places publiques ; il se perdit dans la foule même, vit tomber les Tuileries sous la main des révolutionnaires, sans se mêler à rien. Sa haute intelligence comprenait que si la nuit de la destruc-

[1] Voyez l'*Histoire parlementaire* de Roux et Buchez.

tion était venue, il fallait attendre le jour de l'organisation. C'est ce qu'il dévoile dans le récit de son voyage sentimental en Bourgogne, et de ses impressions sur la journée du 10 août : laissons-le parler [1].

« Dans un voyage que je fis au commencement de la révolution en Bourgogne, à Nuits, voyage sentimental à la façon de Sterne, j'allais souper chez mon camarade de régiment, Gassendi, capitaine d'artillerie, marié assez richement à la fille d'un médecin du lieu. Je ne tardai pas à m'apercevoir du dissentiment des opinions politiques du beau-père et du gendre. Le gentilhomme Gassendi était aristocrate, comme de raison, et le médecin chaud patriote. L'apparition d'un jeune officier d'artillerie, d'une bonne logique et d'une langue alerte, était une recrue précieuse et rare pour l'endroit. Il me fut aisé de voir que je faisais sensation. Du reste... cette diversité d'opinions se trouvait alors dans toute la France, dans les salons, dans la rue, sur les chemins, dans les auberges; tous les esprits étaient prêts à s'enflammer, et rien de plus facile que de se méprendre sur la force des partis et de l'opinion, suivant les localités où l'on se plaçait. Aussi un patriote s'en laissait imposer facilement s'il se trouvait dans les salons ou parmi les rassemblements d'officiers, tant il se voyait en minorité; mais sitôt qu'il était dans la rue ou parmi les soldats, il se retrouvait alors au milieu de la nation entière.

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. V, août 1816.

» Les sentiments du jour ne laissèrent pas de gagner jusqu'aux officiers mèmes, surtout après le fameux serment *à la nation, à la loi et au roi* ; jusque là, si j'eusse reçu l'ordre de tourner mes canons contre le peuple, je ne doute pas que l'habitude, le préjugé, l'éducation ne m'eussent porté à obéir ; mais le serment national une fois prêté, c'eût été fini, je n'eusse plus connu que la nation. Mes penchants naturels se trouvaient dès lors avec mes devoirs et s'arrangeaient à merveille de toute la métaphysique de l'Assemblée. Toutefois les officiers patriotes, il faut en convenir, ne composaient que le petit nombre ; mais, avec le levier des soldats, ils conduisaient le régiment et faisaient la loi. Les camarades du parti opposé, les chefs mêmes, recouraient à nous dans tous les moments de crise. Je me souviens, par exemple, d'avoir arraché à la fureur de la populace un des nôtres dont le crime était d'avoir entonné, des fenètres de notre salle à manger, la célèbre romance : *O Richard! ô mon roi!* Je me doutais bien peu alors qu'un jour cet air serait proscrit aussi de la sorte à cause de moi. C'est comme au 10 août, voyant enlever le château des Tuileries et se saisir du roi, j'étais assurément bien loin de penser que je le remplacerais, et que ce palais serait ma demeure. » Puis, s'arrètant à cette journée, il ajoutait : « Je me trouvais à cette hideuse époque à Paris, logé rue du Mail, place des Victoires. Au bruit du tocsin et de la nouvelle qu'on donnait l'assaut aux Tuileries, je courus au Carrousel chez Fauvelet, père de Bourrienne, qui y tenait un maga-

sin de meubles : il avait été mon camarade à l'école militaire de Brienne. C'est de cette maison, que par parenthèse je n'ai jamais pu retrouver depuis, par les grands changements qui s'y sont opérés, que je pus voir à mon aise tous les détails de la journée. Avant d'arriver au Carrousel, j'avais été rencontré dans la rue des Petits-Champs par un groupe d'hommes hideux, promenant une tête au bout d'une pique. Me voyant proprement vêtu, et me trouvant l'air d'un monsieur, ils étaient venus à moi pour me faire crier *vive la nation!* ce que je fis sans peine, comme on peut le croire.

» Le château se trouvait attaqué par la plus vile canaille. Le roi avait assurément pour sa défense au moins autant de troupes qu'en eut depuis la Convention au 13 vendémiaire, et les ennemis de celle-ci étaient bien autrement disciplinés et redoutables. La plus grande partie de la garde nationale se montra pour le roi : on lui doit cette justice.

» Le palais forcé et le roi rendu dans le sein de l'Assemblée, je me hasardai à pénétrer dans le jardin. Jamais, depuis, aucun de mes champs de bataille ne me donna l'idée d'autant de cadavres que m'en présentèrent les masses des Suisses; soit que la petitesse du local en fît ressortir le nombre, soit que ce fût le résultat de la première impression que j'éprouvais en ce genre. Je parcourus tous les cafés du voisinage de l'Assemblée. Partout l'irritation était extrême : la rage était dans les cœurs ; elle se montrait sur toutes les figures, bien que ce ne fussent pas du

tout des gens de la classe du peuple ; et il fallait que tous ces lieux fussent journellement remplis des mêmes habitués, car, bien que je n'eusse rien de particulier dans ma toilette, ou peut-être était-ce encore parce que mon visage était plus calme, il m'était aisé de voir que j'excitais maints regards hostiles et défiants, comme quelqu'un d'inconnu et de suspect. »

Les saturnales de 1793 ne trouvèrent pas Napoléon à Paris. La Corse était déchirée par les factions : Paoli, commandant alors la 13e division militaire, ancien ami de son père, avait confié à Bonaparte le commandement provisoire d'un bataillon de gardes nationaux soldés, levés dans l'île pour y maintenir la tranquillité. Obligé de réprimer avec sévérité les mouvements, les désordres de la populace d'Ajaccio, et les menées des affidés de Peraldi, chef du parti anti-français, il fut accusé d'avoir provoqué lui-même les troubles qu'il avait apaisés. Il se rendit à Paris pour repousser ces injustes incriminations ; mais pendant son absence Paoli, entraîné par les intrigues du cabinet anglais, leva l'étendard de la révolte.

Bonaparte et tous les membres de sa famille tenaient à la France. Ils s'efforcèrent de diriger en ce sens l'assemblée de Corté ; mais les Corses avaient moins de répugnance pour la protection des Anglais que pour la domination du comité de Salut public. Aussi Paoli, qui était attaché à la famille Bonaparte et qui professait pour madame Lætitia une considération profonde, essaya près d'elle la persuasion pour la ramener, elle et sa famille, à son parti avant d'em-

ployer la force. « Renoncez à votre opposition, lui disait-il, elle vous perdra, vous, les vôtres, votre fortune : les maux seront incalculables, rien ne pourra les réparer [1]. » Madame Lætitia lui répondit en héroïne, comme eût fait Cornélie : Je ne connais que deux lois : moi et mes enfants; ma famille ne connaît que celles du devoir et de l'honneur.

Les malheurs prévus, prédits par Paoli, se réalisèrent. « Douze à quinze mille paysans, racontait Napoléon, fondirent des montagnes sur Ajaccio; notre maison fut pillée et brûlée, les vignes perdues, les troupeaux détruits. Madame Lætitia, entourée d'un petit nombre de fidèles, fut réduite à errer quelque temps sur la côte, et dut gagner la France. » En effet, victime de son patriotisme, de son dévouement à la France, elle se réfugia à bord d'un vaisseau français, et partit pour Marseille, frappée d'un décret de bannissement par la Consulte de Corse (27 mai 1793), conçu dans les termes les plus injurieux. Elle pensait être reçue à Marseille en émigrée de distinction, mais elle s'y trouva perdue, à peine en sûreté, et fut déconcertée de ne rencontrer le patriotisme que dans les rues et tout à fait dans la boue.

La guerre civile et religieuse avait éclaté; les frontières étaient envahies. Condé et Valenciennes étaient tombées au pouvoir de l'ennemi. Toulon avait pris part à l'insurrection du Midi : la ville avait été mise hors la loi. Les habitants n'avaient d'autre alternative

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène,* 29 mai 1816.

que de se livrer à la merci de Robespierre ou de l'amiral Hood.

Robespierre amenait l'échafaud, les Anglais promettaient de le briser; le comité royaliste [1], guidé par la peur et l'exploitant, livra Toulon à l'étranger. Napoléon, protégé par M. Gasparin, député d'Orange, homme de talent, obtint un commandement; il arriva au quartier du général Carteaux le 12 septembre 1793. Appelé par ses supérieurs dans les conseils de guerre, il étonna par la rapidité de ses conceptions, la netteté de son coup d'œil. Son plan d'attaque contre la ville rebelle fut adopté : le siége commença. Pendant les opérations il dirigea l'artillerie.

Ici se placent naturellement plusieurs anecdotes. Commençons par une des conversations de l'Empereur avec le docteur O'Méara : nous l'empruntons à sa relation : elle répond à ces idées de fatalisme dont on a exagéré à dessein l'étendue.

« — Êtes-vous fataliste? demandait Napoléon au docteur [2].

Celui-ci répondit : En action, oui.

— Pourquoi pas en tout? reprit l'empereur.

— Je regarde, répliqua O'Méara, la perte d'un homme comme inévitable, s'il ne s'efforce pas de fuir le sort dont il est menacé. Je dis que si dans une bataille un homme voyait venir à lui un boulet de canon, il se jetterait naturellement de côté et évi-

[1] *Révolution royaliste de Toulon*, par Gauthier de Brécy. — *Victoires et Conquêtes*, t. 1er, p. 246.

[2] *Relation d'O'Méara*, 15 avril 1817.

terait par là une mort qui, autrement, serait infaillible. »

Napoléon répliqua : « En vous rangeant de côté, vous pourriez peut-être vous placer dans la direction d'un autre boulet qu'autrement vous auriez évité. Je me rappelle, ajouta-t-il, qu'au siége de Toulon, dans le temps que je commandais l'artillerie, j'observai un officier marseillais qui, au lieu de montrer l'exemple, était très-soigneux de se ménager ; je l'appelai et je lui dis : Monsieur l'officier, sortez et venez observer l'effet de votre boulet ; vous ignorez si vos pièces sont bien pointées ou non ; nous faisions feu dans ce moment contre les bâtiments anglais. Je l'engageai à voir si nos boulets frappaient contre le corps des bâtiments. Il ne se souciait guère de quitter son poste; mais à la fin, il s'y décida et vint où j'étais, un peu en dehors du parapet, et commença à examiner ; mais, voulant diminuer son volume et s'exposer le moins possible, il se baissa et mit un côté de son corps à l'abri du parapet, tout en regardant par dessous mon bras. Il n'y avait que très-peu de temps qu'il était dans cette posture, lorsqu'un boulet, passant près de moi à hauteur de ceinture, le mit en pièces. Eh bien ! si cet homme se fût tenu droit et se fût bravement exposé au danger, il en eût été préservé ; car le boulet aurait passé entre nous deux, sans nous blesser ni l'un ni l'autre. »

Étant un jour dans une batterie où l'un des chargeurs est tué, Napoléon, qui, de simple commandant de l'artillerie de l'armée de Toulon eût pu en devenir

le général en chef, prend le refouloir et charge lui-même dix ou douze coups. A quelques jours de là, il se trouve couvert d'une gale très-maligne; on cherche où il peut en avoir été atteint. Muron, son adjudant, découvre que le canonnier mort en était infecté. L'ardeur de la jeunesse, l'activité du service, firent que le commandant d'artillerie se contenta d'un léger traitement. Le mal disparut; mais le poison n'était que rentré, il affecta longtemps sa santé et faillit lui coûter la vie. De là, la maigreur, l'état chétif et débile, le teint maladif du général en chef de l'armée d'Italie et de l'armée d'Égypte.

Lors de la construction d'une des premières batteries ordonnée par lui, il demanda sur le terrain un sergent qui sût écrire. Quelqu'un sortit et écrivit sous sa dictée, sur l'épaulement même; la lettre à peine finie, un boulet la couvre de terre : « Bien ! dit l'écrivain, je n'aurai pas besoin de sable. » Cette plaisanterie, faite avec calme, fixa l'attention de Napoléon et fit la fortune du sergent : c'était Junot, depuis duc d'Abrantès, colonel-général des hussards, commandant en chef l'armée française en Portugal [1].

Pendant le siége, un des commissaires du gouvernement [2] (la Convention, qui voyait la trahison partout, envoyait sous ce titre des représentants du peuple à tous les corps d'armée) voulut blâmer la position

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. 1er, sept. 1815.

[2] Les commissaires étaient Salicetti, Ricord, Robespierre le jeune et Fréron.

d'une batterie que venait d'établir le jeune commandant d'artillerie.

« — Citoyen, répond fièrement Napoléon, faites votre métier de député, laissez-moi faire le mien d'artilleur. La batterie restera là. Je réponds du succès. »

Toulon fut repris le 19 décembre 1779, et le commandant de l'artillerie fut, sur le champ de bataille, nommé général de brigade. Dugommier, qui avait dirigé l'armée de siége, manifesta la haute estime qu'il avait conçue des talents de l'officier qui avait fait taire les batteries anglaises ; il écrivit au comité de Salut public : « Récompensez et avancez ce jeune homme, car si on était ingrat envers lui, il avancerait tout seul. »

La destruction de Toulon était décrétée, et une commission militaire avait été instituée pour condamner ceux qui avaient pris part à l'insurrection. On aime à voir, dans ces temps si difficiles, si tristes, se montrer les sentiments religieux de Napoléon, son humanité.

On lit dans un ouvrage déjà cité le passage suivant d'une lettre de madame la marquise de Chabrillan, née Caumont-Laforce :

« La marquise Caumont-Laforce, sa fille, son gendre, le marquis de Chabrillan, deux enfants en bas âge, et d'autres familles émigrées avaient été pris sur mer, et se trouvaient dans les prisons du Saint-Esprit de Toulon. Le général Bizannet commandait la place, et Bonaparte l'artillerie. Tous les

prisonniers que renfermaient les prisons furent massacrés, femmes, enfants, indistinctement. Le peuple se porta à celle du Saint-Esprit. La nuit étant venue donna un moment de répit, où les assassins, las de massacrer, se reposèrent. Le général Bizannet, au désespoir de l'affreux spectacle qu'il avait vu et de celui qui se préparait, rencontra Bonaparte, à qui il fit part de sa peine de n'avoir aucun moyen d'essayer de sauver ces malheureux presque tous des femmes, des enfants, des vieillards. Bonaparte lui dit : *Tu me sais ici, et tu ne viens pas me trouver quand il s'agit de faire une bonne action. Donne-moi vite une réquisition : tu auras à tes ordres les voitures d'artillerie nécessaires, et je t'aiderai de tous mes moyens.* »

A minuit, des troupes arrivèrent : le cortége des infortunés, voués à une mort terrible, trouva près de la Porte de France des chariots d'artillerie sur lesquels on fit monter les prisonniers miraculeusement sauvés pour les diriger sur Grasse.

Bonaparte a pourtant été accusé d'avoir ordonné les massacres ; c'est une infâme calomnie. Il a empêché de tout son pouvoir ces scènes de cannibales dont le souvenir n'est pas encore effacé. La famille de Chabrillan a eu longtemps l'ordre que Bonaparte avait adressé en réponse à la réquisition du général Bizannet. Les chariots d'artillerie furent l'arche sainte où se réfugièrent les malheureux menacés par les séïdes de la Terreur. L'impératrice Joséphine désira avoir ce document pour le montrer à l'empereur : cette pièce n'a pas été rendue, malgré

les recommandations de la famille; mais la reconnaissance d'une famille s'est chargée d'en proclamer l'authenticité.

Napoléon fit rentrer au service un grand nombre de ses camarades, que leurs opinions en avaient éloignés; sa sollicitude les sauva plus d'une fois de la rage des séditieux; témoin, le colonel Gassendi, placé par ses soins à la tète de l'arsenal de Marseille. Du reste, le général lui-même ne fut pas à l'abri du délire des hommes du temps. Accusé de fédéralisme, il aurait été arrêté, c'est-à-dire perdu, s'il eût été moins nécessaire.

Les troupes réparties dans la Savoie et le comté de Nice avaient été réduites à la défensive pendant la guerre civile. Après la prise de Toulon, on rendit à l'armée d'Italie les forces qu'on lui avait empruntées; Bonaparte, devenu général d'artillerie, y porta la supériorité, que déjà il avait conquise : toutefois ce ne fut pas sans danger. Mis en arrestation à Nice par le représentant Laporte, mis hors la loi, parce qu'il ne voulait pas consentir à ce qu'on s'emparât des chevaux de l'artillerie pour courir la poste, mandé enfin à la barre de la Convention pour avoir proposé des mesures relatives aux fortifications de Marseille, il échappa par sa fermeté aux périls des discordes civiles.

Dans cette armée de Nice ou d'Italie, Napoléon inspira une sorte d'enthousiasme à Robespierre le jeune, qui, rappelé à Paris quelque temps avant le 9 thermidor, fit tout au monde pour le décider à le

suivre. La fièvre de la révolution était alors dans son paroxysme.

« — Si je n'eusse inflexiblement refusé, faisait observer Bonaparte, sait-on où pouvait me conduire un premier pas et quelles autres destinées m'attendaient?... [1] »

Les événements de thermidor amenèrent des modifications dans le personnel des comités de la Convention : Aubry, ancien capitaine d'artillerie, chargé de la direction de celui de la guerre, ne s'oublia pas; il se fit général d'artillerie.

Napoléon devint alors général d'infanterie. Désigné pour le service de la Vendée, il voulut réclamer, mais l'inflexible partialité d'Aubry le détermina à donner sa démission. « Vous êtes trop jeune, » lui répondait Aubry.

« — On vieillit vîte sur un champ de bataille, » avait répliqué Napoléon à l'officier de faveur qui n'avait jamais vu le feu.

Toutefois il était difficile de se passer longtemps des talents du vainqueur de Toulon ; aussi, lors de l'échec de Kellerman, il fut employé au comité des opérations militaires, où s'élaboraient le mouvement des armées , les plans de campagne. C'est là que le 13 vendémiaire vint le trouver.

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, sept. 1815.

III

Insurrection de Paris. — Le 13 vendémiaire. — Bonaparte nommé général commandant l'armée de l'intérieur. — Le Directoire. — Eugène Beauharnais. — Joséphine Tascher de la Pagerie. — Bonaparte nommé général en chef de l'armée d'Italie. Sa proclamation. Bataille de Montenotte, de Millesimo, de Mondovi. — Nouvelle proclamation. — Tableaux envoyés à Paris. — Traité avec le roi de Sardaigne.— Mantoue.— Borghetto.— Lodi.— Lonato.—Castiglione. Arcole. — Rivoli. — Reddition de Mantoue. — Traité de Tolentino. — Tagliamento. — Préliminaires de Leoben.

La Convention s'agitait au sein des souffrances publiques; la chute de la municipalité, du parti de Danton, de Robespierre, devait entraîner celle des Jacobins et la fin du gouvernement révolutionnaire. La principale mission de cette Assemblée était remplie : elle adopta sans délai la Constitution de l'an III, qui confiait le gouvernement à cinq personnes, sous le nom de Directoire, et la législature à deux Conseils *dits* des Cinq-Cents et des Anciens. Cette Constitution

devait être soumise à l'approbation du peuple, réuni en Assemblée primaire. Quitter le pouvoir est un acte d'abnégation assez rare ; aussi, pour en conserver quelques débris, la Convention se ménagea par deux lois additionnelles la prépondérance dans les deux Conseils : elle décréta que les deux tiers de la nouvelle législature seraient composés de ses membres.

Les sections de Paris rejetèrent les lois additionnelles. Foyer de désordre et d'anarchie, la capitale, en proie à la famine, remuée par les meneurs de toutes les nuances, fut bouleversée par un nouveau soulèvement. Aux cris de : *la Constitution de* 1793 *et du pain!* le 20 mai, des hordes sanguinaires souillent l'enceinte de la représentation nationale; le souvenir de cette tourbe, se ruant dans la salle, présentant au président Boissy-d'Anglas la tête pâle et sanglante du jeune et courageux Féraud, pour le forcer à descendre de son fauteuil de gloire, est encore palpitant. On arrête les chefs de l'insurrection; mais un comité séditieux s'installe à l'Hôtel-de-Ville et prend le titre de Convention nationale du peuple souverain ; les membres de ce comité sont mis hors la loi ; la section Lepelletier, âme de l'anarchie, délibère pour lutter; on la désarme. Alors la Convention se déclare en permanence.

Le commandement des troupes est confié au général Menou : il entre dans Paris. Sa faiblesse compose avec la folie des hommes dont il partage presque les sympathies : l'embarras des comités de Salut public et de Sûreté générale, réunis sous la présidence de Cam-

bacérès, est à son comble. On envoye chercher Bonaparte. Le général expose que dans ce danger la présence des commissaires du gouvernement, leur omnipotence paralysent les opérations militaires. Menou est destitué. Barras, nommé général en chef, délègue à Bonaparte tous ses pouvoirs. La lutte commence entre les troupes conventionnelles et les sectionnaires, et, à la suite d'un engagement dans les rues avoisinant les Tuileries, les insurgés, refoulés, renoncent au combat ; le soir du 13 vendémiaire, Paris était parfaitement tranquille.

Il y eut peu de victimes, eu égard à l'importance de cette journée : les insurgés perdirent environ soixante-dix hommes, et eurent trois ou quatre cents blessés ; les troupes conventionnelles, de leur côté, comptèrent trente morts et deux cent cinquante soldats mis hors de combat. La raison en était que Bonaparte avait ordonné de tirer d'abord à boulet et de ne mettre ensuite que de la poudre dans les fusils. « C'est un très-mauvais moyen à employer que de tirer sans balles, disait-il à cette raison à M. O'Méara [1], car la populace entendant un grand bruit est bien un peu effrayée; mais regardant ensuite autour d'elle et ne voyant ni tués ni blessés, elle reprend bientôt courage; elle commence à vous mépriser et elle n'en devient que plus insolente, et, à la fin, se précipite sur vous sans crainte ; en sorte que vous êtes forcés d'en tuer dix fois plus que vous ne l'eussiez fait, si vos premières décharges eussent été à balles. »

[1] *Relation d'O'Méara*, mars 1817.

Les officiers de l'armée de l'intérieur furent présentés à la Convention, qui donna une preuve de sa reconnaissance à Bonaparte en le nommant général en chef, car Barras ne pouvait cumuler un commandement avec le titre de représentant. Elle ne se borna pas là; elle honora sa victoire par la clémence : pendant trois jours les barrières furent laissées ouvertes afin qu'on pût éviter sa sévérité. Le 25 septembre 1795, elle déclara sa mission remplie, et, dans ses adieux au peuple, elle convia tous les Français à l'union, à l'amitié : c'était, disait-elle, le moyen de sauver la République; elle remit le pouvoir au Directoire exécutif où figurèrent Barras, La Révellière-Lepaux, Carnot, Rewbell et Letourneur.

Pendant son commandement de Paris, à la suite du 13 vendémiaire, Napoléon eut à lutter surtout contre la disette, à prévenir les conséquences de la misère.

Un jour la distribution manquait : des attroupements nombreux se formèrent à la porte des boulangers; le général en chef passait, avec une partie de son état-major, pour veiller à la sûreté publique, lorsqu'un groupe dans lequel on distinguait un grand nombre de femmes, s'approcha de lui, demandant du pain à grands cris; la foule augmentait, les menaces redoublaient, la position était critique; une femme monstrueusement grosse et grasse se faisait remarquer particulièrement par ses gestes et ses paroles. « Tout ce tas d'épauletiers, s'exclamait-elle en apostrophant les officiers, se moquent de nous; pourvu qu'ils mangent et qu'ils s'engraissent, il leur est fort égal que le

pauvre peuple meure de faim. » Napoléon l'interpelle en ces termes : « La bonne, regardez-moi bien, quel est le plus gras de nous deux? » Un rire général désarme la populace et l'état-major continue sa route.

« J'étais à cette époque un vrai parchemin, disait Napoléon à Sainte-Hélène : et le portrait tracé par un contemporain le prouverait au besoin. Sa taille était petite et mince : sa figure creuse et pâle, ses cheveux longs tombaient des deux côtés du front : le reste de sa chevelure, sans poudre, se rattachait en queue par derrière. L'uniforme de général de brigade dont il était revêtu avait vu le feu plus d'une fois et se ressentait de la fatigue des bivouacs; la brodure du grade s'y trouvait représentée dans toute la simplicité militaire par un simple galon de soie. Son extérieur n'aurait rien eu d'imposant, sans la fierté de son regard. »

Après la journée du 13 vendémiaire on procéda au désarmement. Un jeune enfant de dix à douze ans vint à l'état-major pour parler au général en chef. Son maintien noble et simple attira l'attention de Bonaparte qui l'accueillit avec bienveillance. « Mon père, dit l'enfant, a péri sur l'échafaud de 1793 : il s'était servi de son épée avec honneur; je viens vous demander cette épée, car, par suite du désarmement, elle est déposée dans les magasins de la place. » Touché de cette pieuse démarche, le général accède à la demande de l'enfant qui, en recevant l'épée de son père, la couvre de baisers et de larmes. Cet enfant était

Eugène de Beauharnais, depuis vice-roi d'Italie. Le lendemain, Joséphine Tascher de la Pagerie, veuve du marquis de Beauharnais, se présentait pour remercier Napoléon de la réception faite à son fils. Cette visite fit une profonde impression sur le général. Il venait de voir pour la première fois celle que la Providence lui destinait pour compagne : le 9 mars 1796, il s'unissait à elle.

Tandis que le Directoire s'occupait des théories de Babœuf et réprimait aux théâtres les manifestations royalistes, la cour de Turin prenait les mesures nécessaires pour commencer la campagne avec succès : une escadre anglaise croisait dans les mers de la Toscane et de Gênes. L'armée française, dans le comté de Nice, avait repris le nom d'armée d'Italie : elle occupait Savone. Les vainqueurs de Laono, dans leurs quartiers d'hiver, manquaient du nécessaire.

Napoléon, nommé général en chef, part pour Nice : il y arrive le 27 mars 1796. Son premier soin est de pourvoir à tout ; il subjugue l'armée par son génie : il provoque la confiance du soldat. Malgré son extrême jeunesse, en dépit de quelques sentiments de secrète jalousie, il s'attache l'estime, l'affectueux dévouement des généraux dont il se montre, dans ses dehors, moins le chef que l'égal en patriotisme. Son coup d'œil a mesuré la distance qui le sépare de Vienne ; son plan de campagne est arrêté, et, dans la conscience de sa haute capacité, il arrache ses phalanges à l'engourdissement des privations, à l'apathie

du dénûment [1]; l'ordre est donné de porter le quartier-général à Albenga; appel est fait à la valeur des troupes dans une de ces proclamations qui peignent tout l'homme.

« Soldats [2],

» Vous êtes nus, mal nourris : on nous doit beaucoup, on ne peut rien nous donner; votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers sont admirables; mais ils ne nous procurent aucune gloire. Je viens vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde; de riches provinces, de grandes villes seront en notre pouvoir, et là, vous aurez richesse, honneur et gloire. Soldats d'Italie, manquez-vous de courage? »

Loin de se plier aux règles de la vieille tactique, Bonaparte improvise tout : il sent en lui l'étincelle morale qui, dans les péripéties de la guerre, prononce, décide et assure le succès; il a foi en son génie.

A la tête de 34,000 hommes environ, il s'avance contre une armée de près de deux cent mille hommes,

[1] Le dénûment du Trésor et la rareté du numéraire étaient tels dans la République, qu'au départ du général Bonaparte pour l'armée d'Italie, tous ses efforts et ceux du Directoire ne purent réaliser que 2,000 louis qu'il emporta dans sa voiture. Un ordre du jour de Berthier établit qu'il fit distribuer aux généraux, pour les aider à entrer en campagne, la somme de 4 louis en espèces. (*Mémor. de Ste-Hélène*, t. I, sept. 1815.)

[2] Journaux du temps; *Victoires et Conquêtes*, campagne d'Italie; *Dictionnaire des Siéges et des Batailles*, Jubé et Servan, Jomini, Desjardins, Graham, Lacretelle; *Annales de l'Europe*.

car les princes d'Italie ont promis leurs contingents. Il frappe le premier coup à Montenotte (11 avril 1796); à Millesimo (14 avril), il sépare les deux armées sarde et autrichienne : Annibal avait franchi les Alpes, il les a tournées. Le résultat n'est plus douteux; il culbute l'ennemi à Mondovi (20 et 22 avril); et le 25 il est à Cherasco. L'abondance a succédé au dénûment dans l'armée dont l'ardeur a secondé sa pensée. Il contraint le roi de Sardaigne à souscrire aux conditions onéreuses d'une paix qui est presque une injure pour ce monarque.

C'est en ces termes qu'il constate la rapidité de ses succès, en s'adressant aux compagnons de sa gloire :

« Soldats,

» Vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris vingt-et-un drapeaux, cinquante pièces de canon, plusieurs places, conquis la partie la plus riche du Piémont; vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé dix mille hommes; vous vous êtes battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie; vous égalez aujourd'hui par vos services l'armée conquérante de la Hollande et du Rhin.

» Dénués de tout, vous avez suppléé à tout; vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué plusieurs fois sans pain; les phalanges républicaines étaient seules capables d'actions aussi extraordinaires; grâces vous en soient rendues, soldats!

» Les deux armées qui naguère vous attaquaient avec audace fuient devant vous ; il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez encore rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent encore à faire ; ni Turin, ni Milan, ne sont à vous ; vos ennemis foulent encore les cendres des vainqueurs des Tarquins.

» La patrie attend de vous de grandes choses ; vous justifierez son attente ; vous brûlez tous de porter au loin la gloire du peuple français, d'humilier les rois orgueilleux qui méditaient de vous donner des fers, de dicter une paix glorieuse qui indemnise la patrie des sacrifices qu'elle a faits.

» Vous voulez tous, en rentrant dans le sein de vos familles, dire avec fierté : *J'étais de l'armée conquérante de l'Italie.*

» Amis, je vous promets cette conquête ; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir : c'est de respecter les peuples que vous délivrerez de leurs fers ; c'est de réprimer les pillages auxquels se portent les scélérats suscités par nos ennemis ; sans cela, vous ne seriez pas les libérateurs des peuples, vous en seriez le fléau. Le peuple français vous désavouerait ; vos victoires, votre courage, le sang de vos frères morts en combattant, tout serait perdu, surtout l'honneur et la gloire.

» Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance[1], nous rougirions de commander une armée

[1] L'armée avait pour chefs Augereau, Masséna, Serrurier, Laharpe, Cervoni, Rampon, Ménard, Joubert, Victor, Vaubois, Baraguay-d'Hilliers, Gardane, Murat, etc., etc.

qui ne connaîtrait de loi que la force; mais, investi de l'autorité nationale, je saurai faire respecter à un petit nombre d'hommes sans cœur les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds; je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers.

» Peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous pour rompre vos fers; le peuple français est l'ami de tous les peuples : venez avec confiance au-devant de nos drapeaux; votre religion, vos propriétés et vos usages seront religieusement respectés; nous ferons la guerre en ennemis généreux; nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent [1].»

Beaulieu s'est replié précipitamment pour couvrir le Milanais. Bonaparte met l'expérience de son adversaire en défaut; il tourne sa gauche, prend sa ligne à revers, traverse, dès le 6 mai, la Scrivia et la Staffora. Le 7, il défait Liptay à Tombio, et accorde une

[1] « On a dit, on répète encore que les proclamations de Bonaparte, qui ont si souvent répandu en Europe presque autant de terreur que ses armées, n'avaient jamais été son ouvrage. On a même été jusqu'à citer ses faiseurs. Cependant, si l'on veut comparer toutes ces proclamations, depuis celle que nous venons de citer jusqu'à la dernière, qui précéda le désastre du Mont-Saint-Jean, on restera convaincu avec nous qu'elles sont toutes la production du même homme. Le même style, les mêmes mouvements, les mêmes tournures de phrases, les mêmes exclamations, et ce ton prophétique ou d'inspiré que Bonaparte affectait dans ses actions, se rencontrent dans toutes ces pièces. Quant à nous, nous ne doutons point que les proclamations de Bonaparte n'aient en effet été dictées par celui qui sut en tirer tant d'avantages. » C'est à dessein que nous avons emprunté textuellement cette note aux auteurs des *Victoires et Conquêtes*; car une pareille déclaration aura aux yeux de tous la plus grande autorité.

suspension d'armes à l'infant, duc de Parme et de Plaisance. Si son armée profite des minutions de toute espèce qu'elle trouve dans sa conquête, il n'oublie pas Paris, dont il doit faire le temple des arts : il y expédie une riche collection de tableaux, parée du *Saint-Jérôme* du Dominiquin.

Les Autrichiens ont disséminé leurs forces ; mais ils occupent une position formidable à Lodi. Napoléon veut les chasser de l'Italie : l'ennemi se croit fort, et ne peut supposer que des soldats soient assez téméraires pour tenter le passage du pont, devenu depuis si célèbre. C'est sur ce point qu'il est attaqué, culbuté. Milan ouvre ses portes au vainqueur, qui y fait son entrée triomphale le jour même où le Directoire signait le traité de paix accordé au roi de Sardaigne (15 mai 1796).

Salué par les acclamations du peuple, Bonaparte adresse aux curés de la capitale de la Lombardie ces paroles, dictées par le sentiment le plus religieux : « Une société sans religion est toujours agitée et secouée par le tourbillon des passions les plus furieuses, et se trouve perpétuellement en proie aux fureurs intestines qui la précipitent dans un abîme de maux et la conduisent nécessairement à périr. »

Combien de nations, en effet, en ont fait la triste expérience !

Dès son entrée, le général réorganise l'administration ; il pourvoit son armée d'un nombreux matériel et envoie en France les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Véronèse, du

Corrège, de l'Albane, des Carraches, de Raphaël, de Léonard de Vinci, pour enrichir le musée.

L'inaction pèse au bouillant Bonaparte. Les impériaux sont sous les murs de Mantoue ; ils ont reçu des renforts, ils peuvent en obtenir encore ; il faut les prévenir; il publie une proclamation dans laquelle on trouve empreinte toute l'âme de l'homme extraordinaire, et qui présageait à l'Europe ce qu'elle devait attendre d'un chef qui pensait avec tant d'énergie, et qui savait exciter tous les genres d'enthousiasme :

« Soldats,

» Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre passage.

» Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré aux sentiments naturels de paix et d'amitié qui l'attachent à la France. Milan est à vous; le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie; les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence qu'à votre générosité.

» L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour : vous avez franchi les boulevards vantés de l'Italie aussi rapidement que l'Apennin.

» Tant de succès ont porté la joie dans le sein de votre patrie : vos représentants ont ordonné une fête [1]

[1] Cette fête, dite *des Victoires*, avait été proposée par Carnot.

dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la République. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos fiancées se réjouissent de vos succès et se vantent avec orgueil de vous appartenir. Oui, soldats, vous avez beaucoup fait, mais il vous reste encore beaucoup à faire: dirait-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous ne savons pas profiter de la victoire?

» La postérité nous reprocherait-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie?... Non, je vous vois déjà courir aux armes; un lâche repos vous fatigue; les journées perdues pour la gloire le sont pour votre bonheur. Eh bien! partons; nous avons des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent... L'heure de la justice a sonné; mais que les peuples soient sans inquiétudes, nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipions et des grands hommes que nous avons pris pour modèles.

» Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage ; tel sera le fruit de vos victoires; elles feront époque dans la postérité; vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

» Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il fait depuis six ans; vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous embrassant : *Il était de l'armée d'Italie !* »

Beaulieu avait pris position sur le Mincio : l'armée française se mit en mouvement, s'empara de Valeggio, rejeta les Autrichiens des lignes de Borghetto : Vérone se soumit, et Louis XVIII reçut l'ordre des Vénitiens de quitter leur territoire. Augereau se trouvait en vue de la ville de Mantoue; le 4 juin, il s'était emparé du faubourg de Ceriolo. Emportés par un excès d'audace, bien naturel à des hommes qui avaient surmonté tant d'obstacles, les grenadiers prétendaient se former en colonnes serrées pour enlever la ville dont on leur montrait les remparts hérissés de canons. « A Lodi, s'écriaient-ils, il y en avait bien davantage ! » Mais les circonstances n'étaient pas les mêmes. Une ville ne se prend point au pas de course. Aussi le général en chef leur donna l'ordre de revenir.

Des troubles sérieux éclataient dans les fiefs impériaux qui confinent aux États de Gênes, de Toscane et du Piémont. Les convois français étaient attaqués, on assassinait leurs courriers : au lieu de former sur le champ le siége de Mantoue, Bonaparte ordonne un simple blocus; il court pacifier les contrées prêtes à s'insurger, châtier les fiefs impériaux, et sa présence inspire au roi de Naples une terreur qui consolide les conquêtes de l'armée d'Italie.

Wurmser a quitté le Rhin avec des renforts, pour venir au secours de Beaulieu. Il espère cerner l'armée française, la croyant enchaînée à défendre le siége de Mantoue Bonaparte accourt, réunit ses forces sur l'Adige et précipite sa marche contre un ennemi qui a commis la faute de se diviser : seuls contre toutes les phalanges autrichiennes, les Français ne peuvent rien; mais seuls contre chaque corps, il y a égalité. La victoire couronne leur intrépidité à Salo, à Lonato (3 août). A l'âge de Scipion lorsqu'il vainquit Annibal, Bonaparte arrête les dispositions de la bataille générale qu'il se propose de livrer au vieux maréchal, à Castiglione; à Lonato, à peine est-il arrivé, on lui annonce un parlementaire. Il est informé en même temps qu'on prend les armes, que des colonnes ennemies débouchent par Ponte-Saint-Marco, qu'elles veulent sommer cette ville de se rendre à discrétion. Bonaparte ne peut disposer que de douze cents hommes : la situation devient critique; sa présence d'esprit le tire de ce pas dangereux. Il se fait amener l'officier parlementaire, et, au milieu de tout le mouvement d'un grand quartier général, il s'adresse à lui en ces termes : « Allez dire à votre général, qui a prétendu faire une insulte à l'armée française, que je suis ici pour la venger; qu'il est lui-même mon prisonnier ainsi que ses soldats : je sais que sa troupe n'est qu'une des colonnes coupées par des divisions de mon armée qui occupent Salo et la route de Brescia à Trente; dites-lui que si, dans huit minutes, il n'a pas mis bas les armes, que si une seule amorce

est brûlée, je le fais fusiller, lui et ses gens; qu'on enlève le bandeau qui couvre les yeux de monsieur, ajoute-t-il ; et, continuant : Vous voyez le général Bonaparte au milieu de son état-major et de l'armée républicaine : rapportez à votre général qu'il lui est loisible de faire une bonne capture. » Le chef de la colonne ennemie demande alors à capituler : « Non, répond Bonaparte avec une fierté provoquée par cette démarche, je ne puis capituler avec des hommes qui sont mes prisonniers. » L'Autrichien insiste : une démonstration d'attaque est ordonnée, et le commandant ennemi se rend sans conditions : trois bataillons mettent bas les armes.

Ce trait d'audace n'était pas de nature à affaiblir le moral des troupes ; enfin arrivait le jour qui devait décider du sort des deux armées. Wurmser, écrasé à Castiglione, est forcé de s'enfermer dans Mantoue.

Tandis que l'enthousiasme de nos troupes grandissait au milieu de tant de triomphes, la haine de l'Autriche se fortifiait par suite de ses défaites successives. Les armées françaises du Rhin et de Sambre-et-Meuse avaient été battues en Allemagne ; elles avaient repassé le Rhin. La cour de Vienne voulut dégager Mantoue, délivrer Wurmser, et réparer ses revers en Italie. Une nouvelle armée s'avança sous les ordres d'Alvinzi. Dès le 2 novembre, Vaubois fut contraint d'évacuer le Tyrol. L'échec de Caldiero fait fléchir un instant le moral de l'armée. Déjà les soldats, dans leur mauvaise humeur, se plaignent de remplir la tâche de tous ; des craintes même sont manifestées par les

chefs; ils redoutent d'être forcés de regagner les Alpes en fuyards et sans honneur. A ces rumeurs, Bonaparte fait répondre[1] : « Nous n'avons plus qu'un effort à faire et l'Italie est à nous : Alvinzi battu, Mantoue succombe; vous allez sur les Alpes, mais vous n'êtes plus capables de la vie dure et fatigante de ces stériles rochers ; vous avez pu conquérir les délices de la Lombardie; des bivouacs riants et fleuris de l'Italie, vous ne vous élèveriez plus aux rigueurs de ces âpres sommets, vous ne supporteriez plus sans murmures les neiges ni les glaces des Alpes. Des secours sont arrivés; nous en attendons encore; que ceux qui ne veulent plus se battre, qui sont assez riches, ne nous parlent pas de l'avenir. Mais battez Alvinzi, et je vous réponds du reste !... »

Répétées par des cœurs généreux, ces paroles relèvent l'énergie un moment ébranlée. Lorsque la nouvelle de l'échec de Caldiero, par Vaubois, se répand à Brescia, à Bergame, à Milan, à Crémone, à Lodi, à Pavie, à Bologne, les blessés, les malades, encore mal guéris, sortent des hôpitaux; ils viennent prendre leur place dans les rangs, la blessure encore saignante. Ce spectacle émeut l'armée; elle marche sur Ronco, passe l'Adige sur un pont de bateaux, elle touche à Arcole.

Les 15 et 16 novembre, les Français se battent en héros, et le 17, les Autrichiens abandonnent le champ de bataille, après avoir éprouvé des pertes considé-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. IV.

rables. Les deux partis avaient montré une égale bravoure; mais Bonaparte était là; les généraux avaient fait preuve de leur haute vaillance, le soldat de cette intrépidité, de cette confiance qui ne désespère jamais de la victoire avec de pareils chefs.

Le maréchal Alvinzi, en se retirant sur Montebello, cherchait à se lier avec son lieutenant Davidowich par les gorges de la Brenta. Bonaparte l'a deviné; certain, en se portant sur le corps autrichien de la vallée de l'Adige, d'accabler ce nouvel adversaire comme le corps d'Alvinzi dans les champs d'Arcole, il écrivait au Directoire, le 19 novembre : « Demain, j'attaque la division Davidowich : je la battrai si elle veut m'attendre, et je la poursuivrai jusque dans le Tyrol. J'attendrai alors la reddition de Mantoue, qui ne peut tarder plus de quinze jours. »

Tandis que le chef de bataillon Lemarrois, aide de camp du général en chef, envoyé à Paris, présentait au Directoire les drapeaux de la colonne autrichienne anéantie sur la chaussée d'Arcole, Napoléon se rendait à Vérone. A mi-chemin, il rencontre un officier d'état-major autrichien, envoyé à Alvinzi par Davidowich. Ce jeune homme se croyait au milieu des siens. D'après ses dépêches, trois jours s'étaient écoulés sans communication entre les deux armées. Davidowich ignorait tout. Le général français entre triomphant dans Vérone par la porte de Venise, trois jours après en être mystérieusement sorti par la porte de Milan; il passe sur la droite de l'Adige, court sur Davidowich, le chasse de poste en poste de Rivoli et

le poursuit jusqu'à Roveredo; puis il fait occuper Montebello, la Corona, les gorges de la Chiesa et de l'Adige, ne jugeant pas devoir reprendre le Tyrol.

La bataille de Lonato, celles de Castiglione, d'Arcole, avaient fait échouer deux plans de campagne. Le cabinet autrichien en adopte un troisième, qui se rattachait aux opérations de Rome; pour en donner communication à Wurmser, il envoie un agent secret fort intelligent : une des sentinelles françaises l'arrête comme il franchissait le dernier poste devant Mantoue. On surprend la dépêche : c'était une petite lettre écrite en caractères très-fins, signée par l'empereur François, qui annonçait au vieux maréchal qu'il allait être dégagé. D'après les ordres de la cour de Vienne, en janvier 1797, Alvinzi reprend l'offensive. Il occupe la Corona, jette un pont sur l'Adige pour enlever le plateau de Rivoli. La bataille s'engage à Rivoli; elle se renouvelle à la Favorite; vainqueur deux fois, en vue même de Mantoue, le général Bonaparte fait connaître à Wurmser, enfermé dans la place, qu'il n'a plus rien à espérer. Il le somme de se rendre; le vieux maréchal répond d'abord qu'il a des vivres pour trois mois; il comprend bientôt que le moment de succomber est arrivé, car la moitié de la garnison encombre les hôpitaux, les édifices publics; les chevaux de sa nombreuse cavalerie ont été mangés; partout la fièvre pestilentielle exerce ses ravages. Klenau, premier aide de camp de Wurmser, se présente au quartier général du général Serrurier : Bonaparte, enveloppé dans sa capote, conserve l'in-

cognito. La conversation s'engage, et Klenau discute longuement sur les moyens de défense des Autrichiens; alors le général en chef s'approche de la table, écrit ses décisions en marge des propositions de Wurmser; puis quand il a fini, s'adressant à Klenau : « Monsieur, lui dit-il, si Wurmser avait pour dix-huit ou vingt jours de vivres et qu'il parlât de se rendre, il ne mériterait aucune capitulation honorable. Voici les conditions que je lui accorde parce que j'honore son âge et ses mérites, et que je ne veux pas qu'il devienne la victime des intrigues qui voudraient le perdre à Vienne. » Présentant le papier à Serrurier, il ajoute : « S'il ouvre ses portes demain, il aura les conditions que je viens d'écrire; s'il tarde quinze jours, un mois, deux, il aura encore les mêmes conditions. Il peut donc désormais attendre jusqu'au dernier morceau de pain. Je pars à l'instant pour passer le Pô. Je marche sur Rome. Vous connaissez mes intentions, allez les dire à votre général. »

Pendant que le général Serrurier présidait aux détails de la reddition de Mantoue, Bonaparte, qui s'était dérobé avec indifférence au spectacle d'un généralissime des forces autrichiennes remettant son épée à son vainqueur, gagnait la Romagne, où il détruisait l'armée organisée au nom du chef de l'Église du Seigneur, dont le royaume n'est pas de ce monde (13 février 1797). Avignon, le comté Venaissin, les légations de Bologne, Ferrare et la Romagne, étaient abandonnés à la France par le traité de Tolentino.

Les succès de l'archiduc Charles, en Allemagne, avaient relevé les prétentions de la cour d'Autriche; elle confia à ce prince le commandement de son armée d'Italie dans le courant de février. Les tentatives de Clarke n'avaient eu aucun résultat. Bonaparte résolut de jeter les Autrichiens au delà des Alpes Juliennes, de les pousser sur la Drave, sur la Muer, de traverser le Simmering et de forcer l'empereur d'Autriche d'accepter la paix au sein même de sa capitale. Le 16 mars, les armées françaises et autrichiennes en vinrent aux mains à Tagliamento; la victoire fut vivement disputée; chèrement achetée, elle resta aux vaillantes cohortes de la France. Le 7 avril, l'avant-garde de Bonaparte était à Léoben, où les conditions d'une suspension d'armes étaient arrêtées. Le 17 avril, les plénipotentiaires autrichiens signaient les préliminaires d'une paix glorieuse; immortel souvenir pour la mémoire de l'homme prodigieux qui avait réalisé de tels miracles!

Un moment la guerre se ralluma dans les provinces vénitiennes : les révoltés égorgeaient les Français blessés, au milieu même des hôpitaux de Padoue et de Vérone. Bonaparte courut demander justice de cette violation des lois de l'humanité. A l'approche des divisions Masséna, Joubert, Serrurier et Augereau, l'altière et lâche aristocratie de Venise implora la clémence d'un ennemi justement irrité; une conférence eut lieu, le 3 mai 1797, dans les marais de Marghera : une suspension d'armes fut consentie sous la condition expresse que les trois inquisiteurs

d'État et dix membres du Sénat, instigateurs reconnus de ces massacres, seraient immédiatement livrés. Le Lion de Saint-Marc, si terrible autrefois, subit la loi du vainqueur.

Le 17 octobre, au château de Campo-Formio, se signait le traité imposé à la morgue de l'Autriche : il assurait à la France la possession en toute souveraineté [1] des îles vénitiennes du Levant, et de tous les établissements ci-devant vénitiens et albanais, situés plus bas que le golfe de Lodrino.

Pendant la guerre, le Directoire s'était de plus en plus compromis par de grands travers d'esprit, de mœurs et de combinaisons; sans but, sans direction, il oscillait dans un cercle de fautes et d'absurdités. Une crise politique était infaillible. L'opinion publique, travaillée par les factions, flottait entre toutes les utopies. Les armées d'Italie et d'Allemagne étaient exaspérées contre les journalistes aux gages de l'étranger.

Cette situation, vague, confuse, ne laissait qu'un parti à prendre, celui de se présenter comme régulateur; en remettant les enseignes à ses légions victorieuses, Bonaparte leur avait dit : « Je le sais, votre cœur est plein d'angoisses sur les malheurs de la patrie ; mais si les menées de l'étranger pouvaient l'emporter, nous volerions, du sommet des Alpes, avec la rapidité de l'aigle, pour défendre cette cause qui nous a coûté tant de sang. » A Milan, le général

[1] *Victoires et Conquêtes*, t. VIII.

Lannes avait porté un toast : *A la destruction du club de Clichy* [1]. Augereau avait crié aux Clichyens : *Tremblez! vos iniquités sont comptées et le prix en est au bout de nos baïonnettes.* Les divisions Brune, Joubert, Serrurier, Victor, s'étaient associées à ces menaçantes manifestations. *Plus d'indulgence, plus de demi-mesures; la route de Paris n'offre pas plus d'obstacle que celle de Vienne*; tel était l'esprit des deux armées.

Napoléon devint l'objet de prévenances de toutes sortes de la part de La Révellière-Lepaux; un jour il accepta de lui une invitation à dîner en petit comité, *strictement* en famille, afin d'être plus ensemble, selon les expressions du membre du Directoire. Après le dessert, la conversation roula sur la politique : les femmes s'étaient retirées. La Révellière, après avoir déblatéré contre la religion, et longuement vanté les avantages de sa *théophilanthropie*, se frotta les mains avec un certain air de satisfaction, et, s'adressant avec un sourire malin à Bonaparte : « Pour le triomphe de cette doctrine, de quel prix serait une acquisition comme la vôtre, lui dit-il; de quelle utilité, de quel poids ne serait pas votre nom! comme cela serait glorieux pour vous! Allons, qu'en pensez-vous? » Le jeune général, à cette brusque ouverture, répondit qu'il resterait toujours dans les principes de ses père et mère. Le grand-prêtre de la théophilanthropie vit qu'il n'y avait rien à faire pour son nouveau culte; mais

[1] Réunion des deux Conseils opposés à la majorité du Directoire.

il se consola en pensant que, du moins, Bonaparte serait peut-être moins inflexible quand il s'agirait de le soutenir, lui et ses collègues, fatigués des variations du système de bascule politique dont tout le monde avait fait une trop longue expérience.

En effet, les révélations de Duverne de Presle, arrêté et traduit devant une commission militaire, le portefeuille du comte d'Entraigues, saisi à Venise et transmis au gouvernement par le général Berthier, avaient dévoilé le plan de la contre-révolution. Barras, Rewbell et La Révellière pensèrent que l'occasion était venue de se débarrasser des dissidences de leurs collègues Carnot et Letourneur.

Dans sa confiance un peu aveugle, le club de Clichy, malgré les avertissements de Pichegru et de Willo, crut qu'on n'oserait le frapper. C'était une erreur : car le 4 septembre (18 fructidor), à la pointe du jour, le canon retentit : c'était le signal donné aux troupes, arrivées de l'armée d'Allemagne, d'entrer dans Paris. Les deux palais des Conseils furent investis par la force armée. Ramel essaya en vain de rappeler à leurs devoirs les soldats de la garde législative ; il se vit arracher les insignes de son grade par le commandant de la division de Paris, choisi par le Directoire, le général Augereau. Pichegru fut arrêté, et la minorité des deux Conseils, docile aux suggestions de Barras, de La Révellière-Lepaux, de Letourneur, proscrivit tous ceux que lui signala la vengeance dictatoriale. Cinquante-

trois membres furent condamnés à la déportation : parmi eux figuraient Pichegru, Barbé-Marbois, Boissy-d'Anglas, Portalis et Camille Jordan. Une demi-terreur substitua, à une sorte de gouvernement constitutionnel, une autorité révolutionnaire. Merlin de Douai et François de Neufchâteau furent élus au moment où deux des Bourbons restés en France étaient déportés en Espagne; conséquences voulues, nécessaires de la journée du 18 fructidor.

Après la signature du traité de Campo-Formio, Bonaparte, qui avait organisé la nouvelle république cisalpine, s'était rendu par la Suisse à Rastadt pour y préparer l'heureuse issue des négociations des plénipotentiaires français. La reconnaissance nationale réservait au libérateur de l'Italie, au pacificateur du continent, une brillante ovation. A son retour à Paris, le 5 décembre 1797, il fut présenté au Directoire par le ministre des relations extérieures, Talleyrand de Périgord, qui à cette solennité prononça ces paroles :

« Loin de redouter ce qu'on voudrait appeler son ambition, je sens qu'il faudra (il parlait de Bonaparte) peut-être le solliciter un jour pour l'arracher aux douceurs de sa studieuse retraite. La France entière sera libre, peut-être lui ne le sera-t-il jamais ! » Le chef des diplomates prophétisait la destinée de Napoléon.

Lorsque Talleyrand eut fini son discours, Bonaparte prit la parole en ces termes :

« Citoyens Directeurs,

» Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre.

» Pour obtenir une Constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre.

» La Constitution de l'an III et vous, avez triomphé de tous les obstacles. La Religion féodalisée, le Royalisme, ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de conclure, date l'ère des gouvernements représentatifs.

» Vous êtes parvenus à organiser la grande Nation, dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites; vous avez fait plus.

» Les deux plus belles parties de l'Europe, jadis si célèbres par les arts, les sciences et les grands hommes dont elles furent le berceau, voient avec les plus grandes espérances le génie de la liberté sortir des tombeaux de leurs ancêtres.

» Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées vont placer deux grandes nations.

» J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo-Formio, et ratifié par Sa Majesté l'Empereur.

» La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la République.

» Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

Le président du Directoire, Barras, s'étendit plus particulièrement sur la journée du 18 fructidor. Bonaparte, avec son tact parfait, n'avait pas abordé un sujet si délicat.

Le ministre de la guerre présenta au Directoire le général Joubert et le chef de brigade Andreossy, chargés par Bonaparte, à son départ d'Italie, de rapporter le drapeau décerné par les Conseils aux cohortes victorieuses à Lodi, à Arcole, à Tagliamento. On y lisait sur l'une des faces :

A l'Armée d'Italie, la Patrie reconnaissante!

Sur l'autre côté étaient inscrits les combats livrés, les villes prises. On y remarquait les inscriptions suivantes :

Elle a fait cent cinquante mille prisonniers, pris cent soixante-dix drapeaux, cinq cent cinquante pièces d'artillerie de siége, six cents pièces de campagne ; cinq frégates de pont, neuf vaisseaux de soixante-quatre canons, douze frégates de trente-deux, douze corvettes, dix-huit galères;

Donné la liberté aux peuples de Bologne, Ferrare, Modène, Massa-Carrara, de la Romagne, de la Lombardie, du nord de l'Italie, aux peuples de la mer Egée et d'Ithaque; Envoyé à Paris les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Veronèse, du Corrège, de l'Albane, des Carraches, de Raphaël, de Léonard de Vinci.

C'était l'inventaire de la gloire.

Le succès obtenu par Bonaparte au siége de Toulon ne l'avait pas étonné; il en avait joui sans s'émer-

veiller. Comme il le disait, « Vendémiaire et même Montenotte ne me portèrent pas à me croire un homme supérieur. Ce n'est qu'à Lodi qu'il me vint l'idée que je pourrais bien devenir, après tout, un acteur décisif sur la scène politique. Alors naquit la première étincelle de haute ambition. »

Après chaque bataille les soldats de l'armée d'Italie, réunis en conseil, décernaient un grade à leur général en chef. Nommé caporal à Lodi, il était sergent à Castiglione. De promotions en promotions, le petit caporal des vieilles moustaches de l'armée d'Italie devait s'élever à l'empire.

IV

Conduite de Bonaparte envers le Saint-Père. — Il est nommé commandant en chef de l'armée d'Angleterre. — Départ de Toulon. — Prise d'Alexandrie. — Les Pyramides. — Bataille des Pyramides. — Le Caire. — Combat de Salahieh. — Désastre d'Aboukir. — Révolte du Caire. — Jaffa. — La Porte. — Retour au Caire. — Bataille d'Aboukir. — Retour en France. — 18 brumaire. — Consulat.

La conduite de Bonaparte envers le Pape, lors des événements de 1797, a été calomniée : l'histoire lui a rendu justice. « Si quelque chose honora Bonaparte dans sa fameuse campagne d'Italie, a dit M. Dussault [1], ce fut moins le passage merveilleux de l'Adda, la prise de Mantoue, la conquête de la Lombardie, que la dignité et la noblesse qu'on vit briller dans ses correspondances avec les puissances étrangères, et

[1] *Spectateur français au* XIXe *siècle*, t. 1er, p. 5. Ce recueil était rédigé par l'abbé de Feletz, de Bonald, de Châteaubriand, Fiévée, Gueneau de Mussy, Geoffroy, etc.

particulièrement avec la cour de Rome. C'est par cet endroit qu'il se montra supérieur à tous les généraux que la République a produits. Les vrais juges lui surent gré d'avoir conservé, dans les emplois de la révolution, et d'avoir eu le courage de manifester cette délicatesse de sentiments, ce respect des convenances qu'il avait puisés dans un autre ordre de choses. »

On aurait pu lui dire, comme Cicéron à César, en changeant seulement un mot : Vous avez vaincu des nations redoutables; mais votre plus belle victoire est d'avoir triomphé du ton et du préjugé révolutionnaires. Il sentit en effet que jeune et victorieux, à la tète de quatre-vingt mille hommes, il ne devait pas insulter un vieillard faible et désarmé qui le nommait son *fils* [1]; car telle est la sublimité de la religion, qu'elle ne désavoue pas ses enfants, lors même qu'ils sont armés contre elle. Mais Bonaparte fut le seul, à ces époques funestes, qui sut encore respecter ce qui est vraiment respectable. Le traité de Tolentino avait

[1] Pie VI avait écrit la lettre suivante au général Bonaparte :

« Cher fils, salut et bénédiction apostolique.

» Désirant terminer à l'amiable nos différends actuels avec la République française, par la retraite des troupes que vous commandez, nous envoyons et députons vers vous, comme nos plénipotentiaires, deux ecclésiastiques, M. le cardinal Mattei, parfaitement connu de vous, et Mgr Galeppi, lesquels sont revêtus de nos pleins pouvoirs pour concerter avec vous, promettre et souscrire telles conditions que nous espérons justes et raisonnables ; nous obligeant sur notre foi et parole, de les approuver et ratifier en forme spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables en tous temps. Assuré des sentiments de bienveillance que vous avez manifestés, nous nous sommes abstenu de tout déplacement de Rome, et par là vous serez persuadé combien grande est notre con-

mis un terme à la haine du Directoire contre le Saint-Siége et la Religion.

Le traité de Campo-Formio tranchait la question que Louis XIV n'avait pu résoudre ; la France était maîtresse de la limite qui, pendant plus de mille ans, avait séparé la Gaule et la Germanie. Les armées se reposaient de leurs glorieuses fatigues, lorsque le libérateur de Landau, le pacificateur de la Vendée, le général Hoche, succomba le 18 septembre 1797 à Wetzlar. Le destin lui refusait de mourir du trépas des braves sur un champ de bataille.

fiance en vous. Nous finissons en vous assurant de notre grande estime et en vous donnant la paternelle bénédiction apostolique.

» Donné à Saint-Pierre de Rome, le 12 février 1797, l'an XXII[e] de de notre Pontificat.

» Signé PIE VI. »

Le général répondit au Saint-Père :

« Très-Saint-Père, je dois remercier votre Sainteté des choses obligeantes contenues dans la lettre qu'elle s'est donné la peine de m'écrire.

» La paix entre la République française et votre Sainteté vient d'être signée ; je me félicite d'avoir pu contribuer à son repos particulier.

» J'engage votre Sainteté à se méfier des personnes qui sont à Rome, vendues aux cours ennemies de la France, ou qui se laissent exclusivement guider par des passions haineuses, qui entraînent toujours la perte des États.

» Toute l'Europe connaît les inclinations pacifiques et les vertus conciliatrices de votre Sainteté. La République française sera, j'espère, une des amies les plus vraies de Rome.

» J'envoie mon aide de camp, chef de brigade, pour exprimer à votre Sainteté l'estime et la vénération parfaite que j'ai pour sa personne ; et je la prie de croire au désir que j'ai de lui donner, dans toutes les occasions, les preuves de respect et de vénération avec lesquelles j'ai l'honneur d'être son très-obéissant serviteur.

» BONAPARTE. »

De retour d'Italie, retiré dans sa petite maison de la Chaussée-d'Antin, rue Chantereine, depuis nommée rue de la Victoire par délibération de la municipalité de Paris, Bonaparte méditait la conquête de l'Égypte. Depuis la perte des colonies americaines, la prodigieuse activité des Anglais s'était tournée vers l'Inde. L'Égypte était le point intermédiaire du commerce entre l'Europe et l'Asie : c'était là qu'il voulait frapper la puissance britannique dans les sources mêmes de sa prospérité. Dans cette lutte d'un homme seul contre une nation, on admire l'infatigable énergie des deux athlètes. La prévoyante intelligence du vainqueur de l'Italie s'était éclairée de tous les documents utiles à la réalisation de ses projets : tous les livres de la bibliothèque ambroisienne relatifs à l'Orient avaient été envoyés de Milan, et consultés par Napoléon. Dans le silence du cabinet, il élaborait les plans de l'expédition; il sortait rarement; il assistait seulement aux séances de l'Institut. Peu désireux de cette popularité dont les trompeuses séductions entraînent et perdent le commun des hommes, il se dérobait aux démonstrations de la reconnaissance nationale : allait-il au théâtre, c'était dans une loge grillée qu'il se plaçait. Les sciences et la gloire avaient seules leurs entrées dans la retraite de Bonaparte; il recevait Monge, Laplace, Prony, Lagrange, Borda, Bertholet et quelques généraux; Kléber, Desaix, Caffarelli-Dufalgua. Le Directoire témoignait les plus grands égards au général en chef de l'armée d'Italie; mais son ombrageuse impéritie s'effrayait des sympa-

thies dont il était l'objet. Inquiet des sourdes menées de l'aristocratie suisse, des intrigues des agents de l'étranger réunis à Berne, il s'alarmait à la nouvelle de l'assassinat du général Duphot, à Rome; et, heureux de réparer l'outrage prétendu que la modération du négociateur de Tolentino avait fait à la philosophie moderne, il envoyait Berthier renverser le gouvernement pontifical.

Les outrages prodigués par la populace de Vienne à l'ambassadeur français, Bernadotte, entretenaient l'hésitation des Directeurs, qui ne pouvaient se décider à attaquer l'Angleterre, soit en Irlande, soit en Égypte. Pour vaincre ces incertitudes, Bonaparte proposa de laisser en France Kléber et Desaix, deux hautes capacités militaires au niveau des plus graves éventualités. L'affaire de Rome était terminée; l'Autriche consentait à une réparation; les opérations en Suisse avaient rehaussé la prépondérance de la République. Rewbell détestait Kléber : ses collègues et lui ne connaissaient pas tout le mérite de Desaix ; l'appui proposé par Bonaparte fut refusé ; on répondait d'ailleurs avec un sentiment d'orgueil national un peu affecté, que la République n'en était pas à deux généraux près. Enfin l'irrésolution cessa, et Bonaparte fut nommé commandant en chef de l'armée d'Angleterre.

Le 25 mars 1798, Merlin de Douai lui adressait la lettre suivante, écrite en entier de sa main :

« Vous trouverez ci-jointes, général, les expéditions des arrêtés pris par le Directoire exécutif pour

remplir promptement le grand objet de l'armement de la Méditerranée. Vous êtes chargé en chef de l'exécution, vous voudrez bien prendre les moyens les plus prompts et les plus sûrs.

» Les ministres de la guerre, de la marine et des finances, sont prévenus de se conformer aux instructions que vous leur transmettrez sur ce point important dont votre patriotisme a le secret, et dont le Directoire ne pouvait mieux confier le succès qu'à votre génie et à votre amour pour la vraie gloire. »

Bonaparte quitta Paris le 7 mai. Son bon ange l'accompagnait. La tendre et gracieuse Joséphine avait voulu, non le suivre sur le champ de bataille comme en Italie, mais du moins veiller à son départ. A son arrivée à Toulon, le 8, le général en chef identifia à ses conceptions l'armée expéditionnaire par cette proclamation :

« Soldats,

» Vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre ; vous avez fait la guerre des montagnes, des plaines, des siéges ; il vous reste à faire la guerre maritime.

» Les légions romaines que vous avez quelquefois imitées, mais point encore égalées, combattaient Carthage tour à tour sur cette même mer et aux plaines de Zama. La victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles furent braves, patientes à supporter la fatigue, disciplinées et unies entre elles.

» Soldats, l'Europe a les yeux sur vous ; vous avez de grandes destinées à remplir, des batailles à livrer,

des dangers, des fatigues à vaincre ; vous ferez plus que vous n'avez fait pour la prospérité de la patrie, le bonheur des hommes et votre propre gloire.

» Soldats, matelots, fantassins, canonniers, cavaliers, soyez unis ; souvenez-vous que le jour d'une bataille vous avez besoin les uns des autres.

» Soldats, matelots, vous avez été jusqu'ici négligés : aujourd'hui la plus grande sollicitude de la République est pour vous ; vous serez dignes de l'armée dont vous faites partie.

» Le génie de la Liberté qui a rendu, dès sa naissance, la République l'arbitre de l'Europe, veut qu'elle le soit des mers et des nations les plus lointaines. »

Le 19 mai 1799, par un temps magnifique, sortait de la rade de Toulon une flotte d'environ cent voiles portant l'élite de l'armée, de ses officiers supérieurs : Kléber, Desaix, Caffarelli-Dufalgua, Murat, Lannes, Berthier, Baraguay-d'Hilliers, Bertrand, Alexandre Dumas, [1], Beauharnais, Régnier, et une commission scientifique et artistique où figuraient Monge, Fournier, Bertholet, Geoffroy Saint-Hilaire, Larrey, Dubois, Denon, Amédée Joubert. Bonaparte commandait l'expédition ; avec lui s'éloignait le génie de la France.

Son expérience avait prévenu la possibilité d'une rencontre avec la marine anglaise. Pour paralyser la supériorité des navires ennemis dans les manœuvres,

[1] Père de M. Alexandre Dumas, l'une de nos célébrités littéraires contemporaines.

il avait mis à bord de chaque bâtiment français trois cent cinquante à quatre cents hommes, accoutumés à l'exercice du canon. Cette précaution fut inutile : car, sans avoir rencontré les Anglais, l'armée qui, sur sa route, s'était emparée de l'île de Malte, effectuait son débarquement sur les côtes d'Orient [1], le 2 juillet, et le 3 elle était maîtresse d'Alexandrie.

Installé dans cette antique cité, dont la splendeur sous les Ptolémées avait excité la jalousie de Rome, Bonaparte écrivait au pacha représentant la Sublime-Porte : « La République française s'est décidée à envoyer une armée puissante sur le Nil, afin de mettre un terme aux brigandages des beys de l'Égypte, comme elle a été obligée de le faire plusieurs fois déjà dans le courant du siècle contre les beys de Tunis et d'Alger. Toi qui devrais être le maître des beys, et que cependant ils tiennent au Caire sans autorité et sans pouvoir, tu dois voir mon arrivée avec plaisir. Tu es sans doute déjà instruit que si je viens ce n'est pas pour rien faire contre le Coran ni contre le Sultan. Tu sais que la nation française est la seule et unique alliée que le Sultan ait en Europe. Viens donc à ma rencontre, et maudis avec moi la race impie des beys. »

Un Divan, espèce de conseil municipal, composé des cheiks les plus révérés, des plus notables habi-

[1] Journaux du temps, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, *Courrier d'Égypte*, *Mémoires du duc de Rovigo*, *Victoires et Conquêtes*, *Histoire de la Révolution française et du Consulat*, par Thiers, *Napoléon, ses Opinions, ses Jugements sur les hommes et les choses*, par Damas Hinard.

tants d'Alexandrie est constitué : engagement est pris solennellement par tous les membres de ne prendre aucune part aux hostilités, aux trames contre la République : la convention est publiée. La proclamation suivante est adressée au peuple par Bonaparte :

« Peuples d'Égypte,

» Depuis longtemps les beys, qui vous gouvernent en vous opprimant, insultent à la nation française et couvrent ses négociants d'avanies. L'heure du châtiment est arrivée.

» Depuis longtemps ce ramassis d'esclaves, achetés dans le Caucase et la Géorgie, tyrannise la plus belle partie du monde ; mais Dieu, de qui tout dépend, a ordonné que leur empire finît.

» Peuples d'Égypte, on vous dira que je viens détruire votre religion : ne le croyez pas ; répondez que je viens vous restituer vos droits, punir les usurpateurs, et que je respecte plus que les Mamelucks Dieu et son prophète.

» Dites-leur que tous les hommes sont égaux devant Dieu ; la sagesse, les talents et les vertus mettent seuls de la différence entre eux. Or, quelle sagesse, quels talents, quelles vertus distinguent les Mamelucks pour qu'ils aient exclusivement tout ce qui rend la vie aimable et douce ?...

» Y a-t-il une belle terre, elle appartient aux Mamelucks ; y a-t-il un beau cheval, une belle maison, tout appartient aux Mamelucks.

» Si l'Égypte est leur ferme, qu'ils montrent le bail

que Dieu leur en a fait; mais Dieu est juste et miséricordieux pour le peuple. Tous les Égyptiens sont appelés à gérer toutes les places : que les plus sages, les plus instruits, les plus vertueux gouvernent, et le peuple sera heureux.

» Il y avait parmi vous de grandes villes, de grands canaux, un grand commerce : qui a tout détruit, si ce n'est l'avarice, les injustices et la tyrannie des Mamelucks?

» Cadis, cheiks, imans, dites au peuple que nous avons été dans tous les temps les amis du Grand-Seigneur, et l'ennemi de ses ennemis. Les Mamelucks ne se sont-ils pas toujours révoltés contre l'autorité du Sultan, qu'ils méconnaissent encore? Ils ne suivent que leurs caprices.

» Trois fois heureux ceux qui seront avec nous; ils prospèreront dans leur fortune et leur rang. Heureux ceux qui seront neutres! ils auront le temps de nous connaître, et ils se rangeront avec nous.

» Mais malheur, trois fois malheur à ceux qui s'armeront pour les Mamelucks et combattront contre nous; il n'y aura pas d'espérance pour eux; ils périront! »

La vigilance du général fait face à tout. Il écrit à l'amiral Brueys de ne pas s'éloigner des côtes d'Égypte avant de s'être assuré s'il est impossible à la flotte d'entrer dans le port d'Alexandrie [1]; il lui prescrit, dans le cas de possibilité, d'exécuter ce mouvement; et, dans le cas contraire, de conduire ses bâ-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, mai 1817.

timents à Corfou. Mais la fatalité veut que l'officier Julien, chargé de cette dépêche, soit pris et massacré par les Arabes. « Brueys, disait Napoléon à cette occasion, n'approfondit pas assez le fait, quoique Barré assurât que l'entrée était praticable, ce qui me paraissait tel à moi-même. Quoi qu'il en soit, Brueys ne se crut pas d'une part suffisamment autorisé à se retirer; il craignait du reste, de l'autre, d'entrer dans le port, quand même cela serait possible, jugeant cette mesure hasardeuse, avant d'avoir l'assurance que nous étions en pleine possession du pays. »

L'ordre du départ est donné, l'armée marche sur le Caire. Au sortir d'Alexandrie elle s'engage dans le désert. L'ardeur d'un soleil brûlant force les soldats à se débarrasser de leurs vivres pour alléger la course : sans abri, sans eau, sans pain, ils arrivent haletants, épuisés de fatigue au village Damanhour. Les malédictions n'épargnent pas cette Égypte, si regrettée des Hébreux, et dans le repos des bivouacs plus d'un murmure se fait entendre. Bonaparte, seul, montre une sérénité charmante : il n'a ni tente, ni provision de bouche; il se réjouit de la somptuosité de son repas lorsqu'on lui sert un exigu plat de lentilles. Comment ces guerriers, aussi intrépides à lutter contre la nature que contre l'ennemi, pourraient-ils faire peser la responsabilité de leurs privations sur leur général en chef? Ils sont habiles à tout expliquer. « *Le petit caporal*, disent-ils, *est un bon enfant qu'il a plu au Directoire de déporter, et qui s'est laissé faire. — Ce sont les savants qui, pour faire leurs fouilles, ont donné l'idée de*

l'expédition. » Comme la plaisanterie doit défrayer les ennuis du casernement, ils ajoutent, en parlant de Caffarelli-Dufalgua : « *Celui-là peut bien se moquer de ça, il a toujours un pied en France.* » Le général avait perdu une jambe sur le Rhin.

Le 10 juillet, les divisions quittent Damanhour. A la sortie, Bonaparte, assailli par un parti de Mamelucks, échappe par miracle à cette surprise. Desaix le gourmande sur son imprudence : « Il n'est pas écrit là haut, lui répond le général en chef en riant, que je doive jamais être prisonnier des Mamelucks... prisonnier des Anglais, à la bonne heure. » Paroles de triste prophétie, réalisées plus tard sur le rocher de Sainte-Hélène ! Le danger est l'aiguillon du courage. On apprend que Mourad-Bey et Ibrahim sont campés à Chebreiss. Le 15, il est culbuté, et les vainqueurs, après avoir traversé, le 16, le village de Schabar, le 17 le village de Kom-el-Schérif, le 18 le village d'Alkam, se trouvent le 19 à Abou-Nechabeh, et le 20 à Domédinar ; le 21 à l'aurore, ils découvrent les minarets de la capitale de l'Égypte et les Pyramides de Giseh. A la vue de ces muets témoins des vicissitudes humaines, ils s'arrètent saisis d'admiration. Faisant tourner cette émotion au profit de la victoire : « Soldats, dit Bonaparte, vous allez combattre aujourd'hui les dominateurs de l'Égypte ; songez que du haut de ces monuments quarante siècles vous contemplent. » Mémorable allocution que le lecteur, selon les expressions de lady Morgan, trouvera aussi sublime que les objets qui l'inspiraient !

Ibrahim et Mourad-Bey en viennent aux mains avec les phalanges françaises : l'impétuosité des Mamelucks est impuissante contre ces murailles de fer vomissant la mort, et la milice si redoutée vient expirer sous le feu et le fer des baïonnettes. La déroute de l'ennemi est complète ; il est anéanti, écrasé ou jeté dans le Nil, et une troupe, sous les ordres du général Dupuy, tant la terreur était grande, pénètre sans obstacle dans le Caire, et va, dès le jour même de la bataille des Pyramides (21 juillet 1798), bivouaquer au centre de la ville.

Le 23, l'armée fait son entrée triomphale. Les premières idées de haute ambition étaient venues à Bonaparte après Lodi ; de son propre aveu, elles se déclarèrent sur le sol de l'Égypte, après la bataille des Pyramides et la possession du Caire [1].

Ses premiers soins furent consacrés à l'administration du pays conquis. Maître absolu, il pensa avec raison qu'il est des mœurs, certains usages contre lesquels vient se briser toute puissance ; il respecta les coutumes des habitants, exerçant les lois sur la population par de simples ordres du jour [2]. « Je n'aurais pas osé faire fouiller les maisons, racontait-il plus tard ; il eût été hors de mon pouvoir d'empêcher les habitants de parler librement dans les cafés. Ils étaient plus libres, plus parleurs, plus indépendants qu'à Paris. S'ils se soumettaient à être esclaves ailleurs, ils prétendaient et voulaient être libres là. Les cafés

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, oct. 1816.
[2] *Mémorial de Sainte-Hélène*, nov. 1816.

étaient la citadelle de leur franchise, le bazar de leurs opinions. Ils déclamaient et jugeaient en toute hardiesse. »

Ibrahim tenait la campagne, infestée par des nuées d'Arabes et de Fellahs. Bonaparte le chasse de Relbeis, il le poursuit à El-Kanka et le réduit à l'impuissance à la bataille de Salahieh (12 août).

Le 14, le général en chef reçut la nouvelle du désastre d'Aboukir. Il parcourut avec un calme stoïque le rapport du contre-amiral Gantheaume, prit à part l'officier chargé de lui remettre la dépêche de Kléber, lui demanda des détails de vive voix sur cette fatale journée, et, le récit achevé, il dit avec sang-froid : *Nous n'avons plus de flotte : eh bien! il faut rester en ces contrées, ou en sortir grands comme les anciens*. Dans l'accusé de réception, il transmit ses ordres à Kléber; il lui écrivit : *Général, voilà un événement qui va nous forcer à faire de plus grandes choses que nous ne comptions : tenons-nous prêts*.

La réponse de Kléber ne se fit pas attendre : elle était digne de lui et de celui qui la recevait : « La journée d'Aboukir n'a produit chez le soldat qu'indignation et désir de vengeance. Quant à moi, il m'importe peu où je dois vivre, où je dois mourir, pourvu que je vive pour la gloire de nos armes, et que je meure ainsi que j'ai vécu. Comptez donc sur moi dans tout concours de circonstances, ainsi que sur ceux à qui vous ordonnerez de m'obéir. Vous m'écriviez que nous aurions de grandes choses à faire ; soit, je prépare mes facultés. »

De retour au Caire, Bonaparte, jaloux d'étendre ses relations au delà de l'Égypte, avait écrit au schérif qu'il désirait vivre en bonne intelligence avec lui ; il lui recommandait de faire connaître, dans tous les cas, à tous les négociants et fidèles, que les musulmans n'avaient pas de meilleurs amis que les Français; de même que les schérifs, les mollahs, les imans et tous ceux qui employaient leur temps et leurs moyens à instruire le peuple, n'avaient pas de plus zélés protecteurs.

Mais, malgré toutes les concessions politiques, le fanatisme se réveille de sa torpeur; la population, égarée, reçoit ses sanguinaires inspirations : les massacres s'organisent : le général Dupuy est assassiné. L'insurrection grandit; il faut la comprimer. Les troupes courent aux armes : le sang coule dans les rues du Caire; les insurgés, refoulés dans la grande mosquée, sont sommés de se rendre ; fiers de leur supériorité numérique, ils repoussent la clémence. Alors le canon bat le dernier asile de la sédition ; il force les plus mutins à implorer la miséricorde du général en chef : « Vous l'avez refusée, quand je vous l'offrais, cette clémence, répond le *Favori de la victoire* (nom que le peuple avait donné à Bonaparte), l'heure du châtiment est sonnée. Vous avez commencé, c'est à moi de finir. » Cette énergie ôte tout espoir aux séditieux : sous le feu des batteries, ils se voient voués à la mort ; les principaux chefs se dévouent et demandent merci. Le feu cesse, Bonaparte leur a pardonné.

Une profonde tranquillité succéda à ces agitations : indépendamment des travaux militaires, *le chef des braves de l'occident* dota le Caire des établissements les plus utiles. Un hospice s'éleva sur le bord du canal de Rodah, un lazaret magnifique fut fondé, un lycée de la patrie créé, un hôtel de la monnaie organisé ; sur tous les points s'ouvrirent des fonderies, de vastes ateliers de serrurerie, de menuiserie, de corderie, de charronnage, de charpente, d'orfèvrerie, de passementerie. Le Caire eut un théâtre et deux journaux, l'un de science et de littérature, sous le titre de *Décade égyptienne ;* l'autre politique, sous celui de *Courrier d'Égypte.* Le plaisir lui-même eut son temple : le Tivoli du Caire, semblable au Tivoli de Paris.

Tandis que Bonaparte transformait cette ville, naguère vassale de l'Europe et de l'Asie, en une cité industrieuse, commerçante, il songeait à résoudre le problème de la jonction de la mer Rouge avec la Méditerranée, dont il voulait faire un lac français. Il part le 25 décembre 1798 pour Suez ; le 27, il y entre ; le 30, il traverse la mer Rouge à l'endroit où les Israélites l'avaient traversée, trois mille trois cents ans auparavant. Il visite les sources de Moïse, examine quels peuvent être les travaux à exécuter pour établir une communication entre les deux mers ; et, revenu au Caire, le 3 janvier 1799, il ordonne à l'ingénieur en chef Lepère de se rendre à Suez, afin de lever géométriquement le cours du canal des Ptolémées.

Le Directoire, contre l'attente de Napoléon, avait laissé le champ libre à l'influence du cabinet britan-

nique. Secondée par la Russie, cette puissance triomphe des irrésolutions du Sultan. La Turquie déclare la guerre à la République française; des forces considérables se réunissent pour reconquérir l'Égypte. Les hostilités commencent; le pacha d'Acre occupe le fort El-Arisch, situé sur les frontières de la Syrie.

Bonaparte prend l'offensive : les troupes enlèvent le fort d'El-Arisch; le 21 février, le général se porte sur Kan-Younes ; il doit trouver la division Kléber à ce village, le premier de la Palestine que l'on rencontre sur la route conduisant à Gazah, à Jaffa, à Saint-Jean-d'Acre. Quelle est sa surprise ! le point est occupé par les débris du corps de Mamelucks défait le 15 près d'El-Arisch. Kléber n'est pas arrivé; les officiers penchent pour la retraite; Bonaparte repousse ce timide conseil : à la tête de ses guides, il court sur les bandes d'Abdallah-Pacha, qui s'enfuient à son approche.

Kléber, égaré par un guide, paraît enfin, et le 25 les divisions traversent ces vallons que jadis les Croisés firent retentir des cantiques de la foi chrétienne, égayant leur marche par les chants tyrtéens des hymnes de la victoire.

Gazah ouvre ses portes : Abdallah s'est replié ; on le poursuit sous les murs de Jaffa, qui, inondé de sang, encombré de cadavres, tombe au pouvoir de l'armée expéditionnaire, après les journées du 7 et du 8 mars. Jamais la guerre ne parut si hideuse au général en chef; elle portait dans ses flancs le fléau qui, le 13, décimait les rangs des cohortes victorieuses. Les courages les plus indomptés, les imaginations les plus

fermes, les plus vigoureuses, s'affaissent à ce cri qui répand la terreur : *c'est la peste*. L'épidémie éclate avec intensité : elle frappe avec la rapidité de la foudre. La crainte, le désespoir livrent les pestiférés aux étreintes de la mort. Le remède le plus efficace aux yeux de Bonaparte était l'énergie : il annonce l'intention de visiter les malades : en vain veut-on l'en dissuader. *Qu'importe, répond-il, c'est mon devoir, puisque je suis général en chef.*

Il se transporte à l'ambulance, parcourt lentement les salles, s'arrête devant presque tous les lits, relevant de leur abattement ses malheureux soldats, trop braves pour mourir à l'hôpital; il ne se borne pas aux paroles, il écarte la couverture d'un grenadier, prêt à succomber, et pressant de sa main les bubons sanglants : *Vous voyez*, dit-il à son entourage, *vous voyez que ce n'est rien*. Cet acte d'héroïsme paralyse l'influence de la contagion : l'armée est sauvée.

Le 14 mars 1799, les divisions ont rejoint l'avant-garde au village de Miski; le 16, Abdallah est précipité des hauteurs de Qâquoun, et le 18, animées d'une noble ardeur, elles investissent l'ancienne Ptolémaïs. Saint-Jean-d'Acre devait opposer à nos soldats, habitués aux succès, une résistance si opiniâtre que, malgré la dispersion, à la bataille de Mont-Thabor, d'une armée syrienne, *innombrable comme les étoiles du ciel, innombrable comme les sables de la mer*, et en dépit des plus brillants faits d'armes, elle détermina le général en chef à lever le siége. Pour donner le change à l'ennemi, le feu continua jusqu'au 16,

et le lendemain on mit à l'ordre du jour de l'armée cette proclamation :

« Soldats,

» Vous avez traversé le désert qui sépare l'Afrique de l'Asie avec plus de rapidité qu'une armée d'Arabes.

» L'armée qui était en marche pour envahir l'Égypte est détruite; vous avez pris son général, son équipage de campagne, ses bagages, ses outres, ses chameaux.

» Vous vous êtes emparés de toutes les places fortes qui défendent les puits du désert.

» Vous avez dispersé aux champs du Mont-Thabor cette nuée d'hommes accourus de toutes les parties de l'Asie dans l'espoir de piller l'Égypte.

» Les trente vaisseaux que vous avez vus arriver devant Acre, il y a douze jours, portaient l'armée qui devait assiéger Alexandrie, mais, obligés d'accourir à Acre, elle y a fini ses destins : une partie de ses drapeaux orneront votre entrée en Égypte.

» Enfin après avoir, avec une poignée d'hommes, nourri la guerre pendant trois mois dans le cœur de la Syrie, pris quarante pièces de campagne, cinquante drapeaux, fait six mille prisonniers, rasé les fortifications de Gazah, Jaffa, Caïffa, Acre, nous allons rentrer en Égypte. La saison des débarquements m'y rappelle.

» Encore quelques jours et vous aviez l'espoir de prendre le pacha même au milieu de son palais; mais

dans cette saison, la prise du château d'Acre ne vaut pas la perte de quelques jours ; les braves que je devais y perdre me sont aujourd'hui nécessaires pour des opérations essentielles.

» Soldats, nous avons une carrière de fatigues et de dangers à parcourir. Après avoir mis l'Orient hors d'état de rien faire contre nous dans cette campagne, il nous faudra peut-être repousser les efforts d'une partie de l'Occident.

» Vous y trouverez une nouvelle occasion de gloire, et si, au milieu de tant de combats, chaque jour est marqué par la mort d'un brave, il faut que de nouveaux braves se forment et prennent rang, à leur tour, parmi ce petit nombre qui donnent l'élan dans les dangers et maîtrisent la victoire. »

Desaix en cinq mois avait conquis la Haute-Égypte, vaillamment défendue par Mourad-Bey : sa modération lui méritait le titre de *Sultan juste*. « Caractère tout à fait antique, disait de lui Napoléon, il ne rêvait que la guerre et la gloire : les richesses et les plaisirs n'étaient rien pour lui, il ne leur accordait pas même une seule pensée. »

Pendant que l'armée expéditionnaire effectuait sa retraite, et, sur l'ordre de Bonaparte, jetait à la mer les pièces prises à Jaffa pour conserver les seuls moyens de transports disponibles aux malades et aux blessés, il surgissait en Égypte un habile imposteur, d'une origine inconnue, s'annonçant aux Arabes du désert de Barca comme l'ange El-Mohdhy, dont la venue était promise par le Coran à la crédulité des mu-

sulmans ; à la tête de bandes nombreuses, il procédait à sa prétendue mission par le massacre de soixante marins chargés de la défense de Damanhour. Ce charlatan du fanatisme, qui prétendait être invulnérable et paralyser avec une certaine poudre l'effet de la mousqueterie de l'artillerie française, tombait quelque temps après percé d'une balle sur le théâtre de ses sanglantes jongleries.

Le général en chef atteignait Jaffa le 23 mai, après avoir châtié les Naplousains. C'est ici le lieu de parler d'un événement odieusement travesti par la malignité d'un officier étranger. La haine est toujours une mauvaise conseillère. Sir Robert Wilson a imprimé que des malades français pestiférés, au nombre de cinq cent quatre-vingts, avaient été empoisonnés à Jaffa par les ordres précis et positifs de Bonaparte.

« Il y avait, dit M. le commissaire Miot [1], dans nos ambulances, et particulièrement au mont Carmel, des blessés et des malades hors d'état de faire la route autrement qu'en litière ; la plupart étaient attaqués de la peste, et leur transport exigeait au moins huit hommes pour se relayer en chemin. Je sais qu'à l'époque du départ, *on fit courir le bruit* (qui a été répété depuis) qu'on administra aux malades désespérés des médicaments composés exprès pour accélérer leur triste fin, et leur éviter, par une mort adroitement préparée, celle plus cruelle qui les attendait en tombant entre les mains de leurs féroces ennemis. Je sais

[1] *Mémoires sur la campagne d'Égypte.*

qu'on disait encore qu'il fallait, pour le salut d'un seul pestiféré, exposer huit hommes et même douze aux atteintes presque inévitables d'un fléau dont les effets étaient si rapides.

» *J'ai été témoin de toute l'horreur qu'inspirait cette fatale résolution ;* mais il est de la droiture de mes sentiments, et il appartient à la franchise et à la simplicité avec lesquelles j'ai peint ce que j'ai vu, de déclarer que je n'ai d'autres preuves évidentes de l'empoisonnement de nos blessés que les *propos* sans nombre que j'ai entendu tenir dans l'armée. »

Ce témoignage, émané d'une personne qu'on ne saurait accuser de partialité, ébranle singulièrement la base des accusations de sir Robert Wilson. A ces ouï-dire, à ces propos, Napoléon lui-même a opposé, non une protestation, la calomnie pouvait-elle l'atteindre ? mais un récit véridique et authentique que nous empruntons à la *Relation du docteur O'Méara* [1] :

« Avant de quitter Jaffa et après en avoir fait embarquer la plus grande partie de mes malades et de mes blessés, on vint me dire qu'il restait à l'hôpital des hommes dans un état si dangereux, qu'il était impossible de les transporter. J'ordonnai aussitôt à l'état-major des chirurgiens de se réunir et d'examiner ce qu'il y avait de mieux à faire. En conséquence, ils se consultèrent et trouvèrent que *sept à huit hommes* [2] étaient si dangereusement malades qu'on regardait

[1] *Relation du docteur O'Méara*, 23 janvier 1817.

[2] On peut se demander où étaient ces cinq cent quatre-vingts hommes de sir Wilson ?

comme impossible leur retour à la vie; on pensa que ce serait *un acte de charité de condescendre a leurs désirs* et de devancer *leur mort de quelques heures.*

» Desgenettes ne fut pas de cet avis, et dit que sa profession *était de guérir les malades et non de les tuer.* Larrey vint me trouver sur-le-champ et me fit part de cette opposition, ainsi que du raisonnement de Desgenettes, en ajoutant qu'il avait raison. Mais, continua Larrey, ces hommes ne peuvent vivre que peu d'instants, et si vous voulez laisser une arrière-garde pour les protéger contre les postes avancés de l'ennemi, cela suffira.

» J'ordonnai, en conséquence, à quatre ou cinq cents cavaliers de rester en arrière et de ne pas quitter l'endroit que les malades ne fussent morts. Ils restèrent en effet et vinrent me faire le rapport qu'ils avaient tous expiré. J'ai appris depuis que Sydney-Smith en avait trouvé un ou deux encore vivants quand il est entré dans la ville. Je ne fais pas de doute que cette histoire d'empoisonnement n'ait été faite en quelque sorte par Desgenettes, qui était un bavard; on aura mal entendu et mal répété ensuite.

» Je ne pense point, ajoutait-il, que c'eût été commettre un crime que de donner de l'opium aux pestiférés; au contraire, c'eût été obéir à la voix de la raison : il y avait plus d'inhumanité à laisser quelques malades dans cet état désespéré, exposés à être massacrés par les Turcs, ou à éprouver de la part de ceux-ci des tourments épouvantables. Un général doit agir envers ses soldats comme il voudrait qu'on agît envers

lui-même. Si *mon fils*, et cependant je crois l'aimer autant qu'un père peut aimer son enfant, si mon fils, dis-je, était dans une situation pareille à celle de ces malheureux, mon avis serait qu'on en agît de même, et si je m'y trouvais moi-même j'exigerais qu'on en usât ainsi envers moi. Au reste, si j'avais cru qu'il fût *necessaire* de donner de l'opium à ces soldats, j'aurais fait assembler un conseil de guerre, j'aurais exposé la nécessité de cette action, et je l'aurais fait mettre à l'ordre de l'armée. Croyez-vous que si j'eusse été capable d'empoisonner secrètement mes soldats, mes troupes eussent combattu pour moi avec un enthousiasme et une affection sans pareils? Non, non, je n'aurais pas accompli une telle action, quelque soldat m'eût brûlé la cervelle sur mon passage, quelque blessé même aurait conservé assez de force pour lâcher la détente d'un fusil et m'expédier.

« Je n'ai jamais commis de crime dans toute ma carrière politique ; je pourrais l'affirmer à mon agonie (il était alors à Sainte-Hélène). Je ne serais pas ici, si *j'avais su* commettre le crime. »

Tous les malades et blessés furent indistinctement transportés à la suite de l'armée, et Bonaparte donna ses propres chevaux pour faciliter cette opération. Ces malheureux campèrent constamment à une petite distance des bivouacs. Le général en chef, chaque soir, faisait dresser sa tente près d'eux, et il ne se passait pas un jour sans qu'il les visitât, sans qu'il les vît défiler au moment du départ.

Le 1er juin 1799, le corps expéditionnaire traver-

sait le désert, Kan-Younes et El-Arisch, et le 10, à Matarieh, il se soumettait aux mesures de précautions en usage dans les lazarets pour entrer, le 14, dans la capitale de l'Égypte.

Les troupes de la garnison déploient toute leur coquetterie, les membres des administrations civiles et militaires, les membres de la commission des sciences et des arts, ceux de l'Institut d'Égypte, le grand Divan, les Cophtes, les principaux négociants, les officiers-généraux vont au-devant de Bonaparte Le scheik El-Bekri, représentant de la plus illustre des nombreuses familles issues du Prophète, lui offre en cadeau un magnifique cheval arabe, ainsi que l'esclave qui tient la bride de l'animal. Cet esclave, c'était le Mameluck Roustan, investi pendant quinze ans de la confiance de son maître.

La tranquillité la plus profonde régnait en Égypte ; les forces qui y avaient été laissées augmentaient tous les jours : les soldats, en quittant les hôpitaux, grossissaient les troisièmes bataillons des corps.

Le Grand-Turc, qui avait prêté une oreille complaisante aux conseils de l'Angleterre et de la Russie, avait réuni une armée considérable ; elle devait reconquérir l'Égypte : le 14 juillet 1799, elle débarque à Aboukir. Bonaparte réprimande Marmont de ne point s'être opposé à ce débarquement et d'avoir abandonné son poste : Marmont s'excuse sur le peu de forces qu'il avait pour repousser dix-huit ou vingt mille Turcs : *Avec douze cents hommes*, dit Bonaparte

en l'interrompant, *c'en était assez pour aller jusqu'à Constantinople.*

Le péril stimule le génie du général en chef, il court à la victoire: ses dispositions sont prises, ses ordres exécutés, et les Turcs, rejetés hors de leur camp, poursuivis, sont précipités dans la mer. Une seule chaloupe, restée près du rivage, sauve Sydney-Smith de la mort qu'il fuit en vain, pourchassé de toutes ses positions. Avec moins de six mille hommes, Bonaparte, qui n'avait jamais montré plus d'habileté stratégique, venait d'en exterminer vingt mille. Telle fut la bataille d'Aboukir (25 juillet); telle fut la glorieuse revanche, prise par les troupes de terre, de l'affront reçu onze mois auparavant par notre marine. Vers le soir, Kléber arriva avec sa division. Transporté d'enthousiasme en apprenant tous les détails de cette brillante journée, il courut à Bonaparte, et, le soulevant entre ses bras : *Général*, s'écria-t-il, *vous êtes grand comme le monde!*

Avide d'apprendre des nouvelles de l'Europe, Bonaparte envoya à bord du vaisseau-amiral turc, sous prétexte de traiter des prisonniers qu'il venait de faire, se doutant bien que le parlementaire serait arrêté par Sydney-Smith [1]. En effet, le commodore anglais le combla de bons traitements et se fit un malin plaisir d'adresser au général en chef une série de journaux.

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, 29 août 1816.

Napoléon passa la nuit dans sa tente à dévorer ces papiers. Déjà le Directoire lui avait écrit, le 26 mai 1799, la lettre suivante, dont les termes lui démontraient la nécessité de remédier aux maux de la patrie, de la sauver :

« Les efforts extraordinaires, citoyen général, écrivaient Treilhard, La Révellière-Lepaux et Barras, que l'Autriche et la Russie viennent de déployer, la tournure sérieuse et presque alarmante que la guerre a prise, exigent que la République concentre ses forces. Le Directoire vient, en conséquence, d'ordonner à l'amiral Brueys d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir pour se rendre maître de la Méditerranée et pour se porter en Égypte, à l'effet de ramener l'armée que vous commandez. Il est chargé de se concerter avec vous sur les moyens à prendre pour l'embarquement et le transport. Vous jugerez, citoyen général, si vous pouvez avec sécurité laisser en Égypte une partie de vos forces, et le Directoire vous autorise, dans ce cas, à en confier le commandement à qui vous jugerez convenable [1].

» Le Directoire vous verrait avec plaisir revenir à la tête des armées républicaines, que vous avez jusqu'à présent si glorieusement commandées. »

La résolution de Bonaparte est prise. La France le réclame. La mésintelligence entre le Directoire et le Conseil des Cinq-Cents mène à l'anarchie. Les armées, battues en Italie, sur le Rhin, n'offrent plus qu'une

[1] *L'Égypte moderne*, par M. Marcel, de l'Institut d'Égypte.

protection bien précaire : la discorde est prête à secouer ses torches incendiaires. Son départ est arrêté.

Il écrit à Kléber, qui commandait alors la province de Garbieh :

« Le gouvernement m'ayant rappelé près de lui, il est enjoint au général Kléber de prendre le commandement de l'armée d'Orient. »

Cette lettre laconique était destinée à devenir publique : sous le pli se trouvaient les instructions nécessaires. Précieux document historique que son haut intérêt nous oblige à consigner ici :

« Au général Kléber,

» Vous trouverez ci-joint, citoyen général, un ordre pour prendre le commandement de l'armée. La crainte que la croisière anglaise ne paraisse d'un moment à l'autre me fait précipiter mon voyage de deux ou trois jours. J'emmène avec moi les généraux Berthier, Lannes, Murat, Andréossy, Marmont, et les citoyens Monge et Bertholet.

» Vous trouverez ci-joints tous les papiers anglais de Francfort jusqu'au 10 juin ; vous y verrez que nous avons perdu l'Italie, que Mantoue, Turin et Tortone sont bloqués. J'ai lieu de croire que la première de ces places tiendra jusqu'au mois de novembre ; j'ai l'espérance, qui me sourit, d'arriver en Europe avant le commencement d'octobre.

» Vous trouverez ci-joint un chiffre pour correspondre avec le gouvernement, et un autre pour correspondre avec moi.

» L'intention du gouvernement est que le général Desaix parte pour l'Europe dans le courant de novembre, à moins d'événements majeurs.

» L'arrivée de notre escadre à Toulon, venant de Brest, et de l'escadre espagnole à Carthagène, ne laisse aucune espèce de doute sur la possibilité de faire passer en Égypte les fusils, sabres et fers coulés dont vous aurez besoin, et dont j'ai l'état le plus exact, avec une quantité suffisante de recrues pour réparer la perte de deux campagnes.

» Le gouvernement vous fera connaître alors ses intentions, et moi, en mon propre et particulier, je prendrai des mesures pour avoir fréquemment des nouvelles.

» Si, par des événements incalculables, toutes les tentatives étaient infructueuses, et qu'au mois de mai vous n'eussiez reçu aucun secours ni nouvelles de France; si, cette année, malgré toutes les précautions, la peste était en Égypte et que vous perdissiez plus de quinze cents soldats, perte considérable, puisqu'elle serait en sus de celle que les événements de la guerre occasionneraient journellement, je dis que, dans ce cas, vous ne devez point vous hasarder à soutenir la campagne prochaine, et vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte ottomane, quand même l'évacuation devrait être la condition principale. Il faudrait seulement éloigner l'exécution de cet ordre, si cela était possible, jusqu'à la paix générale.

» Vous savez aussi bien que personne, citoyen

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE · IMPRIMÉS · COLLECTION DU BARON LARREY DON DE Mlle DODU

général, combien la possession de l'Égypte est importante pour la France. L'empire turc, qui tombe en ruines de tous côtés, s'écroule aujourd'hui, et l'évacuation de l'Égypte par la France serait un malheur d'autant plus grand, que nous verrions, de nos jours, cette belle province passer en d'autres mains européennes.

» Les nouvelles des succès et des revers qu'aurait la République en Europe, doivent aussi influer puissamment sur vos calculs; mais si, avant que vous ayez reçu aucune nouvelle de France, la Porte répondait aux ouvertures de paix que je lui ai faites, déclarez que vous avez tous les pouvoirs que j'avais; entamez les négociations; répétez bien que l'intention de la France n'a jamais été d'enlever l'Égypte à la Porte; exigez que la Porte sorte de la coalition et nous accorde le commerce de la mer Noire; exigez qu'elle mette les prisonniers français en liberté; exigez enfin une suspension d'armes de six mois, afin que pendant ce temps-là l'échange des ratifications puisse avoir lieu.

» A supposer des circonstances telles que vous croyiez devoir conclure le traité avec la Porte, vous feriez sentir que vous ne pouvez pas le mettre à exécution qu'il ne soit ratifié, et que, suivant l'usage des nations, l'intervalle entre la signature d'un traité et sa ratification doit toujours être une interruption d'hostilités.

» Vous connaissez, je pense, citoyen général, mes idées sur la politique à suivre envers l'Égypte elle-

même. Quoi que nous fassions, les chrétiens seront toujours pour nous : il faut les empêcher d'être trop insolents, afin que les Turcs n'aient pas contre nous le même fanatisme que contre les chrétiens, ce qui nous les rendrait irréconciliables ennemis ; il faut endormir le fanatisme en attendant qu'on puisse le déraciner ; en captivant l'opinion des grands cheicks du Caire, on a l'opinion de toute l'Égypte et de tous les chefs du peuple. Si l'on sait les prendre, rien n'est moins dangereux pour nous que ces chefs peureux et pusillanimes, qui ne savent ni n'osent se battre, et qui imposent le fanatisme sans être fanatiques eux-mêmes.

» Quant aux fortifications, Alexandrie, El-Arisch, voilà les clefs de l'Égypte. J'avais l'intention de faire établir cet hiver plusieurs redoutes de palmiers; il y en aurait eu deux, notamment, de Salahieh à Katieh, deux autres de Katieh à El-Arisch, et l'une des deux dernières serait élevée à l'endroit où le général Menou a découvert de l'eau potable.

» J'avais le projet, si nul événement ne survenait, d'aviser aux moyens d'établir cet hiver un nouveau système d'impositions, qui eût à peu près permis de se passer des Cophtes ; cependant, avant de rien innover à cet égard, je vous conseille de réfléchir longtemps : mieux vaut entreprendre un jour plus tard qu'un jour trop tôt.

» Des vaisseaux de guerre français se présenteront indubitablement cet hiver devant Alexandrie, ou devant Bourlos, ou devant Damiette. Faites, soit dit

en passant, faites construire une tour et une batterie à Bourlos; puis, quand les navires français auront paru, réunissez cinq ou six cents Mamelucks, arrêtez-les en un jour au Caire et dans les provinces, et les embarquez pour la France. A défaut de Mamelucks, des ôtages d'Arabes ou des fils de cheicks. Ces individus, transportés en France, verront la grandeur de la nation, prendront une idée de nos mœurs et de notre langue, et, revenus en Égypte, nous formeront autant de partisans.

» Le poste éminent que vous allez occuper, citoyen général, va vous mettre à même de déployer enfin les talents que vous a donnés la nature; l'intérêt de ce qui se passe ici est vif, et les résultats en seront immenses pour le commerce, immenses pour la civilisation : ce sera l'époque d'où dateront les grandes révolutions.

» Pour moi, accoutumé que je suis à ne voir la récompense des peines et de la vie que dans l'opinion de la postérité, j'abandonne l'Égypte avec le plus grand regret. L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les événements extraordinaires qui viennent de se passer, me décident seuls à braver les escadres ennemies : je serai d'esprit et de cœur avec vous; vos succès me seront aussi chers que ceux auxquels je participerais en personne, et je regarderais comme mal employés tous les jours de ma vie où je ne ferais pas quelque chose pour l'armée dont je vous laisse le commandement, quelque chose pour consolider l'établissement magnifique dont nous venons de jeter les fondements.

» L'armée que je vous confie est toute composée de mes enfants; j'ai reçu dans tous les temps, au milieu de leurs plus rudes fatigues, des marques de leur affection. Entretenez-les dans ces sentiments; vous le devez à l'attachement vrai que je vous porte, et, citoyen général, à l'estime toute particulière que j'ai pour vous. »

Il fait ses adieux à ses enfants, comme il les appelait lui-même, et prie Kléber de les mettre à l'ordre du jour. Écoutons-le :

« Soldats,

» Les événements qui se passent en Europe m'ont décidé à partir pour la France. Je remets le commandement de l'armée au général Kléber. L'armée aura bientôt de mes nouvelles : je n'en peux dire davantage, il m'en coûte de quitter des soldats auxquels je suis tant attaché; mais ce ne sera que momentanément, et le général que je leur laisse a la confiance du gouvernement et la mienne. »

Il fait venir l'amiral Gantheaume et lui donne l'ordre d'aller en toute hâte à Alexandrie, d'y amener avec mystère, et avec toute la célérité possible, une des frégates vénitiennes qui s'y trouvent, et de l'avertir dès qu'elle sera prête.

La nuit venue, le général en chef se rend sur une plage non fréquentée, avec vingt-cinq ou trente guides; des canots le conduisent à la frégate. On appareille : une voile anglaise est signalée : Bonaparte croit lire une sorte d'hésitation sur les visages de

ceux qui l'ont accompagné. *Il est encore temps*, leur dit-il, *de retourner au rivage*. Chacun de se récrier : *Soit*, reprend-il, *restez : au surplus, vous n'avez rien à craindre, ma bonne étoile vous protégera, et nous arriverons en dépit des Anglais*.

La traversée fut longue, très-difficile; souvent on prit l'alarme à la vue des voiles ennemies. Seul, Napoléon fut toujours calme : un coup de vent quand on approcha de l'Europe fit rabattre sur la Corse : on entra à Ajaccio. La Providence semblait vouloir faire respirer l'air natal à celui qui allait assurer les destinées du monde.

En remettant à la voile, on gouverna vers Marseille et Toulon. Enfin l'on aborda à Fréjus le 9 octobre 1799.

L'Autriche avait déchiré le traité de Campo-Formio : ses armées, celles de la Russie menaçaient les frontières : Masséna avait pu contenir Souvarow à la bataille de Zurich ; les dangers de 93 se présentaient aux imaginations effrayées ; la discorde agitait son brandon sur le sein de la patrie ; la faiblesse, l'indécision du Directoire enhardissaient les plus mauvaises passions ; la République expirait sous le poids des agitations, des intrigues fomentées par les partis extrêmes. « Il ne faut plus de parleurs, s'était écrié Siéyès, mais une tête, une épée pour sauver la France ; mais cette tête, cette épée que tout le monde nommait, désirait, que l'on rencontrait dans Napoléon, de quel côté apporterait-elle son invincible et tutélaire appui ? Les amis sincères du pays étaient dans l'anxiété, lorsque, le 9

novembre 1799 (18 brumaire), le Conseil des Anciens décrète la translation du Corps législatif à Saint-Cloud, et le place sous la garde du vainqueur de l'Égypte. Bonaparte, accompagné des généraux Berthier, Lefebvre, Macdonald, Murat, entre dans la salle des délibérations : « Citoyens représentants, dit-il, la République périssait, vous l'avez vu, et votre décret vient de la sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble et le désordre, je les arrêterais, aidé du général Berthier, du général Lefebvre, et de tous mes compagnons d'armes; qu'on ne cherche pas dans le passé des exemples qui pourraient retarder votre marche; rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du XVIIIe siècle : votre sagesse a rendu le décret, nos bras sauront l'exécuter. Nous voulons une République fondée sur la liberté civile, sur la représentation nationale; nous l'aurons, je le jure; je le jure en mon nom et celui de mes compagnons d'armes! » Il sort pour passer en revue les troupes placées sous son commandement : de nombreuses acclamations répondent à l'appel qu'il fait aux soldats de sauver la patrie.

Abandonné par ses deux collègues, Barras expédie son secrétaire au général, afin de se ménager son appui; celui-ci repousse les ouvertures du directeur par cette terrible sortie : « Qu'a fait le Directoire de cette France que je lui avais laissée brillante? Je lui avais laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre; je lui avais laissé des victoires, et j'ai trouvé des lois spoliatrices, la misère. Qu'a-t-il fait de cent mille Français, tous mes compagnons de gloire? Ils sont morts! » Une

heure après, Barras et son collègue Gohier envoyaient leur démission.

Le 10 novembre (19 brumaire) les deux Conseils, qui touchaient à leurs derniers moments politiques, prenaient possession chacun d'une salle au château de Saint-Cloud. L'espoir, la rage, le doute, animaient les deux Assemblées. Gaudin, au Conseil des Cinq-Cents, excite, dans un discours, les émotions d'usage : il psalmodie sur les dangers de la République. A l'instant où l'on prêtait serment à la Constitution de l'an III, Bonaparte, qui quittait le Conseil des Anciens, paraît suivi de quelques grenadiers. A sa vue, les cris : *Des soldats! des armes! à bas le tyran, à bas le dictateur, le Cromwell!* retentissent dans la salle. *Sortez, sortez!* vocifèrent les uns. *Hors la loi! hors la loi!* exclament les autres.

Le Corse Aréna tire un poignard et s'élance sur le général. Les injures, les menaces redoublent; des grenadiers s'avancent la baïonnette en avant; les députés se sauvent par les couloirs, par les fenêtres, et Bonaparte, mis hors la loi, les met, selon l'expression de Siéyès, hors la salle.

Ainsi disparurent, comme au souffle du vent, ces fantômes de législateurs. Du moins la force n'était plus aux hordes de l'échafaud, aux noyades, aux égorgeurs, comme à l'époque de la Terreur; elle se nommait alors Arcole, Rivoli, les Pyramides et le Mont-Thabor [1]. La République avait accompli son œuvre

[1] *Révolution française*, par M. Poujoulat, t. II.

de destruction d'un bras infatigable; son œuvre du dehors avait été poursuivie avec une généreuse ardeur, un religieux enthousiasme; mais, à toutes les époques, elle n'avait pu établir l'œuvre gouvernementale.

Lucien Bonaparte [1] qui, dans la séance *des dangers de la patrie* du 18 fructidor, avait ramené ses collègues égarés par des opinions trop exaltées, se montra victorieux adversaire des ultrà-jacobins : sa fermeté, sa présence d'esprit, son dévouement aux intérêts du pays triomphèrent des fureurs anarchiques.

Il est d'un grand intérêt historique de connaître les appréciations du général Bonaparte sur la journée du 18 brumaire; nous ne pouvons mieux faire que de les emprunter au confident, au dépositaire de ses pensées, à M. de Las-Cases :

« Pour mon compte [2], disait Napoléon, dans le complot d'exécution, ma part se borna à réunir à une heure fixe la foule de mes visiteurs, et à marcher à leur tête pour saisir la puissance. Ce fut du seuil de ma porte, du haut de mon perron, et sans qu'ils eussent été prévenus d'avance, que je les conduisis à cette conquête. Ce fut au milieu de leur brillant cortége, de leur vive allégresse, de leur ardeur unanime que je me présentai à la barre des Anciens, pour les remercier de la dictature dont ils m'investissaient.

» On a discuté métaphysiquement, et l'on discu-

[1] Voir ses *Mémoires de Londres*.

[2] *Mémorial de Sainte-Hélène*, juillet 1816.

tera longtemps encore si nous ne violâmes pas les lois, si nous ne fûmes pas criminels; mais ce sont autant d'abstractions bonnes tout au plus pour les livres et les tribunes, et qui doivent disparaître devant l'impérieuse nécessité; autant vaudrait accuser du dégât le marin qui coupe ses mâts pour ne pas sombrer. Aussi les auteurs, les grands acteurs de ce mémorable coup d'État, au lieu de dénégations et de justifications, doivent-ils, à l'exemple de ce Romain, se contenter de répondre avec fierté à leurs accusateurs : *Nous protestons que nous avons sauvé notre pays; venez avec nous en rendre grâces aux Dieux*. Et, certes, tous ceux qui, dans le temps, faisaient partie du tourbillon politique, ont eu d'autant moins de droit de se récrier avec justice, que tous convenaient qu'un changement était indispensable, que tous le voulaient, et que chacun cherchait à l'opérer de son côté. Je fis le mien à l'aide des *modérés*. La fin subite de l'anarchie, le retour immédiat de l'ordre, de l'union, de la force, de la gloire, furent ses résultats. Ceux des *Jacobins* ou ceux des *Immoraux* auraient-ils été supérieurs? Il est permis de croire que non. Toutefois il n'est pas moins très-naturel qu'ils en soient demeurés mécontents, et en aient jeté les hauts cris. Aussi, n'est-ce qu'à des temps plus éloignés, à des hommes plus désintéressés qu'il appartient de prononcer sainement sur cette grande affaire. »

Comme le pensait Bonaparte, l'histoire a prononcé, et, dans son impartialité, elle a approuvé le 18 brumaire.

Après cette journée, il ne se trouvait pas au Trésor de quoi expédier un courrier : telle était la situation des finances de l'État faite par le Directoire. Lorsque le consul voulut se procurer la force précise de l'armée, il fut obligé d'envoyer sur les lieux mêmes pour en faire le relevé.

« — Vous devez avoir des rôles au bureau de la guerre? disait-il à Dubois-Crancé.

» — A quoi nous serviraient-ils? répondait-on ; il y a eu tant de munitions dont on n'a pu tenir compte.

» — Mais, du moins, vous devez avoir l'état de la solde, qui nous mènera à notre but?

» — Nous ne la payons pas.

» — Mais les états de vivres?

» — Nous ne les nourrissons pas.

» — Mais ceux d'habillement?

» — Nous ne les habillons pas. »

L'esprit d'ordre, d'investigation administrative de Bonaparte mit un terme à ce chaos. La supériorité incontestable de Napoléon dans toutes les questions relatives aux finances, à l'armée, à la politique, aux lois, était telle qu'à la suite d'une conférence, Siéyès déconcerté, courut dire à ses intimes : *Messieurs, vous avez un maître ; cet homme sait tout, veut tout et peut tout.*

La révolution de brumaire donna naissance à une trinité de consuls provisoires, Bonaparte, Siéyès, et Roger Ducos. La présidence revint de fait au plus capable; c'était l'avis de Ducos, qui se déclara pour toujours de l'avis du général Dès la première séance, Siéyès, très-enclin à satisfaire ses intérêts, alla mysté-

rieusement regarder aux portes si quelque oreille indiscrète pouvait entendre. Il revint en adressant la parole à Napoléon, et montrant une commode : « Voyez-vous ce beau meuble [1], lui dit-il à demi-voix ; vous ne vous doutez peut-être pas de sa valeur? Bonaparte crut d'abord qu'il lui faisait considérer un meuble de la couronne. Ce n'est pas cela, reprit Siéyès, souriant de la méprise : je vais vous mettre au fait ; il renferme huit cent mille francs ! A cette confidence ses yeux s'écarquillaient brillants de convoitise.

» Dans notre magistrature directoriale, continuait-il, nous avons réfléchi qu'un directeur, sortant de place, pouvait fort bien rentrer dans sa famille sans posséder un denier ; ce qui n'était pas convenable. Nous avions donc imaginé cette petite caisse, de laquelle nous tirions une somme pour chaque membre sortant. Maintenant il n'y a plus de directeurs ; nous voilà donc possesseurs du reste ; qu'en ferons-nous?

Napoléon l'avait écouté avec attention : il le comprit et répliqua. « Si je le sais, la somme ira au Trésor public ; mais si je l'ignore, et je ne le sais point encore, vous pouvez vous la partager, vous et Ducos, qui ètes tous deux anciens directeurs ; seulement, dépèchez-vous, car demain il serait peut-être trop tard. » Ses deux collègues ne se le firent pas répéter. Siéyès s'adjugea la part du lion : il en prit une comme plus ancien directeur ; une autre comme ayant dû rester en charge plus longtemps que son collègue ; une

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, 5 juillet 1816.

troisième enfin, parce qu'il avait donné l'idée de cet heureux changement; bref, il se réserva six cent mille francs, disait l'empereur à Sainte-Hélène, et il n'envoya que deux cent mille francs au pauvre Ducos, qui, revenu des premières émotions, voulait absolument réviser ce compte et lui chercher querelle. Tous les deux en référaient à chaque instant, à ce sujet, à leur troisième collègue, pour qu'il les mît d'accord ; mais celui-ci leur répondait toujours : « Arrangez-vous entre vous, soyez surtout silencieux, car si le bruit remontait jusqu'à moi, il vous faudrait abandonner le tout. » La somme en question, du reste, n'appartenait point à l'État : MM. Siéyès et Ducos y avaient droit [1].

Il fallait se fixer sur une constitution : Siéyès développa complaisamment aux commissions des deux Conseils l'œuvre qu'il avait conçue : il proposait un *Grand-Électeur*, comme représentant la dignité nationale, avec résidence à Versailles et six millions de traitement, investi du pouvoir de nommer deux consuls, l'un de la paix, l'autre de la guerre, complétement indépendants dans leurs attributions. Dans ce système, si ce grand-électeur venait à faire un choix malheureux, il devait être *absorbé* par le Sénat.

Napoléon avait pris peu de part à la discussion; mais, à cette combinaison qui faisait disparaître le grand-électeur, il se mit à rire au nez de Siéyès et renversa cet échafaudage d'utopiques institutions,

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène.*

qu'il qualifiait de *niaiseries métaphysiques* : Siéyès, soutenant son grand-électeur, essaya de prouver qu'après tout un roi n'était pas autre chose. « Vous prenez l'abus pour le principe, l'ombre pour le corps, répliqua Napoléon : comment avez-vous pu imaginer, monsieur Siéyès, qu'un homme de quelque talent et d'un peu d'honneur voulût se résigner au rôle d'un *cochon à l'engrais de quelques millions?* » Cette saillie noya la création de Siéyès : il n'y eut plus moyen pour lui de revenir à son fétiche politique. L'on se décida pour un premier consul à décision suprême, ayant la nomination à tous les emplois, assisté de deux consuls accessoires à voix délibératives seulement : c'était, en fait, l'unité du pouvoir. Le premier consul était un vrai président d'Amérique, gazé sous des formes que commandait l'esprit du temps, de sa nature fort ombrageux. De ce jour-là, le règne de Napoléon commençait réellement.

Le premier consul choisit pour consuls accessoires Cambacérès et Lebrun, tous deux hommes de mérite et de nuance entièrement opposée dans son opinion[1]; l'un était l'avocat des abus, des préjugés, des anciennes institutions, du retour des honneurs; l'autre, froid, sévère, insensible, tombait naturellement dans l'idéologie.

La Constitution de l'an VIII, qui remplaçait celle l'an III, violée au 18 fructidor, au 22 floréal, au 30 prairial, tantôt invoquée par toutes les factions,

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, 5 juillet 1816.

tantôt conspuée par elles, fut présentée au peuple. La proclamation du 24 frimaire se terminait par ces paroles remarquables : *Citoyens, la révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée ; elle est finie.*

Le ministère fut modifié, le Sénat, constitué à huis-clos, désigna les membres du Tribunat et du Corps législatif.

L'état des finances devait attirer l'attention de Bonaparte. Par la loi du 4 nivôse, relative au rachat de trois millions cinq cent mille francs de rente provenant des émigrés, cinquante millions rentrèrent dans les caisses de l'État : l'aliénation de diverses parties des biens nationaux, l'extension du système des cautionnements, l'ordre prescrit dans toutes les branches de l'administration financière, ramenèrent l'abondance. La banque de France fut fondée : source de prospérité et d'activité commerciales, elle donnait au pays les richesses du crédit. Les services publics furent réorganisés; les rouages de l'administration départementale, mis en mouvement par une puissante centralisation, convergèrent vers le foyer des intérêts nationaux.

Bonaparte plaça dans le conseil de préfecture une sorte de conseil d'état, et, dans le *conseil général*, une espèce de Corps législatif : le sous-préfet eut son *conseil d'arrondissement*, les maires des communes leurs *conseils municipaux;* partout l'action était dévolue à un seul, et la délibération réservée à plusieurs.

Chaque arrondissement eut son tribunal civil, son receveur particulier des finances; chaque départe-

ment un tribunal criminel et un receveur-général; vingt-sept cours d'appel planèrent sur les juridictions du premier degré, et la cour de cassation, placée au-dessus de toutes, servit d'égide à la législation : une commission composée de Portalis, de Tronchet, de Bigot de Préameneu, de Malleville, prépara le *Code civil* des Français.

Enfin, les proscrits du 18 fructidor furent rappelés, les églises rétablies, les campagnes purgées des brigandages. Sous la main puissante de l'homme du destin s'apaisèrent les orages de la tourmente révolutionnaire. Après dix années d'attente, de déceptions, de stériles espérances, la France, heureuse d'oublier les tristes et sanglants souvenirs du passé, voyait, pleine de confiance en l'avenir, luire l'aurore de ses brillantes destinées.

V

Politique de l'Angleterre.— Prétentions de la famille des Bourbons. — Louis XVIII. — Cour du premier consul. — Les Tuileries. — Hostilités en Italie. — Bataille de Montebello. — Bataille de Marengo. — Dangers courus par Napoléon. — Cerachi. — La machine infernale. — Le protestantisme et le catholicisme. — Idées de Bonaparte sur la religion.

Bonaparte avait promis à la nation les bienfaits d'une paix glorieuse. La Russie s'était retirée du champ de bataille : ses ports avaient été fermés aux Anglais. Jaloux d'être le pacificateur de l'Europe, au lieu d'employer les voies tortueuses de la diplomatie, le premier consul fait une démarche éclatante, il écrit de sa propre main à Georges III la missive suivante :

« Bonaparte, premier consul de la République, à Sa Majesté le roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

» Appelé par le vœu de la nation française à occu-

per la première magistrature de la République, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire directement part à Votre Majesté.

» La guerre qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle? n'y a-t-il donc aucun moyen de s'entendre ?

» Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles ? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires ?

» Ces sentiments ne peuvent pas être étrangers au cœur de Votre Majesté, qui gouverne une nation libre, et dans le seul but de la rendre heureuse.

» Votre Majesté ne verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer efficacement, pour la seconde fois, à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des états faibles, ne décèlent, dans les états forts, que le désir mutuel de se tromper.

» La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent longtemps encore, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement ; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier. »

En Angleterre, le commerce soupirait après la cessation des hostilités, mais le gouvernement ne pouvait consentir à y mettre un terme tant que la France conserverait avec la Belgique le protectorat de la république batave, situation qui doublait sa marine. D'ailleurs on n'avait pas une idée très-nette des conséquences du 18 brumaire. Le cabinet de Saint-James, par sa réponse du 4 janvier 1800, déclara que le garant le plus naturel de la réalité des dispositions pacifiques du gouvernement français serait la restauration de la famille royale exilée, événement qui écarterait les obstacles qui s'opposaient à la négociation de la paix, qui assurerait à la France la possession tranquille *de son ancien territoire*. « Cependant, ajoutait la note diplomatique adressée à M. de Talleyrand, ministre des relations étrangères, quelque désirable qu'un tel événement doive être à la France et au monde, Sa Majesté n'entend pas borner exclusivement à ce mode une pacification solide, lorsqu'elle jugera que l'on peut obtenir la sûreté générale, soit qu'elle résulte de la situation intérieure de la France, situation de laquelle sont nés tous les dangers, *soit qu'elle provienne de toute autre circonstance qui pourra mener au même but*; Sa Majesté saisira avec empressement l'occasion de se concerter avec les alliés sur les moyens d'une pacification immédiate et générale. Jusque-là il ne peut rester à Sa Majesté d'autre parti que de poursuivre, conjointement avec les autres puissances, une guerre juste et définitive. »

La pensée secrète de Pitt se révélait dans cette

phraséologie astucieuse; mais les ouvertures faites par la France provoquèrent des débats fort animés au sein du Parlement. M. Whitebread fit observer que la lettre du premier consul au roi d'Angleterre était pleine de sens, exempte à la fois de la familiarité républicaine et de l'adulation des cours; qu'une pareille démarche était digne d'un grand peuple, d'un pouvoir consolidé qui pouvait devenir formidable. « Tandis que l'on diffère les négociations qui doivent conserver la paix, s'écria-t-il, les alliés de l'Angleterre traitent de leur côté pour laisser l'Angleterre seule (il faisait allusion à la Prusse); je me plains de la manière dont les faits sont représentés. Le respect qu'inspire l'ancienne famille de France est porté, par certaines personnes, à l'exagération : si on parle à ces personnes des perfidies de la famille des Bourbons, elles disent que ces perfidies sont d'une nature noble et distinguée; si on parle de leur ambition, qu'elle a toujours été sublime : elles oublient la conduite de Louis XIV lors de l'envahissement de la Hollande, celle de Louis XVI lors de la guerre de l'Amérique : car il ne s'agit rien moins pour elles que d'exterminer tous ceux qui, en France, ont conservé les principes de la révolution, pour rétablir un Bourbon sur le trône. Dans les circonstances actuelles, on ne doit pas rejeter les propositions du premier consul, et l'intérêt national réclame des négociations pour assurer la paix le plus promptement possible. »

Fox et Erskine embrassèrent la défense de la cause de l'humanité contre les arguties de la politique de

Pitt, qui ne cessait de répéter : *Ne traitez, dans aucun cas, avec cet homme*. Cet homme, c'était Napoléon, identifié avec la France glorieuse de sa gloire ; le premier consul, du reste, avait bien deviné la réponse que lui ménagerait la morgue insolente de l'aristocratie anglaise, car, le jour même où il écrivait au roi d'Angleterre, il dictait la proclamation suivante, mise à l'ordre du jour des armées françaises :

« Soldats, je connais votre valeur; vous êtes les mêmes hommes qui conquirent la Hollande, le Rhin, l'Italie, qui donnèrent la paix sous les murs de Vienne. Ce ne sont plus vos frontières qu'il faut défendre aujourd'hui, ce sont les États ennemis qu'il faut envahir. Soldats, lorsqu'il en sera temps, je serai au milieu de vous, et l'Europe se souviendra que vous êtes de la race des braves. »

Tout l'odieux de la prolongation des hostilités pesait sur les puissances qui repoussaient les ouvertures de paix, objet de tous les vœux. On refusait de déposer les armes : c'était à la victoire de les arracher des mains de l'ennemi. Appel est fait à la nation par le chef de l'Etat : « Français, vous désirez la paix [1]; votre gouvernement la désire avec plus d'ardeur encore. Ses premiers vœux, ses démarches constantes ont été pour elle. Le ministère anglais la repousse; le ministère anglais a trahi le secret de son horrible politique. Déchirer la France, détruire sa marine et ses ports, l'effacer du tableau de l'Europe ou l'abaisser

[1] *Moniteur* du 12 ventôse, an VIII.

au rang des puissances secondaires ; tenir toutes les nations du continent divisées, pour s'emparer du commerce de toutes et s'enrichir de leurs dépouilles ; c'est pour obtenir ces affreux succès que l'Angleterre répand l'or, prodigue les promesses et multiplie les intrigues ; mais, ni l'or, ni les promesses, ni les intrigues de l'Angleterre n'enchaîneront à ses vues les puissances du continent. Elles ont entendu le vœu de la France ; elles connaissent la modération des principes qui la dirigent ; elles écouteront la voix de l'humanité et la voix puissante de leur intérêt. S'il en était autrement, le gouvernement, qui n'a pas craint d'offrir et de solliciter la paix, se souviendrait que c'est à vous de la commander. Pour la commander, il faut de l'argent, du fer et des soldats : que tous s'empressent de payer le tribut qu'ils doivent à la défense commune ; que les jeunes citoyens marchent. Ce n'est plus pour des factions, ce n'est plus pour le choix des tyrans qu'ils vont s'armer : c'est pour la garantie de ce qu'ils ont de plus cher, c'est pour l'honneur de la France, c'est pour les intérêts sacrés de l'humanité et de la liberté. Déjà les armées ont repris cette attitude, présage de la victoire. A leur aspect, à l'aspect de la nation entière réunie dans les mêmes intérêts et dans les mêmes vœux, n'en doutez point, Français, vous n'aurez point d'ennemis sur le continent. Mais, si quelque puissance encore veut tenter le sort des combats, le premier consul a promis la paix ; il ira la conquérir à la tête de ces guerriers qu'il a plus d'une fois conduits à la victoire.

Avec eux, il saura retrouver ces champs encore pleins du souvenir de leurs exploits. Mais, au milieu des batailles, il invoquera la paix, et il jure de ne combattre que pour le bonheur de la France et le repos du monde. »

Si à l'extérieur la paix était menacée, à l'intérieur les partis n'abdiquaient pas leurs prétentions au pouvoir. La nouvelle Constitution déclarait qu'en aucun cas la nation ne souffrirait le retour des Français qui avaient abandonné leur patrie depuis le 14 juillet 1789. Toujours prompt à s'illusionner, le parti royaliste rêvait un retour à l'ancien régime, et s'imaginait même, depuis le 18 brumaire, avoir trouvé, dans le premier consul, un général disposé à jouer le rôle de Monck. Deux agents fort actifs du prétendant, MM. Hyde de Neuville et Dandigné, s'aveuglèrent au point de venir lui en faire eux-mêmes la proposition. « Il y a peu de jours, lui dirent-ils, que nous étions assurés du triomphe ; aujourd'hui tout a changé ; mais seriez-vous assez imprudent pour vous fier à de pareils événements ! Vous êtes en position de rétablir le trône, général ; vous pouvez y rappeler celui qui est le maître légitime. Nous agissons de concert avec les chefs de la Vendée : nous pouvons les appeler tous ici. Dites-nous ce que vous voulez faire, comment vous voulez marcher ; et, si vos intentions s'accordent avec les nôtres, nous serons à votre disposition. »

La réponse suivante de Bonaparte leur fit comprendre leur erreur : « Il ne faut pas songer à rétablir le trône des Bourbons en France : vous n'y pour-

riez arriver qu'en marchant sur cinq cent mille cadavres. Mon intention est d'oublier le passé, et de recevoir les soumissions de tous ceux qui voudront marcher dans le sens de la nation. Que ceux de vos chefs qui ont repris les armes dans l'Ouest, Châtillon, Bernier, Bourmont, D'Autichamp, Frotté, renoncent à une entreprise insensée et se rallient à l'étendard national; qu'ils soient désormais fidèles au gouvernement; qu'ils cessent toute intelligence avec les Bourbons et l'étranger : à ce prix, un pardon complet leur est assuré. »

Les pourparlers échouaient, on eut recours à l'insurrection : dix-huit départements furent livrés à la fois aux fureurs d'un brigandage organisé. Les chouans infestèrent les deux rives de la Basse-Loire, la Péninsule armoricaine, l'ancienne Normandie. Des forces furent immédiatement dirigées sur l'Ouest, et la rébellion fut étouffée.

La représentation exerce une influence irrésistible sur les masses, l'appareil de la grandeur frappe les esprits; Bonaparte, abandonnant le Luxembourg au sénat conservateur, vint s'installer solennellement avec ses deux collègues dans l'ancienne résidence des rois. Le premier consul succédait à des temps, à des mœurs qu'il voulait faire oublier, ; mais il avait toujours été dans les camps, en Italie, en Égypte; il ne connaissait personne : Lebrun, dans les premiers moments, fut pour lui un Mentor ou un cicérone fort utile. Les banquiers, les faiseurs d'affaires, comme Bonaparte les appelait, donnaient alors le ton : ils

accoururent en foule aux Tuileries offrir au nouveau pouvoir leur crédit et leur caisse, dévouement du reste assez intéressé. Ils furent éconduits avec politesse; le Consulat ne devait pas frayer dans les ornières du Directoire. La probité, l'ordre, étaient les premiers ressorts, le caractère de l'administration nouvelle ; on ne voulait pas des nobles de peur d'effaroucher l'opinion publique ; on ne voulait pas des faiseurs d'affaires, des fournisseurs, de leurs dames, afin de rehausser les mœurs. La cour du premier consul fut pendant quelque temps une espèce de lanterne magique [1] reproduisant des réunions bigarrées. Au fond, toutefois, la société eut son cachet d'originalité, son ton, sa couleur, son mérite. On y voyait des savants, des généraux, des artistes, des littérateurs. Enfin, comme l'a dit la princesse Dolgorowski, ce n'était pas précisément une cour, mais ce n'était pas non plus un camp : c'était une autorité, une tenue nouvelles ; le premier consul n'avait pas le chapeau sous le bras, ni l'épée d'acier, il est vrai, mais ce n'était pas un homme à sabre : tel fut le berceau populaire, national de la monarchie napoléonienne.

Les Bourbons espéraient toujours la couronne de France. Le chef de la famille, qui avait pris le nom de Louis XVIII et le titre de roi, résidait à Mittau, en Courlande, où la magnificence du czar lui accordait un asile. Il écrivit au premier consul, pour lui demander le trône que lui refusait la nation.

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, 156.

Une lettre du 20 février donnera une idée des efforts du prétendant pour le triomphe de sa cause, hélas! bien désespérée ; en voici le texte :

« Quelle que soit leur conduite apparente, des hommes tels que vous, monsieur, n'inspirent jamais d'inquiétude. Vous avez accepté une place éminente et je vous en sais gré. Mieux que personne, vous savez ce qu'il faut de force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la France de ses propres fureurs, vous aurez rempli le premier vœu de mon cœur. Rendez-lui son roi, et les générations futures béniront votre mémoire. Vous serez toujours trop nécessaire à l'État pour que je puisse acquitter, par des places importantes, la dette de mon aïeul et la mienne. »

Une missive plus pressante encore, dont suit la teneur, fit rompre le silence gardé par Bonaparte. Louis de Bourbon lui disait :

« Depuis longtemps, général, vous devez savoir que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez votre place, fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Français; clément par caractère, je le serais encore par raison.

» Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione, d'Arcole, le conquérant de l'Italie et de l'Égypte, ne peut pas préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant, vous perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer la gloire de la France. Je dis *Nous*, parce que j'ai besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pour-

rait pas sans moi. Général, l'Europe vous observe, la gloire vous attend, et je suis impatient de rendre la paix à mon peuple. »

Ces documents précieux témoignent des regrets, de la persistance de l'héritier des anciens rois. Le premier consul, qui avait déjà le pied sur les marches du trône, lui répondit :

« J'ai reçu, monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes que vous m'y dites.

» Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France; il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France; l'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille, et j'apprendrai avec plaisir que vous êtes environné de tout ce qui peut contribuer à la tranquillité de votre retraite. »

Le prétendant dut renoncer à ses incessantes tentatives. En se fixant aux Tuileries, le premier consul avait fait disparaître des murs de ce palais l'inscription : *La royauté a été abolie en France le* 10 *août* 1792, *et ne se relèvera jamais*. Du moins, ce n'était pas au profit de la famille des Bourbons que la monarchie devait se relever prochainement de sa chute. Heureux d'accomplir son œuvre régénératrice, Bonaparte portait partout son coup d'œil d'aigle ; la gestion des affaires publiques absorbait tous ses moments, toutes ses méditations. L'École Polytechnique, le Prytanée Français, furent améliorés; de grands travaux furent ordonnés ; le travail, longtemps banni des ateliers, y

rentra pour satisfaire à l'activité industrielle. Mais au dehors, la France voyait les dispositions haineuses des puissances se réveiller par les intrigues, par l'or de l'Angleterre. Il était d'une sage politique d'agrandir le cercle des neutres ; c'est ce que fit le premier consul en se préparant à répondre à toute agression. Une égale impatience de venger les désastres de la campagne précédente, de châtier les insolences de l'Angleterre, âme de la coalition, animaient à l'envi l'armée, la nation et son illustre chef. Cent cinquante mille Français, sous les ordres de Moreau, se concentraient sur le Rhin, et à Dijon se formait une armée de réserve, que de nouvelles recrues devaient porter à cent mille hommes, à quelques jours de marche du Jura et des Alpes.

Mélas, qui avait remplacé Souvarow dans la direction des opérations militaires des coalisés, voulait achever la conquête de l'Italie, en expulser les Français, en les rejetant sur la rive droite du Var. Les mouvements de l'ennemi avaient forcé Masséna à se renfermer dans Gênes, après sa courte mais glorieuse campagne de l'Apennin. Le 6 mai 1800, le général autrichien reprend les hostilités. A cette démonstration, Moreau effectue son passage par sa gauche, à Brisach, par son centre à Bâle, par sa droite au-dessous de Schaffhouse.

L'armée de réserve de Dijon qui, comme un misérable ramas de sept ou huit mille conscrits, servait de sujet à des caricatures représentant un enfant et un invalide avec cette inscription : *Armée de réserve*

de Bonaparte, allait apparaître formidable, invincible, sur le théâtre des événements.

Le premier consul quitte Paris après avoir donné ses ordres aux ministres : « Préparez pour demain une circulaire aux préfets, leur avait-il dit. Vous, Fouché, vous la ferez publier dans les journaux. Dites que je suis parti pour Dijon, où je vais inspecter l'armée de réserve. Vous pouvez ajouter que j'irai peut-être jusqu'à Genève ; mais assurez positivement que je ne serai pas absent plus de quinze jours. Vous, Cambacérès, vous présiderez demain le conseil d'État ; en mon absence, vous êtes le chef du gouvernement. S'il se passait quelque chose, je reviendrais comme la foudre... Je vous recommande tous les grands intérêts de la France. J'espère que bientôt on parlera de moi à Vienne et à Londres ! »

Le 8 mai 1800, Bonaparte arrive à Genève : le 13 il passe en revue l'avant-garde de l'armée. Le commandant du génie, le général Marescot, avait été chargé d'explorer les localités, de s'assurer de la possibilité de franchir le mont Saint-Bernard : les mesures, les précautions à prendre pour le salut et la célérité de la marche à travers ces contrées glacées, tout avait été médité, calculé, arrêté. Bonaparte reçoit de Marescot tous les renseignements. « Croyez-vous enfin que l'armée puisse tenter ce passage ? lui dit Napoléon.

» — Oui, général, répond l'intrépide ingénieur, cela est possible aux soldats français.

» — Eh bien ! partons donc ! » reprend Bona-

naparte; et aussitôt l'armée de se mettre en mouvement, de gravir la montagne : les habitants de ces lieux sauvages fuient effrayés de voir des soldats cheminer en chantant sur ces rochers où l'homme n'ose s'aventurer qu'en tremblant. Car de Saint-Pierre au mont Saint-Bernard, on ne trouve qu'un étroit sentier [1] où un seul homme peut passer de front. Ce passage est bordé de rochers entassés les uns contre les autres. Le chamois et quelques oiseaux sont les seuls êtres vivants que l'on rencontre dans ces localités désertes. Le voyageur voit les nuages se former au-dessous de lui; il n'est environné que de masses énormes de neige et de glaces qui se perdent dans les airs; il entend au loin bruire les eaux de la Drance et de la Doria, qui coulent dans les sinuosités de la montagne : quelquefois le fracas des avalanches qui se précipitent dans les abîmes, vient le frapper d'épouvante; tel est le chemin qu'osait franchir l'armée française sous un autre Annibal.

Les chevaux de trait sont insuffisants : les canons sont démontés, les munitions sont transportées à dos de mulets; les affûts sont placés dans des traîneaux : l'énergie triomphe de tous les obstacles : l'impossible se réalise. Parvenu au village de Saint-Pierre, à Etroubles, le général en chef veut faire distribuer à ses héroïques soldats la récompense promise par canon amené au sommet de la montagne; ils refusent,

[1] *Victoires et Conquêtes*, t. XIII, p. 13.

heureux d'avoir bien mérité de la patrie par tant de prodiges. Enfin, après six heures de marche, l'armée arrive au point le plus élevé où l'homme ose porter sa demeure (7,540 pieds au-dessus du niveau de la mer), à l'hospice fondé par le pieux Savoyard Bernard de Menthon; elle y reçoit ce que peuvent offrir d'hospitalité ces cenobites modèles de charité chrétienne, toujours empressés à accueillir ceux qui se présentent, quels que soient leur rang, leur pays, leur croyance. Type de vertu, de force et de courage, ils consacrent avec ivresse leur temps, leur vie, à prévenir, à soulager les souffrances, apanage nécessaire de ces effrayantes et menaçantes contrées, si souvent témoins des plus terribles catastrophes.

Dès le 18 mai, les Français descendent le versant méridional du Saint-Bernard. Le héros carthaginois, avec un attirail moins nombreux, moins embarrassant, avait perdu la majeure partie de ses troupes; Bonaparte n'eut à regretter que quelques soldats seulement et quelques transports.

Pendant ce trajet merveilleux, une autre colonne avait traversé le Simplon, faisant usage de baïonnettes, de crochets, pour atteindre la cime de la montagne. Elle eut à lutter contre les périls de toute sorte, suspendue entre le ciel et le plus profond abîme [1], soutenue par l'unique espoir de vaincre.

Bientôt l'armée est en vue de la ville et du château de Bard : elle s'ouvre un passage dans les rochers

[1] Rapport de l'adjudant-général Quatremère Disjonval au général Berthier.

d'Alberado, s'empare de la ville d'Ivrée; elle étend ses lignes de Suze à Bellinzona.

Bonaparte fait son entrée à Milan; il y proclame le rétablissement du gouvernement républicain : il ordonne la continuation du service divin, et recommande de rester en communication avec le saint siége, dans la soumission spirituelle d'auparavant. Tout est prévu pour la lutte qui va s'engager. Mélas a rallié sous les murs d'Alexandrie tous les corps de l'armée autrichienne. Le 9 juin, Bonaparte fait entendre cette voix qui redouble la valeur de ses légions :

« Soldats,

» Un de nos départements est au pouvoir de l'ennemi; la consternation était dans tout le Midi de la France. La plus grande partie du territoire ligurien, le plus fidèle ami de la République, était envahie. La République cisalpine, anéantie dès la campagne passée, était devenue le jouet du grotesque système féodal.

» Soldats, vous marchez... et déjà le territoire français est délivré : la joie et l'espérance succèdent dans notre patrie à la crainte et à la consternation. Vous rendrez la liberté et l'indépendance au peuple de Gênes : il sera pour toujours délivré de ses plus cruels ennemis. Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine; l'ennemi épouvanté n'aspire plus qu'à regagner ses frontières; vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses pains de réserve; le premier acte de la campagne est terminé, des milliers d'hommes (vous

l'entendez tous les jours) vous adressent des actes de reconnaissance.

» Mais aura-t-on donc impunément violé le territoire français? Laisserez-vous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles? Non : vous courrez aux armes!

» Eh bien! marchons à sa rencontre, opposons-nous à sa retraite, arrachons-lui les lauriers dont elle s'est parée. Apprenons au monde que la malédiction du Destin est sur les insensés qui osent insulter le territoire du grand peuple. Le résultat de nos efforts sera : *Gloire sans nuage et paix solide.* »

Le 12 juin 1800, le général en chef a porté son quartier général à Stradella. On annonce l'arrivée d'un officier-général : c'est Desaix, qui, récemment débarqué à Toulon, vient prendre sa part de gloire à la journée de Marengo. Bonaparte demande à son ancien compagnon d'armes comment il a pu se résoudre à signer la capitulation de l'Égypte, car l'armée était suffisante pour la garder.

« — Nous ne devions pas la perdre, dit le vainqueur de l'Égypte.

» — Cela est vrai, lui répond Desaix, l'armée était certainement assez nombreuse pour cela [1]; mais le général en chef ne voulait plus y demeurer. Or, le général en chef, à cette distance, n'est pas un seul homme dans l'armée, il en est la moitié, les trois quarts, les cinq sixièmes. Il ne me restait donc qu'à

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, août 1816.

le déposséder, mais il est douteux que j'eusse réussi; et puis c'eût été un crime, car, en pareil cas, le lot d'un soldat est d'obéir; je l'ai fait. »

Dans sa confiance pour Desaix, Bonaparte lui confie le commandement de la réserve, l'initie à ses combinaisons, à ses desseins, à son plan ; et, le 13 juin 1800, l'armée française est prête à attaquer les Autrichiens. Le premier consul s'attendait à livrer bataille à San-Giulano. L'une des deux armées ennemies avait été battue à Montebello, il restait à anéantir l'autre. Le 13, cinq mille hommes, sous les ordres du général Gardanne, délogent les Autrichiens de Marengo, les poursuivent jusqu'à la Bormida et s'arrêtent à la tête du pont : on prend position entre cette rivière et Marengo, à la Pédrabona. Il fut naturel de croire que Mélas ne voulait pas se battre, puisqu'il abandonnait le débouché de Marengo, si facile à défendre, et qu'il allait manœuvrer par le flanc, soit sur Gênes, où il aurait été si facilement approvisionné par les Anglais, soit sur le Haut-Tésin où il eût rétabli ses communications avec l'Allemagne, soit, enfin, sur les deux rives du Pô, où il pouvait facilement surprendre un passage et une marche. Mais Bonaparte, qui a le don de saisir toutes les chances du premier coup d'œil, envoie les deux divisions Desaix à Castel Novo di Scrivia et à Rivalta, pour soutenir les ailes de Lannes et de Victor entre San-Giulano et Marengo, se préparant ainsi par tous les mouvements qu'il aurait à faire, disposant chaque division à devenir tête de colonne. La division Boudet, placée à Rivalta, sous les ordres

de Desaix, devait communiquer avec le corps de Masséna et de Suchet, qui s'étaient dirigés sur Acqui. Le lendemain 14, le premier consul fut étonné de voir, à quatre heures du matin, l'armée autrichienne déboucher à travers le long défilé du pont de la Bormida, de sa tête et des marais qui les couvraient. Cinq heures après seulement elle se portait en avant sur trois colonnes.

L'armée française ne comptait que vingt mille hommes, qui pour la plupart étaient des conscrits; celle de Mélas, au contraire, se composait d'anciens soldats. Le corps de Victor, vigoureusement attaqué, est repoussé; celui de Lannes entre en ligne, à droite, et, après quelques succès, est entraîné par la retraite de la gauche; c'était une chose capitale pour Bonaparte de tenir sa droite, et pour Mélas de la forcer. Le premier consul voit le nœud de la difficulté; il fait avancer tout à coup, au milieu de la plaine, cette vieille garde, la terreur de l'Europe, qui, jeune alors, date sa gloire de la journée de Marengo. La postérité lui conservera ce beau surnom de *Redoute de granit*, qu'elle reçut du vainqueur. Les assauts les plus terribles de l'ennemi se brisent contre son immobilité; sa résistance héroïque donne le temps à la division Monnier d'arriver; celle-ci jette une brigade dans Castel-Ceriolo, et l'armée française se trouve dans un ordre presque inverse à celui de la matinée.

L'action se maintient dans cette position jusqu'à l'arrivée de la division Desaix. Mélas avait affaibli sa gauche pour augmenter sa droite, qu'il étendait inu-

tilement sur Tortone. Cette manœuvre n'échappa point au général qui savait le mieux juger son adversaire sur le terrain. Il était cinq heures : la division Lapoype ne se montrait pas, mais Desaix paraissait sur le champ de bataille à la tête de la seule division Boudet. Dans les mains de Bonaparte, ce renfort devient l'instrument de la victoire. L'armée devine la pensée de son chef : « *Français !* s'écrie Bonaparte, *c'est avoir fait trop de pas en arrière ; le moment est venu de marcher en avant. Souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de bataille.* » Les cris de : *Vive le premier consul !* accueillent cette entraînante harangue.

Cependant les Autrichiens s'avancent en bon ordre ; une colonne de cinq mille grenadiers, dirigée par le général Zach, débouche sur la grande route. Desaix court à sa rencontre avec quinze pièces de canon ; la fusillade s'engage : une légère élévation de terrain, couverte de vignes, dérobait au général une partie de la ligne ennemie ; il y vole pour la découvrir, une balle le frappe au milieu de la poitrine, il tombe dans les bras du chef de brigade Lebrun, l'un des aides de camp de Bonaparte : « Allez, dit Desaix en expirant au jeune officier qui le soutenait, allez dire au premier consul que je meurs avec le regret de n'avoir pas assez fait pour vivre dans la postérité. » Sa modestie l'abusait à son heure suprême ; le souvenir de ses vertus restera toujours vivant, son nom sera répété par les générations à venir comme ceux des plus illustres guerriers. Par une fatalité bien étrange, le même

jour, à la même heure, Kléber, le vainqueur d'Héliopolis, son frère d'armes, son ami, périssait sous le fer d'un assassin.

La mort de Desaix, loin de porter le découragement dans l'âme des soldats, les excite davantage. Les Français se jettent avec fureur sur les grenadiers autrichiens; le combat continue; le succès est indécis. Mais Kellerman porte tout à coup sa cavalerie sur le flanc gauche de cette colonne, la brise, la disperse, et tout ce qui reste de ses débris est fait prisonnier. Prise à revers, l'armée ennemie recule à la hâte. Mélas essaie en vain de tenir à Marengo. Son inutile défense contribue à donner le nom de ce village, tout à coup emporté par Bonaparte, à la fameuse bataille qui va changer le sort de l'Italie, celui de la France et de l'Europe. Les Français poursuivent les Autrichiens jusqu'à dix heures du soir, et ne s'arrêtent qu'à la Bormida; cinq mille morts, huit mille blessés, sept mille prisonniers, trente canons et douze drapeaux servent de trophées à la journée de Marengo. Le lendemain, à la pointe du jour, Bonaparte fait attaquer la tête du pont de la Bormida; mais, contre toute probabilité, l'ennemi demande à traiter : quelques heures plus tard, les généraux Berthier et Mélas concluaient la fameuse convention d'Alexandrie, qui remit au pouvoir de la France tout ce qu'elle avait perdu en Italie depuis quinze mois, à l'exception de Mantoue.

Après la signature du traité, Bonaparte envoya son aide de camp Lamée complimenter le général Mélas.

Il était chargé de présenter, au nom du premier consul, au commandant des forces autrichiennes, un superbe sabre turc, rapporté d'Égypte. Mélas, touché de la prévenance de son vainqueur, dit à Lamée : « Il me tarde que nous ayons la paix, à laquelle je vais contribuer de tous mes efforts, pour aller voir le général Bonaparte à Paris. Je le verrai, fût-il même en Égypte. »

Cette campagne, suite de prodiges, offrait des résultats surnaturels. « Bonaparte, dit M. de Bulow [1], avait annoncé dès l'hiver qu'il arracherait l'Italie à un ennemi dont la corruption et l'impéritie du Directoire avaient préparé les succès. Il fit tout ce qu'il avait promis; il le fit en moins de temps qu'il ne semblait donné à un homme de le faire. Ce qui eût été ostentation chez un autre, n'était chez lui que le résultat du sentiment de ses forces et de l'immense ascendant de son génie sur celui de ses adversaires. La campagne de Marengo me semble devoir être mise au rang de ces époques marquées par une providence impénétrable pour opérer de grands changements sur la terre. »

La force du gouvernement français reposait sur la tête du premier consul. La bataille de Hohenlinden (5 décembre 1800), ôtant toutes espérances à la coalition, la forçait de signer le traité de Lunéville, le 9 février 1801 ; mais les deux factions, réduites aux abois, se réunirent dans une haine commune contre

[1] Militaire distingué qui, depuis, a joué un rôle important dans la journée de Waterloo.

le chef de l'État, et songèrent à attenter à ses jours.

Accoutumé dès l'âge de dix-huit ans aux boulets des batailles, sachant toute l'inutilité de s'en préserver, le premier consul s'abandonnait à sa destinée. Selon ses expressions, là encore il se croyait au milieu des combats, et les conspirateurs en étaient les boulets. Sa vie fut souvent exposée ; la Providence le protégea toujours. A Marengo, un boulet avait emporté un morceau de sa botte et un peu de peau de sa jambe gauche. Déjà, à l'âge de dix-sept ans, il avait failli se noyer. « Une crampe me prit pendant que je nageais, disait-il un jour à M. O'Méara [1], et, après avoir fait des efforts inutiles, je coulai au fond de l'eau. J'éprouvai d'abord toutes les angoisses d'un moribond et je perdis toute connaissance; mais le courant me jeta sur le bord, où je restai étendu je ne sais combien de temps. Je fus enfin rappelé à la vie par quelques-uns de mes camarades, qui me trouvèrent ainsi par hasard, car, m'ayant vu disparaître au milieu de la rivière, ils me croyaient perdu sans ressources. » Enfin, à Toulon, il avait été blessé d'un coup de baïonnette ; à Arcole, son cheval avait été atteint d'une balle : l'animal, devenu furieux de sa blessure, avait pris le mors aux dents, et, galopant vers l'ennemi, s'était enfoncé dans un marais, où il avait expiré. Un moment Bonaparte pensa que les Autrichiens allaient venir lui couper la tête, qu'il avait hors de l'eau, ce qu'ils auraient pu faire sans qu'il pût

[1] *Relation d'O'Méara*, 23 janvier 1817.

se défendre; mais la difficulté de s'approcher de sa personne et l'arrivée des troupes les en empêchèrent; il échappa ainsi à ce péril.

Ce n'étaient pas seulement les dangers de la guerre que Napoléon devait courir; il avait été menacé et l'était encore par le poignard des assassins. Ses ennemis du dehors et de l'intérieur prétendaient, dans leurs odieuses tentatives, que tuer Bonaparte ce n'était pas l'assassiner, mais renverser, anéantir le système. Écoutons-le raconter lui-même les conséquences de la logique sanguinaire des factions de 1793 et des partisans de la royauté déchue.

« Personne ne savait jamais cinq minutes auparavant que je dusse sortir, ni l'endroit où je devais aller; c'est ce qui déjoua souvent les conspirations ourdies contre moi. Peu de temps après que j'eus été nommé consul, environ cinquante personnes (c'était la société formée sous le nom de *Philadelphie*), dont une grande partie m'avaient été sincèrement attachées avant, des officiers de l'armée, des savants, des peintres, des sculpteurs, conspirèrent contre moi. Ils étaient tous de véritables républicains; leurs têtes étaient exaltées; chacun d'eux se regardant comme un Brutus, me considérait comme un tyran et comme un autre César. Parmi eux se trouvait Aréna, mon compatriote, qui m'avait été autrefois très-attaché; il avait résolu de se défaire de moi, croyant que la France lui devrait son salut.

» Parmi les conspirateurs figurait un certain Cerachi, autre Corse et fameux sculpteur, qui avait fait une

statue de ma personne, lors de mon séjour à Milan; il vint à Paris pour m'assassiner. Il sollicita l'honneur de faire une seconde statue pour moi, alléguant que la première n'était pas exécutée d'une manière digne d'un si grand homme. Quoique j'ignorasse encore la conspiration, je refusai cependant d'accéder à cette demande, ne voulant pas rester assis pendant deux ou trois heures, dans la même position, et pendant plusieurs jours de suite. Ce refus me sauva la vie, car l'intention du sculpteur était de me poignarder pendant la séance. Il s'était concerté avec d'autres complices; or, il y avait dans la bande un certain capitaine, qui avait été l'un de mes plus grands admirateurs. Cet homme convint qu'il était utile à l'État de me renverser; mais il ne voulut pas consentir à ce qu'on m'assassinât lâchement, bien qu'il fût d'accord avec les autres sur tout le reste. Voyant qu'ils étaient déterminés à répandre mon sang, malgré ses arguments et ses supplications, il découvrit leurs noms et leurs projets. On devait me frapper à ma sortie du théâtre, la première fois que j'irais au spectacle. La police prit les mesures convenables; j'allai le soir même au théâtre : je passai au milieu des conspirateurs, dont plusieurs m'étaient connus. Peu de temps après mon arrivée, ils furent arrêtés, et on trouva sur eux des poignards. On fit leur procès, et plusieurs moururent du dernier supplice [1]. »

« Je compte trente et quelques conspirations, à

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. III, page 127, avril 1816.

pièces authentiques, disait encore l'empereur à Sainte-Hélène, sans parler de celles qui sont demeurées inconnues : d'autres en inventent ; moi, j'ai soigneusement caché toutes celles que j'ai pu. La crise a été bien forte pour mes jours, surtout depuis Marengo jusqu'à la tentative de Georges. »

Après Arèna, Cerachi, Topino-Lebrun, Demerville, survint la machine infernale. Aux ultrà-jacobins succédaient les ultrà-royalistes.

« C'était vers Noël (5 décembre 1800), raconte Bonaparte, on me pressait beaucoup d'aller à l'Opéra. Comme j'avais été très-occupé pendant toute la journée, je me trouvais ce soir là fatigué et je m'endormis sur un sofa dans le salon de ma femme. Joséphine descendit bientôt, m'éveilla et insista pour que je me montrasse au théâtre. Je me levai donc, quoique contre mon gré, et je montai en voiture, accompagné de Lannes et de Bessières. J'étais encore si assoupi que je sommeillai presque aussitôt ; une explosion se fit entendre : elle me réveilla.

» J'échappais au danger qui m'avait menacé. Parmi les auteurs de ce complot étaient les nommés Saint-Régent, Limolean, qui a passé depuis en Amérique, et plusieurs autres. Ils avaient fait construire une charrette semblable aux tonneaux dont on se sert ordinairement à Paris pour porter l'eau dans les maisons, avec cette différence que le tonneau était placé en travers. Limolean, après, l'avait rempli de poudre et l'avait placé au détour de la rue [1] que je devais traver-

[1] La rue Saint-Nicaise.

ser. Une circonstance à laquelle je dois mon salut, c'est que la voiture de ma femme étant de la même forme que la mienne, et l'une et l'autre ayant une escorte composée de quinze hommes, Limolean se porta en avant pour voir si j'étais dans la première voiture.

» Un de mes gardes, homme grand et fort, irrité de ce qu'un homme obstruait le passage, marcha sur lui et lui donna un coup de sa botte-forte en lui criant : *Va-t'en, pékin!* Limolean, étourdi, fut renversé du coup. Avant qu'il eût pu se relever, la voiture avait déjà dépassé le lieu où se trouvait la machine.

» Déconcerté par sa chute, Limolean ne remarquant pas que la voiture était éloignée, courut à la charrette, y mit le feu, et l'explosion de la machine eut lieu entre les deux voitures. Son effet fut si violent, qu'il tua le cheval d'un de mes gardes, blessa grièvement le cavalier, renversa plusieurs maisons, et tua ou blessa environ quarante ou cinquante badauds qui se trouvaient là pour me voir passer. La police recueillit avec soin les débris de la charrette et de la machine : elle invita les ouvriers de Paris à venir les examiner. L'un dit, j'ai fait ceci; l'autre, j'ai fait cela. Ils convinrent tous d'avoir vendu les pièces dont était composée cette machine à deux hommes qui, d'après leur accent, paraissaient être Bas-Bretons. La police n'en put découvrir davantage.

» Peu de temps après, les cochers de louage et autres donnèrent, dans les Champs-Élysées, un grand dîner à mon cocher *César*, pensant qu'il m'avait

sauvé la vie par son adresse et son activité ; ce qui n'était pas croyable, car, au moment de l'explosion, il était ivre. A ce dîner, on but largement ; on porta souvent la santé de César. Un des cochers dit : « *César, je connais les hommes qui ont essayé de faire périr le premier consul ; je les ai vus l'autre jour dans telle rue et dans telle maison*, » et il les nomma ; puis il ajouta : « *J'ai vu ce jour-là une charrette comme un tonneau à eau sortir d'un passage ; j'observai si bien les hommes et le cheval que je les reconnaîtrais encore.* »

Cet homme fut interrogé : il conduisit les officiers de police à la maison dont il avait parlé. On y trouva en effet l'instrument dont s'étaient servis les conspirateurs pour mettre la poudre dans le baril ; il en était encore empreint. On trouva aussi sur le sol quelque peu de poudre qui avait été répandue. Le propriétaire de la maison, sur les questions qu'on lui fit, déclara qu'il y avait quelque temps que des hommes, qui lui étaient inconnus, étaient venus loger dans la maison ; qu'il les avait pris pour des contrebandiers ; que le jour de l'explosion ils étaient sortis avec la charrette, qu'il avait supposée remplie de marchandises prohibées. Après qu'on eut obtenu le signalement de leurs personnes, on fit toutes les recherches nécessaires. Saint-Régent et Carbon furent pris, jugés et mis à mort.

Si les projets des assassins échouaient, leur haine ne s'éteignait pas, et nous aurons la douleur de voir se renouveler de pareils attentats ; cependant quelle excuse, si le crime peut être excusé, pouvait invoquer

cette incessante ardeur du massacre. Comme Napoléon l'a dit plus tard [1], rien ne fut plus simple que son élévation ; elle ne fut le résultat ni du crime ni de l'intrigue. « Je la dus, ajoutait-il, aux circonstances particulières du temps, et à ce que je m'étais battu successivement avec succès contre l'ennemi de mon pays. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, et, je crois, sans exemple dans l'histoire, c'est que, de simple particulier, je m'élevai à la hauteur étonnante de la puissance suprême, et cela sans avoir, pour y parvenir, commis un seul crime : à mon lit de mort, je ferais la même déclaration. »

Ce ne pouvait être un homme qui pût supporter l'idée du crime que celui qui, après le traité de Léoben, avait été si indulgent pour le comte d'Ent..... Cet agent de l'Angleterre, redoutant les suites de l'insurrection de Venise, s'était enfui ; « mais, disait Napoléon à M. O'Méara [2], dans la route qu'il suivit pour se rendre à Vienne, il fut arrêté sur la Brenta par Bernadotte, et pris avec tous ses papiers. Aussitôt qu'on sut qui il était, on me l'envoya, parce qu'on jugea que c'était un homme de quelque importance. Nous trouvâmes ses plans et la correspondance de Pichegru. Je les fis parapher par Berthier et par deux autres personnes, et j'envoyai le tout cacheté au Directoire, comme pièces de la plus grande importance. Je questionnai alors moi-même M. d'Ent... Dès qu'il sut que le contenu de ses papiers était connu, il sentit qu'il

[1] *Relation d'O'Méara*, décembre 1816.

[2] *Relation d'O'Méara*, mai 1817.

était inutile de dissimuler plus longtemps, avoua tout. Les renseignements que j'obtins de lui furent si complets et si importants qu'ils me servirent de règle de conduite pour le moment. Ils devinrent les principales causes des mesures que je pris alors, et de la proclamation que j'adressai à l'armée; je la prévenais qu'elle pourrait être appelée à repasser les Alpes et à rentrer dans son pays, pour écraser les traîtres qui conspiraient contre la République. Le comte d'Ent... fut si franc avec moi, que je crus devoir lui en savoir gré, et je puis dire qu'il parvint jusqu'à me gagner.

» C'était un homme adroit et plein de talents, intelligent, d'une conversation agréable. Au lieu de le retenir en prison, je lui permis d'aller où il voudrait dans Milan; je lui donnai pleine liberté : je ne le fis pas même mettre en surveillance. Quelques jours après, je reçus des ordres du Directoire ; on m'enjoignait de le faire juger par une commission militaire, et de faire exécuter sur-le-champ la sentence de mort qui serait portée contre lui. J'écrivis au Directoire que cet homme avait donné des renseignements très-utiles, qu'il ne méritait pas qu'on l'en récompensât ainsi; et que si les directeurs insistaient pour qu'il fût fusillé, ils eussent à s'en charger eux-mêmes. Peu de temps après, d'Ent..... se sauva en Suisse, d'où le coquin eut l'impudence d'écrire un libelle, dans lequel il m'accusait de l'avoir traité de la manière la plus barbare, et même de l'avoir fait mettre aux fers. »

Pauvre humanité! elle est toujours ingrate! Attaquer celui qui lui avait sauvé la vie! mais l'homme

religieux supporte sans aigreur ces écarts de la fragilité humaine; Napoléon se retrempait au sein de la vérité éternelle. Il avait rétabli les autels, il faisait de la religion la base, la racine de tout son édifice social et intellectuel. Elle était à ses yeux l'appui de la morale, la source des vrais principes, des bonnes mœurs. « L'inquiétude de l'homme est telle, disait-il [1], qu'il lui faut ce merveilleux qu'elle lui présente. Il vaut mieux qu'il le prenne là que d'aller le chercher soit chez Cagliostro, soit chez toutes les diseuses de bonne aventure, soit chez les fripons. Dire d'où je viens, ce que je suis, où je vais, est au-dessus de mes idées, et pourtant tout cela est, s'écriait-il; je suis la montre qui existe et qui ne se connaît pas. Toutefois le sentiment religieux est si consolant que c'est un bienfait du ciel que de le posséder. »

Cet examen de conscience était la sincère expression de l'intime pensée de Bonaparte sur les mystères du dogme et la sublimité de l'Évangile, sur l'influence tutélaire de la religion, sur l'ordre et la conservation sociale. Si Napoléon eût été moins catholique, il aurait eu sans peine la paix. Ce n'était pas lui, *cet homme*, comme le nommait Pitt, qui était un obstacle, c'était sa foi. Le cabinet de Saint-James lui aurait fait une paix magnifique, s'il eût voulu consentir à établir un autre culte en France. L'histoire nous en a conservé la preuve.

Un jour, le télégraphe annonça qu'un émissaire

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, 7 et 8 juin 1816.

de Pitt venait de descendre à Boulogne, et sollicitait l'autorisation de se rendre à Paris pour soumettre au gouvernement d'importantes communications. C'était un certain Marséria, Corse de nation ; il avait fait ses études pour entrer dans les ordres, puis il avait quitté avant le diaconat, et était passé au service d'Angleterre. Il était alors capitaine. Le cardinal Fesch se rendit chez le premier consul, qui était alors au bain. La dépêche lui fut présentée : « Qu'ai-je à pourparler avec Pitt, dit-il ; si je reçois un envoyé de Pitt, les Français vont clabauder que je traite avec lui. Qu'on le fasse repartir.

» — Pourquoi? lui demanda le cardinal ; recevez-le ; Marséria est un galant homme : au moins faut-il savoir ce qu'il est chargé de vous dire. »

Bonaparte fit encore quelques objections, mais, pressé, il finit par dire : « Soit, donc ; recevez-le, vous, mon oncle, mais que je n'en entende plus parler. »

J'écrivis en conséquence, raconte le cardinal témoin de cette ouverture de la politique protestante [1] ; Marséria prit la poste, et, le lendemain matin, il était chez moi. Il entra d'un air fort dégagé.

» — Eh! que venez-vous faire? lui demandai-je. Savez-vous, Marséria, que vous êtes bien hardi de venir vous jeter ainsi en France, vous, Français au service d'Angleterre ; l'on serait en droit de vous y arrêter?

[1] *Lettre à M. le chevalier de Beauterne.*

» — Oh! oh! répondit-il, je n'ai point peur de cela, je suis chargé d'une mission toute spéciale de Pitt; j'ai des choses fort importantes à dire au premier consul; mais, je vous le déclare tout de suite pour ménager le temps, je ne puis les dire qu'à lui; s'il ne veut pas m'entendre lui-même, je remporte ma mission et mes paroles. »

Le cardinal alla donc communiquer cet entretien à Bonaparte, qui consentit enfin à recevoir Marséria.

L'agent de Pitt commença par prendre caractère.

« — Vous savez, dit-il à Napoléon, que je ne suis qu'un pauvre officier, peu riche de moi, partant peu garni d'argent d'ordinaire, et cependant aujourd'hui me voilà fourni comme un banquier. » En effet, il tira de sa poche nombre de billets de banque. « Cela suffit, ce me semble, continua-t-il, pour établir que je ne viens pas ici à mes frais; mais j'ai mieux encore pour vous certifier ma mission, car je suis porteur de lettres de M. Pitt.

» — Mon cher Marséria, interrompit le premier consul, gardez vos lettres, je n'ai rien de particulier à démêler avec M. Pitt. Je vous reçois avec plaisir comme compatriote, comme ancienne connaissance, mais non à titre d'envoyé.

» — Permettez, reprit Marséria : vous vous faites une idée exagérée, injuste, des prétentions de l'Angleterre à votre égard; l'Angleterre n'a rien contre vous personnellement; elle ne tient pas à la guerre, qui la fatigue et lui coûte ses richesses; elle en achètera même volontiers la fin au prix de maintes

concessions que sans doute vous n'espérez pas ; mais, pour vous donner la paix, elle vous impose une seule condition, c'est que vous l'aidiez à s'établir chez elle.

» — Moi, répliqua Bonaparte; oh ! qu'ai-je à faire en Angleterre? Ce n'est pas mon rôle, je suppose, d'y mettre la concorde; d'ailleurs, je ne vois pas comment j'y serais propre.

» — Plus propre que vous ne pensez, repartit Marséria en pesant chacune de ses paroles. L'Angleterre est déchirée de discordes intestines, ses institutions se ruinent peu à peu, une sourde lutte la menace, et jamais elle n'aura de tranquillité durable tant qu'elle sera divisée entre deux cultes. Il faut que l'un des deux périsse; or, il faut que ce soit le catholicisme, et pour aider à le vaincre, il n'y a que vous. Établissez le protestantisme en France, et le catholicisme est détruit en Angleterre. Établissez le protestantisme en France, à ce prix vous avez une paix telle assurément que vous pouvez la souhaiter.

» — Marséria, dit Napoléon, rappelez-vous bien ce que je vais vous dire, et que ce soit votre réponse : je suis catholique, je maintiendrai le catholicisme en France, parce que c'est la vraie religion, parce que c'est la religion de l'Église, parce que c'est la religion de la France, parce que c'est celle de mon père, parce qu'elle est la mienne enfin : et, loin de rien faire pour l'abattre ailleurs, je ferai tout pour la raffermir ici.

» — Mais remarquez donc, objecta Marséria, qu'en agissant ainsi, en restant dans cette ligne, vous vous donnez des chaînes invincibles, vous vous créez mille entraves. Tant que vous reconnaîtrez Rome, Rome vous dominera; les prêtres domineront au-dessus de vous; leur action pénètrera jusque dans votre volonté; avec eux, vous n'aurez jamais raison à votre guise; le cercle de votre autorité ne s'étendra jamais jusqu'à la limite absolue; il subira au contraire de continuels empiétements.

» — Marséria, il y a deux autorités en présence : pour les choses du temps, j'ai mon épée et elle suffit à mon pouvoir; pour les choses du ciel, il y a Rome, et Rome décidera sans me consulter; elle aura raison, c'est son droit.

» — Mais vous ne serez jamais complétement souverain, même temporellement, exclama Marséria, tant que vous ne serez pas chef d'église; c'est là ce que je vous propose; c'est de créer une réforme en France, c'est-à-dire une religion à vous.

» — Créer une religion, reprit Bonaparte en souriant; pour créer une religion, il faut monter sur le Calvaire; le Calvaire n'est pas dans mes desseins. Si une telle fin convient à M. Pitt, qu'il la cherche lui-même; mais, pour moi, je n'en ai pas le goût. »

Ainsi finit cette curieuse conférence. Le malheureux Marséria ne pouvait s'en aller; c'étaient tous les jours des arguments sans fin, des raisons nouvelles. Pour s'en défaire, on fut obligé de lui intimer l'ordre de partir.

Proposer l'apostasie à Bonaparte, lui demander de briser son épée, cette épée qu'il portait si haut pour les intérêts du catholicisme, pour la défense de la France chrétienne et catholique, c'était là le but de la politique anglaise! Mais l'homme du Destin ne pouvait renier ses croyances, refouler ses inspirations. Dieu, dans sa puissance et sa bonté infinies, éclairait son âme et son génie; il montrait le but providentiel de la civilisation. Pour satisfaire les idées des Anglais, pour abjurer sa foi ardente, le christianisme, Napoléon pouvait-il donc dévier de la route qu'il s'était tracée?

VI

Suspension des hostilités entre la France et l'Angleterre. — Traité de paix d'Amiens. — L'instruction publique : les sciences, les lettres, les arts, l'industrie. — Discussion du Code. — Conseil d'État. — Anecdotes. — Rupture du traité d'Amiens.— Conspiration. — Pichegru, Moreau, Georges Cadoudal, le duc d'Enghien. — Haine de l'Angleterre. — Pitt, Sheridan, Fox. — Napoléon Bonaparte proclamé empereur des Français. — Son couronnement. — Distribution des aigles au Champ-de-Mars.

La coalition était brisée : l'Espagne cédait à la France le duché de Parme et la Toscane, le roi de Naples lui abandonnait l'île d'Elbe et la principauté de Piombino; la Porte ottomane, le Portugal, la Russie, traitaient avec la République française : l'Angleterre, lasse, épuisée, restait isolée.

La pacification du continent permettait au premier consul de se livrer entièrement à son projet d'une descente sur le territoire britannique. Des camps se formèrent à Boulogne, à Bruges, à Gravelines, à Gran-

ville, à Cherbourg, à Saint-Malo ; des batteries se dressèrent sur les côtes. Le cabinet de Saint-James, effrayé de ces apprêts formidables, résolut, pour donner satisfaction à l'anxiété de la nation, de prendre l'offensive. Une expédition menaça les ports, les mouillages de la Hollande et les anciennes provinces de la Normandie et de la Bretagne : Nelson attaqua deux fois Boulogne; il fut victorieusement repoussé par l'amiral Latouche. Le combat d'Algésiras (11 juillet 1800) anéantit les espérances des Anglais ; la démission de Pitt, de Dundas, de lord Granville, laissa le champ libre à leur successeur lord Hawkesbury, qui déclara, au nom du roi de la Grande-Bretagne, qu'il était disposé à entamer immédiatement des négociations pour le rétablissement de la paix. A cette époque, Copenhague succombait sous un guet-apens ménagé par l'ambition anglaise, au moment même où, par une coïncidence au moins singulière, la mort de Paul Ier, assassiné dans son palais, élevait sur le trône des czars l'empereur Alexandre. Les débris de notre armée d'Égypte revenaient alors en France.

Il était difficile, au milieu des préparatifs de guerre, avec l'exaspération des deux nations, que les propositions de lord Hawkesbury pussent faire espérer quelque heureux résultat d'une négociation *d'apparat*, comme le pensait avec raison Bonaparte. Aussi insista-t-il pour que ces préliminaires fussent précédés d'une suspension d'hostilités, en convenant des articles d'une trêve générale : elle fut arrêtée le 1er octobre 1801.

Le premier consul, élevé le 21 janvier 1802 à la présidence de la République cisalpine, déploya dans les négociations une rare habileté. Les plénipotentiaires anglais essayèrent de la paralyser, en recourant aux incidents, aux formes en usage, aux antécédents, aux protocoles. Fatigué de ces lenteurs, Bonaparte débuta en diplomate comme il avait fait dans la carrière des armes; il signifia ainsi ses propositions [1] : « Nous sommes maîtres de la Hollande, de la Suisse; je les abandonne à la Grande-Bretagne contre les restitutions qu'elle aura à faire à nous ou à nos alliés; nous sommes maîtres aussi de l'Italie, j'en abandonne une partie et conserve l'autre, afin de pouvoir diriger et garantir l'existence et la durée de tout : voilà mes bases; à présent édifiez autour ce qu'il vous plaira, dit-il aux diplomates anglais, peu m'importe; mais le but et le résultat doivent demeurer tels; je n'y changerai rien. Je ne prétends point acheter de vous des concessions, mais faire des arrangements raisonnables, honorables et durables; voilà mon cercle. Vous ne vous doutez, à ce que je vois, ni de nos situations, ni de nos moyens respectifs; je ne crains ni vos refus, ni vos efforts, ni tous les embarras que vous pourriez me créer; j'ai des bras forts, je ne demande qu'à porter. »

Ce langage inusité produisit son effet. On avait prétendu traîner les négociations à Amiens; on y traita sérieusement. Ne sachant par où toucher le premier consul, on alla jusqu'à lui offrir de le faire roi de

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VII, août 1816.

France. « J'en levai les épaules de pitié, disait Napoléon..., moi qui me trouvais déjà souverain par la volonté du peuple. »

Du reste, lors du traité d'Amiens, Bonaparte, de son aveu, croyait de très-bonne foi le sort de la France, celui de l'Europe, le sien, à jamais fixés, et la guerre entièrement finie.

Pendant les préliminaires du traité, Bonaparte avait songé au concordat ; dans les grandes tempêtes, dans les suggestions accidentelles de l'immoralité même, l'absence de la foi religieuse, comme il l'affirmait[1], ne l'avait jamais influencé ; il n'avait jamais douté de Dieu ; car, si sa raison n'eût pas suffi pour le comprendre, son extérieur ne l'adoptait pas moins. Ses nerfs étaient en sympathie avec ce sentiment.

Dès qu'il se saisit du timon des affaires, il avait déjà des idées arrêtées sur tous les grands éléments qui cohésionnent la société ; il avait mesuré toute l'importance de la religion ; il avait résolu de la rétablir dans sa dignité. On croirait difficilement aux résistances qu'il eut à vaincre pour ramener le catholicisme. On l'eût suivi bien plus volontiers s'il eût arboré la bannière protestante : c'est au point, comme il l'établissait lui-même, qu'au conseil d'État, où il eut grand'peine à faire adopter le concordat, plusieurs ne se rendirent qu'en complotant d'y échapper. « Eh bien ! se disaient des conseillers, faisons-nous protestants, et cela ne nous regardera pas. »

Certes, au désordre auquel le premier consul succé-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VI, août 1816.

dait, sur les ruines où il se trouvait placé, il pouvait choisir entre le catholicisme et le protestantisme ; les dispositions du moment penchaient même vers celui-ci ; mais Bonaparte tenait sincèrement à sa religion natale ; il avait, pour se décider, sa conscience, ses principes, et, au besoin, des motifs de haute politique. En proclamant le protestantisme, il aurait créé en France deux grands partis à peu près égaux, lorsqu'il voulait qu'il n'y en eût plus du tout. Il aurait ramené des querelles de religion, lorsque les lumières du siècle, et sa volonté éclairée, avaient pour but de les faire disparaître. Ces deux partis, en se déchirant, eussent annihilé la France ; ils l'auraient rendue l'esclave de l'Europe, quand lui, Napoléon, voulait l'en rendre maîtresse.

Le concordat, signé par le pape et le premier consul, fut soumis à l'approbation du Corps Législatif, et adopté le 7 avril 1800 à une très-grande majorité, en dépit des intrigues de Mme de Staël, qui avait uni contre le premier consul les aristocrates et les républicains. « Vous n'avez plus qu'un moment, leur répétait-elle ; demain le tyran aura quarante mille prêtres à son service. »

Le gouvernement promulgua le concordat avec solennité. Le 18 avril, le canon annonça à la France que la religion catholique était reconnue comme religion de l'État. Les trois consuls, le Sénat, les deux Assemblées législatives, le conseil d'État, les ministres, tous les corps constitués, se rendirent en grande pompe à Notre-Dame. L'archevêque reçut le premier

consul, et le peuple le remercia, par ses acclamations, de lui avoir rendu son ancien culte et ses autels.

La paix d'Amiens fut conclue le 25 mars 1802. Par ce traité, l'Angleterre renonçait à la possession de l'île de Malte, de l'Égypte, des îles Ioniennes : elle nous rendait nos colonies; elle laissait la France maîtresse de la Belgique, des provinces Rhénanes et de l'Italie. Cette nouvelle fut accueillie à Paris avec un enthousiasme difficile à décrire. « Le consul devint l'objet d'une ivresse générale, rapporte un témoin oculaire de ces manifestations [1]; il reçut une espèce d'apothéose; je le vois encore tel qu'il nous apparut à l'une des fenètres du pavillon de Flore; les vives couleurs du soleil éclairaient son front, ses yeux rayonnaient de lumière et de joie. Raphaël et Michel-Ange eussent été impuissants à représenter cette tète radieuse et environnée d'une auréole de gloire qui frappait tous les regards. »

En Angleterre, il y eut beaucoup moins d'enthousiasme : Sheridan, parlant au nom de l'opposition dans la chambre des communes, disait que les conditions de ce traité n'étaient ni glorieuses, ni honorables, que c'était une paix dont tout le monde pouvait être content, mais dont personne ne pouvait être fier.

Bonaparte se sentait déjà le chef de la nation; il pensait à asseoir sa puissance, non sur les bases républicaines qu'il repoussait par instinct, mais sur les

[1] *Histoire de la Révolution*. Tissot, membre de l'Académie française.

vieux fondements monarchiques qu'il comptait rajeunir. Le tribunat émit le vœu qu'il fût donné au premier consul un gage de la reconnaissance nationale. Le sénat rendit un sénatus-consulte qui prolongeait de dix années le consulat. Mais presque aussitôt les deux consuls prirent un arrêté qui décidait que la nation serait consultée sur la question de savoir si Napoléon Bonaparte serait consul, non plus pour dix ou vingt ans, mais *à vie ;* le Corps Législatif et le tribunat adhérèrent le 20 mai 1802. Ce fut là le dernier acte de la session. Le dépouillement du scrutin donna 8,374 opposants contre 3,562,185 consentants. En conséquence, le 2 août 1802, le sénat proclamait Napoléon Bonaparte consul à vie.

« Une révolution, comme le disait le grand homme, est un des plus grands maux dont le ciel puisse affliger la terre. C'est le fléau de la génération qui l'exécute ; tous les avantages qu'elle procure ne sauraient égaler le trouble dont elle remplit la vie de ses auteurs ; elle enrichit les pauvres qui ne sont point satisfaits ; elle bouleverse tout ; dans les premiers moments, elle fait le malheur de tous, elle ne fait le bonheur de personne. » Puis il ajoutait :

« Le vrai bonheur social, il faut en convenir, est dans l'usage paisible, dans l'harmonie des jouissances relatives de chacun. Dans les temps réguliers et tranquilles, chacun a son bonheur : le cordonnier est aussi heureux dans sa boutique que moi au pouvoir ; le simple officier jouit autant que son général. Les révolutions les mieux fondées détruisent tout à l'in-

stant même, et ne remplacent que dans l'avenir. »

En France, cet avenir brillait de ses premières lueurs. Le temps de reconstituer la société sur des bases nouvelles était enfin arrivé. Un sénatus-consulte avait ouvert les portes de la France à l'émigration. Cette mesure devait, dans la pensée du gouvernement, fermer l'abîme des révolutions. Bonaparte eut la plus douce jouissance que peut avoir un homme [1], celle de rendre à la patrie plusieurs milliers de familles descendant de celles qui avaient illustré la France dans les divers siècles.

Pendant la révolution, les idées fausses, les mauvais principes avaient si bien pénétré dans les bas fonds de la société, qu'il était devenu urgent de répandre partout l'instruction. L'étude des belles-lettres, des sciences, fut organisée ; il fallait par l'éducation former des hommes, des citoyens, des Français. C'est moins encore par l'esprit que par le cœur, moins par la science que par la vertu, ainsi que le faisait remarquer un critique du temps [2], moins par l'art de bien dire, que par le mérite de bien faire, que l'homme est ce qu'il doit être, qu'il remplit sa destinée sur la terre, et qu'il s'élève, par sa conduite, à la dignité de sa nature ; cet amour du vrai, que la cupidité n'altère pas, ce goût du travail qui écarte les vices, sauvent de l'ennui et assaisonnent les plaisirs les plus simples ; cette délicatesse qui repousse toute déloyauté, alors même qu'elle paraît utile ; cette force d'âme qui maîtrise les

[1] *Mémoires de Montholon*, t. II, page 229.

[2] *Spectateur français*, t. I, page 362.

désirs volages et les passions fougueuses; cette humanité tendre et généreuse, qui n'est pas dans les discours, mais dans les effets : voilà ce qui fait l'homme de bien, et voilà ce qu'il importait de faire entrer insensiblement dans des âmes neuves, faciles à recevoir les impressions qu'on leur donne. On peut absolument se passer d'être orateur, poëte, géomètre, physicien, chimiste; mais nul ne peut se passer d'être honnête homme. Il est utile de former les enfants aux sciences, aux lettres, aux beaux-arts; mais il est nécessaire de nourrir dans leurs cœurs ces vertus qui, en faisant le bon fils, le bon frère, le bon citoyen, assurent le bonheur des familles et de la société. La loi sur l'instruction publique, confiée à Fourcroy, fut présentée et votée.

Aux trophées de la guerre s'alliaient les trophées pacifiques de l'activité humaine : les sciences, les lettres, les arts, se relevèrent de l'oubli contre lequel de rares talents avaient cherché à les sauvegarder pendant les orages de nos tempêtes politiques. Les mathématiques, l'astronomie, l'histoire naturelle, la physique, la géologie, la zoologie, la chimie, s'enrichirent des travaux, des découvertes de Monge, de Laplace, de Lagrange, de Chaptal, de Lalande, de Biot, de de Jussieu, d'Arago, d'Ampère, de Gay-Lussac, de Fourier, de Prony, de Lacépède, de Cuvier, de Geoffroy Saint-Hilaire, de Haüy, de Fourcroy, de Vauquelin, de Laugier, de Thénard, de Dubois, de Larrey, de tant d'autres renommées scientifiques. La littérature eut les Andrieux, les Collin-d'Harleville,

les Legouvé, les Ducis, les Arnault, les Raynouard, les Berchoux, les Michaud, les Luce de Lencival, les Chénier, les Lebrun, les Lemercier, etc. Dans la musique fleurirent Méhul, Chérubini, Grétry, Lesueur, Pleyel. Dans la peinture, David, Isabey, Gérard, Girodet, Lebrun, Vernet, Fragonard, Drolling, Van Spaëndonck. Dans la sculpture, Chaudet, Houdon. Dans la gravure, Berwick; enfin toutes les branches des connaissances humaines reçurent cet élan qui a préparé la prépondérance de la France sur les autres nations, en donnant à nos écoles, à nos facultés, à nos colléges de France, au Muséum d'histoire naturelle, à nos académies, le lustre que leur envie l'étranger. L'industrie dut son développement, ses progrès, à Philippe de Girard, l'inventeur de la filature mécanique; à Jacquard qui, de l'humble profession de tisserand, s'éleva à l'immortalité; à Benjamin Delessert, le créateur de la société d'encouragement; à Conté, la personnification du Conservatoire des arts et métiers; à Chappe, l'auteur du télégraphe.

Bonaparte les encourageait tous, car toutes les gloires de la grande nation lui étaient sympathiques comme il le leur était lui-même : le génie se plaît dans la fraternité de tous les talents, de tous les mérites. L'art dramatique, cette studieuse récréation de l'esprit, avait pour interprètes Fleury, Michaud, Grandmesnil, les Baptiste, Mlle Duchesnois, Mlle Mars, Mlle Contat; l'art lyrique, Elleviou, Martin, Mme Saint-Aubin, Saint-Huberti, Lays, Nourrit, Dérivis, et pour auréole le grand artiste Talma, que Napoléon traitait comme

un homme d'un talent supérieur, comme la gloire de sa profession [1]; Talma qu'il envoyait souvent chercher le matin pour causer avec lui pendant son déjeuner; Talma que Napoléon, dans son système de mêler tous les genres de mérite et de rendre une seule et même récompense universelle, voulait plus tard décorer de la Légion-d'Honneur.

Châteaubriand, qui, au retour de l'exil, retrouvait l'amitié de Fontanes fortifiée par des malheurs communs, fit paraître *René et Atala*, cet éloquent manifeste de la religion, ce triomphe d'une croyance. Le *Génie du Christianisme* mit le sceau à sa réputation, et Bonaparte, toujours empressé à récompenser le talent, le nomma successivement secrétaire de légation et ministre de France auprès de la république du Valais.

Au conseil d'État, Napoléon, dans les discussions sur le Code civil, abordait les questions les plus arides, les plus étrangères à ses études, avec une puissance de raisonnement, de logique, qui surprenait l'élite de nos jurisconsultes. Les citations se présenteraient en foule au besoin : nous nous bornerons à en emprunter quelques-unes à M. de Las-Cases [1], ancien membre du conseil d'État.

Un jour, parlant des droits politiques à accorder à des étrangers d'origine française, le premier consul disait : « Le plus beau titre sur la terre est d'être né Français; c'est un titre dispensé par le ciel, qu'il ne

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, 17 juin 1816.

devrait être donné à personne de pouvoir retirer. Pour moi, je voudrais qu'un Français d'origine, fût-il à sa dixième génération d'étranger, se trouvât encore Français, s'il le réclamait. Je voudrais, s'il se présentait sur l'autre rive du Rhin, disant : Je veux être Français, que sa voix fût plus forte que la loi, que les barrières s'abaissassent devant lui et qu'il rentrât triomphant au sein de la mère commune. Je veux élever la gloire du nom français si haut qu'il devienne l'envie des nations; je veux un jour, Dieu aidant, qu'un Français, voyageant en Europe, croie se trouver toujours chez lui. » Cette pensée de Napoléon a été en partie réalisée depuis pour la revendication des droits et de la qualité de Français.

Une autre fois, le conseiller d'État, général Gassendi, prenant part à une discussion, s'appuyait de la doctrine des économistes. Le premier consul, qui l'aimait beaucoup, à titre d'ancien camarade de l'artillerie, l'arrêtant, lui dit : « Mais, mon cher, qui vous a rendu si savant? Où avez-vous pris de tels principes? » Gassendi, qui parlait rarement, après s'être défendu de son mieux, se trouvant poussé dans ses derniers retranchements, répondit qu'après tout c'était de lui, Napoléon, qu'il avait pris cette opinion. « Comment! s'écria Napoléon avec chaleur, que dites-vous là? Est-ce bien possible? Comment! de moi qui ai toujours pensé que s'il existait une monarchie de granit, il suffirait des idéalités des économistes pour la réduire en poudre! » Et, après quelques développements, partie ironique, partie sérieux, il conclut

ainsi : « Allons, mon cher, vous vous serez endormi dans vos bureaux et vous aurez rêvé tout cela. » Gassendi, qui se fâchait aisément, lui riposta : « Oh ! pour nous endormir dans les bureaux, c'est une autre affaire, j'en défierais bien qui que ce fût avec vous ; vous nous tourmentez trop pour cela. » Et tout le conseil d'en rire, et Napoléon lui-même plus fort que les autres.

Plus d'une fois Bonaparte eut à combattre une opinion opposée à la sienne. Il ne se fâchait point qu'on le contredît, il voulait qu'on l'éclairât. « Parlez hardiment, répétait-il souvent quand on se rendait obscur ou que le sujet était délicat ; dites toute votre pensée : nous sommes ici entre nous ; nous sommes en famille. »

Il arriva qu'un jour la discussion dégénéra, par la chaleur et l'obstination de l'opinion divergente, en une véritable affaire personnelle des plus vives. Napoléon se contint : il garda le silence ; mais, à quelques jours de là, à une des audiences publiques, arrivé près de son antagoniste, M. de Fermont : « Vous êtes bien entêté, lui dit-il à demi-sérieusement ; si je l'étais autant que vous !... Toutefois vous avez tort de mettre la puissance à l'épreuve ! vous ne devriez pas méconnaître les infirmités humaines. »

En parlant de l'autorité des lois, Napoléon disait : « Elles sont en théorie le type de la clarté, et elles ne deviennent que trop souvent un vrai chaos dans l'application. C'est que les hommes et leurs passions détériorent tout ce qu'ils manient. On ne peut échap-

per à l'arbitraire du juge qu'en se plaçant sous le despotisme de la loi. J'avais d'abord rêvé qu'il serait possible de réduire les lois à de simples démonstrations de géométrie, si bien que quiconque aurait su lire et eût pu lier deux idées, eût été capable de prononcer; mais je fus convaincu presque aussitôt que c'était une idéalité absurde. Toutefois, j'aurais voulu partir d'un point arrêté, suivre une route unique connue de tous, n'avoir d'autres lois que celles inscrites dans le seul *Code*, et proclamer, une fois pour toutes, nul et non avenu tout ce qui ne s'y trouverait pas compris; mais, avec les praticiens, il n'est pas facile d'obtenir la simplicité; ils vous prouvent d'abord qu'elle est impossible, que c'est une véritable chimère; puis ils essayent de démontrer qu'elle est même incompatible avec la sûreté, l'existence du pouvoir. Celui-ci demeure seul et constamment exposé aux machinations improvisées de tous; il lui faut donc au besoin des armes en réserve pour les cas imprévus; si bien qu'avec quelques vieux droits de Chilpéric ou de Pharamond, déterrés au besoin, il n'est personne qui puisse se dire à l'abri d'être dûment et légalement pendu. » En appréciant lui-même la dialectique en législation, il s'exprimait ainsi : « J'étais très-fort au conseil d'État, tant qu'on demeurait dans le domaine du Code; mais, dès qu'on passait aux régions extérieures, je tombais dans les ténèbres : Merlin, alors, était ma ressource; je m'en servais comme d'un flambeau. Sans être brillant, il était fort érudit, puis sage, droit et honnête, un des vétérans de la vieille

et bonne cause; il m'était fort attaché. » Mais à peine le Code eut-il paru qu'il fut suivi presque aussitôt, et comme en supplément, de commentaires, d'explications, de développements, d'interprétations. Aussi Bonaparte avait coutume de s'écrier, en songeant à ces interprètes : « Messieurs, nous avons nettoyé les écuries d'Augias, pour Dieu, ne les encombrons pas de nouveau. » Il faut le reconnaître : la renommée de Napoléon, aux yeux de la postérité, reposera plus encore sur le *Code* que sur ses victoires.

Pendant ces élucubrations de l'intelligence humaine, on poursuivait l'exécution des grands travaux du canal de l'Ourcq, du canal de Saint-Quentin; partout l'activité témoignait des bienfaits de la paix.

Heureux d'avoir environné la France d'un cercle de remparts, d'alliés, de sympathies nationales, Napoléon assurait ses ressources militaires par la conscription, pour faire face à toutes les éventualités.

La paix d'Amiens avait créé à l'Angleterre une concurrence redoutable; elle voulait le monopole du commerce. Pour satisfaire son ambition, il était nécessaire d'arrêter l'élan de l'industrie française : il fallait la guerre. Le pavillon anglais flottait encore sur l'île de Malte. Le premier consul avait dit publiquement qu'il aimerait mieux voir les Anglais au faubourg Saint-Antoine que dans cette île importante. Ce n'était pas le seul grief : l'Égypte, le Cap de Bonne-Espérance, n'avaient pas été évacués. Le traité d'Amiens fut définitivement rompu. L'embargo fut mis sur les bâtiments français et bataves. A cet acte d'hostilités, on

répondit par l'arrestation de tout Anglais voyageant sur le continent.

Ainsi la guerre continentale et maritime allait éclater. Au moment où se faisaient les préparatifs pour aller attaquer l'Anglais jusque dans son île, alors qu'une régénération complète à l'intérieur absorbait l'administration, survint cette conspiration où les noms de deux illustrations militaires de la France devaient se trouver gravement compromis. Depuis longtemps on posait en principe que tout tyran [1] était une bête féroce qu'il s'agissait de détruire, et que, le premier consul étant un tyran, il était légal de le tuer *sans solennité*. A la menace le publiciste joignait l'ironie, et il ajoutait : « Votre nom est immortel, citoyen premier consul, mais votre personne est mortelle : un ennemi du peuple français et du pouvoir arbitraire peut vous assassiner, et, dans son enthousiasme pour la liberté, renverser les lois que vous avez faites pour le bonheur du peuple français. J'ai donc cru vous donner une nouvelle preuve de mon attachement pour votre personne et de mon admiration pour vos vertus en prouvant qu'il est impossible de vous assassiner. » Un poignard, c'était donc l'arme des libellistes anglais; un poignard, c'était l'arme dont voulaient se servir les jaloux de la gloire, les envieux de la prospérité de notre patrie !

Lorsque la lutte s'engageait entre la Grande-Bretagne et la France, les rivages, les grandes routes, la ca-

[1] *Courrier de Londres*, 6 janvier 1804.

pitale, se couvrirent tout à coup d'agents de la famille des Bourbons. La crise était des plus fortes ; partout circulaient de vagues, de sinistres pressentiments. A l'étranger, on répandait le bruit de la mort du premier consul, à Londres, en Allemagne, en Hollande, jusqu'en Amérique. La police surprit des agents de tous les rangs, de toutes les couleurs, sans toutefois pénétrer le mystère de cette trame obscurément sanglante. L'opinion publique émue commença par douter ; elle calomnia bientôt la sincérité des déclarations du gouvernement. L'œil de la police, aux abois, ne découvrait rien, lorsqu'une nuit Napoléon se lève, ainsi qu'il lui arrivait fort souvent, pour travailler : le hasard lui fait jeter les yeux sur les derniers rapports contenant les noms des personnes mises en arrestation ; il remarque celui d'un chirurgien, plutôt intrigant que fanatique ; sa sagacité a tout deviné. L'agent arrêté est menacé de l'exécution s'il ne parle pas. Une demi-heure après tout est découvert ; on connaît la nature et l'étendue du complot ourdi en Angleterre, les intrigues de Moreau, la culpabilité de Pichegru, de Georges Cadoudal, jusqu'à la complicité d'un prince Bourbon. Le *Moniteur* éclaire l'opinion publique : l'indignation s'accroît à mesure que les conspirateurs sont mis sous la main de la justice. Moreau, en lisant l'acte d'accusation qui l'inculpe d'avoir voulu attenter à la sûreté de la République, à la vie du premier consul, laisse le papier s'échapper de ses mains, s'évanouit ; il a vu Georges, il a vu Pichegru ; il a connu leurs desseins. Pichegru, qui ne peut envi-

sager l'infamie du supplice, désespère de la clémence de Napoléon ou la dédaigne; il se donne la mort. Un officier de Sydney Smith, Wright, se suicide.

Quant à Georges Cadoudal, il avoue hautement devant le tribunal criminel de Paris qu'il est venu, de concert avec les princes français, pour tuer le premier consul et rétablir les Bourbons. Après de longs débats, le 10 juin 1804, Georges Cadoudal, Rivière, Armand de Polignac et dix-sept autres sont condamnés à mort; Moreau, Jules de Polignac et trois autres à la prison : quinze sont acquittés[1]. — Tels sont les faits, Des hommes d'état ont reproché au premier consul une grande faute dans ce procès; ils l'ont comparée à celle commise par Louis XVI dans l'affaire du collier, qu'il mit entre les mains du parlement, au lieu de la faire juger par une commission. Selon ces hommes d'état, Napoléon aurait dû livrer les coupables à une commission militaire; c'eût été terminé en deux fois vingt-quatre heures : «*Je le pouvais*, a répondu depuis Napoléon à ces reproches, c'était légal, et l'on ne m'en eût pas voulu davantage; je ne me serais pas exposé aux chances que je courus; mais je me sentais un pouvoir tellement indéterminé, j'étais en même temps si fort en justice, que je voulus que le monde entier en demeurât témoin; aussi les ambassadeurs, les agents de toutes les puissances, assistèrent-ils constamment aux

[1] Journaux du temps, *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. IV et t. VIII; *Relation d'O'Méara*, janvier et septembre 1817; *Recherches historiques sur le procès et la condamnation du duc d'Enghien*, par Nougarède de Fayet.

débats. » Les accusés se pourvurent en cassation; leurs pourvois furent rejetés. Bonaparte permit à Moreau de partir pour les Etats-Unis.

Pleins d'une condamnable confiance, le comte d'Artois et le duc de Berry attendaient le résultat de cette infernale expédition. Le duc d'Enghien avait fixé son séjour, sous la protection du margrave de Bade, au château d'Etenheim, afin, sans doute, d'être prêt à se mettre à la tête des royalistes de l'Est, ou même, si l'occasion s'en présentait, de ceux de Paris, comme l'a avoué un écrivain anglais [1] qu'on ne saurait certes pas soupçonner d'indulgence envers la mémoire de Napoléon.

Le prince, arrêté dans la nuit du 15 au 16 mars, fut conduit à Vincennes le 20. Coupable d'avoir porté les armes contre la France, son pays, d'avoir offert ses services au gouvernement anglais, l'ennemi acharné de la France, de s'être mis à la tête des émigrés français grossissant les rangs des phalanges de la coalition, enfin d'avoir été l'un des fauteurs, l'un des complices de l'attentat médité, préparé, concerté contre les jours du premier consul, il fut condamné à mort par une commission militaire. Le prince entendit sans se troubler la lecture de cet arrêt Quelques heures plus tard, il était fusillé dans les fossés du château.

« Ce jugement, fait observer M. Lebas [2], cette exé-

[1] Walter Scott, *Vie de Napoléon*, t. IV, page 89.

[2] *Annales de l'histoire de France*, par M. Lebas, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, maître de conférences à l'école normale, t. II, page 505.

cution à huis-clos, n'émurent ni Paris, ni la France. Bonaparte a déclaré que s'il n'avait pas fait exécuter le duc d'Enghien publiquement, c'était pour ne pas donner une occasion aux partisans secrets de sa famille d'éclater et de se perdre ; et on peut le croire, quand on songe à l'indifférence que le peuple montrait alors pour la maison de Bourbon et aux sympathies qu'il manifestait pour le premier consul. Dans la position où il était, chargé des destinées d'un grand peuple, il crut que cette mesure rigoureuse était nécessaire; la postérité ne confirmera pas les accusations exagérées dont elle fut le prétexte. »

Pendant l'instruction du procès de Georges Cadoudal, un rapport adressé au premier consul par le ministre de la justice Régnier, mit à nu les machinations diplomatiques de l'Angleterre. L'ambassadeur anglais à Munich, sir Drake, fut reconnu comme l'un des directeurs secrets des agents de la police anglaise sur le continent. On livra les preuves à une solennelle publicité, et la diplomatie européenne s'empressa de flétrir ces condamnables manœuvres. Quant à lord Hawkesbury il ne désavoua pas ses agents. Il était difficile de pousser plus loin le cynisme. Ainsi la merveilleuse régénération industrielle de la France, son agrandissement territorial, excitaient la jalousie de l'Angleterre, au point qu'elle ne rougissait pas de recourir aux voies les plus indignes pour l'assouvir. Elle ne se bornait pas là : son or, ses promesses, entraînaient les autres puissances dans une coalition contre la prospérité et la gloire de la grande

nation. Celles-ci ne songeaient pas qu'elles servaient les intérêts du cabinet de Londres. La politique de Pitt trouvait un nouveau séide dans Sheridan, naguère son antagoniste. «On a dit, il y a quelques années, s'écriait cet orateur au sein du parlement, que sur la carte de l'Europe on ne voyait qu'un vide, là où la France avait existé ; je regarde maintenant cette carte, et partout je vois la France, rien que la France. Je vois l'Italie dans son vasselage, la Prusse prête à obéir à un signe de sa tête, et l'Espagne à un mouvement de son doigt; je vois le Portugal prosterné à ses pieds, la Hollande sous sa main, la Turquie dans ses rêts. Que reste-t-il maintenant au premier consul à subjuguer, si ce n'est l'Angleterre? Aussi, je n'en doute pas, telle est sa pensée, telle est la prière que chaque jour il adresse à la divinité qu'il adore, la déesse des batailles.» Et il concluait à la guerre.

Une voix puissante, celle de Fox, s'élevait cependant pour revendiquer l'exécution des traités : « A ceux qui, après avoir applaudi à la paix, poussent maintenant à la guerre, disait l'illustre homme d'état de l'Angleterre, je demanderai ce qui s'est passé depuis la conclusion du traité qui justifie cette ardeur belliqueuse? Quoi donc! la France doit-elle être toujours considérée comme notre rivale? La France veut faire revivre son commerce, relever ses manufactures, et entrer à son tour dans la carrière où nous l'avons précédée; mais, je le demande, cette rivalité est-elle maintenant à redouter pour nous? Ne nous est-il pas aisé de conserver long-

temps encore l'avance que nous avons conquise? Et, d'ailleurs, est-ce là un légitime sujet de guerre? La guerre que nous devons faire aujourd'hui, c'est une guerre d'émulation commerciale, et non une guerre d'extermination. Les dix années de calamités que nous avons traversées ne sont-elles plus présentes à votre mémoire? Est-il donc nécessaire que je répète sans cesse que l'unique motif qui doive nous faire préférer l'état de guerre à l'état de paix, c'est la conservation de notre existence ou celle de notre honneur? Non, la guerre n'est pas le cri réel du peuple anglais; c'est le cri de l'ignoble coalition de quelques journaux et de quelques misérables agioteurs, appuyés par les passions aveugles d'un certain nombre d'hommes qui sacrifieraient le monde à leurs haines : c'est ce cri factice que le peuple en masse désavoue. »

Hélas! tout fut inutile: les conseils de la justice, de la modération se brisèrent contre la haine implacable de Pitt. Il voulait la guerre d'extermination : elle était imminente.

Le premier consul, quoique profondément irrité de la conduite du gouvernement britannique, cherchait encore à prévenir la reprise des hostilités; il s'en expliqua avec lord Withworth, ambassadeur de la Grande-Bretagne : « C'est pour moi une chose infiniment chagrinante, lui dit-il, que le traité d'Amiens, au lieu d'être suivi de conciliation et d'amitié, effets naturels de la paix, n'ait uniquement produit qu'une jalousie et une méfiance continuelles et toujours crois-

santes. Le ressentiment que j'éprouve contre l'Angleterre croît d'un jour à l'autre, parce que chaque vent qui souffle de vos côtes n'apporte qu'inimitié et haine contre moi. Ne dois-je pas désirer le maintien de la paix? Qu'on me montre ce que j'aurai à gagner en entrant en guerre avec l'Angleterre? Une descente est le seul moyen offensif que j'aie contre elle, et je suis déterminé à la tenter en me mettant à la tête de l'expédition. »

Toutes les ouvertures pacifiques avortèrent. Lord Withworth fut rappelé.

On le voit : dans ce débat, le bon droit était du côté de la France : aussi Fontanes, interprète du sentiment d'indignation universelle soulevé par la duplicité et les prétentions de l'Angleterre, fit entendre au sein du Corps Législatif ces nobles et mâles paroles [1], aux applaudissements de la nation entière :

« Ce n'est pas la France qui déclare la guerre; mais elle l'acceptera sans crainte et saura la soutenir avec énergie. Quand les fureurs de l'anarchie menaçaient le repos des états voisins, un prétexte au moins spécieux justifiait leurs alarmes. Aujourd'hui, quel motif peut alléguer l'ennemi? La France a repris dans son administration intérieure ces mouvements réguliers et paisibles qui annoncent l'esprit d'ordre et de sagesse; elle porte dans ses relations au dehors cette mesure qui prouve la véritable force et qui double la considération. Les souvenirs amers s'éloignent de jour en jour ; notre patrie est redevenue le centre de

[1] Journaux du temps.

l'Europe civilisée. L'Angleterre ne dira plus qu'elle défend les principes conservateurs de la société, menacée dans ses fondements; c'est nous qui pouvons tenir ce langage si la guerre se rallume. Le signal une fois donné, la France se ralliera d'un mouvement unanime au héros qu'elle admire. »

Le sort en était jeté : le feu à peine éteint se rallumait; l'Angleterre se couvrait de fer. Appel fut fait à la France; elle y répondit par le *delenda Carthago*, l'anéantissement d'Albion! Quatre camps d'instruction se formèrent depuis les bouches du Rhin jusqu'à la Somme, à Utrecht, à Ostende, à Boulogne et à Montreuil; deux autres furent établis à Saint-Malo et à Bayonne. L'Europe se hérissa de baïonnettes.

Au moment de cette lutte suprême, la nation française aspirait à remettre le pouvoir dans la main de l'homme qui s'était identifié en elle : il était sa pensée vivante, agissante. Le 3 avril 1804, le tribun Curée déposa sur le bureau de l'Assemblée Législative une proposition tendante à investir Napoléon Bonaparte de la dignité impériale, et à declarer l'empire français héréditaire dans sa famille. Une commission, chargée de l'examen de la proposition, formula ainsi son rapport :

« Considérant que les complots formés par la maison de Bourbon, de concert avec un ministère implacable ennemi de la France, l'ont avertie du danger qui la menace, si, venant à perdre Bonaparte, elle restait exposée aux agitations inséparables d'une élection ;

» Que le consulat à vie, et le droit accordé au premier consul de désigner son successeur, ne sont pas suffisants pour prévenir les intrigues intérieures et extérieures qui ne manqueraient pas de se former lors de la vacance de la magistrature suprême ;

» Que quand la France réclame pour sa sûreté un chef héréditaire, sa reconnaissance et son affection appellent Bonaparte ;

» Que la France conservera tous les avantages de la révolution par le choix d'une dynastie aussi intéressée à la maintenir que l'ancienne le serait à la détruire ;

Qu'enfin, il n'est point de titre plus convenable à la gloire de Bonaparte et à la dignité du chef suprême de la nation française que le titre d'empereur ;

» Le tribunat, exerçant le droit qui lui est attribué par l'article 29 de la constitution, émet le vœu :

» 1° Que Napoléon Bonaparte, premier consul, soit proclamé empereur des Français, et, en cette qualité, chargé du gouvernement de la République française ;

» 2° Que le titre d'empereur et le pouvoir impérial soient héréditaires dans sa famille, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. »

Ainsi se vérifiait la prédiction ironique de Georges Cadoudal : « Nous avons fait plus que nous ne voulions; nous venions donner un *roi* à la France, nous lui donnons un *empereur*. » Le poignard s'était brisé dans la main de l'assassin : de ses débris, l'amour, l'affec-

tion d'un grand peuple faisaient un sceptre, une couronne impériale.

Le sénat, dans son adresse au premier consul, avait prévenu le vœu du tribunat: «Vous fondez une ère nouvelle, disait-il à Napoléon; vous devez l'éterniser : l'éclat n'est rien sans la durée. Nous ne saurions douter que cette grande idée ne vous ait occupé, car votre génie créateur embrasse tout. Mais ne différez point ; vous êtes pressé par le temps, par les événements, par les Français ; vous pouvez enchaîner le temps, maîtriser les événements, désarmer les ambitieux, tranquilliser la France entière en lui donnant des institutions qui cimentent votre édifice et qui prolongent pour les enfants ce que vous fîtes pour les pères. Grand homme, achevez votre ouvrage en le rendant immortel comme la gloire ! vous nous avez tirés du chaos du passé ; vous nous faites bénir les bienfaits du présent ; garantissez-nous de l'avenir ! »

Le premier consul avait répondu à ce message :

« Votre adresse n'a pas cessé d'être présente à ma pensée ; elle a été l'objet de mes méditations les plus constantes. Vous avez jugé l'hérédité de la suprême magistrature nécessaire pour mettre le peuple français à l'abri des complots de nos ennemis et des agitations qui naîtraient d'ambitions rivales. Plusieurs de nos institutions vous ont en même temps semblé devoir être perfectionnées, pour assurer sans retour le triomphe de l'égalité et de la liberté publique, et offrir à la nation et au gouvernement la double garantie

dont ils ont besoin. Je vous invite à me faire connaître votre pensée tout entière.

Après de solennels débats, une nombreuse députation porta au premier consul la délibération du sénat, motivée en ces termes :

« Vous désirez, citoyen premier consul, connaître la pensée tout entière du sénat. Le sénat a réuni et comparé avec soin les résultats des méditations de ses membres, les fruits de leur expérience, les effets du zèle qui les anime pour la prospérité du peuple dont ils sont chargés de conserver les droits;

» Il a rappelé le passé, examiné le présent, porté ses regards sur l'avenir; il vous transmet le vœu que lui commande le salut de l'Etat.

» Les Français ont conquis la liberté, ils veulent conserver leurs conquêtes, ils veulent le repos après la victoire.

» Ce repos glorieux, ils le devront au gouvernement héréditaire d'un seul, qui, élevé au-dessus de tous, investi d'une grande puissance, environné d'éclat, de gloire et de majesté, défendra la liberté publique, maintiendra l'égalité et baissera ses faisceaux dans l'expression de la volonté souveraine du peuple qui l'aura proclamé.

» C'est ce gouvernement que voulait se donner la nation française dans les beaux jours de 89, dont le souvenir sera cher à jamais aux amis de la patrie. C'est ce gouvernement, limité par la loi, que le plus grand génie de la Grèce, l'orateur le plus célèbre de Rome et le plus grand homme d'état du dix-huitième

siècle, ont déclaré le meilleur de tous... L'histoire le montre comme un obstacle invincible contre lequel viennent se briser et les efforts insensés d'une anarchiesanglante, et la violence d'une tyrannie audacieuse qui se croirait absoute par la force, et les coups perfides d'un despotisme plus dangereux encore, qui, tendant dans les ténèbres ses redoutables rêts, saurait attendre avec une patience hypocrite le moment de jeter le masque et de lever sa massue de fer. »

De tous les points de la France se succédèrent des adresses pour conjurer le premier consul d'assumer sur sa tête un pouvoir héréditaire. Le peuple se prononça, et, le 18 mai 1804, le sénat proclama *Napoléon empereur des Français*.

Il répondit en peu de mots et avec dignité au vœu national : « Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie est essentiellement lié à mon bonheur. J'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation.

» Je soumets à la sanction du peuple la loi d'hérédité. J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environnera ma famille.

» Dans tous les cas, mon esprit ne serait plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation. »

Le 2 décembre 1804 eut lieu à Notre-Dame la cérémonie du couronnement. Une pompe inouïe fut déployée dans cette solennité. Le pape Pie VII consa-

cra de ses mains la fondation d'une race nouvelle de souverains. L'empereur et l'impératrice Joséphine, agenouillés aux pieds des autels, reçurent la triple onction de l'huile sacrée : en la leur donnant, le vicaire de Jésus-Christ prononça ces paroles sacramentelles : « Dieu tout-puissant et éternel, qui avez établi Hazaël pour gouverner la Syrie, et Jéhu, roi d'Israël, en leur manifestant vos volontés par l'organe du prophète Élie, qui avez répandu l'onction sainte des rois sur la tête de Saül et de David, par le ministère du prophète Samuel, répandez par mes mains les trésors de vos grâces et de vos bénédictions sur votre serviteur Napoléon, que, malgré notre indignité personnelle, nous consacrons aujourd'hui empereur en votre nom. »

Napoléon, s'approchant des ornements impériaux tenus par le pape, prit la couronne, la posa sur sa tête, et couronna ensuite Joséphine. Napoléon était couronné, intronisé; les voûtes de la basilique de Notre-Dame retentirent des cris de : *Vive l'empereur! Vive l'impératrice!* La France voyait enfin ses espérances réalisées.

Le lendemain, réunies au Champ-de-Mars, des députations des corps de l'armée, de la marine, de la garde nationale assistaient à la distribution des étendards surmontés des aigles : « Soldats, leur dit l'empereur, voilà vos drapeaux ; ces aigles vous serviront toujours de point de ralliement, et elles seront partout où votre empereur les jugera nécessaires pour la défense de son trône et de son peuple. »

» Vous jurez de sacrifier vos vies pour les défendre, et de les maintenir constamment par votre courage sur le chemin de la victoire ; vous le jurez ? »

» Nous le jurons ! répétèrent à la fois, avec l'accent d'un ardent patriotisme, les présidents des colléges et les officiers. »

La victoire devait longtemps suivre les aigles impériales : la gloire, la grandeur du peuple français devaient s'élever à leur apogée sous le fondateur de la monarchie napoléonienne.

VII

Empereur, il ne pouvait être qu'un Washington couronné.— Ses idées sur les nations. — Protestation de Louis XVIII. — Napoléon, roi d'Italie. — Préparatifs à Boulogne.— Projets de descente en Angleterre. — Lettre à Georges III, roi de la Grande-Bretagne. — Réponse de ce monarque. — Hostilités. — Plan de l'empereur. — Wertingen, Elchingen, Ulm. — Capitulation du général Mack. — Proclamation. — Austerlitz. — Anecdotes. — Paix de Presbourg. — L'empereur Alexandre. — Proclamation aux habitants de Vienne. — Le vieil émigré.— Trafalgar.— Mort de Nelson.— Mort de Pitt.— Jugement de Napoléon sur ce ministère.

Aucun souverain ne monta sur le trône avec des droits plus légitimes que Napoléon ; il lui était donné par la volonté de tous les citoyens. Le pape, chef de la religion catholique, apostolique et romaine, religion de la majorité des Français, avait passé les Alpes pour oindre l'empereur de ses pieuses mains. Les rois le reconnurent ; les ambassadeurs d'Autriche et de Russie, ceux de Prusse, d'Espagne et de Portugal, de Tur-

quie et d'Amérique le complimentèrent sur son avénement national.

L'Angleterre seule ne fit aucun acte de reconnaissance ; toutefois lord Withworth, dans les conférences secrètes qui précédèrent la rupture du traité d'Amiens, avait proposé, comme nous l'avons fait remarquer, de la part de son gouvernement, de reconnaître Napoléon *roi de France*.

Représentant de la révolution dans ses hautes vues, il avait su en effacer les écarts; la révolution avait rompu les liens de la France avec Rome, il les avait renoués ; elle avait abattu et fermé les temples, il les avait relevés; elle avait fait deux clergés ennemis, il les avait rappelés à la concorde ; elle avait éloigné de leur patrie les hautes classes, il leur en avait ouvert et leur en ouvrait encore les portes avec celles de son palais; elle avait abattu le trône, il le rehaussait. Dans ses profondes méditations sur la nature des gouvernements, il s'était dit :

« Un philosophe a prétendu que les hommes naissaient méchants : ce serait une grande affaire et fort oiseuse que d'aller rechercher s'il a dit vrai. Ce qu'il y a de certain, c'est que la société n'est point méchante ; car si la très-grande majorité voulait être criminelle et méconnaître les lois, qui est-ce qui aurait la force de l'arrêter ou de la contraindre ? et c'est là précisément le triomphe de la civilisation, parce que cet heureux résultat sort de son sein, naît de sa propre nature. La plupart des sentiments sont des traditions ; nous les éprouvons parce qu'ils nous ont précédés : aussi la

raison humaine, son développement, celui de nos facultés, voilà toute la clef sociale, tout le secret du législateur. Il n'y a que ceux qui veulent tromper les peuples et gouverner à leur profit qui peuvent vouloir les retenir dans l'ignorance; car, plus ils seront éclairés, plus il y aura de gens convaincus de la nécessité des lois, du besoin de les défendre, et plus la société sera assise, heureuse, prospère; et s'il peut arriver jamais que les lumières soient nuisibles dans la multitude, ce ne sera que quand le gouvernement, en hostilité avec les intérêts du peuple, l'acculera dans une position forcée, ou réduira la dernière classe à mourir de misère; car alors il se trouvera plus d'esprit pour se défendre ou devenir criminel. »

Ces pensées le guidèrent dans les actes de sa vie; c'est ce qu'il avouait à M. de Las-Cases, dans un de ses entretiens de Sainte-Hélène :

« Arrivé au pouvoir [1], disait-il, on eût voulu que j'eusse été un Washington : les mots ne coûtent rien, et bien sûrement ceux qui l'ont dit avec autant de facilité le faisaient sans connaissance des temps, des lieux, des hommes, des choses. Si j'eusse été en Amérique, j'eusse été volontiers un Washington, et j'y eusse eu peu de mérite; car je ne vois pas comment il eût été raisonnablement possible de faire autrement. Mais si Washington se fût trouvé en France sous la dissolution du dedans et sous l'invasion du dehors, je lui eusse défié d'être lui-même, ou s'il eût voulu l'être, il n'eût été qu'un niais, et n'eût fait que con-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, novembre 1815.

tinuer de grands malheurs. Pour moi, je ne pouvais être qu'un *Washington couronné*. Ce n'était que dans un congrès de rois, au milieu des rois convaincus ou maîtrisés, que je pouvais le devenir. Alors, et là seulement, je pouvais montrer avec fruit ma modération, mon désintéressement, ma sagesse, je n'y pouvais raisonnablement parvenir qu'au travers de la *dictature universelle;* j'y ai prétendu, m'en ferait-on un crime? Penserait-on qu'il fût au-dessus des forces humaines de s'en démettre? Sylla, gorgé de crimes, a bien osé abdiquer, poursuivi par l'exécration publique. Quel motif eût pu m'arrêter, moi, qui n'aurais eu que des bénédictions à recueillir? Mais demander de moi, avant le temps, ce qui n'était pas de saison, était une bêtise vulgaire; moi, l'annoncer, le promettre, eût été pris pour du verbiage, du charlatanisme; ce n'était pas mon genre. »

On le voit, Napoléon, en s'élevant à la dignité impériale, avait profondément mûri son système de gouvernement. Il en avait calculé tous les rouages, comme nous aurons l'occasion de le constater. Sa réflexion, sa connaissance des hommes, la portée infinie de son coup d'œil, le rayon de lumière divine qui l'éclairait, tout le tenait à la hauteur des plus prodigieuses conceptions. Il avait reconnu que les nations vieilles et corrompues ne se gouvernent point comme les peuples antiques et vertueux; pour un, aujourd'hui, qui sacrifierait tout au bien public, il en est des milliers et des millions qui ne connaissent que leurs intérêts, leurs jouissances, leur vanité; or, pré-

tendre régénérer un peuple en un instant *et en poste*, comme il le disait lui-même, c'eût été un acte de démence; le génie de l'ouvrier doit être de savoir employer les matériaux qu'il a sous sa main ; et voilà, ajoutait-il, un des secrets de la reprise de toutes les formes monarchiques, du retour des titres, des croix, des cordons. Le secret du législateur doit être de savoir tirer parti même des travers de ceux qu'il prétend régir. Et, après tout, ici, tous ces colifichets présentaient peu d'inconvénients, et ilsoffraient même des avantages; car, au point de civilisation où nous demeurons aujourd'hui, ils sont propres à appeler les respects de la multitude, tout en commandant aussi le respect de soi-même; ils peuvent satisfaire la vanité du faible, sans effaroucher nullement les têtes fortes. Législateur ou guerrier, Napoléon se proposait toujours la gloire et la grandeur de la nation française. Il nommait maréchaux de France : Augereau, Bernadotte, Berthier, Bessières, Brune, Davoust, Moncey, Masséna, Mortier, Murat, Ney, de Pérignan, Kellerman, Lannes, Lefebvre, Soult, Victor, qui brillèrent sur les champs de bataille, comme les satellites de l'astre de la victoire, et dans les salons des Tuileries sous les titres de ducs ou princes de Castiglione, de Porte-Corvo, de Wagram, d'Eckmülh, de Conégliano, de Rivoli, de Trévise, de Leuchtenberg, d'Elchingen, de Valmy, de Montebello, de Dalmatie. La cour se ressentit de cette influence, car la splendeur des lauriers de la guerre reflétait la lueur encore pâle de l'étiquette impériale.

La nation avait appelé Napoléon au pouvoir; sa reconnaissance, son admiration, sa confiance l'avaient couvert du manteau impérial. Louis XVIII protesta. La solennité du camp de Boulogne, et le discours de l'empereur à la consulte d'État et aux députés des colléges électoraux de la république italienne, qui lui apportaient la couronne de fer des rois lombards, occupèrent seuls et fixèrent l'attention de la France et de l'Europe.

« Nous avons conquis la Hollande, disait Napoléon, les trois quarts de l'Allemagne, la Suisse, l'Italie tout entière; nous avons été modérés au milieu de la plus grande prospérité. De tant de provinces, nous n'avons gardé que ce qui était nécessaire pour nous maintenir au même point de considération et de puissance où a toujours été la France. Le partage de la Pologne, les provinces soustraites à la Turquie, la conquête des Indes et de presque toutes les colonies, avaient rompu, à notre détriment, l'équilibre général.

» Tout ce que nous avons jugé utile pour le rétablir, nous l'avons rendu, et par là nous avons agi conformément au principe qui nous a constamment dirigé, de ne jamais prendre les armes pour de vains projets de grandeur, ni par l'appât des conquêtes.

» L'Allemagne a été évacuée, ses provinces ont été restituées aux descendants de tant d'illustres maisons, pour qui elles étaient perdues pour toujours, si nous ne leur eussions pas accordé notre généreuse protection. Nous les avons relevées et raffermies, et les princes d'Allemagne ont aujourd'hui plus d'éclat et

de splendeur que n'en ont jamais eu leurs ancêtres.

» Nous avons accepté et nous placerons sur notre tête cette couronne de fer des anciens Lombards, pour la retremper, pour qu'elle ne soit pas brisée au milieu des tempêtes qui la menaceront, tant que la Méditerranée ne sera point rentrée dans son état habituel.

» Mais nous n'hésitons pas à déclarer que nous transmettrons cette couronne à un de nos enfants soit légitime, soit adoptif, le jour où nous serons sans alarmes sur l'indépendance, que nous avons garantie, des autres États de la Méditerranée.

» Le génie du mal cherchera en vain des prétextes pour remettre le continent en guerre; ce qui a été réuni à notre empire par les lois constitutionnelles de l'État, y restera réuni; aucune nouvelle province n'y sera incorporée; mais les lois de la république batave, l'acte de médiation des dix-neuf cantons suisses, et ce premier statut du royaume d'Italie, seront constamment sous la protection de notre couronne, et nous ne souffrirons jamais qu'il y soit porté atteinte.

» Dans toutes circonstances et dans les transactions, nous montrerons la même modération, et nous espérons que notre peuple n'aura plus besoin de déployer ce courage et cette énergie qu'il a toujours montrés pour défendre ses légitimes droits. »

Pitt était rentré au ministère. Le danger commun avait effacé toutes les divisions de l'opinion publique en Angleterre. Les talents, l'activité du conseiller de Georges III se déployaient dans toutes leurs ressources en présence d'une situation critique, rappelant à la

population britannique les souvenirs de l'invasion des Normands.

Napoléon, de son côté, pressait les gigantesques et formidables préparatifs d'une descente en Angleterre; il songeait sérieusement à réduire à néant sa superbe et implacable ennemie : « J'aurais tout dirigé moi-même, racontait-il dans un de ces moments suprêmes où la souffrance physique, en nous annonçant les approches de la mort, met un homme face à face avec la postérité. J'avais donné des ordres [1] pour que deux flottes considérables se rendissent dans les Indes occidentales. Au lieu d'y rester, elles n'auraient fait que se montrer à quelques-uns des établissements de la Grande-Bretagne dans ce pays, et seraient revenues en France après s'être dirigées sur le Ferrol, en avoir levé le blocus et fait sortir les bâtiments de guerre qui s'y trouvaient. Avec ce renfort, elles devaient se diriger sur Brest, où se trouvaient environ quarante vaisseaux de ligne tout prêts à partir.

» Avant que ces escadres fussent de retour, j'aurais été maître du canal pendant deux mois, ayant à ma disposition environ soixante-dix vaisseaux de guerre outre les frégates; j'aurais passé en Angleterre avec une flottille et deux cent mille hommes; j'aurais débarqué le plus près possible de Chatam, et de là je me serais dirigé sur Londres, où je pouvais arriver quatre jours après mon débarquement; j'aurais proclamé l'abolition de la noblesse et de la chambre des pairs,

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène. Relation d'O'Méara*, janvier 1817.

la distribution des biens de ceux qui se seraient opposés à mes projets, la liberté, la souveraineté du peuple ; j'aurais laissé subsister la chambre des communes, mais après lui avoir fait subir une grande réforme ; j'aurais fait une proclamation pour annoncer à l'Angleterre que nous étions venus comme amis de la nation anglaise, pour la délivrer d'une aristocratie perverse et corrompue, afin de donner une forme populaire à son gouvernement, ce que la conduite de mes troupes aurait confirmé, attendu que je n'aurais pas souffert qu'elles commissent les moindres excès.

» Je pense que par mes promesses et les réformes que j'aurais réellement exécutées, je me serais fait un bon nombre de partisans : dans une aussi grande ville que Londres, il y a tant de populace et de mécontents ; un parti formidable se serait déclaré pour moi ; j'aurais excité en même temps une insurrection en Irlande. »

Tels avaient été les desseins de Bonaparte, premier consul, tels étaient encore les projets de l'empereur Napoléon ; et pourtant la preuve qu'il ne se décidait pas à la guerre par un vain amour de renommée, mais par nécessité, c'est qu'il faisait encore une tentative près du roi de la Grande-Bretagne.

« Monsieur mon frère, lui écrivait-il le 2 janvier 1805 ; appelé au trône par la Providence et par le suffrage du sénat, du peuple et de l'armée, mon premier sentiment est un vœu de paix : la France et l'Angleterre usent leur prospérité ; elles peuvent lutter

pendant des siècles, mais leurs gouvernements remplissent-ils bien le plus sacré des devoirs? et tant de sang versé inutilement et sans la perspective d'aucun but, ne les accuse-t-il pas? Je n'attache pas de déshonneur à faire le premier pas; j'ai assez, je pense, prouvé au monde que je ne redoute aucune des chances de la guerre; elle ne m'offre d'ailleurs rien que je doive redouter : la paix est le vœu de mon cœur; je conjure donc Votre Majesté de ne pas se refuser au bonheur de donner elle-même la paix au monde; qu'elle ne laisse pas cette douce satisfaction à ses enfants; car enfin, il n'y eut jamais de circonstance ni de moment plus favorables pour faire taire tant de passions, et écouter uniquement les sentiments de l'humanité et de la raison. »

Toutefois cette ouverture recevait cette froide et inhumaine réponse : « Il n'y a aucun objet que Sa Majesté ait plus à cœur, que de saisir la *première occasion* de procurer de nouveau à ses sujets les avantages d'une paix fondée sur des bases qui ne soient pas incompatibles avec la sûreté permanente et les intérêts essentiels de ses états. Sa Majesté est persuadée que ce but ne peut être atteint que par des arrangements qui puissent en même temps pourvoir à la tranquillité à venir de l'Europe, et prévenir le renouvellement des dangers dans lesquels elle s'est trouvée enveloppée. Conformément à ce sentiment, Sa Majesté sent qu'il lui est *impossible* de répondre plus particulièrement, jusqu'à ce qu'elle ait eu le temps de communiquer avec les puissances du continent, avec lesquelles elle

se trouve engagée par des liaisons et des rapports *confidentiels*, et particulièrement avec l'empereur de Russie, qui a donné les preuves les plus fortes de la sagesse et de l'élévation des sentiments dont il est animé, ainsi que du vif intérêt qu'il prend à la sûreté et à l'indépendance de l'Europe. »

C'était la guerre avec toutes ses horreurs, la guerre que la grande âme de Napoléon repoussait, que le cabinet de Saint-James convoitait et préparait. Elle commença sur mer avec quelques succès pour la France; Saint-Domingue toutefois se révoltait, et, malgré les efforts de Leclerc, rompait avec l'Empire. Les Autrichiens avaient fait leur mouvement, l'empereur voit enfin la méchanceté des Anglais se dévoiler. Ils craignaient la manifestation de son amour profond pour la paix; ils craignaient que l'Autriche, à l'aspect du gouffre qu'ils avaient creusé sous ses pas, ne revînt à la modération. Ils l'ont précipitée dans la guerre. Les ordres sont expédiés sur le champ au camp de Boulogne : la grande armée se concentre sur les frontières, et Napoléon se rend à Strasbourg, prêt à tirer sa redoutable et immortelle épée.

L'Angleterre et la Russie avaient conclu, dès le 11 avril 1805, une alliance par laquelle elles s'engageaient à former une ligue générale de l'Europe, pour renfermer la France dans ses anciennes limites et assurer en définitive la domination des mers à la Grande-Bretagne, le protectorat du continent à l'empire de Russie. Le roi de Suède, Naples, la Sardaigne, le Hanovre, la Prusse avaient adhéré à cette coalition.

L'Autriche, qui en faisait partie, envahit la Bavière, le 9 septembre 1804, dans l'espérance de couper l'armée de l'électeur, allié fidèle de la France, et d'être en ligne sur le Rhin avant que Napoléon eût levé le camp de Boulogne. Mais l'empereur déjoua ces projets ; les sept corps de la grande armée se mirent en mouvement, et le plan de la campagne contre l'Autriche fut dicté d'un jet. L'ordre des marches, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, les surprises et les attaques de vive force, la victoire : tout était calculé. Telle était la justesse et la vaste prévoyance de ce plan que, sur une ligne d'opérations de 300 lieues de longueur, toutes les hypothèses étaient prévues, jour par jour, lieue par lieue[1].

Napoléon, à la tête de son armée, passa le Rhin le 25 septembre 1805. Par une proclamation du 29 il annonça que la guerre de la troisième coalition étant commencée, il faisait appel au peuple français *pour confondre et dissoudre cette nouvelle ligue, tissue par l'or et la haine de l'Angleterre*. La direction imprimée aux

[1] Aussitôt qu'une campagne était terminée, Napoléon faisait réunir les matériaux au dépôt général de la guerre. Cet établissement national possède les épreuves in-folio des batailles d'*Austerlitz*, de *Saint-Georges* et d'*Arcole*. Cinq volumes de campagnes de la révolution et de l'empire, commençant à l'armée d'Italie et finissant à Wagram, étaient rédigés en 1812. On assure que l'empereur se faisait suivre à la guerre par les copies à mi-marge, et qu'un exemplaire a été brûlé dans la retraite de Russie. Deux copies ont été retrouvées au dépôt : c'est d'après ces copies et avec l'épreuve d'*Austerlitz* qu'a été composé le volume auquel est emprunté le récit que nous donnerons de la bataille d'Austerlitz.

opérations stratégiques, après le passage du Rhin, la rapidité des manœuvres, déroutèrent les généraux autrichiens.

Wertingen [1], Gunzbourg, Augsbourg, Munich, Memmingen, Elchingen, Langenau furent successivement le théâtre de combats glorieux [2] pour les trou-

[1] Qu'il nous soit permis de citer quelques traits d'héroïsme de nos officiers, de nos soldats, récompensés par Napoléon.

Le chef d'escadron Excelmans, aide de camp de Murat, apportant les drapeaux pris à Wertingen, reçoit de Napoléon ce compliment flatteur : « Je sais qu'on ne peut être plus brave que vous; je vous fais officier de la Légion d'honneur. » Le soir du combat, la division des dragons du général Klein avait bivouaqué au village de Wertingen; le chef d'escadron Vuillemey commandait la grand'garde du 26e régiment; à minuit, un coup de pistolet, tiré par une des vedettes, lui fait soupçonner la présence de l'ennemi. Il monte sur-le-champ à cheval, interroge le dragon factionnaire, et, se portant de sa personne à l'endroit qui lui est signalé, il reconnaît en effet un détachement ennemi, qui, s'étant égaré, cherchait à surprendre le poste pour se frayer un passage. Aussitôt, sans faire attention qu'il n'a dans ce moment avec lui qu'un de ses dragons, le brave Vuillemey s'avance au milieu de la troupe ennemie, saisit un drapeau que portait un officier, et, criant d'une voix forte : *Escadrons en avant!* il annonce à ses adversaires qu'ils vont être sabrés s'ils ne mettent bas les armes; le détachement, composé d'une compagnie entière avec plusieurs officiers, obéit à l'injonction. La grand'garde française arrive sur les pas de son commandant, et revient au bivouac avec une centaine d'Autrichiens, ainsi faits prisonniers par un seul homme.

Le général Belliard, chef de l'état-major de la cavalerie, envoya le chef d'escadron Vuillemey présenter lui-même à l'empereur le drapeau et la compagnie. Cet officier reçut l'accueil auquel il devait s'attendre : Napoléon le fit entrer sur le champ dans sa garde.

[2] Au passage du pont de Donawert, Marente, brigadier au 4e régiment de dragons, cassé par son capitaine pour une faute légère contre la discipline, aperçoit son chef tomber, en combattant, dans la rivière. L'officier était en danger de périr, lorsque Marente se précipite et le ramène sain et sauf sur la rive. L'empereur, instruit de cette action gé-

pes françaises. Grâce à l'habile manœuvre de Napoléon, le général Mack, refoulé, restait enfermé dans Ulm. Dans la situation où se trouvait l'armée ennemie, le vainqueur crut devoir épargner aux troupes les périls d'une attaque de vive force. Il envoya un officier pour annoncer qu'il désirait avoir un entretien avec le prince de Lichstenstein. Le prince se rendit au quartier général d'Elchingen, où Napoléon lui fit l'accueil le plus gracieux ; il l'engagea à sauver les troupes autrichiennes cernées dans Ulm, à épargner aux habitants de la ville les suites terribles d'une prise d'assaut. Il cita l'exemple de Jaffa, dont la garnison avait été passée au fil de l'épée et les maisons pillées : triste résultat de l'obstination du sheick Abou-Saab !

Le prince tomba d'accord avec l'empereur sur la nécessité d'une capitulation. Il demanda que la garnison, officiers et soldats, eût la faculté de retourner en Autriche. « Je pourrais l'accorder aux officiers, ob-

néreuse, se fit présenter le dragon et lui témoigna sa satisfaction. « Je n'ai fait que mon devoir, dit Marente ; mon capitaine m'a puni parce que j'avais manqué à la discipline, mais en m'enlevant le grade de brigadier, il n'a pas pu oublier que j'avais toujours été bon soldat. » L'empereur fit le brigadier déchu maréchal-des-logis et lui donna l'étoile de la Légion d'honneur.

Après le combat de Landsberg (12 octobre), le capitaine Menziau, du 11e régiment de chasseurs, détaché pour poursuivre l'ennemi, se laisse emporter ; il est cerné dans Wurtznach. Il se fait jour le sabre à la main ; il n'échappe à ce danger que pour retomber dans d'autres. Enveloppé de nouveau, poursuivi dans toutes les directions, il réussit cependant, après quelques jours d'absence, à rejoindre son corps, ayant à peine perdu quelques hommes et fait mordre la poussière à un grand nombre d'Autrichiens ; le maréchal Soult témoigna sa satisfaction au capitaine Menziau, lorsqu'il passa son régiment en revue.

jecta Napoléon, mais quant aux soldats, qui me garantira qu'on ne les fera point servir de nouveau ? » Puis, après la réflexion d'un moment, il ajoute : « Eh bien ! je me fie à la parole du prince Ferdinand ; s'il est dans la place, je veux lui donner une preuve de mon estime ; je lui accorde ce que vous me demandez, dans l'espoir que la cour de Vienne ne démentira pas la parole d'un de ses princes. »

Lichstenstein avoua que l'archiduc Ferdinand n'était pas dans Ulm. En effet, ce prince et sept de ses généraux, qui se trouvaient à Néresheim un peu avant le combat du 16 octobre, avaient eu juste le temps de monter à cheval pour échapper à l'impétuosité de Murat, qui avait trouvé leur dîner préparé et servi. « Dans ce cas, répliqua l'empereur, je ne vois pas qui peut me donner la garantie demandée. » Il accorda deux jours au général Mack pour se décider. Celui-ci signait le 17 octobre les conditions d'une capitulation, et le 20, les troupes ennemies, renfermées dans Ulm et à Trochtelfingen, déposaient leurs armes et défilaient depuis deux heures de l'après-midi jusqu'à sept heures du soir, au nombre de trente mille hommes, dont deux mille de cavalerie, soixante pièces de canon et quarante drapeaux, sous les yeux de l'armée française, rangée en bataille sur les hauteurs de la ville. Les officiers devaient être renvoyés sur parole en Autriche ; quant aux soldats et aux sous-officiers, ils demeurèrent prisonniers en France pour y rester jusqu'à parfait échange.

Entouré de sa garde, l'empereur fit appeler les

13

généraux autrichiens au nombre de seize, y compris le général en chef Mack : il les tint auprès de lui pendant le défilé, leur témoignant les plus grands égards.

« Messieurs, leur dit-il, l'empereur votre maître me fait une guerre injuste, je vous le dis avec franchise; je ne sais pourquoi je me bats, je ne sais ce qu'on veut de moi. » Puis, leur montrant les troupes françaises, il ajouta : « Ce n'est pas dans cette armée seule que consistent mes ressources; cela serait-il vrai, je ferais bien du chemin avec ces braves; mais j'en appelle au rapport de vos soldats prisonniers qui vont traverser la France; ils verront quel esprit anime mon peuple, avec quel empressement il accourra sous mes drapeaux. Voilà l'avantage de ma nation et de ma position : en un mois, deux cent mille hommes de bonne volonté viennent auprès de moi, et, en six semaines, ils sont de bons soldats; au lieu que vos recrues ne marcheront que par force et ne pourront qu'après plusieurs années faire des soldats. Je donne encore un conseil à mon frère l'empereur d'Allemagne : qu'il se hâte de faire la paix. C'est le moment de se rappeler que tous les empires ont un terme; l'idée que la fin de la maison de Lorraine serait arrivée doit l'effrayer. Je ne veux rien sur le continent. » Le général Mack assura que l'empereur d'Allemagne n'aurait pas pris part à la guerre, sans l'empereur de Russie. « En ce cas, répliqua Napoléon en l'interrompant, vous n'êtes donc plus une puissance? »

La surprenante activité de l'empereur avait provoqué de la part de ses soldats cette saillie élogieuse de ses combinaisons : « L'empereur a trouvé une nouvelle manière de faire la guerre, il se sert de nos jambes plus que de nos baïonnettes. »

Avant de quitter Ulm, le grand capitaine fit connaître à l'armée, par un ordre du jour, toute sa satisfaction : ses succès étaient éloquemment constatés.

« Soldats,

» En quinze jours nous avons fait une campagne ; ce que nous nous proposions de faire est rempli ; nous avons chassé de la Bavière les troupes de la maison d'Autriche, et rétabli notre allié dans la souveraineté de ses états.

» Cette armée qui, avec autant d'ostentation que d'imprudence, était venue se placer sur nos frontières, est anéantie.

» Mais qu'importe à l'Angleterre. Son but est atteint. Nous ne sommes plus à Boulogne.

» De cent mille hommes qui composaient cette armée, soixante mille sont prisonniers. Ils iront remplacer nos conscrits dans les travaux de la campagne.

» Je vous avais annoncé une grande bataille ; mais, grâce aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai obtenu les mêmes succès sans courir aucune chance ; et, ce qui est sans exemple dans l'histoire des nations, un si grand résultat ne nous affaiblit pas de plus de quinze cents hommes.

» Ce succès est dû à votre confiance sans bornes

dans votre empereur, à votre patience à supporter les fatigues et les privations de toute espèce, et à votre rare intrépidité.

» Mais nous ne nous arrêterons pas là ; vous êtes impatients de commencer une seconde campagne.

» Cette armée russe, que l'or de l'Angleterre a transportée des extrémités de l'univers, nous allons lui faire éprouver le même sort. »

Les débris de l'armée autrichienne se réunissaient à un corps russe de quarante-cinq mille hommes, qui fut défait.

Vienne ouvrit ses portes le 15 novembre 1805, et l'empereur d'Autriche courut se réfugier à Brünn, en Moravie, où il trouva le czar Alexandre et la deuxième armée russe. Napoléon l'y suivit.

Les Russes, forcés d'évacuer Brünn, se replièrent sur Olmütz. L'empereur s'arrête à Wischau pour laisser ses troupes prendre quelque repos. Il attend la bataille. Le 28 novembre, les Russes s'avancent. Il leur abandonne les hauteurs de Pratzen. « Si je voulais, dit-il à ses maréchaux, empêcher l'ennemi de tourner ma droite, je me placerais sur ces belles hauteurs où je n'aurais qu'une bataille ordinaire. Si, au contraire, je resserre ma droite, en la retirant vers Brünn, et si les Russes abandonnent ces hauteurs, ils sont perdus. » Alors Napoléon s'établit sur le plateau d'Austerlitz, la droite aux étangs glacés de Menitz, le centre couvert par des terrains marécageux, la gauche appuyée au mont Krenowitz. Suivant ses prévisions, les Russes, maîtres des hauteurs de Pratzen,

les abandonnent et défilent sur leur gauche par une marche de flanc, en prolongeant la droite de l'armée française. Napoléon voit ce mouvement, il ne peut contenir sa joie : « Demain au soir cette armée sera à nous, s'écrie-t-il; et dans une proclamation il initie ses soldats à l'exécution de son plan : il leur signifie ses instructions : « Pendant que les bataillons russes marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc... Que chacun soit bien pénétré de cette pensée qu'il faut vaincre ces stipendiés de l'Angleterre, qui sont animés d'une si grande haine contre notre nation. Cette victoire finira la campagne... La paix que je ferai sera digne de mon peuple, de vous et de moi. »

Le 1er décembre 1805, à neuf heures du soir, l'empereur visite à pied et incognito les bivouacs de l'armée française. Mais à peine a-t-il fait quelques pas qu'il est reconnu. Par un mouvement spontané qui fait pénétrer la pensée qui animait l'armée, des bottes de paille embrasées sont placées en un instant au haut de plusieurs milliers de perches; quatre-vingt mille hommes se portent au-devant de Napoléon : « *Empereur, je te promets que tu n'auras à combattre que des yeux*, lui dit un de ses vieux grenadiers, *et que nous t'amènerons demain les drapeaux et l'artillerie de l'armée russe pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement.* » En entrant dans son bivouac, qui consistait en une mauvaise barraque de paille, sans toit, élevée par les soldats de la garde, l'empereur s'écrie : « *Voilà la plus belle journée de ma vie, mais je regrette de penser*

que je perdrai bon nombre de ces braves gens. Je sens, au mal que cela me fait, qu'ils sont véritablement mes enfants. »

L'exaltation des troupes se prolongea pendant toute la nuit, et l'écho, reportant à l'ennemi les cris de : *Vive l'Empereur! vive Napoléon!* dut lui apprendre que de tels soldats n'étaient pas d'humeur à se laisser surprendre la victoire.

Toutes les dispositions de Napoléon sont prises; le 2 décembre 1805, à une heure du matin, il monte à cheval et se fait rendre compte des mouvements des Russes. Le jour paraît enfin : le soleil brille de tout son éclat sur l'horizon : il semble radieux d'éclairer le gigantesque et terrible spectacle que la valeur et le génie de la guerre vont offrir au monde. Les ordres sont donnés : chaque maréchal court à son corps : il est huit heures; en passant sur le front de plusieurs régiments, l'empereur s'écrie : « *Mes enfants, il faut finir cette campagne par un coup de tonnerre qui confonde l'orgueil de nos ennemis. Souvenez-vous, dit-il au 57ᵉ, qu'il y a bien des années je vous ai surnommé* le Terrible : » au 28ᵉ, en partie composé des conscrits du Calvados et de la Seine-Inférieure, il adresse cet encouragement : « *J'espère que les Normands se distingueront aujourd'hui.* »

Les cris de : *Vive l'Empereur!* donnent le signal du combat. La canonnade se fait entendre à l'extrémité de la droite; le maréchal Soult s'élance avec le quatrième corps sur les hauteurs de Pratzen, couvre le plateau, enfonce le centre de l'ennemi, et se place

sur les derrières et les flancs de l'aile gauche. L'armée alliée se trouve coupée en trois corps isolés, cernés aux deux tiers dans des bas-fonds et des marais, et ayant partout les Français en flanc et en tête. Le bruit de deux cents pièces de canon retentit; deux cent mille hommes sont aux mains dans cette bataille de géants. A une heure de l'après-midi, le succès n'est plus douteux. « *J'ai livré bien des batailles comme celle-ci*, dit l'empereur, *mais je n'en ai vu aucune où la victoire ait été aussi prononcée et les destins si peu balancés.* »

La droite des Russes, pressée par les maréchaux Lannes, Bernadotte et Murat, est rejetée sur Austerlitz. Le centre, écrasé par une charge de la garde impériale, est mis en déroute. La gauche, adossée aux marais de Menitz, prise à revers par Soult, attaquée de front par Davoust, cherche son salut dans des étangs glacés. Plusieurs milliers d'hommes, trente-six pièces de canon, une énorme quantité de caissons et de chevaux s'engagent dessus. Vingt-quatre pièces d'artillerie de la garde vomissent la mort. L'ennemi croit échapper à ce feu, en suivant une ancienne digue submergée, servant autrefois de communication, par le lac d'Augezd, entre le village de ce nom et celui de Satschau ; la glace qui couvre ce lac se rompt sous sa marche et la grêle de boulets lancés par l'artillerie française : hommes, chevaux, canons, caissons, tout est englouti. Des hauteurs de Pratzen, les empereurs de Russie et d'Autriche assistaient à la défaite, à la destruction de leurs armées.

On amena à Napoléon le général Langeron, fait prisonnier.

« — Qui commande l'armée russe? lui dit-il.

» — Sire, c'est l'empereur Alexandre.

» — Je vous demande le nom du général en chef.

» — Le général Souvarow.

» — A la bonne heure, car l'empereur Alexandre est encore trop jeune pour diriger les opérations d'une armée. »

Puis, changeant de sujet, comme il déjeunait, il fit verser du vin dans une tasse d'argent [1], et la présentant au général émigré :

« — Monsieur de Langeron, prenez ; c'est du vin de Bourgogne, cela vous fera du bien. » Le général Langeron, Français émigré, au service de la Russie, était né dans cette province.

A Austerlitz, l'ennemi eut huit mille hommes tués, quinze mille blessés, vingt-trois mille prisonniers, dont deux cent soixante-treize officiers, dix colonels, huit généraux; il perdit cent quatre-vingts pièces de canon, dont cent quarante-trois russes, cent

[1] Un jour Napoléon à Sainte-Hélène faisait l'examen du grand nécessaire dont il s'était servi à Austerlitz ; il contenait des portraits de sa propre famille et des présents qui avaient été faits à lui-même : c'étaient les portraits de Madame, de la reine de Naples, des filles de Joseph, de ses frères, du roi de Rome, un auguste et un livre des plus rares ; une continence de Scipion et un autre antique du plus grand prix, donné par le pape ; un Pierre-le-Grand sur boîte, une autre boîte avec un Charles-Quint, une autre encore avec un Turenne ; d'autres enfin dont il se servait journellement, couvertes de médaillons rassemblés de César, d'Alexandre, de Sylla, de Mithridate. *Mémorial de Sainte-Hélène*. 25 oct. 1816.

cinquante caissons, et plus de cinquante drapeaux. L'armée française, forte de soixante-cinq mille combattants contre plus de cent mille, eut deux mille hommes tués et quatre mille blessés ; vingt mille soldats n'avaient pas brûlé une cartouche.

L'empereur acquitta magnifiquement la dette de la patrie et la sienne : des pensions furent accordées aux veuves des généraux, officiers et soldats morts dans cette grande bataille ; il adopta leurs enfants, se chargea de leur éducation, de l'avancement des fils, de la dot des filles; tous les blessés reçurent des gratifications de trois mois de solde; la décoration de la Légion d'honneur fut décernée à ceux qui s'étaient le plus distingués. Enfin il proclama hautement sa vive satisfaction à son armée le 3 décembre [1] :

« Soldats,

» Je suis content de vous; vous avez à la journée d'Austerlitz justifié tout ce que j'attendais de votre intrépidité; vous avez décoré vos aigles d'une immortelle gloire; une armée de cent mille hommes, commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche, a été en moins de quatre heures, ou coupée,

[1] C'est avec intention que nous avons mis et que nous continuerons de mettre sous les yeux du lecteur ces proclamations qui initient aux vues, aux pensées du grand homme, fondateur de la monarchie napoléonienne. Ce ne sont pas nos appréciations sur les événements que l'on doit attendre : assez d'écrivains se sont chargés de ce soin; d'ailleurs, nous leur ferions à l'occasion des emprunts pour compléter nos recherches ; l'histoire prend son bien où elle le trouve. Nous espérons qu'on nous saura gré de lui conserver son caractère, en présentant les matériaux qui lui servent de base. (*Note de l'auteur.*)

ou dispersée ; ce qui a échappé à votre feu s'est noyé dans les deux lacs.

» Quarante drapeaux, les étendards de la garde impériale de Russie, cent vingt pièces de canon, vingt généraux, plus de trente mille prisonniers sont le résultat de cette journée à jamais célèbre. Cette infanterie, tant vantée, et en nombre supérieur, n'a pu résister à votre choc, et désormais, vous n'avez plus de rivaux à redouter. Ainsi, en deux mois, cette troisième coalition a été vaincue et dissoute. La paix ne peut être éloignée; mais comme je l'ai promis avant de passer le Rhin, je ne ferai qu'une paix qui nous donne des garanties et assure des récompenses à nos alliés.

» Soldats, lorsque le peuple français plaça sur ma tête la couronne impériale, je me confiai à vous pour la maintenir toujours dans ce haut éclat de gloire qui seul pouvait lui donner du prix à mes yeux; mais dans le même moment, nos ennemis pensaient à la détruire et à l'avilir, cette couronne de fer conquise par le sang de tant de Français ; ils voulaient m'obliger de la placer sur la tête de nos plus cruels ennemis, projets téméraires et insensés que, le jour même de l'anniversaire de votre empereur, vous avez anéantis et confondus. Vous leur avez appris qu'il est plus facile de nous braver et de nous menacer que de nous vaincre.

« Soldats, lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France. Là, vous

serez l'objet de mes tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour qu'on réponde : voilà un brave. »

Le soir même de la bataille et pendant plusieurs heures de la nuit, l'empereur parcourut le vaste champ d'Austerlitz, faisant compter les morts et enlever les blessés. Il entendit les vœux de ses héroïques soldats : « La victoire est sans doute à nous, s'écriait un brave, l'empereur avait pris de trop bonnes dispositions pour qu'elle échappât. »

« Vous devez être contents de vos soldats, disaient d'autres blessés, en le voyant. »

Durant l'action, l'esprit qui animait les troupes se révéla dans de nombreux actes de vaillance, dont nous sommes heureux de pouvoir citer quelques-uns.

La garde impériale à pied et les grenadiers d'Oudinot, impatients de combattre, demandaient qu'on les fît avancer. « Réjouissez-vous de ne rien faire, répondit l'empereur, *je vous garde en réserve ; tant mieux si l'on n'a pas besoin de vous aujourd'hui.* »

Un commandant d'artillerie de la garde russe, fait prisonnier, dit, en passant devant Napoléon : « — Sire, faites-moi fusiller, je viens de perdre mes pièces. « — Jeune homme, lui dit le grand capitaine, j'apprécie vos regrets ; mais on peut être battu par mon armée et avoir encore des titres à la gloire. »

« — Donne-moi mon sac et mon fusil, » disait à son camarade, chargé de ces deux objets, et qui le conduisait à l'ambulance, un carabinier de la 10e lé-

gère dont le bras gauche avait été emporté, « retourne au combat, je marcherai bien sans toi. »

Le général Walhubert avait eu la cuisse brisée ; les soldats de sa brigade, empressés autour de lui, voulaient le relever et le transporter au poste des chirurgiens.

« Souvenez-vous de l'ordre du jour [1] et reprenez vos rangs, leur criait-il; si vous êtes vainqueurs, vous m'enlèverez du champ de bataille; si vous êtes vaincus, que m'importe un reste de vie. » Puis il ajoutait : « Que n'ai-je perdu plutôt le bras, je pourrais combattre encore avec vous et mourir à mon poste. » Il ne survécut que vingt-quatre heures à ses blessures : à sa dernière heure, il écrivit à Napoléon : « J'aurais voulu faire plus pour vous; je vais mourir et je ne regrette pas la vie, puisque j'ai participé à une victoire qui vous assure un règne heureux. Quand vous penserez aux braves qui vous étaient dévoués, rappelez-vous de moi; il me suffit de vous dire que j'ai une famille, je n'ai pas besoin de vous la recommander. » Son vœu suprême fut accompli [2] par l'empereur.

[1] L'ordre du jour portait que « sous le prétexte d'emmener les blessés, on ne dégarnisse pas les rangs, et que chacun soit bien pénétré de cette pensée, qu'il faut vaincre les stipendiés de l'Angleterre. » Quelle religion de la discipline dans le général Walhubert!

[2] Napoléon se chargea de la famille de ce général; il ordonna qu'un monument serait élevé au lieu même où il avait été blessé. Son nom fut donné à la place de Paris qui se trouve entre le Jardin-des-Plantes et le pont qu'on construisait alors, le pont d'Austerlitz Les noms des généraux Morand et Bourdon, également tués dans cette bataille, furent donnés aussi à la place opposée et au boulevard qui aboutit au pont.

Un seul bataillon dans l'armée française avait été rompu. Il avait perdu son aigle. A la revue du régiment, Napoléon s'arrêta devant le front de ce bataillon et lui adressa ce reproche :

« Soldats, qu'avez-vous fait de l'aigle que je vous avais confiée ; vous aviez juré qu'elle vous servirait de point de ralliement et que vous la défendriez au péril de votre vie. Comment avez-vous tenu votre promesse ? »

Le major Bigarré, qui commandait le régiment, prit la parole : il apprit à l'empereur que le porte-drapeau, entouré et tué dans la mêlée, avait dans sa chute, sans qu'il lui fût possible de s'en apercevoir à cause de la fumée, perdu l'aigle du bataillon. Jaloux de réparer cet échec, ce corps s'était élancé sur les Russes, leur avait pris leurs drapeaux dont il faisait hommage à l'empereur, espérant qu'en échange on lui rendrait une autre aigle.

L'empereur, ému à la vue de ces braves, mornes, abattus, et cependant si riches de gloire, leur dit :

« Officiers et soldats, jurez qu'aucun de vous ne s'est aperçu de la perte de son aigle, et que, si vous vous en étiez aperçus, vous vous seriez précipités pour la reprendre ou vous auriez péri sur le champ de bataille, car un soldat qui a perdu son aigle a tout perdu ? — « Nous le jurons, exclament les soldats, et nous jurons de défendre l'aigle que vous nous donnerez, avec la même intrépidité que nous avons mise à enlever les deux drapeaux que nous vous présentons. » — « En ce cas, dit en

souriant l'empereur, je vous rendrai votre aigle. »

Le général Thiébault, blessé dangereusement, était soutenu par quatre prisonniers russes. Des Français, criblés de blessures, éloignent les Russes, saisissent le brancard : « C'est à nous seuls, disent-ils avec fierté, qu'appartient l'honneur de porter notre brave général. »

Après la victoire d'Austerlitz, la paix ne tarda pas à être conclue : par le traité de Presbourg, signé le 26 décembre 1805, Napoléon, reconnu roi d'Italie, fit céder à sa nouvelle couronne les États de Venise, la Dalmatie ainsi que l'Albanie, et reconnaître les principautés de Lucques et de Piombino. La principauté d'Eichstadt, une partie de l'ex-évêché de Nassau, la ville d'Augsbourg, le Tyrol, toutes les possessions de l'Autriche en Souabe, dans le Brisgau et l'Ortenau furent partagées entre l'électeur de Bavière, le duc de Wurtemberg et le margrave de Bade ; les deux premiers souverains reçurent le titre de rois, récompense qu'ils avaient méritée par l'attachement et l'amitié qu'ils avaient montrés à l'empereur. Le margrave de Bade obtint le titre de grand-duc. L'indépendance des républiques helvétienne et batave fut garantie.

Tels furent les résultats de cette mémorable journée, que les soldats appelèrent, les uns, *la journée de l'anniversaire*, les autres, *la bataille des trois empereurs*, et que Napoléon a désignée sous le nom de bataille d'*Austerlitz*.

L'empereur adressa l'éloge le plus flatteur à ses

phalanges victorieuses, en disant que l'on pourrait peut-être reproduire quelque chose qui valût son armée d'Austerlitz, mais, à coup sûr, jamais rien qui la surpassât. Il rendait également justice aux Russes : ils s'y montrèrent, selon lui, des troupes excellentes, qu'on n'a jamais retrouvées depuis. Enfin, appréciant l'instantanéité des ordres, des combinaisons, de leur exécution dans cette bataille, où il faillit faire prisonnier l'empereur Alexandre, que, dans sa magnanimité, il consentit à laisser échapper [1], Napoléon disait : « Le succès à la guerre tient tellement au coup d'œil, au moment, que la bataille d'Austerlitz, gagnée si complétement, eût été perdue, si j'eusse attaqué six heures plus tôt. »

A la journée d'Austerlitz, l'armée avait justifié tout ce qu'on attendait de son intrépidité : en moins de quatre heures, une armée de cent mille hommes, commandée par les deux empereurs de Russie et d'Autriche, avait été coupée, dispersée. Deux jours après la bataille, François II vint saluer Napoléon à son bivouac, et dans cette entrevue, les deux souverains convinrent d'un armistice et des conditions de la paix.

Le 29 décembre 1805, Napoléon annonçait à la France, à son armée, la cessation des hostilités, qu'il avait imposée à l'Autriche, dans Vienne même.

[1] On a retrouvé deux billets au crayon de l'empereur Alexandre, sollicitant avec anxiété qu'on le laissât passer. *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. II et III, avril 1816.

« Soldats,

» La paix entre moi et l'empereur d'Autriche est signée. Vous avez dans cette arrière-saison fait deux campagnes; vous avez rempli tout ce que j'attendais de vous. Je vais partir pour me rendre dans la capitale. J'ai accordé de l'avancement et des récompenses à ceux qui se sont le plus distingués : je vous tiendrai tout ce que je vous ai promis. Vous avez vu votre empereur partager avec vous vos périls et vos fatigues, je veux aussi que vous veniez le voir entouré de la grandeur et de la splendeur qui appartiennent au souverain du premier peuple de l'univers.

» Je donnerai une grande fête aux premiers jours de mai, à Paris : vous y serez tous, et, après, nous irons où nous appelleront le bonheur de notre patrie et les intérêts de notre gloire.

» Soldats, pendant ces trois mois qui vous seront nécessaires pour retourner en France, soyez le modèle de toutes les armées; ce ne sont plus des preuves de courage et d'intrépidité que vous êtes appelés à donner, mais d'une sévère discipline. Que nos alliés n'aient pas à se plaindre de votre passage ; et, en arrivant sur ce territoire sacré, comportez-vous comme des enfants au milieu de leur famille : mon peuple se comportera envers vous comme il le doit envers des héros, ses défenseurs.

» Soldats, l'idée que je vous verrai tous, avant six mois, rangés autour de mon palais, sourit à mon cœur, et j'éprouve d'avance les plus tendres émotions; nous

nous célébrerons la mémoire de ceux qui, dans ces deux campagnes, sont morts au champ d'honneur; le monde vous verra tous prêts à imiter leur exemple, et à faire encore plus que vous n'avez fait, s'il le faut, contre ceux qui voudraient attaquer notre honneur, ou qui se laisseraient séduire par l'or corrupteur des éternels ennemis du continent. »

Les miracles dus au génie de Napoléon, faisaient écrouler une à une les espérances du parti de l'émigration, dont Coblentz avait été le foyer et le cénacle. Il restait encore de mystérieux mécontentements, des vœux hostiles, mais ils ne se faisaient jour qu'à travers les réticences, correctifs obligés d'une admiration forcée. On raconte l'histoire d'un gros officier allemand qui, fait prisonnier au début de la campagne d'Italie, se plaignait qu'on eût envoyé pour les combattre *un jeune étourneau qui détruisait le métier et le rendait insupportable*. Les émigrés avaient son Sosie dans la personne d'un original, religieux conservateur du costume de Louis XIV, qui, toutes les fois qu'il lisait un bulletin des armées françaises, éprouvait une crise de cuisants regrets. Il était loin d'admirer Napoléon : à ses yeux il gâtait le métier. « J'ai fait autrefois, disait cet enthousiaste admirateur du temps passé, les campagnes du maréchal de Saxe. C'étaient là des prodiges de guerre! On ne les a pas assez appréciés. La guerre était alors un art; mais aujourd'hui!... s'écriait-il en haussant les épaules : de notre temps, nous faisions la guerre en *toute décence;* nous avions nos mulets, nous étions suivis de nos cantines, nous

avions notre tente, nous faisions bonne chère, nous avions même la comédie au quartier général : les armées s'approchaient ; on prenait de belles positions, on donnait une bataille, quelquefois on faisait un siége, et puis on prenait ses quartiers d'hiver pour recommencer au printemps. Voilà ce qui s'appelle faire la guerre, répétait-il avec un air de satisfaction et de suffisance. A présent, une armée tout entière disparaît devant une autre dans une seule bataille, et une monarchie est renversée ; on parcourt cent lieues de pays en dix jours ; dort qui peut, mange qui trouve. Ma foi, si on appelle cela du génie, je suis forcé d'assurer alors que je n'y entends plus rien ; aussi on me fait pitié quand je vois prendre monsieur Napoléon pour un grand homme [1]. »

Le vieux détracteur faisait à son insu l'éloge du capitaine le plus célèbre des temps anciens et modernes ; d'autres croyaient ne pas le ménager davantage, lorsqu'ils s'exclamaient : « Nous avons vu manœuvrer *notre Ostrogoth* dans la plaine des Sablons ; il a culbuté deux ou trois régiments les uns sur les autres. J'aurais voulu seulement avec cinquante maîtres (cavaliers du temps passé), le faire prisonnier lui et tous les siens, vociférait un *Beau*, ancien capitaine de cavalerie ; réputation usurpée que ce général Bonaparte ! Aussi Moreau a-t-il eu raison de dire que c'était en Allemagne qu'il l'attendait. On parle de guerre avec l'Autriche : si elle a lieu, nous verrons

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène,* août 1816.

comment il s'en tirera : on nous en fera justice. »

Cette guerre avait eu lieu, et, en très-peu de jours, les bulletins d'Ulm, d'Austerlitz, avaient appris au monde entier comment Napoléon se tirait d'une campagne en Allemagne. Le beau capitaine reparut dans le cercle. « — Eh bien ! et vos cinquante maîtres? lui dit-on. — Oh, ma foi ! on n'y comprend plus rien : cet homme déroute tout; la fortune le mène par la main, et puis ces Autrichiens sont si lourds, si bêtes!... »

Tel est l'aveuglement de l'esprit de parti : plutôt que de convenir de la supériorité du génie, il préférait dénigrer le présent, nier le progrès, accuser l'impéritie d'une nation qui lui donnait l'hospitalité.

Austerlitz avait établi la suprématie des armées françaises sur le continent ; mais si l'aigle impériale ne reconnaissait pas d'égale sur le sol de l'Europe, le lion britannique prétendait à l'empire des mers. La désastreuse bataille de Trafalgar (21 octobre 1805) avait anéanti la marine de la France. Nelson, il est vrai, payait de sa vie son brillant trophée, et le célèbre Pitt succombait à la nouvelle de la victoire de Napoléon sur cette coalition dont il avait été, lui ministre de l'Angleterre, l'un des instigateurs. Le parlement, par déférence pour la mémoire de cet homme d'état, vota le dépôt de sa dépouille mortelle dans l'abbaye de Westminster. L'histoire a ratifié le jugement que l'empereur a porté de la politique de cet ennemi de la grandeur de la France : il est de notre devoir de le mettre sous les yeux du lecteur :

« Pitt a été le maître de toute la politique européenne [1]; il a tenu dans ses mains le sort moral des peuples, il en a mal usé; il a incendié l'univers et s'inscrira dans l'histoire à la manière d'Erostrate, parmi des flammes, des regrets et des larmes!... D'abord les premières étincelles de notre révolution, puis toutes les résistances au vœu national, enfin tous les crimes horribles qui en furent la conséquence, sont son ouvrage. Cette conflagration universelle de vingt-cinq ans, ces nombreuses coalitions qui l'ont entretenue; le bouleversement, la dévastation de l'Europe; les flots du sang des peuples qui en ont été la suite; la dette effroyable de l'Angleterre, qui a payé toutes ces choses; le système pestilentiel des emprunts, sous lequel les peuples demeurent courbés; le malaise universel d'aujourd'hui, tout cela est de sa façon. La postérité le reconnaîtra; elle le signalera comme un vrai fléau; cet homme, tant vanté de son temps, ne sera plus un jour que le génie du mal: non que je le tienne pour atroce, ni même que je doute qu'il ne fût convaincu qu'il faisait le bien, la Saint-Barthélemy a bien eu ses persuadés; ce que la postérité reprochera surtout à Pitt, ce sera la hideuse école qu'il a laissée après lui, le machiavélisme insolent de celle-ci, son immoralité profonde, son froid égoïsme, son mépris pour le sort des hommes ou la justice des choses. »

La main de Dieu avait brisé en Pitt l'un des der-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, novembre 1816.

niers anneaux de la chaîne des idées féodales, et le siècle, délivré des entraves que lui ménageait, sur la route de la civilisation moderne, ce séide des anciennes idées, s'avançait vers le but providentiel de ses destinées.

VIII

Organisation impériale. – Unité, concentration administratives. — Idées de l'empereur sur l'économie politique. — Industrie. — Commerce. — Cadastre. – Finances. — Puissance de travail de Napoléon. — Égalité. – Liberté. — Noblesse nouvelle. — La cour. — Étiquette. — La cour et la ville, la ville et la cour. – Moralité publique. — Université. — Réforme des abus. — Les espions de la vertu. — Agglomération des races, des peuples. – Projets de Napoléon. — Pourquoi il n'a pas révélé ses pensées d'avenir. — Monarchie universelle. — Libelles et libellistes.

La Providence avait inspiré la grande nation lorsqu'elle avait élevé le nouveau Charlemagne sur le trône. La révolution, en se déshonorant par des scènes de fureur, de sang et de folie, avait renversé tous les principes : le peuple s'était plongé dans les excès qui dégradent l'esprit et le cœur. Il était nécessaire d'asseoir sur des bases nouvelles et inébranlables les mœurs, la religion, la société, profondément ébranlées par de si terribles convulsions. Napoléon accepte

la mission de réorganiser la société, tombée dans un chaos sanglant. Sa pensée embrasse l'avenir. Ses vues ne se bornent pas à la rénovation des générations présentes ; elles s'étendent aux générations futures. Il songe à préparer à l'humanité les avantages d'un pacte social, riche de civilisation. Ses projets nous sont connus ; il les a lui-même révélés. C'est sa voix que nous allons entendre :

« J'ai fait de l'organisation impériale [1], a-t-il dit, le gouvernement le plus compact. Il ne fallait rien moins que la circulation la plus rapide, les efforts les plus nerveux pour pouvoir triompher des immenses difficultés dont j'étais entouré. La même impulsion se trouvait donnée au même instant à plus de 40,000,000 d'hommes ; à l'aide de centres d'activité locale, le mouvement le plus rapide était imprimé à toutes les extrémités. Les étrangers qui nous visitaient et qui savaient voir et juger, étaient émerveillés de cette uniformité d'action sur un si grand terrain ; magnifiques résultats qu'ils avouaient n'avoir pu comprendre jusque-là !

» Les préfets, avec toute l'autorité et les ressources locales dont ils étaient investis, étaient eux-mêmes des *empereurs au petit pied;* et, comme ils n'avaient de force que par l'impulsion première dont ils n'étaient que les organes, que toute leur influence ne dérivait que de leur emploi du moment, qu'ils n'en avaient point de personnelle, qu'ils ne tenaient nulle-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, novembre 1816.

ment au sol qu'ils régissaient, ils avaient tous les avantages des anciens grands agents absolus, sans aucun de leurs inconvénients. Il avait bien fallu créer toute cette puissance : je me trouvais dictateur ; la force des circonstances le voulait ainsi : il fallait donc que tous les filaments issus de moi se trouvassent en harmonie avec la cause première, sous peine de manquer le résultat. Le réseau gouvernant dont je couvris le sol requérait une furieuse tension, une prodigieuse force d'élasticité, si l'on voulait pouvoir faire rebondir au loin les terribles coups dont on nous ajustait sans cesse : aussi la plupart de ces ressorts n'étaient-ils, dans ma pensée, que des institutions de dictature, des armes de guerre. Quand le temps fût venu pour moi de relâcher les rênes, tous mes filaments aussi se seraient sympathiquement détendus, et nous aurions alors procédé à *notre établissement de paix*, à nos institutions locales. Si nous n'en avions encore aucune, c'est que la crise ne les admettait pas. Nous eussions infailliblement succombé tout d'abord si nous en eussions été pourvus dès le principe : et puis, il faut le dire, nous n'étions pas mûrs pour en faire un bon usage.

» Il ne faut pas croire que la nation fût prête pour manier dignement sa liberté. La masse avait encore, dans l'éducation et le caractère, trop de préjugés du temps passé : cela serait venu ; nous nous formions chaque jour, mais nous avions encore beaucoup à gagner. Lors de l'explosion de la révolution, les patriotes en général se trouvèrent tels par nature, par

instinct ; ce sentiment se trouva dans leur sang ; ce fut chez eux une passion, une frénésie ; et de là l'effervescence, les excès, l'exagération de l'époque. Mais ce n'est pas à coups de massue, et par soubresauts, qu'on peut naturaliser le système moderne, en jouir ; il faut l'implanter dans l'éducation, et que ses racines s'embranchent avec la raison, la conviction même ; ce qui doit infailliblement avoir lieu avec le temps, parce qu'il repose sur des vérités naturelles. Mais ceux qui composaient les générations de nos jours demeuraient si naturellement dominateurs, si avides du pouvoir, l'exerçaient avec tant d'importance, pour ne pas dire plus, et pourtant en même temps étaient si prêts, d'un autre côté, à courir au-devant de la servitude ! Nous étions toujours entre ces deux vices.

» J'avais donné des traitements énormes aux préfets et aux autres ; mais en fait de prodigalité de ma part, faudrait-il encore savoir distinguer ce qui est de système ou de circonstances. Celles-ci me forçaient à donner de gros appointements, l'autre m'eût conduit à beaucoup obtenir gratuitement. A l'origine, lorsqu'il s'agissait d'attacher les individus, de recomposer une société et des mœurs à l'avenant, de forts traitements, une véritable fortune étaient indispensables. Mais le résultat obtenu, et avec le temps rentré dans l'ordre naturel, mon intention, au contraire, eût été de rendre la plupart des hautes fonctions à peu près gratuites. J'eusse élagué les nécessiteux, qui jamais ne s'appartiennent, dont les besoins pressants créent

l'immoralité publique; j'eusse amené l'opinion à solliciter ces emplois pour la pure considération; ils fussent devenus d'honorables magistratures, d'immenses justices de paix remplies par les plus grandes fortunes, chez qui la vocation, la philanthropie, une honnête ambition, eussent été les premiers guides et le gage assuré d'une noble indépendance. C'est là ce qui compose vraiment la dignité, la majesté d'une nation, ce qui en élève la renommée et ramène la morale publique. Or, notre changement de mœurs à cet égard était devenu indispensable, et c'est le dégoût des places qui eût signalé notre véritable retour à la haute morale. Voyez aux États-Unis si on en est avide. Cet amour dans un peuple est le plus grand échec que puisse éprouver sa moralité. Quand on veut absolument des places, on se trouve déjà vendu d'avance. Quand on est arrivé, dans une certaine classe, à solliciter les emplois pour de l'argent, il n'est plus pour une nation de véritable indépendance, de noblesse, de dignité dans le caractère. Notre excuse, en France, pouvait être dans les bouleversements et les commotions de notre révolution : chacun avait été déplacé, chacun se sentait dans la nécessité de se rasseoir; et c'est pour aider à cette nécessité générale et pour que les sentiments délicats se détruisent le moins possible, que j'ai cru devoir doter toutes les places de tant d'argent, de lustre et de considération; mais avec le temps j'eusse changé tout cela par la seule force de l'opinion; et qu'on ne croie pas la chose impossible : tout devient facile à l'influence du

pouvoir quand il veut diriger dans le juste, l'honnête et le beau. »

Le commerce était le sujet des longues et continuelles méditations de Napoléon ; il prétendait que les principes de certains économistes pouvaient être vrais dans leur énoncé, mais qu'ils devenaient vicieux dans leur application : « La combinaison politique des divers états [1], disait-il à M. de Las-Cases, rend leurs principes fautifs ; les localités particulières demandent à chaque instant des déviations de la grande uniformité de ces systèmes. Les douanes, que les économistes blâment, ne devraient pas être un objet de fisc, il est vrai, mais elles devraient être la garantie et les soutiens du peuple; elles devraient suivre la nature et l'objet du commerce. Ainsi la Hollande, sans productions, sans manufactures, n'ayant qu'un commerce d'entrepôt et de commission, ne doit connaître ni entraves, ni barrières. La France, au contraire, riche en productions, en industries de toutes sortes, doit sans cesse être en garde contre les importations d'une rivale qui lui demeure encore supérieure [2]. Elle doit l'être contre l'avidité, l'égoïsme des purs commissionnaires. Je n'ai garde de tomber dans la faute des hommes à systèmes modernes, de me croire par moi seul et par mes idées, la sagesse des nations. La vraie sagesse des nations, c'est l'expérience. Et voyez comme raisonnent les économistes : ils nous vantent sans cesse

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, juin 1816.

[2] Il faut se reporter à l'époque où Napoléon parlait.

la prospérité de l'Angleterre, et nous la montrent constamment pour modèle ; mais c'est elle dont le système des douanes est le plus lourd, le plus absolu ; cependant ils déclament sans cesse contre les douanes, ils voudraient nous les interdire. Ils proscrivent aussi les prohibitions, et l'Angleterre est le pays qui donne l'exemple des prohibitions ; et elles sont en effet nécessaires pour certains objets ; elles ne sauraient être suppléées par la force des droits ; la contrebande et la fantaisie feraient manquer le but du législateur. Nous demeurons encore en France bien arriérés sur ces matières délicates ; elles sont encore étrangères ou confuses pour la masse de la société. Cependant, quel pas n'avons-nous pas fait ! quelle rectitude d'idées n'avait pas répandue la seule classification graduelle que j'avais consacrée de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, objets si distincts d'une gradation si réelle et si grande ! 1° *L'agriculture, l'âme, la base première de l'empire ;* 2° *l'industrie ; l'aisance, le bonheur de la population ;* 3° *le commerce extérieur, la surabondance, le bon emploi des deux autres.* »

Puis il continuait ainsi : « Sous moi, l'agriculture n'a cessé de gagner durant le cours de la révolution. L'industrie ou les manufactures ont fait des progrès immenses ; l'application de la chimie aux manufactures les a fait avancer à pas de géants. Le commerce extérieur, infiniment au-dessous dans ses résultats aux deux autres, leur a été aussi constamment subordonné dans ma pensée. Celui-ci est fait pour les

deux autres; les deux autres ne sont pas faits pour lui. Les intérêts de ces trois bases essentielles sont divergents, souvent opposés. Je les ai constamment suivis dans leur rang naturel, mais je n'ai pu ni dû les satisfaire à la fois. Le temps fera connaître ce qu'ils me doivent tous, les ressources nationales que je leur ai créées, l'affranchissement des Anglais que j'avais ménagé.

Pour joindre la preuve à cet exposé, que nous mettons sous les yeux du lecteur tel que l'a tracé Napoléon, nous citons un exemple bien frappant de sa sollicitude éclairée pour les intérêts du commerce :

« Quand je pris le gouvernement, disait-il, les Américains, qui venaient chez nous à l'aide de leur neutralité, nous apportaient des matières brutes, et avaient l'impertinence de repartir à vide pour aller se remplir, à Londres, des manufactures anglaises. Ils avaient l'impertinence de nous faire leurs paiements, s'ils en avaient à faire, sur Londres ; et de là les grands profits des manufacturiers et des commissionnaires anglais, entièrement à notre détriment J'exigeai qu'aucun Américain ne pût importer aucune valeur, sans exporter aussitôt son équivalent ; on jeta les hauts cris parmi nous ; j'avais tout perdu, disait-on. Qu'arriva-t-il, néanmoins? c'est que mes ports fermés, en dépit des Anglais qui donnaient la loi sur les mers, les Américains vinrent se soumettre à mes ordonnances. Que n'eussé-je donc pas obtenu dans une meilleure situation?

« C'est ainsi que j'ai naturalisé au milieu de nous

les manufactures de coton qui comportent : 1° *du coton filé;* nous ne filions pas ; les Anglais les fournissaient même, comme une espèce de faveur; 2° *le tissu;* nous ne le faisions point encore; il nous venait de l'étranger ; 3° enfin *l'impression;* c'était notre seul travail.

» Je voulus acquérir les deux premières branches : je proposai au conseil d'État d'en prohiber l'importation : on y pâlit. Je fis venir Oberkampf; je causai longtemps avec lui; j'en obtins que cela occasionnerait une secousse sans doute, mais qu'au bout d'un an ou deux de constance, ce serait une conquête dont nos recueillerions d'immenses avantages. Alors, je lançai mon décret en dépit de tous; ce fut un vrai coup d'État. « Je me contentai d'abord de prohiber le tissu ; j'arrivai enfin au coton filé, et nous possédons aujourd'hui les trois branches, à l'avantage immense de notre population, au détriment et à la douleur insigne des Anglais ; ce qui prouve qu'en administration comme à la guerre, pour réussir il faut souvent montrer du caractère. Si j'avais pu faire réussir à faire filer le lin comme le coton, et j'avais offert un million pour prix de l'invention, que j'aurais obtenue sans nos malheureuses circonstances [1]; j'en serais venu à prohiber le coton, si je n'eusse pu le naturaliser sur le continent. Je ne m'occupais pas moins d'encourager les soies. Comme empereur et roi d'Italie, je comptais 120,000,000 de rente de récolte de soie. La

[1] On file aujourd'hui le lin comme le coton.

souffrance et l'anéantissement du commerce extérieur, sous mon règne, étaient dans la force des choses, dans les accidents du temps. Un moment de paix l'eût ramené aussitôt à son niveau naturel. »

L'esprit positif, essentiellement pratique de Napoléon, ne pouvait admettre l'application des principes de l'auteur de la *Richesse des nations*. C'est en ces termes qu'il formulait son opinion sur les idées du crédit et des ressources financières de la France :

« On ne connaissait jadis [1] qu'une espèce de propriété, celle du terrain ; il en est survenu une nouvelle, celle de l'industrie, aux prises en ce moment avec la première ; puis une troisième, celle dérivant des énormes charges perçues sur les administrés, et qui, distribuées par les mains neutres et impartiales du gouvernement, peuvent garantir du monopole des deux autres, leur servir d'intermédiaire, et les empêcher d'en venir aux mains. Cette lutte de nos jours est la guerre des champs contre les *comptoirs*, celle des *créneaux* contre les *métiers*.

» C'est pourtant pour n'avoir pas reconnu cette grande révolution dans la propriété, pour s'obstiner à fermer les yeux sur de telles vérités, qu'on fait tant de sottises aujourd'hui, et que l'on s'expose à tant de bouleversements. Le monde a éprouvé un grand déplacement, et il cherche à se rasseoir ; voilà, en deux mots, toute la clef de l'agitation universelle qui nous tourmente. On a désarrimé le vaisseau, trans-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, nov. 1816.

porté le lest de l'avant à l'arrière, et de là ces furieuses oscillations qui peuvent amener le naufrage à la première tempête, si l'on s'obstine à vouloir le manœuvrer comme de coutume, sans avoir obtenu un équilibre nouveau. Le *cadastre*, tel que je l'avais arrêté, pouvait être considéré à lui seul comme la véritable constitution de l'empire, c'est-à-dire la véritable garantie des propriétés, et la certitude de l'indépendance de chacun. »

Les finances de l'État avaient fixé la sérieuse attention de l'empereur. Il n'aimait pas, comme nous l'avons vu sous le Consulat, les spéculations des faiseurs d'affaires ; sa moralité ne pouvait se plier à leurs principes un peu trop élastiques ; aussi regardait-il comme mesure de la plus haute importance la séparation du ministère des finances et du ministère du trésor. A ses yeux, elle devait amener la distinction des objets et créer un contrôle mutuel. Le ministre du trésor, sous son règne, était l'homme le plus considérable de l'empire, non pas comme ministre des finances, mais comme contrôleur-général. Toutes les ordonnances passaient sous son examen ; il pouvait donc découvrir les vols et les abus de quelque part qu'ils vinssent, et les faire connaître en secret au souverain, ce qui arrivait journellement.

On est frappé de la puissance de travail dévolue à cet homme extraordinaire, qui creusait et tranchait toutes les questions de l'ordre administratif. « Le travail est mon élément, répétait-il [1] ; je suis né et cons-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, sept. 1816.

truit pour le travail. J'ai connu les limites de mes jambes, j'ai connu les limites de mes yeux; je n'ai jamais pu connaître celles de mon travail. Aussi, j'ai manqué de tuer ce pauvre Méneval; j'ai été obligé de le faire relever et de le mettre en convalescence auprès de l'impératrice. Demandez-moi tout ce que vous voudrez, hormis du temps, avait-il l'habitude de dire, c'est la seule chose hors de mon pouvoir. Allez, monsieur, courez, disait-il un jour après avoir donné une mission importante, ou tracé la marche d'un grand travail, et *n'oubliez pas que le monde a été fait en six jours.* » Ayant donné un labeur très-pressé, qu'il attendait dans la journée même, on ne le lui apporta que le lendemain très-tard : il se montrait mécontent, et comme la personne, pour se justifier, l'assurait qu'elle avait travaillé tout le jour : *Mais, monsieur, n'aviez-vous pas encore toute la nuit ?* repartit Napoléon.

L'égalité des droits, cette faculté pour chacun d'aspirer à une position, était l'une des idées arrêtées de Napoléon : « Je n'ai pas toujours régné; avant d'être souverain, je me souviens d'avoir été sujet, disait-il à cette occasion, et je n'ai pas oublié tout ce que le sentiment de l'égalité a de fort sur l'imagination, et de vif dans le cœur. » La liberté, dans sa manière de voir, devait être plus gênée que l'égalité, « car pour la liberté, faisait-il observer, à toute rigueur serait-il possible de la froisser, les circonstances le veulent; mais pour l'égalité, elle ne doit l'être à aucun prix; elle est la passion du siècle, et je suis, et je veux demeurer l'enfant du siècle. »

Le mérite était un pour lui ; à ses yeux, tous avaient droit à des récompenses égales. Les titres, les décorations appartenaient à l'ecclésiastique comme au militaire, au savant, à l'artiste, au littérateur. Sur ce point, ses intentions n'étaient point douteuses : chez aucun peuple le talent ne fut plus honoré. C'est bien cette profonde conviction qui lui inspirait ces paroles : *Si Corneille vivait, je le ferais prince.*

Si Napoléon créa une noblesse nouvelle, ce fut dans le but de réconcilier la France avec l'Europe, de rétablir l'harmonie avec elle ; en semblant adopter ses mœurs, il voulait amalgamer la France nouvelle avec la France ancienne. « Par ma création (ce sont ses propres expressions), je venais à bout de substituer des choses positives et méritoires à des préjugés antiques et détestés. Mes titres nationaux rétablissaient précisément cette égalité que la noblesse féodale avait proscrite. Tous les genres de mérite y parvenaient ; aux parchemins, je substituais les belles actions, et aux intérêts privés, les intérêts de la patrie. Ce n'était plus dans une obscurité imaginaire, dans la nuit des temps, qu'on eût été placer son orgueil, mais bien dans les plus belles pages de notre histoire. Enfin, je faisais disparaître la prétention choquante du sang, idée absurde, en ce qu'il n'existe réellement qu'une seule espèce d'hommes, puisqu'on n'en a jamais vu naître les uns *avec les bottes aux jambes*, et d'autres *avec un bât sur le dos*. La noblesse d'Europe applaudit unanimement à une institution qui, dans ses idées, se présentant comme nouvelle, relevait sa prééminence;

et pourtant cette nouveauté allait la saper dans ses fondements et l'eût infailliblement détruite.

» D'ailleurs, continuait-il, je voulais fusionner les deux noblesses, cimenter leur union ; avec elles, nous eussions été invincibles. Je me serais attaché l'aristocratie; elle m'eût facilement adoré; aussi bien, il m'en fallait une; c'est le vrai, le seul soutien d'une monarchie, son modérateur, son levier, son point résistant. L'État, sans elle, est un vaisseau sans gouvernail, un vrai ballon dans les airs. Or, le bon de l'aristocratie, sa magie, est dans son ancienneté, dans le temps. »

La monarchie que fondait Napoléon exigeait le rétablissement des formes, des costumes de cour, si mal vus par le régime des *Sans-culottes*. « Je sortais de la foule, remarquait-il, il fallait de toute nécessité me créer un extérieur ou me composer une certaine gravité, établir une étiquette, autrement l'on m'eût journellement frappé sur l'épaule. En France, nous sommes naturellement enclins à une familiarité déplacée, et j'avais à me prémunir surtout contre ceux qui avaient *sauté à pieds joints* sur l'éducation. Nous sommes très-facilement courtisans, très-obséquieux au début, portés d'abord à la flatterie, à l'adulation ; mais bientôt arrive, si on ne la réprime, une certaine familiarité qu'on porterait aisément jusqu'à l'insolence. »

Il n'est pas moins curieux de connaître comment Napoléon appréciait l'influence que la noblesse et la cour avaient pu exercer sur la société nouvelle, et celle

qu'elles sont appelées à exercer sur la nation entière. Écoutons-le :

« La cour, prise collectivement [1], n'exerce point d'influence, si ce n'est parce que ses éléments, ceux qui la composent, vont propager, chacun dans sa sphère d'activité, ce qu'ils ont puisé à la source commune ; le ton de la cour n'arrive donc à toute une nation qu'à travers des sociétés intermédiaires. Or, nous n'avions pas de sociétés, nous ne pouvions point encore en avoir. Les sociétés, ces réunions pleines de charmes où l'on jouit si bien des avantages de la civilisation, disparaissent subitement devant les révolutions, et ne se rétablissent qu'avec lenteur après la tempête. Les bases indispensables de la société sont l'oisiveté et le luxe ; or, nous étions encore tous dans l'agitation, et les grandes fortunes n'étaient pas encore établies. Un grand nombre de spectacles, une foule d'établissements publics, présentaient d'ailleurs des plaisirs plus faciles, moins gênants, plus vifs. La génération des femmes du jour était jeune ; elles aimaient mieux courir et se montrer en public que de demeurer chez elles et se composer un cercle rétréci... Mais elles auraient vieilli, et, avec le temps, les choses eussent repris leur allure naturelle.. Ce serait, d'ailleurs, peut-être une erreur que de juger d'une cour moderne par le souvenir des cours anciennes ; les cours anciennes étaient véritablement la puissance ; on disait *la cour*

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, 5 mars 1816.

et *la ville*. Aujourd'hui, si l'on voulait parler juste, on serait obligé de dire *la ville* et *la cour*. Les seigneurs féodaux, depuis qu'ils avaient perdu leur pouvoir, recherchaient en dédommagement leurs jouissances. Les souverains, eux-mêmes, semblaient soumis à cette loi; le trône, avec nos idées libé·rales, cessait insensiblement d'être une seigneurie, et devenait purement une magistrature; le prince n'ayant plus qu'une représentation morale, toujours triste et ennuyeuse à la longue, devait chercher à s'y dérober, pour venir, en simple citoyen, prendre sa part des charmes de la société. »

Napoléon repoussait jusqu'à la pensée des scandales des temps passés : il n'eût jamais souffert qu'ils se reproduisissent sous son règne. « L'immoralité, disait-il, est, sans contredit, la disposition la plus funeste qui puisse se trouver dans le souverain, en ce qu'il la met aussitôt à la mode, qu'on s'en fait honneur pour lui plaire, qu'elle fortifie tous les vices, entame toutes les vertus, infecte toute la société comme une véritable peste; c'est le fléau d'une nation. La morale publique, au contraire, est le complément naturel des lois; elle est à elle seule tout un Code. La révolution, en dépit de ses horreurs, n'en a pas moins été la vraie cause de la régénération des mœurs, comme les plus sales fumiers provoquent la plus noble végétation.

» Mon administration, ajoutait-il, a été une ère mémorable de retour à la morale. Nous y courions les voiles pleines. Nul doute que les catastrophes

qui ont suivi feront tout rebrousser. Car, au milieu de tant de vicissitudes et de désordres, le moyen qu'on résiste aux tentations de tout genre, aux appâts de l'intrigue, à la cupidité, aux suggestions de la vénalité? Toutefois, on pourra bien arrêter, comprimer le mouvement ascendant d'amélioration, mais non le détruire : car la moralité publique est du domaine spécial de la raison et des lumières; elle en est le résultat naturel, et l'on ne saurait plus faire rétrograder celles-ci. Pour reproduire les scandales et les turpitudes des temps passés, il faudrait reproduire les circonstances d'alors, ce qui est impossible; il faudrait ramener l'oisiveté absolue de la première classe, qui ne pouvait avoir d'autre occupation que les rapports licencieux des sexes; il faudrait détruire dans la classe moyenne ce ferment industriel qui agite aujourd'hui toutes les imaginations, agrandit toutes les idées, élève toutes les âmes; il faudrait enfin replonger les dernières classes de la société dans cet avilissement et cette dégradation qui les réduisaient à n'être que de véritables bêtes de somme; or, tout cela est désormais impossible. Les mœurs publiques sont donc en hausse, et l'on peut prédire qu'elles s'amélioreront graduellement par tout le globe. »

Quelle vue! quelle prévision des événements dont les générations nouvelles ont été témoins! L'empereur, ainsi que nous l'avons vu, avait médité une organisation de l'université : la science ne devait y être que secondaire; les principes et la doctrine na-

tionale devaient y passer avant tout; ce fut pourtant ce dont on semblait s'occuper le moins; aussi se fâchait-il sur le peu de progrès et la mauvaise direction de sa marche.

Frappé des abus incrustés dans les rouages du service public, Napoléon dévoilait ses projets de de réforme en ces termes : « On voit que partout on se plaint des abus, et ils se trouvent commis précisément par ceux-là mêmes qui avaient charge expresse de les empêcher. Le moyen de remédier à cela, quand on ne peut voir partout? Car il existe comme une espèce de réseau étendu sur les lieux abaissés, qui enveloppe la petite multitude; il faut qu'une maille se rompe, un hasard tel que celui qui y a conduit quelqu'un, pour qu'il en remonte quelque chose à la haute région. Aussi un de mes rêves, nos grands événements de guerre accomplis et soldés, de retour à l'intérieur, en repos et respirant, eût été de chercher une demi-douzaine ou une douzaine de vrais bons philanthropes, de ces braves gens ne vivant que pour le bien, n'existant que pour le pratiquer; je les eusse disséminés dans l'empire, qu'ils eussent parcouru en secret pour me rendre compte à moi-même; ils eussent été les *Espions de la vertu!* Ils seraient venus me trouver directement; ils eussent été mes confesseurs, mes directeurs spirituels; mes décisions avec eux eussent été mes bonnes œuvres secrètes. Ma grande occupation, lors de mon entier repos, eût été, du sommet de ma puissance, de m'occuper à fond d'améliorer la condition de toute la société; j'eusse pré-

tendu descendre jusqu'aux jouissances individuelles; et, s'il n'eût pas suffi de mon naturel pour m'y porter, le calcul encore serait venu m'y décider; car, après tant de gloire acquise, quel contre-moyen me restait d'en acquérir encore? »

Le respect de l'égalité, des droits sociaux, avait présidé à tous les travaux du Code civil, dont Napoléon voulait faire la base d'un code européen, ainsi qu'il désirait que l'université impériale servît de modèle à une université européenne; de telle sorte que nous n'eussions réellement, en Europe, composé qu'une seule et même famille; cet esprit de généralisation qui animait l'empereur l'avait conduit à ces idées humanitaires dont il esquisse lui-même le tableau sous les plus brillantes couleurs :

« Une de mes plus grandes pensées avait été l'agglomération [1], la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique. Ainsi l'on compte en Europe, bien qu'épars, plus de trente millions de Français, quinze millions d'Espagnols, quinze millions d'Italiens, trente millions d'Allemands; j'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. C'est avec un tel cortége qu'il eût été beau de s'avancer dans la postérité et la bénédiction des siècles. Je me sentais digne de cette gloire!

» Après cette simplification sommaire, il eût été plus possible de se livrer à la chimère du beau idéal

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, novembre 1816. Dictées de Napoléon au général Montholon, page 137.

de la civilisation; c'est dans cet état de choses qu'on eût trouvé plus de chances d'amener partout l'unité des Codes, celle des principes, des opinions, des sentiments, des vues et des intérêts. Alors peut-être, à la faveur des lumières universellement répandues, devenait-il permis de rêver, pour la grande famille européenne, l'application du congrès américain, ou celle des amphictyons de la Grèce; et quelle perspective alors de force, de grandeur, de jouissance, de prospérité! Quel grand et magnifique spectacle que cet aréopage de relations diplomatiques!

» L'agglomération des trente ou quarante millions de Français était faite et parfaite; celle de quinze millions d'Espagnols l'était à peu près aussi, car rien n'est plus commun que de convertir l'occident en principe : comme je n'ai point soumis les Espagnols, on raisonnera désormais comme s'ils eussent été insoumettables.

» Quant aux quinze millions d'Italiens, l'agglomération était déjà fort avancée : il ne fallait plus que vieillir, et chaque jour mûrissait chez eux l'unité de principes et de législation, celle de penser et de sentir, ce ciment assuré, infaillible, des agglomérations humaines. La réunion du Piémont à la France n'avait été que temporaire dans ma pensée, et n'avait d'autre but que de surveiller, garantir et avancer l'éducation nationale des Italiens. Oui, je voulais créer la patrie italienne, réunir les Vénitiens, les Milanais, les Piémontais, les Génois, les Toscans, les Parmesans, les Modenais, les Napolitains, les Siciliens, les

Sardes, dans une nation indépendante, bornée par les Alpes, les mers Adriatique, d'Ionie et Méditerranée. Ce grand et puissant royaume aurait contenu la maison d'Autriche sur terre et sur mer; ses flottes, réunies à celles de Toulon, auraient dominé la Méditerranée et protégé l'ancienne route du commerce des Indes par la mer Rouge et Suez.

» Tout le midi de l'Europe eût donc été compact de localités, de vues, d'opinions, de sentiments et d'intérêts; dans cet état de choses, que nous eût fait le poids de toutes les nations du Nord? Quels efforts humains ne fussent pas venus se briser contre une telle barrière!

» L'agglomération des Allemands demandait plus de lenteur, aussi n'avais-je fait que simplifier leur monstrueuse complication; non qu'ils ne fussent préparés pour la centralisation; ils l'étaient trop, au contraire, ils n'eussent pu réagir aveuglément sur nous avant de nous comprendre. »

Le grandiose de ces conceptions a lieu d'étonner l'intelligence humaine. Cette création de la sainte alliance des peuples dépasse toutes les méditations, les vastes projets des conquérants de l'antiquité et de l'époque de l'ère chrétienne. On se demande comment une tête fut assez forte pour l'enfanter, comment un homme se sentit assez d'énergie, de ténacité, de persévérance, pour l'élaborer et en mesurer la réalisation sans découragement. De pareilles idées n'ont transpiré qu'au moment où, brisé par les orages du temps, Napoléon faisait ses confidences à

la postérité. Nous les avons religieusement rapportées, devançant même des événements que nous exposerons plus tard, afin de ne rien affaiblir de leur ensemble. On a pensé que Napoléon visait à la monarchie universelle. On a raisonné et on raisonnera longuement sur cette question. « Si j'ai été sur le point de l'accomplir, c'est sans calcul, a-t-il avoué lui-même, parce qu'on m'y menait pas à pas. » Mais lorsqu'on s'est hasardé à lui demander s'il avait eu ce but, il a répondu : « Non [1]. Mes intentions étaient de rendre la France plus grande qu'aucune autre nation de la terre. Par exemple, je ne voulais pas aller au delà des Alpes; » et lorsque plus tard les puissances coalisées contre lui donnaient pour motif de leur conduite qu'il s'était proposé le pouvoir et l'empire de l'univers, il a répété [2] : « Non, non. Je désirais sans doute rendre la France la plus puissante nation du monde, mais je ne voulais rien de plus. Je n'ai jamais eu en vue la domination universelle; je voulais faire de l'Italie un royaume indépendant. La France a des bornes naturelles que je ne voulais pas franchir. Mon but était d'ôter à l'Angleterre la possibilité de faire la guerre à la France sans l'aide de quelques-unes des grandes puissances occidentales. »

Cette déclaration est précise, nette; que lui opposer? Des rêves, des suppositions, sans doute; mais ce n'est pas là l'histoire : dans sa dignité elle ne permet pas qu'on accueille des opinions quelquefois

[1] *Relation d'O'Méara*, janvier 1817.
[2] *Relation d'O'Méara*, mars 1817.

intéressées à altérer la pureté de ses matériaux. Napoléon pressentait ces interprétations erronées de ses glorieux projets, quand il disait à ceux qui étaient surpris de ce qu'il ne les avait pas livrés à la discussion publique : « La malveillance est toujours plus active que le bien [1] ; il existe aujourd'hui tant d'esprit parmi nous, qu'il domine aisément le bon sens, et peut obscurcir à son gré les points les plus lumineux ; livrer de si hauts sujets à la discussion publique, c'est les livrer à l'esprit de coterie, aux passions, à l'intrigue, au commérage, et n'obtenir pour résultat infaillible que discrédit et opposition. Je croyais donc trouver un bien plus grand secours dans le secret ; alors demeurait, comme une auréole autour de moi, ce vague qui enchaîne la multitude et lui plaît, ces spéculations mystérieuses qui occupent, remplissent tous les esprits ; enfin, ces dénoûments subits et brillants reçus avec tant d'applaudissements, et qui créent tant d'empires. Avec ma carrière déjà parcourue, avec mes idées pour l'avenir, il fallait que ma marche et mes succès eussent quelque chose de surnaturel. »

Aux diatribes, aux pamphlets, quels que fussent la célébrité de ses ardents détracteurs, le mobile de leurs injures, il a opposé le silence du mépris : « On a inondé l'Europe de libelles contre moi, disait-il [2] dans son exil, sur son rocher de Sainte-Hélène ; on m'a tourmenté souvent au temps de ma puissance pour que je fisse combattre ces menées ; je m'y refusai

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, nov. 1816.
[2] *Mémorial de Sainte-Hélène*, décembre 1815.

toujours. A quoi m'eût servi qu'on m'eût défendu? On eût dit que j'avais payé ; et cela ne m'eût que discrédité un peu davantage; une victoire, un monument de plus, voilà la meilleure, la véritable réponse, disais-je constamment. Le mensonge passe, la vérité reste. Les gens sages, la postérité surtout, ne jugent que sur des faits. Aussi, qu'est-il arrivé? Déjà le nuage se dissipe, la lumière perce, je gagne tous les jours; bientôt il n'y aura rien de plus piquant en Europe que de me rendre justice. Ceux qui m'ont succédé tiennent les archives de mon administration, les archives de la police, les greffes des tribunaux; ils ont à leur disposition, à leur solde, ceux qui eussent été les exécuteurs, les complices de mes atrocités et de mes crimes ; eh bien ! qu'ont-ils publié? qu'ont-ils fait connaître?

» Aussi la première fureur passée, les gens d'esprit et de jugement me reviendront : je ne conserverai pour ennemis que des sots ou des méchants ; je puis demeurer tranquille ; je n'ai qu'à laisser faire, et la suite des événements, les débats des partis opposés, leurs productions adverses, feront luire chaque jour les matériaux les plus sûrs, les plus glorieux de mon histoire ; et à quoi ont abouti, après tout, les immenses sommes dépensées en libelles contre moi? Bientôt il n'y en aura plus de traces ; tandis que mes monuments et mes institutions me recommanderont à la postérité la plus reculée. Aujourd'hui, du reste, on ne saurait plus recommencer ces torts contre moi ; la calomnie a épuisé tous ses venins sur ma personne, elle ne

saurait plus me heurter ; elle n'est plus pour moi que le *poison de Mithridate.* »

Nous avons cherché à initier le lecteur au for intérieur de Napoléon ; comme toujours, nous l'avons laissé exposer, développer ses hautes pensées [1]. Il nous reste à suivre les phases du poëme de sa vie depuis la campagne d'Austerlitz.

La lutte est établie entre deux principes, la révolution et la contre-révolution dans les idées. Napoléon se considère comme destiné à faire triompher le premier dans le monde entier, après l'avoir dégagé des éléments de désordre. Il est le flambeau de la régénération sociale.

[1] Un décret de S. M. Napoléon III, a institué une commission chargée de recueillir et de publier la correspondance de Napoléon Ier, relative aux différentes branches d'intérêts publics.

Cette correspondance comprend, non-seulement les lettres autographes ou dictées de l'empereur, mais encore ses proclamations, instructions, bulletins, rapports, ordres divers et jusqu'aux notes importantes dont il accompagnait souvent les projets qui lui étaient soumis.

Précieux monuments historiques à livrer au public, qui le mettront en garde contre ces insinuations, ces interprétations, ces appréciations, dont tant d'écrivains ont assaisonné leurs œuvres. Nous nous sommes efforcé de ne pas les imiter. Car c'est moins notre opinion que le lecteur désire connaître, que l'exposé religieux des faits, des actes, des pensées de Napoléon

IX

Le roi et la reine de Prusse. — L'empereur Alexandre au tombeau de Frédéric-le-Grand. — Louis Bonaparte, roi de Hollande. — Mariage d'Eugène Beauharnais. — Le Panthéon. — Saint-Denis. — Travaux. — Ponts et chaussées. — Confédération du Rhin. — Ultimatum de la Prusse. — Mort de Fox. — Bataille d'Iéna. — Danger couru par Napoléon. — L'Égyptienne. — Entrée à Postdam. — L'épée de Frédéric-le-Grand. — Le duc de Brunswick. — Entrée à Berlin. — Le comte de Neale. — Le prince de Hatzfeld. — Blücher. — Blocus continental. — L'armée russe entre en ligne. — La Pologne. — Eylau. — Dantzick. — Le nouveau d'Assas. — Friedland. — Tilsitt. — Armistice. — Conférences des deux empereurs. — Le rite grec. — Constantinople. — Le parterre de rois. — Royaumes de Westphalie et de Saxe. — Conférences de Tilsitt et d'Erfurt.

La cóalition était dissoute ; forcée d'humilier ses hautaines prétentions, la maison d'Autriche voyait dans un prochain avenir sa déchéance du protectorat de l'Allemagne. L'empire de Charlemagne, après dix siècles, devait disparaître devant la confédération des États d'Allemagne. La victoire étouffait sans doute les pensées hostiles des souverains du Nord, mais elle ne

les détruisait pas. Dominé par la reine, par son exaltation chevaleresque, le roi de Prusse s'était rendu mystérieusement au tombeau du grand Frédéric. Là, l'empereur Alexandre, la reine et le monarque prussien, évoquant l'ombre du vainqueur de Rosbach, avaient juré guerre à la France, constance et fidélité dans cette croisade. Un traité secret, signé à Postdam, liait les augustes confédérés. Un ultimatum menaçant devait être signifié à Napoléon ; mais le représentant de la Prusse, le comte de Haugwitz, était arrivé à temps près du champ de bataille d'Austerlitz, pour offrir à la fois à l'empereur des Français des felicitations et des assurances de paix.

La dynastie de Naples cessait de régner, et la couronne était dévolue à un des frères de Napoléon, Louis Bonaparte, en dépit des efforts des Anglais et des insurrections de Fra-Diavolo.

De retour dans la capitale, le 26 janvier 1806, l'empereur donnait connaissance au sénat du mariage du prince Eugène, vice-roi d'Italie, avec la princesse auguste Amélie de Bavière, de l'adoption de ce prince et de l'acte qui le désignait, à défaut d'enfants mâles, propres et légitimes, pour son successeur à la couronne d'Italie. Cette époque était marquée par la restitution du Panthéon au culte catholique, sous l'invocation de sainte Geneviève, patronne de Paris. Saint-Denis, cette sépulture antique des souverains de la France, sortait des décombres révolutionnaires. Le Corps législatif, solennellement réuni le 2 mars, entendait le rapport de M. Champagny sur les travaux,

les améliorations opérées, exécutées sous le règne impérial. Dans ce tableau figuraient : la renaissance des édifices de Lyon détruits par l'anarchie; l'établissement des écoles de droit, des écoles destinées à accroître l'activité des manufactures; l'exécution des entreprises de canaux commencés pour joindre les deux mers et les fleuves de l'empire entre eux, nouveaux débouchés assurés au commerce; l'organisation des ponts et chaussées imprimait un merveilleux élan à tous les travaux; des cités s'élevaient sur l'emplacement des villes du Morbihan et de la Vendée anéanties, pulvérisées par l'hydre des révolutions; la création du Mont-de-Piété sauvegardait la misère contre les exactions insatiables de l'usure; la pauvreté, dans ses souffrances, trouvait un refuge garanti par la régie des hospices; l'ignorance était pourchassée par les encouragements prodigués aux sociétés savantes, par l'éducation régénérée.

Tandis que le génie de Napoléon remplissait en France tous ces prodiges, les intrigues du cabinet de Saint-James ne se ralentissaient pas : il était écrit dans cette lutte suprême du régularisateur de la révolution avec l'Angleterre, que chaque échec, comme chaque victoire, rehausserait l'énergie de l'antagonisme. Napoléon l'avait prédit : « Si je n'eusse vaincu à Austerlitz, j'avais la Prusse sur les bras, et la Prusse suivait aveuglément les inspirations d'une haineuse et folle outrecuidance. » Le 7 octobre 1806, cette cour adressait un ultimatum, insolente parodie du présomptueux manifeste de 1792, du duc de Brunswick :

elle y déclarait qu'entourée de troupes françaises, de vassaux prêts à marcher avec elle, elle voulait que les forces de l'empire se retirassent incessamment derrière le Rhin, et qu'il ne fût apporté aucun obstacle à la ligue du Nord : en cas de refus, elle menaçait de sa vengeance ces armées devant lesquelles s'étaient dissipées les phalanges austro-russes.

A la lecture de cette missive, Napoléon laissa échapper ces paroles : « Je plains le roi de Prusse qui n'entend pas le français : il n'a pas sûrement vu cette rapsodie qu'on m'envoie en son nom. » Se tournant vers Berthier, il ajouta : « Maréchal, on nous donne rendez-vous pour le 8. Jamais un Français n'y a manqué ; mais il y a, dit-on, une belle reine qui veut être témoin de nos combats : soyons courtois, et marchons sans nous coucher jusqu'en Saxe. »

La mort de Fox [1] avait compliqué la cause des peuples ; la guerre allait, une fois encore, étendre sur eux ses horreurs. Les États de l'électeur de Saxe étaient déjà envahis. L'armée prusienne était en vue des avant-postes français. Elle allait éprouver le même sort qu'elle avait subi quatorze ans auparavant. Les divisions de Soult, de Davoust, de Ney, de Bernadotte, de Lannes, d'Augereau volent à la rencontre de l'ennemi. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe, sont traversés en sept jours ; quatre combats sont livrés. La stratégie savante et méthodique des tacticiens du grand Frédéric est déroutée, confondue

[1] 13 septembre 1806.

par ces marches audacieuses, cet élan de l'imprévu : étourdis par cette prestigieuse rapidité des Français, ils battent toujours en retraite et s'arrêtent enfin à Iéna, ce théâtre d'une lutte gigantesque.

La veille de cette mémorable journée, revanche de la défaite de Rosbach, l'empereur courut le plus grand danger. Il eût pu disparaître, pour ainsi dire, sans qu'on connût bien sa destinée. Il s'était approché, pendant la nuit, des bivouacs ennemis pour les reconnaître, suivi seulement de quelques officiers. En revenant, la première sentinelle fit feu sur le groupe. L'idée qu'on se faisait des Prussiens tenait tout le monde sur le qui vive : ce fut un signal pour toute la ligne. Napoleon n'eut que le temps de se jeter à plat ventre jusqu'à ce que la méprise fût reconnue. La ligne prussienne, qui était fort près, n'imita pas heureusement les vedettes françaises.

La grande armée se trouvait à cheval sur la Saale ; elle était commandée par le prince Jérôme Bonaparte et les maréchaux Soult, Ney, Lannes, Davoust. Il y avait beaucoup de conscrits dans les rangs : « Mais qu'importe, a répondu l'empereur à leurs chefs, ne sont-ils pas Français? D'ailleurs, quand on ne craint pas la mort, jeunes gens, a-t-il ajouté, on la fait rentrer dans les rangs ennemis. »

Le 14 octobre 1806, un épais brouillard couvre l'horizon : l'armée française brûle de combattre ; elle court sur l'ennemi aux cris de : En avant! A ce choc impétueux, les Prussiens plient ; leurs carrés sont enfoncés, une grande partie de leur artillerie et vingt

mille des leurs sont faits prisonniers : le reste, poursuivi sur la route de Weymar, fuit devant les colonnes victorieuses; la victoire d'Auerstedt enlève à ces débris tout espoir de salut. Vingt-cinq mille tués ou blessés, quarante mille prisonniers, trois cents pièces de canon, soixante drapeaux perdus pour la Prusse, témoignent de l'invincibilité de l'armée. L'ardeur qui l'animait était telle que quelques corps français qui n'avaient pas eu l'honneur de combattre, en manifestaient leur dépit au moment de l'action.

L'infanterie de la garde impériale rugissait dans son inaction : pendant la bataille, quelques voix impatientes prononcent les mots *en avant !* « Qu'est-ce [1]? reprend l'empereur en se présentant devant le front des bataillons. Il n'y a qu'un jeune homme sans barbe qui peut vouloir préjuger ce que je dois faire. Qu'il attende qu'il ait commandé dans trente batailles rangées avant de prétendre me donner des avis. »

La route est déblayée, Berlin est à la merci du vainqueur. En se rendant de Wittemberg à Postdam, Napoléon est surpris par un orage et forcé de chercher un abri dans la maison du grand veneur de la cour de Saxe. Vêtu, suivant son habitude, comme un simple officier, couvert de sa redingote grise, il fut très-surpris d'être reconnu par une femme qui se présentait à lui. C'était une Égyptienne, veuve d'un officier français. Conduite par les événements en Saxe, elle avait été accueillie par le propriétaire de cette ré-

[1] *Bulletin officiel. Victoires et Conquêtes.* Journaux du temps.

sidence. L'empereur lui accorda une pension et se chargea de l'éducation d'un enfant qu'elle avait eu de son union avec l'un des braves de l'armée d'Égypte. C'est la première fois, fit remarquer le grand capitaine à ses aides de camp, que je mets le pied à terre pour éviter l'orage : j'avais le pressentiment qu'une bonne action m'appelait en cet endroit[1].

A son arrivée à Postdam, Napoléon visita le château de Sans-Souci. Sur la tombe de Frédéric-le-Grand, il trouva cette glorieuse épée de la guerre de Sept ans, et la ceinture que le roi avait portée, ainsi que le grand cordon de ses ordres. Se saisissant de ces glorieux trophées, il s'écria avec enthousiasme : « J'aime mieux cela que vingt millions ; je les enverrai à mes vieux soldats des campagnes de Hanovre : j'en ferai présent au gouverneur des Invalides, qui les gardera comme un témoignage mémorable des victoires de la grande armée et de la vengeance qu'elle a tirée des désastres de Rosbach. » Certes, personne n'avait plus de droit à l'épée de Frédéric que l'illustre guerrier qui vérifiait par la gloire de ses armes l'assertion du roi de Prusse : « Si j'avais l'honneur d'être roi de France, il ne se tirerait pas, en Europe, un seul coup de canon sans ma permission. »

Le maréchal du palais du duc de Brunswick présenta à Napoléon une lettre de ce prince, qui recommandait ses États à la générosité impériale : l'accueil qu'il reçut se traduisit dans ces légitimes reproches :

[1] *Victoires et Conquêtes*, t. XVI, p. 357.

« Si je faisais démolir la ville de Brunswick, et si je n'en laissais pas pierre sur pierre, que dirait votre prince ? La loi du talion ne me permet-elle pas de faire à Brunswick ce qu'il voulait faire dans ma capitale? Annoncer le projet de démolir les villes, cela peut être insensé; mais vouloir ôter l'honneur à toute une armée de braves gens, lui proposer de quitter l'Allemagne par journées d'étape, à la seule sommation de l'armée prussienne, voilà ce que la postérité aura peine à croire; le duc de Brunswick n'aurait jamais dû se permettre un pareil outrage. Lorsqu'on a blanchi sous les armes, on doit respecter l'honneur militaire, et ce n'est pas d'ailleurs dans les plaines de la Champagne que ce général a pu acquérir le droit de traiter les Français avec un tel mépris. Du reste, dites au général Brunswick qu'il sera traité avec tous les égards dus à un officier prussien, mais je ne puis reconnaître en lui un souverain. »

Le 17 octobre 1806, Napoléon faisait son entrée triomphale à Berlin. Le comte de Neale, gentilhomme, l'un des malheureux conseillers de la guerre, osa paraître devant l'empereur ; une de ses filles lui avait écrit : *Napoléon veut la guerre, il faut la lui faire;* la lettre avait été interceptée. A la vue du comte, le grand homme ne peut contenir sa colère, il l'apostrophe en ces termes : » Eh bien! monsieur, vos femmes ont voulu la guerre, voilà le résultat. Vous deviez mieux éclairer votre famille. Non, je ne veux pas la guerre : non point que je me méfie de ma puissance, comme vous pouvez le penser, mais parce que le sang de mon

peuple m'est cher, et que mon premier devoir est de ne le répandre que pour sa sûreté et pour son honneur. Le peuple de Berlin est victime ; tous ceux qui ont attiré le fléau des hostilités se sont sauvés. Je rendrai cette noblesse de cour si petite, qu'elle sera obligée de mendier son pain. » Puis il le congédia.

Le prince de Hatzfeld, dont les conseils avaient également entraîné les résolutions prises par le roi de Prusse, avait été exilé de Berlin. Des papiers saisis prouvaient ses relations d'espionnage avec les ministres du monarque abattu, réduit à chercher un refuge à Kœnigsberg. Une commission s'assembla pour prononcer sur cette terrible prévention. Le procès s'instruisait lorsque la princesse, à la veille de devenir mère, court implorer la clémence de l'empereur : elle pénètre près de lui, et, suppliante, se jette à ses genoux. Le souverain la relève, et lui dit avec bonté : « Vous connaissez l'écriture de votre mari : prenez cette lettre, lisez ; je vous en fais juge. De chaque phrase ressort la culpabilité du prévenu. Sa perte est inévitable. » A cette pensée, madame de Hatzfeld s'affaisse, accablée de douleur. Profondément ému, Napoléon s'empresse de mettre un terme à ses poignantes angoisses : « Vous tenez la lettre fatale, ajoute-t-il aussitôt, eh bien ! jetez-la au feu : cette preuve anéantie, on ne peut le condamner. » S'approcher de la cheminée, livrer aux flammes la pièce de conviction, est l'affaire d'un moment. Pour couronner sa magnanimité, le nouveau Trajan remet à la princesse un ordre donné à Berthier de rendre sur-le-champ le

prince à la liberté. Trois heures plus tard, il eût été fusillé.

Malgré ses revers successifs, Blücher tenait encore. Il tente un dernier effort à Lubeck ; il en est expulsé. Dernier débris de cette armée, si superbe de jactance, il se trouve dans la nécessité de capituler. Seul, il s'avance pour faire sa soumission devant les tirailleurs du 27e léger. Un voltigeur aborde le général prussien et lui demande ce qu'il veut. Blücher se nomme. « Si vous êtes réellement ce Blücher que nous pourchassons, reprend le voltigeur, donnez-moi votre parole d'honneur que vous vous présentez pour capituler de bonne foi, autrement je ne vous laisse pas passer ; car vous devez bien penser, mon général, que ce n'est pas le moment de s'amuser ; il faut en finir, et vous êtes près de la mort. » Blücher donna sa parole au soldat, qui le conduisit à son colonel.

Alors tout fut consommé : ces généraux prussiens, qui, dans le délire de leur vanité, s'étaient permis tant de sarcasmes contre les généraux autrichiens, avaient renouvelé, quatre fois dans l'espace de trois semaines, la catastrophe d'Ulm : la première, par la capitulation d'Erfurt ; la seconde, par celle du prince de Hohenlohe ; la troisième, par la reddition de Stettin ; et enfin, la quatrième, par celle de Schwartau.

Ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que l'empereur avait tout prévu dans cette guerre. Le général Clarke raconte qu'écrivant sous la dictée des ordres, des instructions, Napoléon, marchant dans sa chambre, lui avait dit, en parlant de cette campagne :

« Dans trois ou quatre jours, nous donnerons une bataille que je gagnerai ; elle me portera au moins à l'Elbe, et peut-être à l'Oder. Là, je donnerai une seconde bataille, que je gagnerai de même. Alors... alors..., ajouta-t-il dans ses méditations, la main sur le front.. Mais, c'est assez, ne faisons point de romans... Clarke, dans un mois, vous serez gouverneur de Berlin, et l'histoire vous citera comme ayant été, dans la même année, et dans deux guerres différentes, gouverneur de Vienne et de Berlin, c'est-à-dire des monarchies d'Autriche et de Prusse. »

Ces combinaisons avaient été dépassées. Des cent cinquante mille hommes de l'armée ennemie, il n'en restait que vingt mille, disséminés dans Glogaw, Breslaw, Bringg, Kœnigsberg et quelques autres places de la Silésie et du duché de Varsovie. Le 16 novembre 1806, un armistice était signé, et, en attendant la ratification par le roi de Prusse, l'empereur lança, de son palais de Berlin, le fameux décret, base du système continental, dans le but de forcer l'Angleterre à renoncer à ses prétentions, consacrées dans sa législation maritime. Les Iles britanniques étaient déclarées en état de blocus. Le message au sénat insistait sur la nécessité de cette mesure, qui opposait à l'ennemi les mêmes armes dont il se servait contre la France.

Napoléon, à l'occasion de son système continental, disait plus tard au colonel Wilks [1] : « Vous avez

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, avril 1816.

perdu l'Amérique par l'affranchissement; vous perdrez l'Inde par l'invasion. La première perte était toute naturelle : quand les enfants deviennent grands ils font bande à part; mais, pour les Indous, ils ne grandissent pas, ils demeurent toujours enfants; aussi la catastrophe ne viendra que du dehors. Vous ne savez pas tous les dangers dont vous avez été menacés par mes armes, ou par mes négociateurs. De mon système continental... vous en avez ri, peut-être. — Sire, répondit le colonel, nous en avons fait semblant; mais tous les gens sérieux ont senti le coup. — Eh bien! continuait l'empereur, moi je me suis trouvé seul de mon avis sur le continent; il m'a fallu pour l'instant employer partout la violence. Enfin, l'on commence à me comprendre; déjà l'arbre porte son fruit : j'ai commencé, le temps fera le reste. Si je n'eusse succombé, j'aurais changé la face du commerce aussi bien que la route de l'industrie; j'avais naturalisé, au milieu de nous, le sucre, l'indigo; j'aurais naturalisé le coton et bien d'autres choses encore : on m'eût vu déplacer les colonies si l'on se fût obstiné à ne pas nous en donner une portion.

» L'impulsion chez nous était immense; la prospérité, les progrès, croissaient sans mesure; et pourtant vos ministres répandaient par toute l'Europe que nous étions misérables et que nous retombions dans la barbarie. Aussi, le vulgaire des alliés a-t-il été étrangement surpris à la vue de notre extérieur, aussi bien que vous autres, qui en êtes demeurés

déconcertés. Le progrès des lumières, en France, était gigantesque; les idées partout se rectifiaient et s'étendaient, parce que nous nous efforcions de rendre la science populaire. Par exemple, on m'a dit que vous étiez très-forts sur la chimie; eh bien! je suis loin de prononcer de quel côté de l'eau se trouve le plus habile ou les plus habiles chimistes. — En France! interrompit aussitôt le colonel. — Peu importe, ajouta l'empereur; mais je maintiens que dans la masse française il y a dix ou peut-être cent fois plus de connaissances chimiques qu'en Angleterre, parce que les diverses branches industrielles l'appliquent aujourd'hui à leur travail; et c'était là un des caractères de mon école : si l'on m'eût laissé le temps, bientôt il n'y aurait plus eu de métiers en France, tous eussent été des arts.

» L'Angleterre et la France ont tenu dans leurs mains le sort de l'univers, dit en terminant Napoléon, celui surtout de la civilisation européenne. Que de mal nous nous sommes fait! que de bien nous pouvions faire! Sous l'école de Pitt, nous avons désolé le monde, et pour quel résultat? Vous avez imposé quinze cent millions à la France, et les avez fait lever par des cosaques. Moi, je vous ai imposé sept milliards, et les ai fait lever de vos propres mains, par votre parlement; et aujourd'hui encore, même après la victoire [1], est-il bien certain que vous ne succomberez pas tôt ou tard sous une telle charge?

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, avril 1816.

» Avec l'école de Fox, nous nous serions entendus..., ajoutait-il; nous eussions accompli, maintenu, l'émancipation des peuples, le règne des principes; il n'y eût eu en Europe qu'une seule flotte, une seule armée; nous aurions joint nos intérêts et nos efforts; nous nous serions attelés ensemble pour marcher avec plus de certitude au même but; nous aurions gouverné le monde; nous aurions fixé chez tous le repos et la prospérité, ou par la force ou par la persuasion. Oui, encore une fois... que de mal nous avons fait! que de bien nous pouvions faire! »

Le jour même de la capitulation de la ville de Lubeck (7 novembre 1806), Alexandre, par un ukase, avait ordonné une levée de troupes, afin d'arrêter les dangers qui, selon lui, menaçaient l'Europe. Le 10, l'avant-garde de la grande armée était à Posen, le roi de Hollande investissait Hameln, le prince Jérôme pressait la Silésie, Magdebourg tombait au pouvoir du maréchal Ney. Dans leur admiration pour le vainqueur des coalitions, les descendants de Sobieski rêvaient l'affranchissement de leur patrie. La haute noblesse de Pologne fut présentée à l'empereur le 27. Ils aspiraient au jour où leur nationalité renaîtrait de ses cendres. Le langage du bulletin officiel était de nature à leur faire concevoir cette sainte espérance; on y lisait : « Le trône de Pologne se rétablira-t-il, et cette grande nation reprendra-t-elle son existence et son indépendance? Du fond du tombeau renaîtra-t-elle à la vie? Dieu seul, qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événements, est

l'arbitre de ce grand problème politique. Mais, certes, il n'y eut jamais d'événement plus mémorable et plus digne d'intérêt. » La proclamation de Napoléon I[er] à ses soldats contribuait encore à les entretenir dans cette consolante et glorieuse pensée; il avait dit : « Soldats, il y a un an, à cette heure même, vous étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz [1]. Les bataillons russes fuyaient. Le lendemain, ils faisaient entendre des paroles de paix ; mais elles étaient trompeuses. A peine échappés, par l'effet d'une générosité peut-être condamnable, aux désastres de la troisième coalition, ils en ont ourdi une quatrième. Mais l'allié sur la tactique duquel ils fondaient leurs principales espérances, n'est déjà plus. C'est en vain que les Russes ont voulu défendre la capitale *de cette ancienne et illustre Pologne; l'aigle française plane sur la Vistule. Le brave et infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les légions de Sobieski de retour de leur mémorable expédition.* Nous ne déposerons pas les armes que la paix générale n'ait affermi et assuré la puissance de nos alliés, et n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses colonies. » Enfin l'armée française recevait dans ses rangs les Polonais et leur chef Dombrowski. Les Russes prennent l'offensive ; les combats de Czarnowo, de Masielsk, de Dzialdow, de Cursomb, de Golymin, contraignent le roi et la reine de Prusse à

[1] Cet ordre du jour de l'empereur ordonnait l'érection du temple de la Gloire sur l'emplacement de la Madeleine, destiné à transmettre à la postérité les noms des braves qui avaient combattu dans les deux campagnes d'Autriche et de Prusse.

quitter Kœnigsberg pour Memel ; les Russes battent en retraite, comptant attirer leurs valeureux adversaires dans l'intérieur du pays. Les Français s'arrêtent et prennent leurs quartiers d'hiver. Ce repos inspire une aveugle confiance aux généraux ennemis : ils s'avancent, dès le 2 janvier 1807, contre les lignes françaises; défaits, culbutés sur tous les points, ils perdent leurs communications, leurs dépôts de Liebstadt et de Guttstadt, leurs magasins sur l'Alle. Davoust, Ney, Soult, les poursuivent. Le 7 février, l'avant-garde de la grande armée, sous les ordres de Napoléon, rencontre l'arrière-garde russe entre les bois de Schewechen, Tenkmitten et Preusch-Eylau. Le 8, la canonnade donne le signal de la bataille. Les colonnes se heurtent : l'armée russe, débusquée de la plupart de ses positions, oppose la résistance la plus opiniâtre. Une neige épaisse obscurcit le ciel, couvre de ses flocons les combattants. Cinq à six mille Russes égarés viennent sur un point où Napoléon, seul, à pied, avec quelques officiers de son état-major, cherchait à voir comment ses ordres étaient exécutés. Le prince de Neuchâtel fait aussitôt avancer les chevaux : l'empereur lui lance un regard de reproche, et donne l'ordre de faire marcher un bataillon de sa garde, qui était loin de lui. La masse moscovite approche. Napoléon reste immobile, répétant seulement : « Quelle audace! quelle audace! » Les grenadiers de la garde impériale, ayant à leur tête le général Dorsenne, paraissent l'arme au bras. Les six mille hommes s'arrêtent : il était plus que temps. L'empereur n'avait pas

bougé; son entourage seul avait frémi du danger que l'auguste souverain avait couru. Très-souvent, dans ses batailles, l'empereur a été exposé; mais on taisait ses périls avec le plus grand soin. Il avait recommandé le silence le plus absolu sur tous les incidents de cette nature. « Quelle confusion, quelle désordre n'eussent pas occasionné le plus léger bruit, le plus léger doute touchant mon existence! disait-il; à ma vie se rattachait le sort d'un grand empire, toute la politique et les destinées de l'Europe [1].

Enfin les Russes sont contraints de laisser aux Français le champ de bataille d'Eylau : la droite offrait un spectacle effrayant, fait, suivant les expressions de Napoléon, *pour inspirer aux princes l'amour de la paix, et l'horreur de la guerre.* Neuf mille hommes étaient étendus pêle-mêle, moitié Russes, moitié Français, et couvraient ce théâtre de la mort de leurs cadavres mutilés. La nuit mit fin à la poursuite de l'ennemi, qui laissait sept mille morts, seize mille blessés, quarante-cinq pièces de canon au pouvoir des vainqueurs.

L'armée française poursuivit ses succès. Le maréchal Mortier investit Stralsund, en Poméranie, tandis que le maréchal Lefebvre, chargé du siége de Dantzick, forçait, après cinquante et un jours de tranchée, le vieux général Kalkreuth à lui livrer le grand port maritime de la Baltique, et recevait de l'empereur, pour ce brillant fait d'armes, le titre de duc de Dant-

[1] *Mémorial de Ste-Hélène*, 27 janvier 1816. *Victoires et Conquêtes.*

zick. C'est pendant les opérations de ce siége qu'on vit se renouveler le trait d'héroïsme qui a immortalisé le nom du chevalier d'Assas. Un chasseur du 12ᵉ régiment d'infanterie légère, entraîné par son intrépidité, vint à tomber au milieu d'un parti ennemi. Les officiers russes, surpris à leur tour par un détachement français, crient : *Ne tirez pas, nous sommes Français!* Fortunas, c'est le nom du héros français, est menacé de la mort s'il parle ; mais son patriotisme ne faiblit pas. *Tirez! tirez! mon capitaine, ce sont les Russes*, s'écrie-t-il, et il meurt sous les baïonnettes ennemies.

L'armée russe et prussienne, battue à Spenden, à Lemitten, à Altkirchen, à Deppen, à Gutstadt, perdit une trentaine de mille hommes à la sanglante journée d'Heilsberg. Le 14 juin 1807, jour anniversaire de la bataille de Marengo, Napoléon attaqua les alliés à cinq heures du soir. Placé au centre des vingt mille hommes de sa garde, condamnée à rester spectatrice des prodiges de valeur des bataillons de la ligne, il prépara et accomplit, à Friedland, la destruction de la garde impériale russe et des cohortes qui composaient l'armée du roi de Prusse.

Cinquante à soixante mille hommes, tués, blessés ou faits prisonniers, parmi lesquels on comptait plus de vingt-cinq généraux, quatre-vingts pièces de canon, soixante-dix drapeaux : telles furent les pertes des coalisés, dont la déroute se prolongea jusqu'au lendemain de cette étonnante victoire.

Le maréchal Soult prit possession de Kœnigsberg : la conquête de la Silésie fut achevée, et le vainqueur

d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, se trouva maître de proclamer la division de l'Europe en deux empires, et de reléguer au delà du Caucase les populations de la Scythie d'Europe, en formant des debris de la monarchie prussienne et de la Pologne une immense monarchie.

Le 25 juin 1807, le Niémen reçut sur un radeau Napoléon vainqueur, et le czar Alexandre vaincu.

« Ce fut, dit l'historien Rabbe [1], un intéressant spectacle pour les deux armées qui couvraient les deux bords du fleuve, pleines de l'heureuse espérance d'une paix également souhaitée par les deux nations. L'un et l'autre empereur s'embrassèrent à la vue de leurs troupes, avec cette expansion qui ne supportait pas le doute d'une arrière-pensée. »

Les conférences de Tilsitt eurent un grand retentissement en Europe ; qu'il nous soit permis, dans une rapide esquisse, de rapporter quelques-unes des mystérieuses circonstances de cette entrevue des plus puissants souverains du globe.

Pour réparer les désastres qu'elle avait provoqués, la reine de Prusse usa de toutes les ressources de sa charmante coquetterie. Le premier jour qu'elle eut l'honneur de recevoir la visite de l'empereur des Français, elle le reçut comme une célèbre tragédienne dans le rôle de Chimène, criant et réclamant justice ; mais Napoléon ramena le ton à la haute comédie. Persistant dans son attitude dramatique, la reine pré-

[1] *Histoire de Russie.*

tendit que la Prusse s'était aveuglée sur sa puissance, en osant combattre un héros et en s'opposant aux destinées de la France. Au milieu d'un cliquetis de bel esprit et de gracieuseté, elle se hasarda à solliciter Magdebourg; c'était l'objet de ses désirs les plus vifs. L'empereur résista à cet assaut de supplications. A point nommé arriva le roi de Prusse ; ce fut un heureux contre-temps ; « car, dès qu'il prit part à l'entretien, il gâta toute l'affaire, disait Napoléon, et je fus délivré. »

Mais une femme, surtout quand elle est reine et belle, et qu'elle a une idée fixe, ne se rebute guère des difficultés : aussi, à chaque occasion, Magdebourg revenait sur le tapis. Un jour, lors des réceptions d'étiquette, l'empereur, avant de passer dans un des salons, s'approcha d'une console, prit une rose et l'offrit à la reine. L'auguste souveraine hésita d'abord ; cependant, mieux inspirée, elle l'accepta en disant : *Oui, mais avec Magdebourg. Je ferai remarquer à Votre Majesté*, reprit Napoléon, *que c'est moi qui donne, et vous allez la recevoir.* La soirée fut riche en allusions spirituelles, en politiques séductions ; le grand homme ne prononça aucune parole prêtant au doute. Pour mettre fin à cette petite guerre de coquetterie diplomatique, lorsque tout le monde se fut retiré, il appela M. Talleyrand et le prince Kourakin, et leur signifia, qu'après tout, une femme et la galanterie ne pouvaient ni ne devaient modifier le système conçu pour les destinées d'un grand peuple. Il insista pour la ratification immédiate du traité. La conversation de la

reine de Prusse l'avait avancé de huit jours. Le lendemain, en apprenant la paix de Tilsitt, la reine de Prusse bouda au point de ne pas vouloir assister à une autre cérémonie d'étiquette, prétextant qu'on lui avait manqué de parole. Le czar lui fit observer que rien ne lui avait été promis, et lui assura que si elle pouvait prouver le contraire, il s'engageait à le lui faire tenir. « Et, ajoutait-il en parlant de l'empereur, il le fera, j'en suis sûr. — « Il me l'a donné à entendre, » répétait la reine. — «Non, objectait Alexandre, et vous n'avez aucun reproche à lui adresser. »

Enfin la reine consentit à paraître. A sa sortie, reconduite par Napoléon, elle accompagna d'une insensible et délicate pression de main ces paroles semi-sentimentales : « Est-il possible qu'ayant eu le bonheur de voir d'aussi près l'homme du siècle et de l'histoire, il ne me laisse pas la liberté et la satisfaction de pouvoir l'assurer qu'il m'a attachée pour la vie ! » — « Madame, je suis à plaindre, répliqua gravement l'empereur ; c'est un effet de ma mauvaise étoile. » Et il prit congé d'elle [1].

Arrivée à sa voiture, la reine s'y jeta en sanglotant : elle fit mander Duroc qu'elle estimait beaucoup, lui renouvela toutes ses doléances et lui dit, en montrant le palais : « Voilà une maison où l'on m'a cruellement trompée. »

Alexandre et Napoléon passèrent ensemble plusieurs jours sous l'empire d'une intimité fraternelle; c'é-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, juin 1816.

taient deux jeunes gens de bonne compagnie, pour emprunter ici les expressions de l'empereur, dont les plaisirs en commun n'auraient eu rien de caché l'un pour l'autre.

Ce bon accord se prolongea à Erfurt. Napoléon fit venir tout ce que la scène française avait de plus distingué; il voulait faire jouer Talma devant un *parterre de rois*. A une représentation, le grand artiste déclama ce vers d'une des tragédies du brillant répertoire :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

Le czar aussitôt saisit l'allusion en se tournant vers Napoléon. L'autocrate russe s'enivrait alors de l'affection du glorieux fondateur d'une monarchie nationale.

Cependant les relations amicales ne comprimèrent pas les velléités politiques, les rêves d'ambition. Le successeur de Catherine II portait ses regards sur Constantinople. Un jour, à la suite d'une longue promenade et d'une sérieuse conférence sur la question d'Orient, les deux empereurs s'enfermèrent dans le cabinet de travail : sur une table étaient étalées de nombreuses cartes géographiques. Le débat paraissait s'animer, lorsque Napoléon demanda à son secrétaire, M. de Menneval, la carte de Turquie. Il la déploya, posa le doigt sur Constantinople; puis, reprenant l'entretien, il s'écria plusieurs fois : *Non! non! jamais Constantinople; c'est l'empire du monde.* Alexandre eût consenti à tout pour avoir *la clef de sa maison* (c'est

ainsi qu'il appelait la capitale de l'empire ottoman). Maître de ce point, il eût dicté des lois à l'Europe. Il le comprenait bien lorsqu'il disait : *Si nous nous entendons, Napoléon et moi, il faudra bien que tout le monde s'entende.*

Les intérêts politiques amenèrent à Erfurt un déluge d'insidieuses propositions à l'endroit des cultes, de la religion.

« Vous êtes un grand homme, vous êtes un héros, l'homme providentiel pour cette époque de révolution, ne cessait de répéter Alexandre à Napoléon; mais, ajoutait-il avec une sorte d'expansive confidence, il faut rassurer tous les rois sur leurs trônes; cela dépend de vous : pour cela asseyez-vous fermement sur le vôtre, avec toute la puissance nécessaire, et c'est, entre nous, où vous n'arriverez jamais si vous n'êtes ce que je suis moi-même, le chef religieux de votre état. Croyez-moi, *adoptez le rite grec, établissez-le en France*, et vous pouvez faire fond sur moi comme sur l'allié le plus fidèle. » L'empereur de toutes les Russies reçut la même réponse que le Corse Marséria, l'envoyé du protestantisme.

Faire de Napoléon le chef politique et religieux de son empire aux dépens du catholicisme, c'était encore le désir le plus fervent du roi de Prusse. Nous n'inventons rien; notre autorité, c'est le cardinal Fesch [1], l'oncle du moderne Charlemagne; voici ce qu'il raconte : « Il s'agissait de faire épouser à Sa Majesté

[1] Lettre de M. Olivier Fulgence à M. le chevalier de Beauterne, 1838.

l'empereur des Français la sœur d'Alexandre; nous eûmes trois assemblées des grands dignitaires de France pour ce mariage, et le czar, qui paraissait tenir beaucoup à notre alliance, proposa les conditions les plus favorables. Lorsque l'ambassadeur leur donna lecture du projet de contrat devant l'assemblée, Napoléon ne fit aucune objection sur le fond; mais il répéta : *Soit, mais catholique.* L'ambassadeur se mit à sourire et murmura quelques mots qui voulaient dire : Votre Majesté est beaucoup trop éclairée pour attacher tant d'importance à une question aussi secondaire ; elle est assurément bien au-dessus des questions de secte et d'église; il n'obtint d'autre réponse que celle-ci : *Soit, mais catholique.* Étonné de cette insistance, l'ambassadeur crut ou fit semblant de croire que l'empereur voulait ménager une convenance politique, une opinion nationale, et donna à entendre que son souverain ne réclamait pour sa sœur aucune démonstration politique; qu'il demandait seulement pour elle le bénéfice de la même tolérance dont jouissaient en France les juifs et les protestants. La prétention se bornait à l'admission d'un pope au service de la chapelle grecque aux Tuileries. *Point de pope, point de chapelle grecque aux Tuileries !* telle fut la réponse de Napoléon, et tout fut rompu.

A Erfurt se trouvèrent les rois de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, le prince Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie, le grand-duc Constantin, le prince Guillaume de Prusse, les grands-ducs de Saxe-Weymar, de Saxe-Gotha, le duc d'Oldenbourg, les héri-

tiers présomptifs de Bavière, de Bade, de Darmstadt; les ministres des premières puissances, le comte Romanzof, le comte de Goltz de Prusse, le comte de Bosc de Danemark, le comte de Furstentein, le comte Tolstoï. Les conférences durèrent jusqu'au 14 octobre 1808. Avant de se séparer, Alexandre et Napoléon adressèrent la lettre suivante au roi d'Angleterre :

« Sire, les circonstances actuelles de l'Europe nous ont réunis à Erfurt. Notre première pensée est de céder aux vœux et aux besoins de tous les peuples, et de chercher par une prompte pacification, avec Votre Majesté, le remède le plus efficace aux malheurs qui pèsent sur toutes les nations. Nous en faisons connaître notre sincère désir à Votre Majesté par cette présente lettre.

» La guerre longue et sanglante qui a déchiré le continent est terminée, sans qu'elle puisse se renouveler. Beaucoup de changements ont eu lieu en Europe; beaucoup d'états ont été bouleversés; la cause en est dans l'état d'agitation et de malheur où la cessation du commerce maritime a placé les plus grands peuples. De plus grands changements peuvent encore avoir lieu, et tous contraires à la politique de la nation anglaise. La paix est donc à la fois dans l'intérêt des peuples du continent comme dans l'intérêt des peuples de la Grande-Bretagne.

» Nous nous réunissons pour prier Votre Majesté d'écouter la voix de l'humanité, en faisant taire celle des passions; de chercher, avec l'intention d'y parve-

nir, à concilier tous les intérêts, et, par là, garantir toutes les puissances qui existent, et assurer le bonheur de l'Europe et de cette génération à la tête de laquelle la Providence vous a placé. »

Cette communication donna lieu à des négociations diplomatiques qui mirent en relief les prétentions réciproques des nations.

Le traité du 7 juillet 1807 a été l'objet de critiques et de louanges. « Les politiques, a dit Napoléon, ont blâmé le traité de Tilsitt, ils ont découvert que, par là, j'avais mis l'Europe à la merci des Russes. Si j'eusse réussi à Moscou, et on sait à combien peu cela a tenu, ils auraient admiré sans doute alors combien j'avais mis, au contraire, les Russes à la merci de l'Europe. J'avais de grandes vues sur les Allemands; mais j'ai échoué, et partant j'ai eu tort : cela est de toute justice. »

Napoléon quitta Erfurt pour se rendre à Paris; ensuite il gagna l'Espagne afin de réparer l'échec de Baylen, et de pacifier la Péninsule qui se couvrait de combattants prêts à faire, comme le déclarait Palafox, une guerre aux couteaux, *guerra e cuchillo*, glorieuse lutte de l'indépendance menacée!

[1] Boutourlin, *Histoire de la campagne de 1812*. Rabbe, *Histoire de Russie*.

X

Guerre d'Espagne. — Lettre de Napoléon au prince Murat. — Soulèvements. — Capitulation du général Dupont. — Napoléon en Espagne. — Burgos. — Espinosa. — Tudela. — Réflexions de l'empereur sur la résistance des Espagnols. — Cinquième coalition. — Abensberg. — Eckmuhl. — Ratisbonne. — Château de Schœnbrunn. — Ile de Lobau. — Essling. — Mort de Lannes. — Wagram. — Le fou de Schœnbrunn. — Attentat de Frédéric Stabbs. — Le pape à Savone. — Guerre d'Espagne. — Divorce avec l'impératrice Joséphine. — Mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise.

Lorsque la Prusse avait pris les armes, en 1806, les dispositions secrètement malveillantes de Godoy, le favori de Charles IV, s'étaient déssinées ; mais la victoire d'Iéna avait appris au prince de la Paix tout le danger de ses manifestations belliqueuses. La position fausse qu'il s'était faite vis-à-vis de l'empereur l'obligea à accepter avec soumission le projet d'une expédition contre le Portugal ; elle devait assurer la rupture de toutes relations politiques et commerciales

avec l'Angleterre. Le 27 octobre 1807, un traité signé à Fontainebleau régularisait le concours de l'Espagne dans la conquête d'une contrée à la dévotion des Anglais, dont l'influence fut toujours si fatale à ceux qu'elle excitait contre la France avec un acharnement sans exemple.

Tandis que l'armée française s'avançait sur Lisbonne, des intrigues de cour déconsidérèrent la royauté des Bourbons d'Espagne. L'empereur entrevit l'occasion de soustraire, par une régénération, le peuple de l'antique Ibérie aux suggestions de la Grande-Bretagne. Il la saisit avec empressement; dans sa pensée, elle le mettait à même de poser les bases fondamentales du repos et de la sécurité de l'Europe, objet de sa constante sollicitude.

Valladolid, Burgos, Pampelune, furent occupées par les Français. La mystérieuse sédition d'Aranjuez éclata. Murat, investi du commandement en chef des corps de l'armée impériale appelés aux opérations de la Péninsule, entra à Madrid.

Le duc de Berg, dans l'exécution des ordres que lui transmettait l'empereur, nuisit à la réalisation de la pensée si juste au fond qui les dictait. Napoléon voulait, comme le voulut Louis XIV, s'assurer de l'Espagne au sud, pour avoir au nord toute sa liberté d'action. Rien pourtant ne fut négligé pour édifier la religion de Murat; la preuve ressort d'une lettre qui lui fut adressée le 29 mars 1808; c'est une véritable prophétie; on peut s'en convaincre par sa teneur :

« Monsieur le grand-duc de Berg,

» Je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars a singulièrement compliqué les événements. Je reste dans une grande perplexité. *Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne.*

» La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usés les passions politiques. L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne. S'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse qui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans ; *si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.*

» Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation ; cela n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on n'en fasse un héros. Je ne veux pas que l'on use de violence envers les personnages de cette famille : il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes ; c'est plus qu'il ne faut pour *soutenir avec avantage une guerre intérieure* ; divisés sur plusieurs points, ils peuvent *servir de noyau au soulèvement total de la monarchie.*

» Je vous présente l'ensemble des obstacles inévitables : il en est d'autres que vous sentirez.

» *L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras* ; elle expédie journellement des avisos aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée ; elle fait des enrôlements de *Siciliens* et de *Portugais*. La famille royale n'ayant pas quitté l'Espagne pour s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays : c'est peut-être celui de l'Europe qui est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement, et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre ; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie. Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne : quels sont les meilleurs moyens à prendre ? Irai-je à Madrid ? exercerai-je *l'acte d'un grand protectorat* en prononçant entre le père et le fils ? Il me semble difficile de faire régner Charles IV ; son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois. Ferdinand est l'ennemi de la France ; c'est pour cela qu'on l'a fait roi ; le placer sur le trône serait *servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France*. Une alliance de famille serait un faible lien. La *reine Élisabeth et d'autres princesses* françaises ont péri misérablement, lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense *qu'il ne faut rien précipiter* ; *qu'il convient de prendre conseil des événements qui vont suivre*... Il

faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal et attendre...

» Je n'approuve pas le parti qu'a pris Votre Altesse impériale de s'emparer aussi précipitamment de Madrid ; il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale ; vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestations. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans ; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi qui pouvait produire des résultats. Votre *entrée à Madrid*, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand.

» J'ai donné l'ordre à Savary d'aller près du nouveau roi voir ce qui se passe ; il se concertera avec Votre Altesse impériale ; j'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre. En attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire :

» Vous ne m'engagerez *à une entrevue en Espagne avec Ferdinand* que si vous jugez la situation des choses telle, que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne ; *vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy* ; vous exigerez pour eux et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois ; vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner *le parti que je prendrai ; cela ne vous sera pas difficile, je n'en sais rien moi-même.*

» Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que, si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités seront respectés ; vous leur direz que *l'empereur désire le perfec-*

tionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin *de recréer la machine de son gouvernement, et qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité; des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts*; vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est trouvée engagée; *la splendeur de la religion, qui doit son établissement au concordat que j'ai signé avec le pape*; vous leur démontrerez les *avantages qu'ils peuvent tirer d'une régénération politique. L'ordre et la paix dans l'interieur, la considération et la puissance dans l'extérieur*, tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune démarche; je puis attendre à Bayonne, je puis passer les Pyrénées; et, me fortifiant vers le Portugal, aller conduire la guerre de ce côté.

» Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même... Le Portugal restera à ma disposition. Qu'aucun projet personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite; cela me nuirait et vous nuirait encore plus qu'à moi.

» Vous allez trop vite dans vos instructions du 14. La marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide, à cause de l'événement du 19 mars. Il y a des changements à faire, vous donnerez de nouvelles dispositions; vous recevrez des instructions de

mon ministre des affaires étrangères. J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère; point de grâce pour les petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands égards; l'on respectera principalement les églises et les couvents. L'armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachements; *il ne faut pas que d'aucun côté il soit brûlé une armorce.* Laissez Solano dépasser Badajoz; faites-le observer seulement; donnez vous-même l'indication des marches de mon armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. *Si la guerre s'allumait, tout serait perdu. C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne...*

» Sur ce, je prie Dieu, monsieur le grand-duc de Berg, qu'il vous ait, etc.

» Signé : NAPOLÉON. »

Cette lettre, comme on le voit, prévoyait tout; mais des fautes sans nombre empêchèrent d'arriver au point où l'Espagne, mise en harmonie avec les mœurs nouvelles, serait devenue une alliée intime de la France. Cette malheureuse guerre fut une véritable plaie, la cause première des malheurs qui, plus tard, pesèrent sur la France.

Charles IV, détrôné, vint à Bayonne pour obtenir vengeance. Son fils Ferdinand y accourut pour être reconnu roi. Toutefois ce prince, que sa mère appelait *cœur de tigre et tête de mulet,* rendit la couronne

à son père, qui, à son tour, abdiqua pour la seconde fois le 5 mai 1808. Ce roi fainéant, la reine et le prince Godoy se rendirent à Compiègne, tandis que Ferdinand, don Carlos et leur oncle don Antonio, se retirèrent à Valençay. Murat notifia au conseil de Castille la résolution de Charles IV, et la junte de Madrid fixa son choix sur Joseph Bonaparte, déjà roi de Naples.

Le peuple, fanatisé, exalté par les écrits de quelques libellistes révolutionnaires, toujours ennemis de leur pays, se soulève. Le jour de la Saint-Ferdinand, le tocsin sonne. Une nouvelle Saint-Barthélemy s'organise à Carthagène, à Grenade, à Séville, à la Caroline, à Saragosse, à Badajoz, à Valladolid, dans le royaume de Léon, dans les Asturies, dans la Galice, dans les deux Castilles, dans la Navarre, l'Aragon, la Catalogne : partout on massacre les Français. L'escadre française, surprise, est faite prisonnière à Cadix : l'armée française s'avance dans l'intérieur. Bessières gagne la bataille de Médina del Rio Secco; mais le général Dupont, cerné, signe la honteuse capitulation de Baylen le 22 juillet 1808. Telle était la situation des Français en Espagne à la fin des conférences d'Erfurt. Napoléon arriva, le 4 novembre, à Vittoria. « La présence hideuse du Léopard souille les continents d'Espagne et de Portugal; qu'à votre aspect il fuie! » s'écrie-t-il à ses vieux soldats d'Allemagne qui viennent de franchir les Pyrénées. Le 10 novembre 1808, l'armée d'Estramadure est dispersée, Burgos ouvre ses portes. Le

même jour, l'armée de Galice, expulsée des rochers d'Espinosa, est écrasée à Reynosa. Le 23, l'armée d'Aragon perd sept mille hommes et son artillerie à la bataille de Tuleda. L'empereur marche sur Madrid, qui se rend le 4 décembre.

Napoléon supprime le conseil de Castille, l'inquisition, les droits féodaux; il organise l'administration, installe officiellement son frère sur le trône des Espagnes ; il court jeter les forces britanniques dans la mer. Au moment d'atteindre le général John Moore, il reçoit un courrier : les dépêches lui apprennent que l'orage qu'il a cherché à conjurer est sur le point d'éclater.

L'Allemagne est en armes. Napoléon laisse le commandement au maréchal Soult. Ainsi s'évanouissaient les idées de régénération qu'il avait rêvées pour le bonheur de la Péninsule. Le peuple ne voulait pas de la liberté offerte par la main d'un étranger; il se livrait à l'Angleterre. Cette guerre qui va se prolonger dans les phases d'une insurrection souvent comprimée, sans cesse renaissante, entretenue par ces bandes irrégulières, attentives à surprendre les convois, à intercepter les correspondances, à attaquer les détachements isolés, à se produire sur tous les points, menaçantes et incendiaires, complique les embarras de la France, ouvre une école aux soldats anglais, et tous les désastres vont se rattacher à ce nœud fatal.

« Les événements ont prouvé que j'avais fait une grande faute dans le choix de mes moyens, a dit plus

tard Napoléon [1]; car la faute est dans les moyens bien plus que dans les principes. Il est hors de doute que, dans le cas où se trouvait la France, dans la lutte des idées nouvelles, dans la grande cause du siècle contre le reste de l'Europe, nous ne pouvions laisser l'Espagne en arrière à la disposition de nos ennemis; il fallait l'enchaîner, de gré ou de force, dans notre système. Le destin de la France le demandait ainsi, et le Code du salut des nations n'est pas toujours celui des particuliers. D'ailleurs, à la nécessité de la politique, se joignait ici pour moi la force du droit. L'Espagne, quand elle m'a cru en danger, l'Espagne, quand elle me sut aux prises à Iéna, m'avait à peu près déclaré la guerre. L'injure ne devait pas rester impunie; je pouvais la lui déclarer à mon tour, et, certes, le succès ne pouvait point être douteux. C'est cette facilité même qui m'égara. La nation, méprisant son gouvernement, appelait à grands cris une régénération. De la hauteur à laquelle le sort m'avait élevé, je crus digne de moi d'accomplir en paix un si grand événement. Je voulus épargner le sang, que pas une goutte ne souillât l'émancipation castillane. Je délivrai donc les Espagnols de leurs hideuses institutions; je leur donnai une constitution libérale; je crus nécessaire, trop légèrement peut-être, de changer leur dynastie; je respectai l'intégrité de leur territoire, leur indépendance, leurs mœurs, le reste de leurs lois. Le nouveau monarque gagna la capitale, n'ayant d'autres mi-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, mai 1816.

nistres, d'autres conseillers, d'autres courtisans que ceux de la dernière cour. Mes troupes allaient se retirer; j'accomplissais le plus grand bienfait qui ait jamais été répandu sur un peuple, me disais-je, et je me le dis encore Les Espagnols eux-mêmes, m'a-t-on assuré, le pensaient au fond, et ne se sont plaints que des formes. J'attendais leurs bénédictions ; il en fut autrement : ils dédaignèrent l'intérêt pour ne s'occuper que de l'injure ; ils s'indignèrent à l'idée de l'offense, se révoltèrent à la vue de la force ; tous coururent aux armes. Les Espagnols en masse se conduisirent comme un homme d'honneur. Je n'ai rien à dire à cela, sinon qu'ils ont triomphé, qu'ils en ont été cruellement punis! qu'ils en sont peut-être à regretter!... Ils méritaient mieux!... »

Ces réflexions d'un homme qui fut l'instrument d'une mystérieuse providence, dans la dispensation des secrets de l'avenir, rend superflu tout examen des causes et des résultats de la guerre d'Espagne.

Nous avons vu l'Autriche, humiliée par la paix de Presbourg, impatiente de recommencer la lutte. Le cabinet de Londres avait éveillé les haines encore mal assoupies. L'enthousiasme de l'empereur de Russie s'était refroidi; lié secrètement à la cour de Vienne, il épiait le moment favorable de se réunir à la coalition. En Allemagne, la masse démocratique tendait la main à l'aristocratie ; toutes deux aspiraient à la régénération et confondaient leurs espérances et leurs forces sous le drapeau de l'association de la vertu (tugen dhund).

Du reste, la cinquième coalition se montrait tout à la fois guerrière et conspiratrice. Guerrière, elle envahissait la Prusse méridionale, la Saxe, la Bavière, le Tyrol, le Vorarlberg; conspiratrice, elle s'appuyait sur l'Angleterre, toujours attentive à entretenir à l'intérieur de la France les vieilles antipathies de la Vendée, et préparant, dans la supposition d'une défaite, la réception du duc de Berry parmi les populations de la Bretagne, du Maine, de la Basse-Normandie. Fouché flottait de la famille des Bourbons à Bernadotte. Le cabinet de Saint-James méditait jusqu'au soulèvement de l'armée française en Espagne, et il se flattait d'une marche sur Paris pour placer à la tête du gouvernement le général Moreau, qui serait revenu d'Amérique.

L'horizon était chargé : l'occasion paraissait propice. Confiánte dans le succès, la cour de Vienne avait fait d'immenses préparatifs. Le prince Charles commandait la principale armée; le prince Ferdinand et le prince Jean se mettaient à la tête des autres corps agissants; derrière eux se formait une réserve imposante, composée des landwerh ou défenseurs de la patrie. L'insurrection hongroise, frémissante d'ardeur, ivre de nationalité, aspirait à la lutte suprême.

Le généralissime n'avait pas oublié la poursuite de Tagliamento, la destruction de l'armée prussienne à Iéna ; il établit sa ligne d'opérations sur la rive droite du Danube.

Napoléon suit les mouvements de l'ennemi ; il arrête son plan, et il tend à Vienne.

Le passage de l'Inn est surpris : le 9 avril 1809 l'empereur est à Lintz ; le 17 il s'annonce à ses soldats : « Le territoire de la confédération a été violé, leur dit-il ; j'étais entouré de vous, lorsque le souverain d'Autriche vint à mon bivouac de Moravie ; vous l'avez entendu implorer ma clémence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité ; trois fois elle a été parjure !!! Nos succès passés nous sont un sûr garant de la victoire qui nous attend. Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur [1]. »

Il prévient Masséna qu'il va renforcer sa gauche et avancer sa droite, et qu'entre le 18, le 19 et le 20 avril, toutes les affaires d'Allemagne seront décidées. Il développe ses masses, les concentre à propos, les dirige selon le terrain, suivant les dispositions de l'ennemi. Il profite partout de la puissance de son génie ; il détruit les avantages si vantés de l'initiative. Le 20, il rompt à Abensberg la ligne de l'archiduc et sépare sa gauche de sa droite ; le 21, il l'anéantit à Landshut, il s'empare de ses magasins, de ses parcs, de ses équipages ; le 22, il vient à Eckmühl porter le dernier coup aux forces autrichiennes, dont les débris se sauvent honteusement à travers Ratisbonne et les campagnes de la Bohême. Pas un combat n'a été livré sans un but déterminé et souvent décisif.

Le général autrichien, chargé de la défense de

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, août 1816.

Ratisbonne, a ordre de tenir jusqu'à la nuit. Lannes est instruit qu'il existe une brèche entre les deux portes : suivi d'un bataillon, il descend dans le fossé sous le feu meurtrier des troupes ennemies, aborde la brèche, pénètre dans la ville et ouvre la porte de Straubing.

Pendant l'action, l'empereur, assis sur un tertre couvert de gazon, à une distance presque hors de portée, causant avec Duroc, grand-maréchal du palais, fut blessé au pied droit. *Ce ne peut être,* dit-il en se sentant frappé, *qu'un Tyrolien qui m'ait ajusté de si loin : ces gens sont fort adroits.* Le chirurgien Ivan était près de lui ; il le pansa ; mais Napoléon était si impatient, qu'il monta à cheval avant que l'appareil fût entièrement posé. Quelques officiers lui ayant fait observer qu'il ne se ménageait pas assez, obtinrent de lui cette réponse : *Que voulez-vous, il faut bien que je voie ce qui se passe.*

En cinq jours, tout l'échafaudage dressé par la maison d'Autriche s'était écroulé sous la main puissante du génie de la guerre. Masséna, *l'enfant chéri de la victoire ;* Lannes, *l'Achille de l'armée ;* Davoust, si digne des grands commandements, avaient secondé le glaive exterminateur de cinq journées.

Le chemin de la capitale était ouvert. Une guerre définitive sur son territoire, voilà la seule ressource qui restait à l'orgueilleuse maison d'Autriche. Tout dépendait de la première bataille. Le Tyrol, la Westphalie, la Prusse se soulèvent. Napoléon a pris toutes ses dispositions : il marche sur Vienne.

« Avancez avec confiance, écrit-il à Eugène de Beauharnais, à Bernadotte, à Poniatowski, je vais percer au cœur de l'Autriche ; l'ennemi ne tiendra pas devant nous : dans sa pensée *la guerre est une affaire de tact : l'essentiel est de savoir contre qui et avec qui on guerroie.* »

Vienne est défendue par ses fortifications et une forte enceinte; ses faubourgs sont occupés sans résistance. Alors gisait malade dans le palais paternel la jeune archiduchesse Marie-Louise; sur un simple avis, la direction du feu est changée; l'asile des monarques autrichiens, visité par la souffrance, est respecté... Le 12 mai 1809, la capitale succombe; les projets de soulèvement s'apaisent : Schill, ce chef audacieux de partisans, fuit sans pouvoir trouver un abri : la Prusse renouvelle ses protestations de fidélité, et la Russie, d'une amitié bien fragile, fournit le contingent qu'elle avait promis.

Le Danube est franchi. L'empereur quitte le château de Schœnbrunn et passe dans l'île de Lobau le 20 mai, accompagné du prince de Neuchâtel, des maréchaux ducs de Rivoli et de Montebello; il établit le 21 son ordre de bataille dans la plaine de Markfeld : la gauche s'appuie au village de Gross-Apern, le centre à Essling et la droite au petit bois au bord du Danube. Trente-cinq mille combattants vont soutenir le choc de quatre-vingt-dix mille Autrichiens, et affronter le feu de deux cent vingt-huit pièces d'artillerie.

A deux heures du matin [1] l'archiduc attaque l'aile

[1] Journaux du temps. *Victoires et Conquêtes*, Jomini, etc.

gauche. Massena oppose une résistance héroïque; l'empereur veut attendre l'arrivée de Davoust et de la réserve; mais, assailli par des forces supérieures, il fait tête à tous les assauts; pivotant sur sa gauche, il sépare l'armée ennemie. Lannes marche fièrement vers le glacis au sommet duquel se trouve le centre des Autrichiens : l'archiduc accourt défendre ce point si important; ses efforts sont vains; sa ligne est rompue, culbutée, mise en déroute. Saisissant un drapeau du régiment de Zach, le prince ramène ses colonnes au combat; il est entraîné par cette avalanche de soldats démoralisés.

La victoire va couronner les aigles, lorsque la nouvelle de la rupture des ponts jetés sur le Danube parvient à l'empereur : son triomphe lui est arraché; il ordonne aussitôt de suspendre l'attaque, il fait replier ses troupes sur leur première position. La bataille devient un massacre : il faut sauver l'honneur de l'armée. Une attaque formidable est dirigée sur le centre des Français. Bessières se précipite, non plus pour la victoire, mais pour le salut de tous; il arrête le torrent; il va déborder de nouveau; la vieille garde s'avance : tout échoue contre le *bloc de granit*.

Vers le soir, mettant pied à terre pour prendre du repos, le maréchal Lannes est frappé d'un boulet qui lui emporte les deux jambes. Douze de ses vieux grenadiers, noircis par la poudre, croisant leurs fusils et quelques branches de chêne, forment un brancard pour transporter ce héros que Napoléon avait accueilli *enfant*, qu'il perdait *géant*. A la vue de ce funèbre

convoi, l'empereur vole à sa rencontre ; les grenadiers s'arrêtent : le grand capitaine se précipite sur le sein de son glorieux compagnon d'armes, étendu, évanoui : « *Lannes, mon ami, me reconnais-tu ?* s'écrie-t-il d'une voix affaiblie par les sanglots, *c'est l'empereur !... c'est Bonaparte !... c'est ton ami !...* » Des yeux de ces vieux guerriers s'échappent de grosses larmes à ce tableau d'une douleur si vraie, si profonde, larmes de sincères regrets ! Quelques jours plus tard, l'illustre blessé expirait à Vienne.

En parlant de cette perte de l'armée, Napoléon disait [1] : « Ce pauvre maréchal avait passé la nuit qui précéda la bataille dans Vienne. Il parut au combat sans avoir mangé, et se battit tout le jour. Le médecin disait que ce concours avait causé sa mort. Il lui eût fallu beaucoup de force après sa blessure, et il n'y avait plus à remédier à celles qu'il avait perdues. On dit d'ordinaire, observait-il, qu'il est des blessures qui feraient préférer de perdre la vie. Il en est bien peu, je vous assure ; c'est au moment de quitter la vie qu'on s'y attache de toutes ses forces. Lannes, le plus brave de tous les hommes, privé de ses deux jambes, ne voulait pas mourir. Il s'irritait au point de me dire qu'on devrait pendre les deux chirurgiens qui venaient de manquer si brutalement à un maréchal, parce qu'il leur avait entendu dire à voix basse qu'il était impossible de le sauver. A chaque instant, le malheureux Lannes demandait l'empereur ; il se cram-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, juillet 1816.

ponnait à moi de tout le reste de sa vie ; il ne voulait que moi, ne pensait qu'à moi. Espèce d'instinct ! Assurément, il aimait mieux sa femme et ses enfants; il n'en parlait pourtant pas : c'est qu'il n'en attendait rien ; c'était lui qui les protégeait, tandis qu'au contraire, moi, j'étais son protecteur ; j'étais pour lui quelque chose de vague, de supérieur ; j'étais sa providence : il m'implorait. » Ainsi s'éteignait un des hommes sur lesquels Napoléon pouvait le mieux compter, le fidèle et chevaleresque duc de Montebello.

Après cette mémorable journée d'Essling, où l'âme du chef avait passé dans celle du soldat, où huit divisions françaises avaient constamment repoussé l'armée autrichienne, on vit s'amonceler à l'entrée du pont de passage dix ou douze mille blessés, la plupart mortellement, soutenus par l'énergie et l'espérance de se venger. L'empereur s'occupa exclusivement des ordres à donner pour faciliter leur transport. Seul, à quelque distance du débouché du pont, absorbé par ses réflexions, les yeux mornes, abattus, il regardait ce long défilé des horreurs de la guerre. Rien ne fut laissé sur le champ de bataille, pas même les fusils et les cuirasses des morts.

Réduit à une défensive momentanée, Napoléon créa, dans l'île de Lobau, une véritable forteresse, maîtrisant le fleuve et le terrain. Les désastres furent réparés. Il traça de sa cravache, sur le sable, les plans de tous les ouvrages à exécuter pour former la tête des grands ponts. Il détermina tout. Sous un chef qui

se multiplie, les soldats sont infatigables, tout devient possible, on ne songe plus à sa conservation, la vie est la gloire; tout s'exécute comme par enchantement : Napoléon veillait à tout.

Dans une de ses inspections, l'empereur s'approcha jusqu'à vingt-cinq toises seulement de l'ennemi; un officier autrichien le reconnut sur les bords d'un canal, et lui rappela par ces paroles qu'il ne devait pas s'exposer ainsi au danger : « Sire, retirez-vous, ce n'est pas là votre place. »

En quarante-trois jours, tous les travaux furent terminés. Eugène de Beauharnais, vainqueur à Raab, avait ramené l'armée d'Italie. Marmont arrivait avec des renforts de la Dalmatie.

Le 4 juillet 1809, l'armée débouche : Napoléon courant à pied d'un pont à un autre, au milieu des boues, des rives glissantes, dirige tous les mouvements. La canonnade gronde et retentit. Enzersdorf est en feu. A ce fracas, se joint une pluie torrentielle inondant toutes les voies et répandant sur tous un froid glacial. L'ennemi se replie. La journée du 5 se passe en escarmouches; mais, le 6, la bataille s'engage.

Les Autrichiens passant le Russbach font reculer l'aile droite du vice-roi : les flancs de l'armée sont menacés, le prince de Ponte-Corvo est culbuté : les Saxons, nos alliés, se débandent. Un de leurs chefs, indigné, arrache le drapeau du régiment des mains de celui qui le porte, et, se jetant dans les rangs de la garde impériale, s'écrie : « Français, je vous confie ce

drapeau, vous saurez le défendre; mon régiment est partout où l'on fait face à l'ennemi. »

Un coup d'œil suffit à Napoléon pour mesurer l'étendue du mal et le réparer. Davoust débordera Rosenberg et le rejettera sur Wagram. Il prescrit à Masséna de rentrer dans Aderklaa. Les hauteurs entre Wagram et Neusiedel sont couronnées. Le village de Gerasdorf est enlevé à la baïonnette. Essling cède à l'impétuosité française. La bataille est gagnée; rien ne peut arrêter l'élan de nos braves, les lignes ennemies sont rompues, l'armée autrichienne se retire en toute hâte sur la Moravie dans la nuit du 6 au 7, abandonnant comme trophées de sa défaite dix drapeaux, quarante pièces de canon, près de dix-huit mille prisonniers, neuf mille blessés et près de quatre mille morts; parmi ces derniers se trouvaient Wickassowich, et le feld-maréchal Nordmann, Alsacien, qui avait été au service de la France jusqu'en 1792.

Témoin des efforts et de l'héroïsme des troupes de l'armée d'Italie, si bien dirigées par le général Macdonald, l'empereur le récompensa sur le champ de bataille même, en le nommant maréchal de l'empire : pénétré des sentiments de dévouement que lui inspirait cet acte de haute estime, le général, attendri jusqu'aux larmes, saisit la main que lui tendait avec affection son auguste souverain, et, la serrant avec transport, s'écria : « Ah ! sire, désormais entre nous, c'est à la vie et à la mort ! » Le mouvement exécuté par Davoust, ou plutôt par la division Friant, fit dire à Napoléon, au moment où il vit paraître sur les hau-

teurs les colonnes serrées et dans une imposante attitude : « Vous verrez que Davoust me gagnera encore cette bataille. » Cette parole flatteuse rappelait la conduite du maréchal à Auerstaedt.

Toutes les armes avaient rivalisé de vaillance dans cette mémorable journée. Napoléon s'exposa plusieurs fois au feu le plus terrible : les boulets tuèrent ou blessèrent plusieurs personnes autour de lui. On s'aperçut même que l'ennemi dirigeait ses batteries contre le groupe qui l'environnait. Le prince de Neuchâtel crut devoir donner l'ordre aux officiers d'état-major de se tenir à distance, et aux régiments de s'abstenir de leur salut ordinaire de : Vive l'empereur!

Durant le combat, et à portée du canon, Napoléon s'endormit profondément : « Il le fallait bien, disait-il à ce sujet; quand je donnais des batailles qui duraient trois jours, la nature devait avoir aussi ses droits : je profitais du plus petit instant, je dormais où et quand je pouvais. Du reste, ces sommeils offrent au chef d'une très-grande armée le précieux avantage d'attendre avec calme les rapports et la concordance de toutes ses divisions, au lieu de se laisser emporter peut-être par le seul objet dont il serait témoin. Il n'est pas un de nos soldats, de nos généraux, qui n'ait répété vingt fois cette merveille; et tout leur héroïsme n'était guère que dans la fatigue de la veille. [1] »

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, mars 1816.

Les bivouacs s'étaient établis dans la vaste plaine de Wagram, lorsque des cris d'alerte se firent entendre : on battit la générale. Les troupes se mirent aussitôt sous les armes. L'empereur lui-même s'élançait sur son cheval, lorsque le duc de Plaisance, Charles Le Brun, l'un de ses aides de camp, accourut lui dire : « Sire, ce n'est rien, ce sont quelques maraudeurs. » — « Qu'appelez-vous rien ? reprit avec vivacité Napoléon ; sachez, monsieur, qu'il n'est point de petits événements à la guerre ; rien ne compromet plus une armée qu'une imprudente sécurité ; retournez voir ce que cela peut être, et tâchez de m'en rendre mieux compte. »

On vint annoncer que l'ennemi ne se présentait sur aucun point ; que des maraudeurs sans armes, ayant été surpris dans un village par un escadron ennemi, avaient jeté ces cris d'alarme. Le calme se rétablit. Le lendemain 7 juillet, à la pointe du jour, on voyait se promener à pied, sans chapeau, sans épée, les bras croisés derrière le dos, s'entretenant de temps en temps avec les soldats de sa garde, ce génie des batailles, ce créateur de tant d'états, *ce fourbisseur de tant de couronnes*, comme l'a appelé lord Byron ; il touchait à l'apogée de sa grandeur, mais la main de Dieu avait marqué sa chute pour servir d'enseignement à l'orgueil et à l'ambition des grands de la terre.

Les Autrichiens en pleine retraite, suivis de près par le prince d'Eckmühl, le maréchal prince d'Essling, le duc de Raguse, laissaient à leur discrétion la ville

de Znaïm. Le 11 juillet 1809, le prince Jean de Lichstenstein, le même qui, en 1805, était venu solliciter la paix, se présentait au quartier général pour traiter d'un armistice ; conclu dans la nuit du 11 au 12, il donna lieu au traité de Vienne, ratifié le 14 octobre, qui rendit une seconde fois Napoléon arbitre de l'Europe.

Deux jours avant cette ratification, Napoléon, passant la revue de la garde sur la place d'armes du château de Schœnbrunn, faillit être victime d'un odieux attentat. C'est en ces termes qu'il en parlait au docteur O'Méara [1]. « Je passais à Schœnbrunn la revue de mes troupes, lorsqu'un jeune homme d'environ dix-huit ans se présenta à moi ; il s'approcha au point de me toucher, et dit qu'il voulait absolument me parler. Berthier, qui n'aimait pas qu'on me troublât dans une pareille circonstance, le fit ranger de côté en disant : Si vous avez quelque chose à dire à l'empereur, il faut choisir un autre moment.

» Il appela alors Rapp, qui était Allemand, et lui dit : Voilà un jeune homme qui désire parler à l'empereur; voyez ce qu'il demande et ne le laissez pas troubler Sa Majesté. Rapp alla à lui et lui demanda ce qu'il désirait. Il répondit qu'il avait un mémoire à remettre à l'empereur. Rapp lui dit que j'étais occupé et qu'il était impossible de me parler pour le moment. Le jeune homme portait alors sa main dans son gilet, comme s'il eût cherché le papier qu'il voulait me

[1] *Relation d'O'Méara*, 26 janvier 1817.

donner. Voyant que, malgré son refus, il insistait pour me voir et s'avançait toujours, Rapp, qui était un homme vif et parfois violent, lui donna un coup de poing et le repoussa de côté. Il revint de nouveau à la charge, au moment où les troupes défilaient. Rapp, qui le guettait, le fit saisir par quelques-uns des gardes et surveiller jusqu'à la fin de la revue. Les gardes, apercevant qu'il tenait constamment la main dans son estomac, la lui firent ôter et l'examinèrent ; ils trouvèrent sous son habit un couteau long comme le bras. On lui demanda ce qu'il en voulait faire ; il répondit sur-le-champ : tuer l'empereur. L'assassin se nommait Frédéric Stabbs.

» Peu de jours après, on me l'amena dans mon cabinet ; c'était le fils d'un prêtre protestant d'Erfurt. Son père n'était pas instruit de son dessein, et il avait quitté la maison paternelle sans avoir d'argent. Je pense qu'il avait vendu sa montre pour acheter le couteau destiné à me tuer. Il dit qu'il mettait sa confiance en Dieu, et qu'il espérait qu'il lui inspirerait le moyen de se défaire de moi ; qu'il l'avait appelé pour être l'instrument de ma mort, et cita l'exemple de Judith et d'Holopherne ; il cita plusieurs passages de l'Écriture sainte et parla beaucoup de religion : il était Judith, j'étais Holopherne.

» Je fis venir Corvisart, et je lui ordonnai de lui tâter le pouls afin de s'assurer s'il était fou. Corvisart, après l'avoir examiné attentivement, trouva qu'il était calme. Alors je l'interrogeai : — Que me vouliez-vous ? lui dis-je. — Vous tuer. — Que vous ai-je fait ?

qui vous a établi mon juge ici-bas? — Je voulais terminer la guerre. — Et que ne vous adressiez-vous à l'empereur François? — Lui! et à quoi bon! il est si nul, disait l'assassin, et puis, lui mort, un autre lui succéderait ; au lieu qu'après vous les Français disparaîtraient aussitôt de toute l'Allemagne.

» Vainement je cherchai à l'émouvoir. — Vous repentez-vous? lui dis-je. — Non. — Le feriez-vous encore? — Oui. — Mais si je vous faisais grâce?

» Ici la nature reprit un instant ses droits, la figure, la voix de l'homme s'altérèrent momentanément.

» — Alors, murmura-t-il, je crois que Dieu ne le veut plus.

» Mais bientôt il revint à sa férocité. Je le fis enfermer dans une chambre avec un gendarme ; j'ordonnai qu'on ne lui donnât aucune nourriture pendant vingt-quatre heures, excepté de l'eau, autant qu'il en voudrait boire. Je voulais, en employant ce moyen, lui donner le temps de se calmer et de réfléchir. Les vingt-quatre heures écoulées, je l'envoyai chercher, et je lui demandai :

» — Si je vous accordais votre pardon, feriez-vous d'autres tentatives contre ma vie? Il hésita pendant longtemps, puis il dit enfin, quoiqu'avec une extrême répugnance, qu'il ne le ferait pas, parce qu'il pensait que, si c'eût été la volonté de Dieu qu'il me tuât, il aurait permis qu'il exécutât son projet dès la première fois.

» Mon intention était d'abord de lui accorder sa grâce : mais on me représenta que son hésitation, au

bout de vingt-quatre heures de jeûne, était un signe certain qu'il conserverait encore de mauvaises intentions, et qu'il avait en vue de m'assassiner; que c'était un enthousiaste, un fanatique, et que lui pardonner serait d'un dangereux exemple. Rien n'est plus à craindre que ces sortes d'enthousiastes religieux; ils en veulent à Dieu et aux rois. Il subit donc son malheureux sort. »

Après la bataille d'Essling, l'espérance, ranimant des haines encore mal assoupies, avait poussé la population de l'Italie à crier : *Mort aux Français!*

Témoin des excès de l'exaspération populaire, Miolis, qui commandait le faible corps qui occupait militairement les Marches et les Légations, se rendit maître d'Ancône. Il crut que la seule voie de salut était de ne pas exécuter les instructions qu'il avait reçues, et ne recula pas devant l'effrayante responsabilité de violer la sainteté de vicaire de Jésus-Christ.

Il enleva le pape au milieu de la nuit et le fit conduire à Florence. La foudre n'a point d'effet plus subit; la stupeur la plus profonde remplaça, sur les places publiques et dans les montagnes, l'effervescence si menaçante de la veille [1].

La grande-duchesse de Toscane ne fut pas plus étonnée qu'un général eût osé désobéir à son frère, qu'elle ne fut effrayée de la responsabilité qui pèserait sur elle si le pape restait en Toscane; elle expédia courrier sur courrier, et demanda avec instance au

[1] *Sentiments de Napoléon sur le christianisme*, p. 191. Lettre de Montholon.

général Miolis de diriger le cortége par le littoral sur les états de Gènes. Celui-ci y consentit, et le souverain pontife fut conduit à Savone.

A cette nouvelle, rien n'égala le mécontentement de l'empereur; sa pensée profonde comprit instantanément tous les embarras qui naîtraient pour lui de l'enlèvement du pape : ses convictions religieuses ne furent pas moins froissées, et son premier mouvement fut d'ordonner de ramener immédiatement le saint-père à Rome.

Toutefois, de cet enlèvement résultait la possibilité de réaliser les rêves du général Bonaparte et les projets de l'empereur. Des trois obstacles qui s'étaient opposés à l'unité italique, deux avaient été levés par l'effet de la volonté impériale, le troisième, celui devant lequel cette volonté presque magique se croyait impuissante, la résidence de la papauté à Rome, venait de tomber. Une de ces combinaisons inexplicables du destin transportait la chaire de saint Pierre des bords du Tibre à ceux de la Seine. Paris devenait la capitale du grand empire et le siége du chef de quatre-vingts millions de catholiques. Ainsi la puissance spirituelle des papes était naturellement appelée à s'accroître de l'appui de la toute-puissance temporelle de l'empereur ; les beaux temps de l'église renaîtraient. Le déplacement du pape était un fonds acquis à la fortune de l'empire. Napoléon l'accepta, il eut tort. Mais, du moins, est-il certain qu'il ne voulut pas porter atteinte à la sainteté du chef de l'Église. La lettre qu'il écrivit en cette occasion à l'évêque de Nantes le prouverait au besoin :

« Monsieur l'évêque, soyez sans inquiétude ; la politique de mes états est intimement liée avec le maintien et la puissance du pape. Il me faut qu'il soit plus puissant que jamais, il n'aura jamais autant de pouvoir que ma politique me porte à lui en donner. »

L'atteinte portée au caractère sacré du successeur de saint Pierre, ne saurait donc être imputée à Napoléon. Ce fut un de ces funestes événements qui, trop souvent, adviennent en politique comme dans le cours de la vie.

Vainqueur de la cinquième coalition, Napoléon n'avait plus à triompher que de la résistance de l'insurrection d'Espagne, grandie depuis son départ pour l'Allemagne. Le duc de Dalmatie avait précipité la capitulation de la Corogne par la bataille de Del Burgo, et anéanti les Portugais sous les murs de Chaves, au combat de Lanhojo et à la journée d'Oporto.

Gouvion Saint-Cyr, au combat de Vels, Sébastiani à Ciudad-Real, le duc de Bellune à Rhedelin mirent l'ennemi en déroute. Saragosse seule arrêta les aigles impériales. Le 18 juillet, Suchet culbute le général Blake à Belchite. Le 21 août, l'armée de Vancyas est dispersée par Sébastiani. Le 21 novembre, le maréchal Mortier, vainqueur à Ocana, conquiert l'Andalousie. Goronne tombe au pouvoir d'Augereau. Ces victoires suspendirent un moment le départ de Napoléon; mais, à la fin de l'année 1810, l'Espagne reprenait l'offensive. Chaque corps français trouvait en face de lui une nuée de combattants : c'étaient l'armée d'Andalousie, celle de la Manche, celle d'Estrama-

dure, et ces bandes de guérillas, commandées dans la Navarre et l'Aragon par Mina ; dans la Galice, par Porlier ; dans les montagnes de la Galice, par l'Empecinado *el medico ;* dans les montagnes de la Corogne, par le baron d'Éroles.

En mettant un terme aux mésintelligences des généraux, en prenant le commandement de l'armée, l'empereur eût sans doute ramené la victoire sous les drapeaux de la France ; mais il songeait à consolider son œuvre par un nouveau mariage. Nous touchons à une de ces phases de la vie du grand homme où il est plus que jamais important de présenter les faits sous leur véritable jour. C'est dans le dépôt de ses pensées les plus secrètes que nous irons puiser la narration de faits qui doivent être rapportés avec le religieux respect que commande l'authenticité de l'histoire.

« Fouché, comme le raconte M. de Las-Cases [1], fut le premier qui toucha la corde fatale du divorce ; sans mission il conseilla à Joséphine de dissoudre son mariag , pour le bien de la France. Cette démarche causa beaucoup de chagrin et de trouble dans le ménage ; elle irrita fort l'empereur ; et, s'il ne chassa pas alors Fouché, à la vive satisfaction de l'impératrice, c'est qu'il ne voulut pas, par ce châtiment, donner un contrecoup à l'opinion. Toutefois, dès que Napoléon voulut, Joséphine obéit. Ce fut pour elle une peine mortelle ; cependant elle se soumit et de bonne foi, sans vouloir mettre à profit des tracasseries inutiles

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, mai 1816.

qu'elle eût pu essayer de faire valoir. Voici à cette occasion, ajoute M. de Las-Cases, quelques détails curieux, que je tiens du prince-primat, sur le mariage et le divorce : Madame de Beauharnais fut mariée au général Bonaparte par un prêtre non assermenté, mais qui avait négligé, par inadvertance, de demander l'autorisation obligée du curé de la paroisse. Ce défaut de formalité tourmentait beaucoup le cardinal Fesch ; et, quel que soit le motif qui le guidât en cette circonstance, il fit si bien qu'il vint à bout, au moment du couronnement, de persuader aux deux époux de se laisser marier par lui, à huis-clos, *en tant que de besoin*.

» Lors du divorce, la séparation civile fut prononcée par le sénat. Quant à la séparation religieuse, ne voulant pas s'adresser au pape, on s'en passa. Le cardinal Fesch ayant refait le mariage sans témoins, l'officialité de Paris l'annula pour ce défaut et déclara qu'il n'y avait pas lieu à mariage (18 janvier 1810). A ce jugement, l'impératrice Joséphine fit appeler le cardinal Fesch à la Malmaison, et lui demanda s'il oserait attester et signer par écrit qu'elle avait été mariée et bien mariée. « Sans doute, répondit le cardinal Fesch, je le soutiendrai partout, et je vais vous en signer le témoignage. » Ce qu'il fit en effet.

» Mais, disais-je alors au prince-primat, quel jugement a donc porté l'officialité de Paris ? — Celui de la vérité, répondit le prince. — Mais que veut dire alors la déclaration du cardinal Fesch, serait-elle fausse ? — Pas dans son opinion, parce qu'il a adopté

les doctrines ultramontaines : ce qui donne le droit aux cardinaux, prétend-il, de marier sans témoins ; mais ce droit n'est pas reconnu en France et est frappé de nullité. »

Il paraîtrait, toutefois, que l'impératrice Joséphine ne demanda cet écrit au cardinal Fesch que pour sa propre satisfaction. Elle fut un modèle de résignation. Joséphine, qui avait donné le bonheur à son mari, qui s'était montrée constamment son amie la plus tendre, comme le reconnaissait Napoléon, professa en cette circonstance la soumission, le dévouement le plus sublime ; aussi, de son propre aveu, l'empereur lui avait conservé les plus tendres souvenirs et la plus vive reconnaissance.

Deux jours après le divorce, des pourparlers confidentiels eurent lieu entre le comte de Laborde et le prince de Schwartzenberg. M. de Metternich fit consentir François II aux propositions du cabinet des Tuileries, et le prince de Neuchâtel fut chargé de demander officiellement la main de l'archiduchesse Marie-Louise. Le mariage se célébra avec une splendeur inouïe, à Saint-Cloud, le 30 mars 1810. Des rois, des princes, des grands dignitaires, assistèrent à cette solennité. Toutefois, malgré les fêtes et l'allégresse d'étiquette, cette alliance si intime avec l'Autriche ne fut pas populaire : l'incendie de la principale salle du bal offert par le prince de Schwartzenberg à l'empereur et à l'impératrice, rappela la catastrophe arrivée sur la place de la Concorde, lors de l'entrée de Louis XVI et d'une archiduchesse d'Autriche. L'opi-

nion publique ne put se défendre d'un sinistre rapprochement : la fatalité semblait préluder aux rigueurs dont elle devait accabler le génie que la fortune avait comblé de ses faveurs.

XI

Campagne de Russie. — Entretiens avec le colonel Flahaut. — La Pologne. — Ostrowno. — Les bords de la Dwina. — Propositions d'Alexandre. — Smolensk. — Bataille de la Moskowa. — Incendie de Moscou. — Retraite de l'armée française. — Les bivouacs. — La Bérésina. — Réflexions de Napoléon sur la campagne. — Ses projets s'il eût réussi. — Campagne de Saxe. — Lutzen. — Dresde. — Bautzen. — Armistice de Preisswitz. — Déclaration de guerre de l'Autriche. — Bataille de Dresde. — Défaites de Grossberen, de Kulm, de Dennewitz. — Bataille de Wachau. — Leipsig. — Manifeste de Francfort. — Lettre du général Carnot. — Invasion du territoire français. — Campagne de France. — Congrès de Châtillon. — Les Bourbons. — Capitulation de Paris. — Talleyrand. — Mme de Krudener. — Abdication de Napoléon. — Adieux de Fontainebleau.

L'Espagne résistait toujours : le cabinet de Saint-James, irrité des mesures rigoureuses du blocus continental, travaillait à la destruction de l'empire. Les humiliations de l'Autriche, celles de la Prusse étaient habilement exploitées par les promesses d'une grande réparation. On usait à l'égard de Bernadotte, qui avait changé son bâton de maréchal contre la couronne de

Suède, de toutes les séductions d'une ambition à satisfaire. La Russie, avec sa politique séculaire d'envahissement, retenait, en dépit du traité de Tilsitt, la Valachie et la Moldavie; elle poussait avec activité des préparatifs que pourtant elle s'efforçait de déguiser sous les prétextes les plus spécieux.

L'orage menaçait : la réunion des embouchures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser, de l'Elbe, l'incorporation du duché d'Oldenbourg à la France, firent présager une prompte rupture. Les hostilités ne tardèrent pas à se manifester ouvertement.

« La Russie nous place entre le déshonneur et la guerre, dit l'empereur à sa grande armée; le choix n'est pas douteux : marchons en avant, portons la guerre sur son territoire. »

A sa voix, trois cent cinquante-cinq mille fantassins et cinquante-neuf mille cinq cents cavaliers se mettent en mouvement. Le 23 juin 1812, le passage du Niémen est effectué : les Russes, chassés de Wilna, sèment dans leur retraite la dévastation. La Pologne accueille la France en libératrice.

Dans sa course de Wilna à Gloubokoe, Napoléon eut avec le colonel Flahaut l'entretien suivant [1] :

L'empereur. « Qu'est-ce que l'on dit de la guerre?

Le colonel Flahaut. « Sire, on dit que la première bataille décidera la question à laquelle se rattachent de si grands intérêts.

[1] *Itinéraire de l'empereur*, par le baron Denniée.

L'empereur. « Oui, c'est la première bataille... Ces gens n'aiment pas les Russes ; cependant les Russes ne leur ont jamais fait de mal ; il n'y a pas de cruautés d'état... les Russes ont apporté leur barbarie ; ce sont leurs moyens... Il y a de l'enthousiasme !

Le colonel Flahaut. « Oui sire, il y en a beaucoup ; mais par-dessus tout, un orgueil national qui se révèle dans la haine des Polonais contre les Russes et dans leur admiration pour l'empereur.

L'empereur. « Cette guerre-ci doit être courte ; il faut chasser les Russes ; ils n'ont pas su posséder ce pays... Il n'y a, en Pologne, que quelques familles, il faut se les attacher et s'assurer d'elles : le reste est une masse facile à gouverner... je rétablirai la Pologne ; je laisserai ce qu'il faudra pour maintenir ce que j'aurai fait... Je lèverai cent vingt mille hommes, et je ferai la guerre avec le sang polonais... Il faut ménager le sang français, il est précieux... cette guerre ne ressemble pas à celle d'Espagne : quand je voudrai, celle-là finira... en Espagne il faut une justice lente, mais sévère, tous les jours la même... Ici, c'est autre chose... Les Russes ont fait ce qu'ils pouvaient ; mais il leur manquait l'expérience de notre siècle. »

Puis à quelques mots du colonel, Napoléon exposa d'une manière saisissante les principes de la politique de l'impératrice Catherine.

Le 26 juin, les Russes sont débusqués d'Ostrowno, le 27, les voltigeurs du 9e de ligne, retranchés sur les bords de la Dwina, repoussent la cavalerie ennemie,

impuissante à les atteindre. Tandis que l'empereur, à pied, accompagné du vice-roi et d'un petit nombre d'officiers, observait avec sa petite lorgnette, du haut d'un mamelon, les péripéties de cette escarmouche, les Russes s'avancent à environ cent pas du groupe qui précédait le grand capitaine. Celui-ci, s'adressant alors à Eugène de Beauharnais : « Allons, voyons, Eugène, commandez ! » Aussitôt l'escadron de service se porte en avant, et grâce aux dispositions prises par le vice-roi, l'ennemi est forcé de se replier.

Frappé de la fière contenance des deux cents braves, qui seuls avaient attaqué la droite de la cavalerie ennemie, l'empereur envoya son officier d'ordonnance, Gourgaud, s'informer de quel corps ils faisaient partie : *Du neuvième*, répondirent-ils, *et les trois quarts enfants de Paris! Dites-leur*, s'écria l'empereur, *que ce sont de braves gens; ils méritent tous la croix de la Légion d'honneur* [1].

Partout la victoire suivait les aigles impériales. Napoléon faisait face à Barclay et le prince Jérôme à Bagration. Alexandre avait répondu à M. de Narbonne : « Dites bien à l'empereur que je ne serai jamais l'agresseur : il peut passer le Niémen; mais jamais je ne signerai une paix dictée sur le territoire de la Russie. » En apprenant le succès des Français, il écrivit de nouveau à Napoléon : « Si Votre Majesté consent à retirer ses forces, je regarderai ce qui s'est passé comme non avenu, et un accommodement entre nous reste encore possible. »

[1] La lithographie a retracé ce fait d'armes.

Cette ouverture n'eut pas de résultat; le sort en était jeté : le 1er août, Oudinot culbute Vittgenstein à la bataille de Drissa ; le même jour le général Ricard entre, sans coup férir, dans Dunabourg, l'une des plus fortes places de l'empire. Le 16, l'armée découvre Smolensk : les Russes défendent le terrain pied à pied; les phalanges françaises, décimées par la mitraille, marchent sur la ville et elles contraignent les Moscovites à se retirer, abandonnant ce boulevard de Moscou aux flammes, dont les lueurs sinistres éclairaient ce vieux proverbe : *Quand Smolensk sera pris, le czar sera détrôné*.

Jusqu'à Smolensk, Napoléon manœuvra sur un pays favorablement disposé : la population, les autorités lui étaient sympathiques; Smolensk lui offrait des ressources en hommes, en chevaux, en vivres : c'est ce qui présente, entre les deux expéditions de Charles XII et de Napoléon, des différences notables; car Charles XII sacrifia sa ligne d'opérations; il prêta, durant cent lieues, le flanc à l'ennemi; tandis que Napoléon observa tous les principes de la guerre offensive. Dans sa marche sur Moscou, l'empereur ne laissa jamais l'ennemi sur ses derrières : pas un malade, pas un homme isolé, pas une estafette, pas un convoi, disait-il lui-même, n'avaient été enlevés depuis Mayence jusqu'à Moscou ; on n'a pas été un seul jour sans recevoir des nouvelles de France... Paris n'a pas été un jour sans recevoir des lettres de l'armée, pas une maison de station retranchée (et il y en avait à tous les postes) n'a été attaquée.

La position de Valutina, dans l'esprit des Russes, était inexpugnable; à leurs yeux, le plateau, baptisé par la tradition du nom de *champ sacré*, était hors de toute atteinte; mais l'impétuosité française triomphe de ce nouvel obstacle : elle arrache à l'enthousiasme de son illustre chef cet éloge mérité : « Voilà comme j'aime un champ de bataille : quatre Russes contre un Français : avec de pareilles troupes, on peut aller au bout du monde! » Enfin l'armée est en vue de Moscou. Le 7 septembre 1812, le soleil d'Austerlitz paraît : voilà la bataille tant désirée : désormais la victoire dépend des braves d'Iéna, d'Austerlitz; elle est nécessaire. Cent vingt bouches à feu donnent le signal; les divisions se heurtent à *Borodino* pour les Russes, à la *Moskowa* pour les Français. Les artilleurs luttent avec avantage : au fort de la crise, leur intrépidité n'a pas besoin d'encouragement. *Sois tranquille*, disent ces braves à leur chef, *les soldats ont juré aujourd'hui de vaincre*, *et ils vaincront*.

Une redoute, prise et reprise plusieurs fois, défie des efforts gigantesques. Montbrun se précipite, il est renversé. « *Allons venger sa mort!* » s'écrie Caulaincourt à ses valeureux cuirassiers. Aussitôt une tempête humaine fond sur le retranchement noyé dans le sang; tout est anéanti : Moscou tombe au pouvoir du vainqueur. Mais Rostopchin, l'Érostrate russe, veille à la destruction de la ville, qui, livrée aux horreurs de l'incendie, n'offre plus qu'une fournaise ardente aux regards étonnés : seul, au milieu des ruines, le Kremlin reste debout; témoin de ce suicide de la grande

cité de toutes les Russies, il semblait protester contre l'invasion étrangère.

La campagne semblait finie. Hélas! elle ne faisait que commencer pour les Russes, selon les expressions de Milwadowitch. En effet, la prudence exige bientôt un mouvement rétrograde de la part des Français : les rigueurs du climat s'appesantissent sur le soldat ; les marches sur un sol glacé, les privations désorganisent ces cohortes naguère victorieuses. Dans cette lutte de l'humanité contre le froid, la neige, la grêle, l'honneur du drapeau, la gloire trouvent toujours fermes et héroïques les Ney, les Beauharnais, les Mortier, les Victor, les Jérôme Bonaparte, les Poniatowski, les Lauriston, les Baraguay-d'Hilliers, les Gérard, les Ricard, tous ces dignes compagnons de l'empereur. Mais s'il y a des chefs, il n'y a plus d'armée; cadavres amaigris par la fatigue et la faim, abattus par la douleur, les soldats se traînent dans un pays déshérité, n'ayant d'autre perspective que la mort. Toutefois, hâtons-nous de le constater, la marche de l'armée, au sortir de Moscou, ne doit pas s'appeler une retraite, ainsi que l'a fait remarquer Napoléon. Les troupes victorieuses pouvaient marcher également sur Saint-Pétersbourg, sur Kalouga ou sur Toula ; Kutusow eût en vain essayé de les en empêcher. Si elles se retirèrent sur Smolensk, ce n'est pas parce qu'elles étaient battues, mais pour hiverner en Pologne et marcher au printemps sur Saint-Pétersbourg. Le czar le craignait tellement qu'il avait fait évacuer sur Londres ses archives et ses trésors les plus précieux,

et qu'il appela de Podolie l'armée de l'amiral Tchitchagow pour couvrir sa capitale. Si Moscou n'eût pas été incendié, l'empereur Alexandre eût été contraint à la paix.

Pendant les mouvements des troupes françaises, la nature ne cessa de les accabler de toutes ses rigueurs. Autour des feux si rares des bivouacs se déchaînaient la misère, la faim, la mort. Le découragement s'empare du soldat ; des murmures il passe à la désobéissance : il va jusqu'à méconnaître la voix de ses officiers : le froid le pousse au délire, il refuse à ses officiers, à son empereur même, une place au feu qu'il se procure si péniblement.

« Dans la marche de Tolozina à Bobr, raconte un témoin oculaire [1], nous eûmes à traverser un bois de sapins où quelques militaires isolés étaient parvenus à allumer un feu. Napoléon, que le froid avait forcé de mettre pied à terre, témoigna l'envie de s'y réchauffer. Après s'être approché de l'un d'eux pour obtenir une place, le duc de Vicence, jugeant aux propos qui s'y tenaient qu'il serait imprudent de s'y arrêter, donna l'ordre du départ. »

Convaincu de l'imminence de la sédition, l'empereur se présente devant le front de sa vieille garde et lui parle en ces termes :

« Vous avez sous les yeux le tableau hideux d'une armée sans discipline; quelques-uns d'entre vous abandonnent leurs rangs. Je pourrais, par un ordre

[1] M. le baron Denniée.

du jour, faire fusiller le premier qui s'en écartera... Je ne veux pas vous déshonorer par un acte semblable... Ma garde doit compter sur moi comme je crois pouvoir compter sur elle... pour l'accomplissement des hautes destinées auxquelles elle est appelée.

Malgré cet effrayant cataclysme, la sympathie s'inquiète du sort du brave des braves, du maréchal Ney, abandonné en enfant perdu, avec une poignée de soldats, n'ayant d'autres provisions que des cartouches. Poursuivi par les Russes, harcelé par des nuées de cosaques, le duc d'Elchingen est sommé de se rendre : il répond à ces flétrissantes propositions par le combat. Toujours sur le qui vive, le fusil à la main, plein de confiance dans l'intrépidité de ses soldats, il parvient jusqu'au Dniéper ; il se confie lui et sa vaillante troupe à la fragilité des glaces, opère le passage du fleuve homme par homme, et arrive enfin à Orcha.

La nouvelle de ce retour miraculeux est annoncée à l'empereur qui s'écrie : « J'aurais donné les deux cents millions qui sont dans mes caves des Tuileries pour que Ney me fût rendu ! Quelles âmes trempées aux sources divines de la gloire, que celles de cette pléïade de héros !

Le 26 novembre 1812, ordre est donné de jeter deux ponts sur la Bérézina. La foule éperdue se rue vers les débouchés. Les hommes se renversent, se foulent et se jettent pêle-mêle sur les voies chancelantes. Des tirailleurs russes se montrent sur la rive opposée. Curieux de se renseigner, l'empereur

ordonne de faire quelques prisonniers. Il a besoin de se renseigner sur la position de l'ennemi. Aussitôt le chef d'escadron Jacqueminot s'élance dans les eaux glaciales de la Bérézina. Sur la rive opposée, il saisit un de ces tirailleurs, traverse de nouveau le fleuve sous une grêle de balles, et vient déposer la proie qu'il a apportée en croupe de son cheval.

Tchitchagoff occupe la grande route de Minsk. Le passage des ponts continue avec une telle confusion que le vice-roi Murat, l'empereur, sont impuissants à rétablir l'ordre. La nuit du 27 au 28 couvre de ses ombres cette fuite rapide. Au jour l'ennemi paraît plus nombreux, plus menaçant. Alors des milliers de voitures encombrent l'entrée et l'issue des ponts, c'est un véritable *sauve qui peut*... La vieille garde seule, impassible, tient en respect les forces supérieures de Wittgenstein et repousse ces avalanches mouvantes qui se succèdent l'une à l'autre pour l'écraser.

On est enfin à deux journées de Wilna [1] : l'armée n'a plus de dangers à courir. Napoléon juge que la gravité des circonstances exige sa présence à Paris. C'est là qu'il peut imposer à la Prusse et à l'Autriche; s'il tarde à s'y rendre, le passage lui sera fermé. Il laisse le commandement au roi de Naples et au vainqueur de Malvi Jaroslawitz. A ce

[1] C'est dans cette retraite de Wilna que le père de l'auteur, M. Potin, fut frappé de mort sur le champ de bataille, sous les yeux de l'empereur. Aussitôt Napoléon dota sa fille, et donna l'ordre d'admettre son fils, M. Alphonse Potin, comme boursier dans un lycée impérial.

moment il restait à Wilna quatre millions de rations de farine, trois millions six cent mille rations de viande, neuf millions de rations de vin et d'eau-de-vie, et des magasins d'effets, d'habillements, de munitions. La garde était entière, l'armée comptait plus de quatre-vingt mille combattants. Certes elle n'aurait pas dépassé la ville si l'empereur fût resté ou si le commandement eût été laissé au prince Eugène seul. Mais on se laisse imposer par quelques polks de cosaques, et dès lors on évacue en désordre Wilna dans la nuit. C'est de cette époque surtout que datent les plus grandes pertes de la campagne. La marche des troupes s'acheva au milieu des désastres de toute espèce, du Niemen à la Vistule, de la Vistule à l'Oder, de l'Oder à l'Elbe.

Telle fut l'issue fatale de la campagne de Russie! « Cependant, disait Napoléon, cette guerre eût dû être la plus populaire des temps modernes [1] : c'était celle du bon sens et des vrais intérêts, celle du repos et de la sécurité de tous; elle était purement pacifique et conservatrice, tout à fait européenne et continentale. Son succès allait consacrer une balance, des combinaisons nouvelles, qui eussent fait disparaître les périls du temps pour les remplacer par un avenir tranquille, et l'ambition n'entrait pour rien dans mes vues. En relevant la Pologne, cette véritable clef de toute la voûte, j'accordais que ce fût un roi de Prusse, un archiduc d'Autriche, ou tout autre

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, octobre 1816.

qui en occupât le trône : je ne prétendais rien acquérir ; je ne me réservais que la gloire du bien, les bénédictions de l'avenir. Croirait-on que ce dût être là où j'échouerais et trouverais ma perte? Jamais je n'avais mieux fait, jamais je ne méritai davantage ; mais, comme si l'opinion avait aussi ses épidémies, voilà qu'en un instant il n'y eut qu'un cri, qu'un sentiment contre moi : on me proclama le tyran des rois, moi qui avais retrempé leur existence. Je ne fus plus que le destructeur des droits des peuples, moi qui avais tant fait et qui allais tant entreprendre pour eux ! »

Puis, envisageant les conséquences d'un hivernement à Moscou, il ajoutait : « Au premier retour de la belle saison [1], j'eusse donc marché aux ennemis ; je les eusse battus ; j'eusse été maître de leur empire. Mais Alexandre, croyez-le bien, ne m'eût pas amené jusque-là Il eût passé avant par toutes les conditions que j'eusse dictées ; et alors la France eût enfin commencé à pouvoir jouir. Et, vraiment, cela a tenu à bien peu de chose ! car j'avais été pour combattre des hommes en armes, et non la nature en courroux ; j'ai défait des armées, mais je n'ai pu vaincre les flammes, la gelée, l'engourdissement, la mort ! le destin a dû être plus fort que moi ; et pourtant, quel malheur pour la France, pour l'Europe !

» La paix dans Moscou accomplissait et terminait

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, août 1816.

mes expéditions de guerre; c'était, pour la grande cause, la fin des hasards et le commencement de la sécurité. Un nouvel horizon, de nouveaux travaux allaient se dérouler, tout pleins du bien-être et de la prospérité de tous. Le système européen se trouvait fondé; il n'était plus question que de l'organiser.

» Satisfait sur ces grands points, et tranquille partout, j'aurais eu aussi mon *Congrès* et ma *Sainte-Alliance*. Ce sont des idées qu'on m'a volées. Dans cette réunion de souverains, nous eussions traité de nos intérêts en famille, et compté de clerc à maître avec les peuples.

» La cause du siècle était gagnée, la révolution accomplie; il ne s'agissait plus que de la raccommoder avec ce qu'elle n'avait pas détruit. Or cet ouvrage m'appartenait, je l'avais préparé de longue main, aux dépens de ma popularité peut être, n'importe. Je devenais l'arche de l'ancienne et de la nouvelle alliance, le médiateur naturel entre l'ancien et le nouvel ordre de choses, j'avais les principes et la confiance de l'un, je m'étais indentifié avec l'autre; j'appartenais à tous les deux; j'aurais fait en conscience la part de chacun. *Ma gloire eût été dans mon équité.*

» L'Europe n'eût bientôt fait qu'un même peuple, et chacun, en voyageant partout, se fût trouvé dans la patrie commune.

» De retour en France, au sein de la patrie, grande, forte, magnifique, tranquille, glorieuse, j'eusse proclamé ses limites immuables; toute guerre future, purement *défensive*; tout agrandissement nouveau, *anti-*

national. J'eusse associé mon fils à l'empire; ma dictature eût fini, et son règne constitutionnel eût commencé...

» Paris eût été la capitale du monde, et les Français l'envie des nations!

» Mes loisirs ensuite et mes vieux jours eussent été consacrés, en compagnie de l'impératrice et durant l'apprentissage royal de son fils, à visiter lentement et en vrai couple campagnard, avec nos propres chevaux, tous les recoins de l'empire, recevant les plaintes, redressant les torts, semant de toutes parts et partout les monuments et les bienfaits !!! »

Dans les décrets impénétrables de la sagesse de Dieu, ces projets du génie du siècle ne devaient pas se réaliser par la main de Napoléon, et malgré l'impulsion et l'élan que nous a imprimé cet illustre remueur de profondes pensées humanitaires, cette œuvre civilisatrice est encore à s'accomplir.

L'année 1813 commença sous les auspices les plus sinistres; en Prusse, tous les fronts qui, suivant les expressions du poëte, portaient l'empreinte du pied impérial, se redressaient fiers de vengeance et de haine. Le czar faisait appel à l'Allemagne : « Nord, lui criait-il, imite le sublime exemple donné par les Castillans; le deuil est fini, nos valeureux bataillons entreront dans l'empire. » Le 1er mars, se formait, entre la Prusse et la Russie, la sixième coalition; et le chef de la famille des Bourbons, le prétendant Louis XVIII, proclamait, dans sa profession des idées constitutionnelles, le régime futur de la liberté. Ligué avec toutes

les aristocraties, le successeur de Louis XVI invoquait les principes dont la révolution française avait été le symbole en 1789.

Napoléon ne s'abusait pas sur la crise qui menaçait l'empire. Il avait sondé le danger, il s'appliqua à le conjurer. S'il ne se dissimulait pas les intentions secrètement hostiles de l'Autriche, de la confédération du Rhin, du moins, ne supposait-il pas à cette puissance, pas plus qu'aux autres, le désir arrêté de le détruire tout à fait. Le succès, dans sa pensée, devait lui permettre de faire avec honneur des sacrifices, de traiter une paix glorieuse; et, dans le cas où il éprouverait des revers, il croyait qu'il serait toujours temps de consentir à des concessions. Sa grande âme répugnait à l'idée de la subversion des premières vertus; il ne soupçonnait ni les défections, ni l'impudeur de l'astuce et de l'intrigue. Loin de s'endormir dans une fatale sécurité, il prit toutes les dispositions conseillées par la prudence, il conféra la régence à l'impératrice : après avoir fait la part des éventualités du malheur, il s'occupe de se ménager les chances de la guerre. Un sénatus-consulte a mis à sa disposition deux cent cinquante mille hommes et cent cohortes du premier ban de la garde nationale. Sur tous les points il organise la défense sur un pied respectable. Sa présence vaut une armée.

Le 25 avril 1813, il part pour Erfurt. Il ouvre la campagne de Saxe, ce triomphe du courage inné dans la jeunesse française, par la bataille de Weissenfels. Le 2 mai, il est à Lutzen à la tête de quatre-vingt-un

mille fantassins et de quatre mille cavaliers seulement. Les Russes et les Prussiens n'ont pas moins de cent vingt-sept mille combattants : il faut les vaincre ou succomber avec gloire.

L'action s'engage. Les conscrits de Ney se conduisent comme de vieux soldats. L'empereur, au plus fort de la mêlée, les encourage à affronter le danger : « Ce n'est rien, mes enfants, leur crie-t-il ; tenez ferme ; la patrie vous regarde, sachez mourir pour elle. » Le combat devient une vraie bataille d'Égypte ; nous n'avions pas de cavalerie, mais l'infanterie et l'artillerie ont bientôt culbuté cette formidable armée, encouragée par la présence d'Alexandre et le roi de Prusse, qui voient cette jeunesse pour la première fois menée au feu, faire comme les grognards de la garde, renverser les deux gardes d'élite des souverains coalisés.

Dès sa première victoire, l'empereur propose authentiquement un congrès général. C'était dans ses idées l'unique manière de pouvoir traiter franchement du repos universel, et d'assurer à la fois l'indépendance de la France et la garantie du système moderne. Toute autre voie de négociation lui semblait un leurre. S'il dévia de ce principe en agréant plus tard la médiation de l'Autriche et les conférences de Prague, c'est que le temps s'écoulait et que les affaires se compliquaient. La défaite de Vittoria, l'évacuation de l'Espagne, l'esprit public en France, détérioré, empiraient la situation.

« Quelles n'étaient pas mes tribulations, disait-il à

ce sujet, de me trouver tout seul à juger de l'imminence du danger et à y pourvoir, de me voir placé entre les coalisés qui menaçaient notre existence, et l'esprit intérieur qui, dans son aveuglement, semblait faire cause commune avec eux; entre nos ennemis qui s'apprêtaient à m'étouffer, et les harassements de tous les miens, de mes ministres même, qui me poussaient à me jeter dans les bras de ces mêmes ennemis...

» Du reste, mon parti était pris; j'attendais les événements, bien résolu de ne pas me prêter à des concessions ou à des traités qui n'auraient présenté qu'un replâtrage momentané et d'une conséquence inévitablement funeste. Tout parti mitoyen m'était mortel; il n'était de salut que dans la victoire qui me continuerait la puissance, ou dans la catastrophe qui me rendrait des alliés. »

Le 12 avril 1813, Napoléon entre dans Dresde. Il reconduit dans son palais ce roi de Saxe que sa fidélité à ses engagements avait exposé aux fureurs de l'ennemi. Pour contraindre la Prusse et la Russie à demander un armistice, déjà sollicité par l'Autriche, le 20 et le 21 mai il marche contre les forces russo-prussiennes, retranchées dans une position réputée inexpugnable. Tout cède à ses dispositions, et ainsi qu'il l'avait annoncé dès le commencement, il remporte la double victoire de Bautzen et de Wurchen; mais le canon a tué Bessières, qui avait vécu comme Bayard, qui mourut comme Turenne [1]; et au combat

[1] Le lendemain de la bataille de Wurchen, sur le soir, le combat de

de Reichenbach, il frappe Duroc, le fidèle et dévoué confident de l'empereur.

Déjà Napoléon a franchi la Lusau, traversé la Silésie ; il est sur l'Oder. Le prestige de son nom, son impérissable renommée, peuvent encore imposer des lois à l'étranger. L'Autriche entrave ce pouvoir fascinateur. Un armistice est signé, le 4 juin, à Plesswitz;

Reichenbach venait de finir ; tous les coups avaient cessé. Duroc, du haut d'une éminence, causait avec le général Kirchner, officier du génie très-distingué, beau-frère du maréchal Lannes; il observait à l'écart la retraite des derniers rangs ennemis. Une pièce fut ajustée sur ce groupe doré, et le fatal boulet fit périr les deux généraux. Kirchner fut tué sur le coup. L'empereur alla voir Duroc; il essaya de lui donner quelques espérances; mais Duroc ne s'abusait pas, et ne lui répondit qu'en le suppliant de lui faire donner de l'opium. L'empereur, trop affecté, ne put prendre sur lui de rester longtemps, et se déroba à ce déchirant spectacle. Il se promenait seul devant sa tente, absorbé dans sa douleur, lorsqu'on se hasarda à venir lui demander où il fallait placer une batterie de la garde; car il était essentiel de prendre des mesures pour le lendemain : « A demain tout, » fut la réponse de l'empereur. C'était au siége de Toulon qu'il avait connu Duroc; il s'y était attaché de jour en jour davantage ; l'on peut dire qu'ils ne s'étaient pas quittés. Cette mort fut peut-être une calamité nationale, car Duroc influait plus qu'on ne pense sur les déterminations de l'empereur, et on a des raisons de croire que, s'il eût vécu, l'armistice de Dresde qui a tout perdu, n'aurait pas eu lieu; l'on eût poussé jusqu'à l'Oder et au delà, et on eût échappé, dit un des confidents de Napoléon à Sainte-Hélène, à la longue, basse et atroce perfidie du cabinet autrichien. Pendant la marche de Reichenbach à Gorlitz, raconte le baron d'Obeleben (campagne de Saxe, 1813), Napoléon s'arrêta à Makersdorf et montra au roi de Naples l'endroit où Duroc était tombé ; il manda le propriétaire de la petite ferme où le grand-maréchal était mort, et lui donna la somme de 20,000 francs, dont 4,000 pour un monument en l'honneur de Duroc, et 16,000 francs pour lui et sa femme. La donation fut accomplie dans la soirée, et l'argent leur fut compté en présence du juge de Makersdorf, à la charge par eux de faire ériger ce monument.

nœud fatal où viennent se rattacher toutes les chances malheureuses de la campagne.

En effet, l'armistice devait durer jusqu'au 20 juillet. La paix était presque assurée, lorsque le 30 juin M. de Metternich vint à Dresde. Ce médiateur, représentant le cabinet de Vienne, déclara la résolution d'un congrès ouvert à Prague, pour y traiter d'une paix continentale ou générale. Le congrès n'était qu'un prétexte, car l'Autriche ne tarda pas à jeter le masque, et elle déclara la guerre.

Pendant ces trois mois de répit, les Russes avaient reçu une armée impatiemment attendue ; les forces des Prussiens s'étaient doublées ; les subsides de l'Angleterre étaient arrivés : de plus, un général français venait apporter son expérience au conseil des souverains coalisés, et un ex-maréchal de France, devenu roi de Suède, docile aux ordres de l'étranger, s'empressait de protéger Berlin avec cent mille hommes.

Le 17 août 1813, Napoléon propose de déclarer neutre un point de la frontière et de reprendre les négociations : cette ouverture reste sans effet. Le 23, il poursuit Blücher, le défait à Golberg ; le 26, il rejette Schwartzenberg dans les montagnes de la Bohème : il gagne la bataille de Dresde (26 et 27 août) ; brillante victoire dans laquelle le ciel permit qu'un boulet frappât, au milieu de l'armée ennemie, le général Moreau, et lui épargnât la honte de pénétrer avec l'étranger dans son pays natal. L'armée ennemie avait perdu quarante mille hommes ; elle était menacée d'une destruction complète. Enfin, on pouvait

croire à cette chance heureuse, tant attendue, qui devait procurer la paix et sauver la France, car, dès le lendemain même de cette journée, si glorieuse pour les Français, l'Autriche avait expédié un agent porteur de propositions pacifiques. Mais, hélas ! c'était la dernière faveur de la fortune.

Oudinot est battu à Gross-Beeren ; Vandamme est écrasé à Peterswad : « Voilà la guerre, s'écrie Napoléon, en haut le matin, en bas le soir. » Les échecs de Kulm, de Dennewitz, relèvent encore la confiance de la *Sainte-Alliance*, contractée, inaugurée à Tœplitz. Le *statu quo* de 1803 est garanti à l'Autriche, celui de 1805 à la Prusse ; seul, le roi de Saxe, malgré les menaces des puissances alliées, rejette les instances qui lui sont faites. Il reste attaché à Napoléon, dont le courage calme ne faiblit pas au milieu des défections, des désastres ; le prestige est amoindri, Napoléon seul se rehausse devant le péril. Le 16 octobre, il triomphe à Wachau. Mais, deux jours après, il est paralysé à Leipsick. Les Français, leurs chefs, Poniatowski, Ney, Lauriston, Macdonald, font des prodiges de valeur ; d'heure en heure, les bataillons ennemis affluent : l'Elster offre une chance à la retraite ; un ordre mal compris fait sauter le pont, et tandis que l'arrière-garde s'ensevelit sous les ruines du faubourg de Ranstadt, le prince polonais, maréchal de la veille, périt dans le fleuve ; vingt mille hommes restent sur le champ de bataille, et trente mille sont faits prisonniers ; lamentable résultat des journées des 16, 17 et 18 octobre 1813.

Napoléon combat encore contre des forces quadruples à Freyburg, à Kosen, à Erfurt, à Gotha, et repasse le Rhin après avoir écrasé l'armée austro-bavaroise à Hanau (30 octobre).

Le jour où l'empereur arrivait à Saint-Cloud (9 novembre), des simulacres de négociations étaient de nouveau mis sur le tapis. Un allié restait encore à la France, le roi de Danemark ; il fallait le lui arracher. Le 15 novembre, ce monarque traitait avec les Russes. Dans cette lutte suprême, la France multiplie ses ressources. Le sénat français appelle trois cent mille hommes sous les armes ; cent quatre-vingt mille gardes nationaux sont mobilisés. Mais l'étoile pâlissait, quoique le grand homme conservât toute son énergie.

A l'ouverture du sénat, du corps législatif et du conseil d'État, le 17, Napoléon s'exprimait en ces termes : « D'éclatantes victoires ont illustré les armes françaises dans cette campagne, des défections sans exemple ont rendu ces victoires inutiles. La France même serait en danger sans l'énergie et l'union des Français... Je n'ai jamais été séduit par la prospérité ; l'adversité me trouvera au-dessus de ses atteintes ; j'ai plusieurs fois donné la paix aux nations, lorsqu'elles avaient tout perdu. D'une part de mes conquêtes j'ai élevé des trônes pour des rois qui m'ont abandonné ; j'avais conçu de grands desseins pour la prospérité et le bonheur du monde... Monarque et père, je sens que la paix ajoute à la sécurité des trônes et à celle des familles. Rien ne s'oppose de ma part au rétablisse-

ment de la paix. » La paix, c'était le vœu du pays, c'était le besoin de l'humanité! mais l'étranger la repoussait. Aussi le sénat, dans son adresse du 30 novembre, s'associant au chef de l'État, disait : « Si l'ennemi persiste dans ses refus, eh bien ! nous combattrons pour la patrie entre les tombeaux de nos pères et le berceau de nos enfants. »

La diplomatie, servant les intérêts de la guerre, lançait, le 2 décembre, le machiavélique manifeste de Francfort. Séparant la cause de l'empereur de celle de la nation, elle déclarait avec plus d'adresse que de sincérité, que les souverains unis n'étaient animés d'aucun sentiment hostile contre la France : que tous désiraient la voir heureuse, florissante par le commerce et les arts, forte et puissante. A les entendre, c'était contre Napoléon, contre sa prépondérance, qu'ils s'étaient ligués. Amère dérision! leur pensée secrète, leur idée fixe, était l'humiliation de notre patrie ; ils voulaient la chute de l'homme dont le but était l'alliance intelligente et puissante du peuple.

Pauvre France! agitée par des divisions politiques, fatiguée de sacrifices, rassasiée de gloire, elle était alors en proie à l'inquiétude, au découragement; il fallait un effort suprême pour secouer cet engourdissement, pour réveiller l'énergie nationale, pour sauver la patrie en danger ; un seul homme se rencontra, qui fut à la hauteur de cette critique situation. Il fut le noble écho des sentiments de patriotisme qui bouillonnaient encore dans des cœurs généreux. Il avait organisé la défense en 1792 ; cet homme était le gé-

néral Carnot. Il écrivit à l'empereur le 24 janvier : « Sire, aussi longtemps que le succès a couronné vos entreprises, je me suis abstenu d'offrir à Votre Majesté des services que je n'ai pas cru lui être agréables. Aujourd'hui, sire, que la mauvaise fortune met votre constance à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire l'offre des faibles moyens qui me restent; c'est peu de chose, sans doute, que l'effort d'un bras sexagénaire ; mais j'ai pensé que l'exemple d'un ancien soldat, dont les sentiments patriotiques sont connus, pouvait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains sur le parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se laisser persuader que ce serait servir leur pays que de les abandonner. »

Pourquoi, hélas! un pareil dévouement n'inspira-t-il pas tous les enfants de la mère-patrie?

L'Europe inondait le sol français de ses hordes innombrables. Napoléon appela aux armes la population virile des Vosges, du Doubs, du Mont-Blanc, de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de l'Aube, du Haut et du Bas-Rhin. Trente mille gardes nationaux de la capitale furent mis en activité.

Avant de tirer sa redoutable épée, l'empereur fit encore une tentative de paix; il la voulait digne de cette France dont chaque pulsation répondait aux impressions de son âme. Les plénipotentiaires se réunirent à Châtillon ; une lettre [1] de M. de Caulaincourt a révélé les intentions de Napoléon. Nous la donnons

[1] *Constitutionnel* du 21 janvier 1820.

21

comme un précieux document acquis à l'histoire : elle fait connaître le secret des conférences du congrès.

« La chose sur laquelle l'empereur insiste le plus, disait le représentant de l'empire aux plénipotentiaires étrangers, c'est la nécessité que la France conserve ses limites naturelles ; c'est là sa condition *sine quâ non*. Toutes les puissances, l'Angleterre même, ont reconnu ces limites à Francfort. La France, réduite à ses limites anciennes, n'aurait pas aujourd'hui les deux tiers de la puissance relative qu'elle avait il y a vingt ans. Ce qu'elle a acquis du côté du Rhin ne compense point ce que la Russie, l'Autriche et la Prusse ont acquis par le démembrement de la Pologne. Tous ces États sont agrandis; vouloir ramener la France à son état ancien, ce serait la faire déchoir et l'avilir. La France, sans les départements du Rhin, sans la Belgique, sans Ostende, sans Anvers, ne serait rien. Le système de ramener la France à ses anciennes limites est inséparable du rétablissement des Bourbons, parce qu'eux seuls pourraient offrir une garantie du maintien de ce système. L'Angleterre le sent bien ; avec tout autre système, la paix, sur une telle base, serait impossible et ne pourrait durer. Ni l'empereur, ni la République, si les bouleversements la faisaient renaître, ne souscriraient jamais à ces conditions. Pour Sa Majesté, sa résolution est bien prise ; elle est immuable : elle ne laissera pas la France moins grande qu'elle ne l'a reçue. Si, donc, les alliés voulaient changer les bases proposées et acceptées,

les limites naturelles, l'empereur ne voit que trois partis : ou combattre et vaincre, ou combattre et mourir, ou, enfin, si la nation ne le soutenait pas, abdiquer. Il ne tient pas aux grandeurs ; il n'en achètera jamais la conservation par l'avilissement. »

A ces propositions si dignes de la France, les ennemis répondirent par une clause qui portait que les troupes des alliés occuperaient Paris jusqu'à la paix définitive. On voulait que la capitale éprouvât le sort de Moscou, de Vienne, de Berlin. Cette condition révolta Napoléon : il était alors victorieux en Champagne. « Occuper la capitale de la France, s'écria-t-il, je suis plus près de Vienne qu'ils ne le sont de Paris. » La France fut dès lors exclue du congrès de Châtillon.

Maintenant, comment s'étonner que l'empereur n'ait pas consenti à la paix ? Il n'était pas de ceux qui ont le courage de la vouloir à tout prix, qui proclament notre patrie assez riche pour payer sa gloire.

En proie à de sinistres pressentiments, Napoléon quittait Paris pour s'immortaliser de nouveau par les prodiges de la campagne de France. En dépit de toutes les assurances d'un dévouement chancelant, il prévoyait que s'il succombait, ce serait par les Bourbons. En vain cherchait-on à le rassurer en alléguant que cette famille était inconnue aux générations présentes. « Vous vous trompez, répétait-il toujours, c'est pourtant là qu'est le vrai danger. » Son allocution aux officiers de la garde nationale décelait son intime pensée : « Vous m'avez élu, je suis votre ouvrage, leur disait-il, c'est à vous à me défendre. » Puis,

leur présentant l'impératrice d'une main et le roi de Rome de l'autre, il ajoutait : « Je pars pour combattre nos ennemis ; je laisse à votre garde ce que j'ai de plus cher. » Un indice nouveau se révélait dans les lettres-patentes du 23 janvier 1814, qui conféraient la régence à l'impératrice, et dans la résolution qu'il manifestait de se saisir de la personne du diplomate qui fut l'âme du complot qui devait le renverser (Talleyrand), mais dont quelques ministres se hâtèrent de se porter les garants.

Le doute n'est plus permis ; de ces documents, il faut conclure qu'en vue du déluge de maux qui pouvaient fondre sur la France, l'empereur se montrait, dans son amour pour elle, disposé à tous les sacrifices, mais jamais aux dépens de l'honneur.

Il nous reste à jeter un coup d'œil rapide sur les opérations militaires de cette campagne, dans laquelle le génie de Napoléon, si fertile en ressources, et sa merveilleuse activité brillèrent de leur plus resplendissant éclat.

Le 21 décembre 1813, Blücher avait tourné Metz, combinant son mouvement pour se réunir à l'armée austro-russe, sous les ordres de Schwartzenberg. Il avait passé dans la Haute-Marne et s'était emparé de Ligny.

Abîmé dans ses inquiètes réflexions, l'empereur sommeillait ; on lui apprend la marche de flanc du feld-maréchal, qu'il épiait en secret. Il se lève pour pousser ce nouveau jet d'énergie qui doit consterner un moment l'Angleterre et Alexandre. Il combat

tantôt l'armée de Silésie, tantôt celle du Nord; il triomphe à Saint-Dizier (28 janvier 1814), à Champ-Aubert (10 février), à Montmirail (11 février), à Château-Thierry, à Vauchamps (14 février), à Nangis (17 février), à Montereau (18 février); partout il se multiplie, partout il dispute avec succès le sol de la patrie.

Au traité de Chaumont, à cette ligue de vingt ans, jurée par l'ennemi, il répond par la victoire, il triomphe à Craonne (7 mars), à Laon (9 mars), à Arcis-sur-Aube (21 mars); mais les hordes du Nord débordent de tous côtés : l'invasion touche au cœur de la France; Paris eût pu résister : il était défendu par douze mille gardes nationaux, par quelques corps de l'armée, par les élèves de l'école Polytechnique et des lycées Napoléon, Impérial et Bonaparte, et surtout par une population valeureuse. Mais la trahison livrait la capitale aux armées étrangères : les armes manquaient, a-t-on dit, et cependant dans les arsenaux on avait vingt mille fusils, quatre-vingts canons, cinq millions de cartouches, deux cent cinquante milliers de poudre.

Le 31 mars, les Parisiens virent défiler sur les boulevards les phalanges moscovites et allemandes; l'histoire dira que des individus d'origine française eurent la lâcheté de s'agenouiller sur la place de la Concorde, remerciant Dieu *du miracle de notre délivrance !*

Pour chasser les ennemis, l'empereur eut l'idée de marcher au secours de Paris. Il vint même jusqu'à Villejuif dans ce dessein ; mais les souverains confédérés déclaraient qu'ils ne traiteraient plus avec Napo-

léon Bonaparte, ni avec aucun membre de sa famille. L'emprunt que nous faisons au manuscrit de 1814 [1], fera connaître la trame de ce lâche abandon des intérêts nationaux, de la dignité de la France.

« Le 31, à midi, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse avaient fait leur entrée : cette marche militaire, d'abord paisible, avait fini par devenir bruyante : des cris en faveur des Bourbons s'étaient fait entendre; des cocardes blanches avaient été arborées, et les Parisiens, cherchant des yeux l'empereur d'Autriche, avaient appris avec inquiétude qu'il était encore bien loin.

C'était chez M. de Talleyrand que l'empereur Alexandre était allé descendre ; cet ancien ministre aurait dû suivre l'impératrice sur la Loire, il en avait reçu l'ordre; mais il s'était fait arrêter à la barrière, et ramener dans Paris, pour en faire les honneurs aux alliés.

A peine le czar était-il installé dans son logement, qu'il avait tenu un conseil sur le parti politique que les alliés devaient adopter. M. de Talleyrand et ses principaux confidents n'avaient pas manqué d'être appelés à la délibération. Vainement le duc de Vicence s'était présenté pour obtenir l'audience qu'on lui avait promise ; la cause de son prince était déjà perdue qu'il n'avait encore pu se faire entendre.

Au surplus, le public n'avait pas tardé à être mis dans la confidence; déjà M. de Nesselrode avait écrit au préfet de police de mettre en liberté tous les individus détenus pour attachement à leur *légitime sou-*

[1] Le baron Fain, manuscrit de 1814.

verain; et bientôt après les murs de Paris avaient été placardés d'une déclaration de l'empereur Alexandre, portant qu'on ne voulait plus traiter des intérêts de la France avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille. Le duc de Vicence avait non-seulement plaidé la cause de celui qui l'envoyait, mais même celle de l'impératrice Marie-Louise et de son fils. Les souverains alliés se refusèrent à toute négociation, attendu que les propositions offertes n'étaient pas celles que les puissances croyaient devoir entendre, surtout après la manifestation éclatante des sentiments de Paris et de toute la France.

Dans ces fatales circonstances, une femme qui avait eu la prétention d'annoncer la parole de Dieu aux hommes, et qui avait pensé à exercer un apostolat dont le but était la conversion du genre humain, Mme de Krudener, exerça une grande influence sur l'esprit d'Alexandre. « Elle s'empara, dit un historien, de ce qu'il y a toujours de vivant et de chatouilleux dans le cœur d'un roi : le czar, disait-elle, a reçu mission de réédifier ce que Napoléon a eu mission de détruire. *Alexandre est l'aigle blanc de l'Europe et du Nord, comme Napoléon en fut l'aigle noir.* » Elle travailla avec ardeur à réaliser sa prophétie sur la chute de l'empereur des Français.

Docile aux inspirations de la coterie hostile au capitaine qui avait fait trembler tous les souverains, le sénat conservateur, autrefois si habile à épuiser toutes les formules de la flatterie, rendit le sénatus-consulte suivant :

« Napoléon est déchu du trône, et le droit d'hérédité, établi dans sa famille, est aboli.

» Le peuple et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte. »

Cet acte fut appuyé de l'adhésion du Corps législatif.

C'en était fait pour un moment de l'empire : la France avait un gouvernement provisoire qui dressait le trône réservé à Louis XVIII.

Le 3 avril 1814, Napoléon, après avoir signé une abdication conditionnelle, avait chargé le prince de la Moskowa, les ducs de Tarente et de Vicence de la porter aux souverains. La défection du duc de Raguse étouffa la cause de la régence. Le 6, Napoléon passa à Fontainebleau la revue des deuxième et septième corps. Les signes non équivoques de dévouement de ces débris des vieilles cohortes de l'armée d'Espagne, firent revivre le souvenir d'une gloire passée. L'empereur demanda au duc de Reggio s'il pouvait compter sur les divisions de la troupe. « — Non, sire, répondit le maréchal, Votre Majesté a renoncé à sa couronne. — Oui, mais sous condition. — Le soldat ne connaîtra pas ces restrictions politiques. »

Napoléon réfléchit un moment et reprit : « Eh bien ! attendons des nouvelles de Paris. »

Quelque temps après, le maréchal Ney lui présentait le *Moniteur* contenant l'acte de déchéance signé par MM. Barthélemi, le comte de Valence et Pastoret. Le grand homme le prit et laissa échapper ces paroles : « Que voulez-vous que je fasse? — Il n'y a que l'ab-

dication, repartit le duc d'Elchingen : on exige une abdication pure et simple, sous condition de votre sûreté personnelle. — Où veut-on que je me retire? — A l'île d'Elbe, avec une pension de deux millions de francs. — C'est trop pour moi; puisque je ne suis plus qu'un simple soldat, un louis me suffit par jour. »

Puis l'homme qui avait porté si haut la gloire du nom français s'approcha d'une petite table circulaire et signa l'acte suivant :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France.

» Fait au palais de Fontainebleau, le 11 avril 1814. »

Le départ de l'empereur fut fixé au 20.

La garde impériale, rangée en bataille dans la grande cour du château, appelée du *Cheval-Blanc,* attendait son empereur : il allait se séparer d'elle. Autour de la résidence impériale, si riche en souvenirs historiques, se pressait la foule avide de contempler les traits de l'homme qui avait remué le monde. Napoléon parut; il descendit les marches du grand escalier, et s'avançant vers ses vieux grenadiers, ses compagnons de gloire, il leur adressa ces paroles,

tristes adieux du génie de la guerre à ses immortels enfants :

« Officiers, sous-officiers, soldats de la vieille garde !

» Je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans je suis content de vous ; je vous ai trouvés toujours sur le chemin de la gloire. Les puissances alliées ont armé toute l'Europe contre moi. Une partie de l'armée a trahi ses devoirs, et la France elle-même a cédé à des intérêts particuliers.

» Avec vous et les autres braves qui me sont restés fidèles, j'aurais entretenu la guerre civile pendant trois ans. Mais la France eût été malheureuse, et ce n'était point là le but que je m'étais proposé. Je devais donc sacrifier mon intérêt personnel à mon bonheur : c'est ce que j'ai fait.

» Je ne puis vous embrasser tous ; mais j'embrasserai votre chef. Venez, général (le général Petit qu'il embrassa) ! qu'on m'apporte les aigles (il prit une aigle, la pressa sur son cœur et l'embrassa avec émotion) : chère aigle, que ces baisers retentissent dans le cœur de tous mes soldats !

» Adieu, mes braves, adieu, mes enfants ! »

Louis-Stanislas-Xavier de France montait sur le trône. Napoléon était relégué à l'île d'Elbe. L'or de l'Angleterre avait enfin renversé l'illustre athlète des idées modernes : l'Europe, jalouse de tant de gloire, applaudissait à cette victoire si inespérée. Fatale époque où la faiblesse humaine se montra dans toute sa nudité ! Pour s'excuser de leur déloyauté, des gens

ont mis en avant le bien-être de la patrie, son salut, ses intérêts. La patrie pour eux fut le maintien de leurs honneurs, la garantie de leurs richesses, la jouissance paisible des biens acquis. Dans de telles circonstances, les hommes sont toujours les mêmes, en tous pays, en tous temps; heureusement, à côté de ces viles passions, brillent parfois de plus nobles, de plus rares vertus [1].

[1] Le baron Fain, manuscrit de 1814. *Mémorial de Sainte-Hélène*, novembre 1816.

ont mis en avant [illegible] la patrie, son salut, ses intérêts. La guerre pour eux fut le maintien de leurs [illegible] [illegible] leurs richesses, la puissance [illegible] [illegible] entre[illegible] [illegible] les hommes [illegible] en tous pays, en tous temps [illegible] [illegible] villes [illegible] brillent parfois de plus nobles, les plus rares vertus.

[illegible]

XII

La restauration. — Napoléon à l'île d'Elbe. — Il débarque à Cannes.— Le bataillon du 5e de ligne. — Grenoble. — Le maréchal Ney. — Opinion de Napoléon sur le soldat, les généraux. — Il est demeuré dans le cœur des masses. — Le comte d'Artois. — Napoléon aux Tuileries. — Sa visite au faubourg Saint-Antoine. — Le faubourg Saint-Germain. — Dispositions de l'empereur de Russie. — Le champ de mai. — Bataille de Fleurus ou de Ligny. — Waterloo. — La vieille garde. — Deuxième abdication. — Napoléon gardé à vue à la Malmaison ; il offre au gouvernement provisoire de se charger du commandement de l'armée. — Sa lettre au prince régent d'Angleterre. — Décision du ministère anglais. — Protestation de l'empereur. — Sainte-Hélène. — Ses idées sur la conduite des souverains coalisés. — Son opinion sur le clergé de France. — Ses sentiments sur la divinité de Jésus-Christ, sur le christianisme. — Son testament. — Sa mort. — Ses cendres aux Invalides.

Les esprits sages prévoyaient l'époque prochaine où les dissensions politiques éclateraient en France sous une dynastie rétablie par l'intervention étrangère; le peuple était passé d'un régime agité, émouvant, à un état tiède, à un gouvernement presque inaperçu, à un *rapetissement* universel et subit des

événements, des existences, des personnes, des choses, comme l'a dit M. Guizot [1]. Cette charte octroyée d'ailleurs par les Bourbons n'était, suivant certaines gens, qu'une transaction entre le monarque et des sujets révoltés.

Au milieu des préoccupations de l'esprit public, Napoléon, dans l'île d'Elbe, offrait un spectacle inconnu à l'histoire : celui d'un monarque descendu du trône qui voyait, selon ses propres expressions, défiler avec empressement devant lui le monde civilisé. Sa pensée se reportait vers la France : dès Fontainebleau, il avait songé à son retour. « Si les Bourbons, s'était-il dit alors [2], veulent commencer une cinquième dynastie, je n'ai plus rien à faire sur le sol français, mon rôle est fini ; mais s'ils s'obstinent par hasard à vouloir recontinuer la troisième, je ne tarderai pas à reparaître : les Bourbons ont ma mémoire, ma conduite à leur disposition ; s'ils se contentent d'être les magistrats d'une grande nation, s'ils le veulent, je demeurerai pour le vulgaire un ambitieux, un tyran, un brouillon, un fléau ; que de sagacité, de sangfroid il faudra pour m'apprécier et me rendre justice ! »

Mais que firent les membres de la famille de la restauration ? Ils tinrent à se retrouver encore des seigneurs féodaux, ils préférèrent n'être que les chefs complaisants d'un parti odieux à la nation. Leur entourage, une fausse marche, rendirent Napoléon dé-

[1] Du gouvernement de la France depuis la restauration.
[2] *Mémorial de Sainte-Hélène*, 17 avril 1816.

sirable, et ce furent eux qui réhabilitèrent sa popularité et prononcèrent son retour. Autrement, de l'aveu même de l'empereur, sa mission politique était consommée ; il demeurait pour toujours à l'île d'Elbe.

Le 1[er] mars 1815, Napoléon débarqua sur la plage de Cannes, au golfe Juan. On lui amena un postillon en magnifique livrée qui, après avoir été au service de l'impératrice Joséphine, se trouvait faire partie de la suite du prince de Monaco : aux questions que lui adressa l'empereur, il répondit qu'il pouvait garantir à Sa Majesté qu'on le reverrait avec plaisir ; que sur sa route, depuis Paris jusqu'à Avignon, il n'avait entendu que des expressions de regrets ; il assura que la Provence une fois traversée, Napoléon trouverait tout le monde prêt à se réunir à lui. C'était le témoignage d'un homme du peuple : il plut à l'empereur.

A Grasse, Napoléon fut entouré d'une multitude qui lui adressa les mêmes demandes que s'il n'eût jamais quitté les Tuileries. L'un se plaignait de n'avoir pas encore reçu sa pension, l'autre sollicitait l'augmentation de la sienne : celui-ci réclamait la croix, celui-là de l'avancement : c'était un déluge de pétitions ; il semblait que le chef de l'État faisait une tournée départementale [1].

Le succès dépendait de la rapidité de la marche de

[1] Les populations adoptèrent *la violette* comme signe de joie du retour de l'île d'Elbe. Le peuple retrouvait son père *La Violette*. Depuis, *la violette*, *l'aigle*, *les abeilles* figuraient dans la pensée du peuple les emblèmes impériaux.

Napoléon. Pour lui la France était dans Grenoble : cent lieues le séparent de cette ville ; il les franchit avec ses grognards en cinq jours seulement. Ce n'est point dans les forces qu'il amenait qu'il plaçait sa confiance, c'était dans la disposition des esprits. Sa présence devait tout entraîner : se garantir d'un piquet de gendarmerie fut sa seule préoccupation du moment. Tout arriva comme il l'avait calculé. Partout l'opinion publique se prononçait en faveur de Napoléon. Entre Mure et Vizille, il rencontre un bataillon du 5e de ligne dont le commandant refuse de parlementer. L'empereur, suivi à distance par cent grenadiers, les armes renversées, s'avance vers la troupe : sa vue, sa redingote grise électrisent les soldats : il s'approche d'un vétéran, dont le bras était orné de chevrons qui témoignaient de sa participation aux luttes glorieuses de l'Empire, il le prend par la moustache et lui dit : « Auras-tu le cœur de tuer ton général, ton empereur? » Les yeux mouillés de larmes, le soldat met la baguette dans son fusil pour prouver qu'il n'était pas chargé, et répond : « Regarde si j'aurais pu te faire beaucoup de mal, tous les autres sont de même. » Les cris de : *Vive l'empereur!* se font entendre ; Napoléon commande au bataillon demi-tour à droite, et l'on marche sur Paris.

Le 15 mars, une armée était réunie sous les murs de la capitale, contre celui qu'on déclarait l'ennemi commun. Mais Ney, chargé d'inquiéter sa marche, se jetait dans ses bras le 17. En l'apercevant, Napoléon lui dit, avec un léger sourire : « Embrassez-moi,

mon cher maréchal, je suis bien aise de vous voir. Je n'ai pas besoin d'explication, je vous ai toujours honoré et estimé comme le brave des braves. — Ma conduite a été celle d'un bon soldat et d'un bon Français, répondit le brave des braves.

» — Je le sais ; aussi n'ai-je pas douté de votre dévouement.

» — Vous avez eu raison ; Votre Majesté pourra toujours compter sur moi quand il s'agira de la patrie. C'est pour la patrie que j'ai versé mon sang, et je suis prêt à le verser pour elle jusqu'à la dernière goutte. Je vous aime, sire ; mais la patrie avant tout, oui, avant tout.

» — C'est aussi le patriotisme qui me ramène en France. J'ai su que la patrie était malheureuse, et je suis venu pour la délivrer des émigrés et des Bourbons. Je lui rendrai tout ce qu'elle attend de moi.

» — Vous êtes sûr que nous vous soutiendrons. Avec de la justice, on fait des Français tout ce que l'on veut. Les Bourbons se sont perdus pour avoir voulu faire à leur tête, et s'être mis l'armée à dos. »

Si je suis demeuré dans le cœur de la masse, je dois m'inquiéter peu des chefs, pensait Napoléon. Si je n'avais que ceux-ci, à quoi me serviraient-ils contre le torrent de la masse ? Aussi n'agit-il que sur les masses et par les masses. Si les Bourbons eurent à se plaindre de la désertion du soldat et des peuples, ils n'eurent pas le droit de reprocher le manque de fidélité aux principaux chefs de l'armée. L'empereur le reconnaissait bien quand il déclarait que Ney quit-

tait Paris tout pour le roi, et que s'il se tourna contre lui, c'est qu'il crut ne pouvoir faire autrement; il ajoutait que Masséna avait été très embarrassé de lui dire ce qu'il aurait fait, s'il ne se fût éloigné rapidement de la Provence; que Gouvion-Saint-Cyr s'était vu en danger pour avoir voulu contenir les soldats confiés à ses ordres; que Soult lui avait confessé que le roi lui avait inspiré un véritable goût; que Macdonald ne reparut point; les sympathies du peuple étaient partagées par ces vieilles cohortes dont la gloire avait grandi sous l'empire. Napoléon était leur espérance, leur vie. Dans tous les régiments c'était le même esprit, la même foi. Un fait suffira pour le prouver. Le comte d'Artois, arrivé à Lyon, passait la revue des troupes réunies pour combattre l'*usurpateur*. Le prince répétait aux soldats qu'ils étaient bien nourris, bien vêtus, que leur solde était régulièrement payée : vous n'étiez pas ainsi traités sous Bonaparte, leur disait-il; il y avait de l'arriéré, on vous devait. — Qu'importe, répondait au nom de tous un vieux grenadier, s'il nous plaisait de lui faire crédit.

La victoire marchait au pas de charge : la restauration l'effaçait. L'aigle impériale volait de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame, et de Grenoble à Paris ce fut une marche triomphale.

Le 20 mars, à neuf heures du soir, l'empereur faisait son entrée aux Tuileries. Mettant pied à terre, il faillit être étouffé par un gros d'officiers et de citoyens qui se l'arrachèrent pour en toucher quel-

que chose, et le transportèrent à bras dans son salon. Son premier lever fut des plus nombreux. Il apparaissait comme s'il n'y avait pas eu d'intervalle : on se précipita vers lui. Sa voix était douce, sa figure satisfaite, ses manières affectueuses ; il semblait n'en vouloir à personne. C'est qu'il se souvenait qu'à Fontainebleau il avait dégagé chacun de ses serments.

Peu de jours après son retour dans la capitale, il fit une visite au faubourg Saint-Antoine. Il voulait voir le peuple, sentir vibrer la fibre populaire. Il y fut reçu avec enthousiasme. Dans le parcours à travers la ville il vint à passer dans le faubourg Saint-Germain, ce quartier habité par les partisans de la royauté déchue. La multitude devint menaçante : elle exhala sa haine contre ces hôtels, séjour opulent de l'émigration. La situation était critique, et l'empereur faisait observer à cette occasion que de maux aurait pu produire une seule parole imprudente, ou même une expression seulement équivoque de son visage ! Le faubourg malveillant pouvait disparaître dans son entier, disait-il ; je crois bien que ce ne fut qu'au calme de ma personne, au respect que me portait cette multitude que fut due sa conservation.

L'empereur n'avait pas douté un instant de son succès ; il ne se sentait aucune haine directe et personnelle contre ceux qu'il venait de renverser. C'était uniquement pour lui une querelle politique. Il fit relâcher le duc d'Angoulême ; le comte d'Artois, le roi Louis XVIII purent s'éloigner ; et on l'avait pourtant, lui, mis hors la loi ; sa tête avait été mise à prix :

mais tout cela, à ses yeux, n'était que style de manifeste. Tous à Vienne en ont fait autant, disait-il, voire même le cher beau-père ; et de lui c'était bien fort ! l'époux de sa fille chérie !

C'est à son retour de l'île d'Elbe que Napoléon dit un jour à Talma, qui assistait à son déjeuner avec plusieurs savants : « Eh bien ! Talma, on dit que c'est vous qui m'avez appris à me tenir sur mon trône ; c'est une preuve *que je m'y tiens bien.* »

Hélas ! sa destinée de souverain ne devait durer que cent jours ! Mais avant de parler des opérations militaires de 1815, si tristes pour la France, nous croyons devoir mettre sous les yeux du lecteur l'extrait d'un écrit [1] qui initiera mieux que nous ne pourrions le faire à la pensée intime de Napoléon.

« La nation, disait l'empereur à Benjamin Constant, s'est reposée douze ans de toute agitation politique ; et, depuis une année, elle se repose de la guerre. Ce double repos lui a rendu un besoin d'activité. Elle veut ou croit vouloir une tribune et des assemblées, elle ne les a pas toujours voulues ; elle s'est jetée à mes pieds quand je suis arrivé au gouvernement. Vous devez vous en souvenir, vous qui essayâtes de l'opposition ; où était votre appui, votre force ? Nulle part. J'ai pris moins qu'on ne m'insistait à en prendre... Aujourd'hui tout est changé... Le goût des constitutions, des débats, des harangues paraît revenu... Cependant ce n'est que la nécessité

[1] *Lettre sur les Cent jours*, par Benjamin Constant.

qui les veut : ne vous y trompez pas ! Le peuple, ou si vous aimez mieux la multitude, ne veut que moi. Vous l'avez vue, cette multitude, se pressant sur mes pas, se précipitant du haut des montagnes, m'appelant, me cherchant, me saluant. A ma rentrée de Cannes, je n'ai pas conquis, j'ai administré... Je ne suis pas seulement, comme on l'a dit, *l'empereur des soldats, je suis celui des paysans, des plébéiens de la France*... Aussi, malgré tout le passé, vous voyez le peuple revenir à moi : il y a sympathie entre nous. Ce n'est pas comme avec les privilégiés. La noblesse m'a servi, elle s'est élancée en foule dans mes antichambres ; il n'y a pas de place qu'elle n'ait acceptée, demandée, sollicitée. Le cheval faisait des courbettes, il était bien dressé ; mais je le sentais frémir. Avec le peuple, c'est autre chose ; la fibre populaire répond à la mienne. Je suis sorti des rangs du peuple ; ma voix agit sur lui. Voyez ces conscrits, ces paysans ; je ne les flattais pas ; je les traitais rudement. Ils ne m'entouraient pas moins, ils n'en criaient pas moins : *vive l'empereur !* c'est qu'entre eux et moi, il y a même nature. Ils me regardent comme leur soutien, leur sauveur contre les nobles. Je n'ai qu'à faire un signe, ou plutôt à détourner les yeux, les nobles seront massacrés dans les provinces. Ils ont si bien manœuvré depuis dix mois... mais je ne veux pas être le roi d'une *Jacquerie*. S'il y a des moyens de gouverner par une constitution, à la bonne heure.

» Je ne veux pas, comme Louis XVIII, vous octroyer

une charte révocable, avait dit Napoléon, je veux donner une constitution qui vienne du peuple et de moi.» Fidèle à sa promesse, à ses convictions, il publia l'acte additionnel aux constitutions de l'empire, qui devait être soumis à l'acceptation libre et solennelle de tous les citoyens dans toute l'étendue de la France. Les assemblées primaires se réunirent, et le dépouillement du scrutin constata un million trois cent mille votes approbatifs contre quatre mille deux cents bulletins négatifs. Solennelle reconnaissance des droits que la nation consultée avait délégués au grand Napoléon et à sa monarchie.

La nouvelle du débarquement de Napoléon à Cannes avait retenti comme un coup de foudre parmi les plénipotentiaires des puissances coalisées. Une guerre à outrance fut résolue. Alexandre caressa cette idée comme une affaire personnelle : il promit de mettre à la disposition de la croisade projetée toutes les forces, les ressources de la Russie ; les autres souverains firent le même serment. Les peuples de l'Europe, remorqués par la sainte-alliance, s'apprêtèrent à se ruer de nouveau sur la France. Pour résister à cette formidable agression, l'empereur pourvut à la défense de la capitale ; il s'occupa avec énergie et activité de tous les préparatifs ; une lutte suprême était imminente : partout on courut aux armes. La grande nation comprenait que cette haine affectée contre l'empereur servait de prétexte aux jaloux de sa gloire, aux ennemis de sa prospérité. Le 1er juin 1815, la population et cinquante mille hommes de toutes

armes s'assemblaient au champ de mai. Au nom de la nation, l'orateur de la commission des colléges électoraux, M. Dubois d'Angers, prononça ces paroles :

« Que veut la ligue des rois alliés avec cet appareil de guerre dont elle épouvante l'Europe et afflige l'humanité? Par quel acte, par quelle violation avons-nous provoqué leur vengeance, motivé leur agression? Avons-nous depuis la paix essayé de leur donner des lois? Nous voulons seulement faire et suivre celles qui s'adaptent à nos mœurs. Nous ne voulons point du chef que veulent pour nous nos ennemis, et nous voulons celui dont ils ne veulent plus.

» Ils osent vous proscrire personnellement, vous, sire, qui, maître tant de fois de leurs capitales, les avez raffermis généreusement sur leurs trônes ébranlés ! Cette haine de nos ennemis ajoute à notre amour pour vous. On proscrirait le moins connu de nos citoyens, que nous devrions le défendre avec la même énergie : il serait comme vous sous l'égide de la loi et de la puissance française. »

Le résultat des votes proclamé, l'empereur prit ainsi la parole :

« Messieurs les électeurs des députés, et messieurs les députés de l'armée de terre et de mer,

» Empereur, consul, soldat, je tiens tout du peuple. Dans la prospérité, dans l'adversité, sur le champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans l'exil, la France a été l'objet unique et constant de mes pensées et de mes actions.

» Comme ce roi d'Athènes, je me suis sacrifié pour

mon peuple, dans l'espoir de voir réaliser la promesse de conserver à la France son intégrité naturelle, son honneur et ses droits.

» L'indignation de voir ces droits sacrés, acquis par vingt-cinq années de victoires, méconnus et perdus à jamais; le cri de l'honneur français flétri; les vœux de la nation m'ont ramené sur ce trône, qui m'est cher, parce qu'il est le *Palladium* de l'indépendance, de l'honneur et des droits du peuple.....

» Français! vous allez retourner dans vos départements : dites aux citoyens que les circonstances sont grandes! qu'avec de l'union, de l'énergie, de la persévérance, nous sortirons victorieux de cette lutte d'un grand peuple contre ses oppresseurs; que les générations à venir scruteront sévèrement notre conduite; qu'une nation a tout perdu quand elle a perdu l'indépendance; dites-leur que les rois étrangers que j'ai élevés sur le trône, ou qui me doivent la conservation de leur couronne, qui tous, au temps de ma prospérité, ont brigué mon alliance ou la protection du peuple français, dirigent aujourd'hui tous leurs coups contre ma personne. Si je ne voyais que c'est à la patrie qu'ils en veulent, je mettrais à leur merci cette existence contre laquelle ils se montrent si acharnés. Mais dites aussi aux citoyens que tant que les Français me conserveront les sentiments d'amour dont ils me donnent tant de preuves, cette rage de nos ennemis sera impuissante.

» Français! ma volonté est celle du peuple, mes droits sont les siens; mon honneur, ma gloire, mon

bonheur, ne peuvent être autres que l'honneur, la gloire et le bonheur de la France. »

Plus les souverains coalisés s'appliquaient à séparer Napoléon de la nation, plus il s'identifiait avec elle. A la chambre des représentants, il parlait de ces institutions qui seules peuvent fixer les destinées des peuples, et de sa pensée de les coordonner. « J'ambitionne, ajoutait-il, de voir la France jouir de toute la liberté possible ; possible, car l'anarchie ramène toujours le pouvoir absolu. » Cette déclaration de l'empereur ne réussit pas à vaincre ces ressentiments secrets, ces haines qui se réveillaient au sein d'une majorité qui, semblable à ces assemblées du Bas-Empire, pressées de tous côtés par les Barbares, se rendaient, comme elles, la risée de la postérité, en se livrant à d'abstraites discussions, alors que le bélier brisait les portes de la ville.

Le canon avait retenti en Italie. Murat n'avait pu se sauver par sa défection de 1814. L'Europe armée menaçait les frontières de l'empire. Le grand capitaine, de son propre aveu, n'avait plus le sentiment du succès définitif ; ce n'était plus sa confiance première ; ce n'était plus, comme il le reconnaissait, cette fortune qui, attachée à ses pas, le comblait ; le destin se montrait sévère. Il lui arrachait encore, comme par force, quelques faveurs, mais dont il se vengeait tout aussitôt ; la fatale levée de boucliers du roi de Naples avait malheureusement compliqué la situation. Elle empêcha le rapprochement de l'Autriche, que Napoléon serait parvenu à ménager. Il ne

resta plus qu'une seule ressource à la France, celle de recourir aux armes pour écraser les puissances coalisées contre elle.

L'entrée en campagne de l'empereur fut des plus heureuses et des plus habiles. Il avait tout disposé pour surprendre l'ennemi et l'anéantir; mais un transfuge courut livrer tous les plans à l'étranger.

L'empereur gagne la bataille de Fleurus ou de Ligny. A la première nouvelle de cette victoire (16 juin 1815), les têtes des colonnes russes s'arrêtent, et toute la masse austro-bavaroise oblique pour s'en séparer. Dans la journée du 17, l'armée se trouva partagée en trois parties. Soixante-dix-neuf mille hommes sous les ordres de Napoléon marchaient sur Bruxelles par la chaussée de Charleroi; ils étaient suffisants pour battre l'armée anglo-hollandaise. Trente-quatre mille hommes sous les ordres de Grouchy, avec cent huit pièces de canon, devaient culbuter l'arrière-garde prussienne dans toutes les positions, ou la contenir. Huit mille occupaient le champ de bataille, et la division Gérard, forte de trois mille, restait pour soutenir les blessés et servir de réserve aux quatre bras.

Comme on peut le voir, la disproportion qui existait entre les masses belligérantes était bien changée; le 17, l'empereur atteint Wellington dans les plaines de Waterloo. Ses troupes étaient trop fatiguées pour engager la bataille. Il expédie à Grouchy l'ordre de déborder la gauche des Anglais, et se dispose au combat pour le lendemain. Jaloux de s'assurer lui-même

de la position du général ennemi, il parcourt la ligne des grand'gardes et rentre au petit jour à son quartier général, satisfait de voir son adversaire disposé à en venir aux mains sur un terrain défavorable, acculé à la forêt de Soignies, ce qui rend sa retraite presque impossible en cas d'échec.

Le mauvais temps empêche que le signal de l'attaque soit donné avant midi. Sur tous les points, vers sept heures du soir, les Français sont victorieux. Soixante-dix mille hommes ont triomphé de cent quarante mille : cependant le corps de Grouchy n'a pas paru. L'arrivée de quarante mille Prussiens, sous les ordres de Blücher, change cette victoire en déroute. L'épée à la main, Napoléon se jette au plus fort de la mêlée ; il veut en vain arrêter les fuyards : le cri de *sauve qui peut*, poussé par des traîtres, en augmente le nombre ; il accroît la confusion. Une terreur panique entraîne tout. La garde impériale s'élève à la sublimité du courage et de l'impassibilité devant le danger. Il y eut alors un moment solennel, ce fut celui où l'empereur se plaça dans un carré où brillèrent à ses côtés Bertrand, Ney, Soult, Corbineau, Flahaut, Gourgaud, Labédoyère. Le vainqueur du monde voulait tomber en simple soldat. « *La mort ne veut pas de vous !* » lui disent ses grenadiers, et aux cris de *Vive l'Empereur !* de *Vive la France !* ces héroïques guerriers, attaqués par des forces dix fois supérieures, font à l'ennemi qui les somme de se rendre cette réponse, religieusement conservée dans les annales de la gloire : *La garde meurt et ne se rend pas !*

La nuit arrête enfin le carnage : elle protége la retraite. Dix-neuf mille Français, tant tués que blessés, gisent sur le champ de bataille ; huit mille sont faits prisonniers. Le prince Jérôme, Morand, Colbert, Petit, Pelet, Cambronne, s'étaient battus comme des lions.

Après la bataille de Waterloo, la position de la France était critique, mais elle n'était pas désespérée. Soixante-dix mille hommes étaient ralliés entre Paris et Laon ; Rapp devait en amener vingt-cinq mille : trente mille autres, y compris les dépôts de la garde, étaient en marche. Ainsi une armée de cent vingt mille combattants couvrait la capitale. Tout pouvait se réparer : il fallait s'animer du sentiment de l'honneur, se rappeler l'exemple de Rome après la bataille de Cannes, et non celui de Carthage après Zama.

Le 21 juin, le maréchal Blücher et le duc de Wellington entrèrent sur le territoire français. Les places de la Flandre furent investies.

Napoléon, arrivé au palais de l'Élysée, veut imprimer à la nation, à l'armée, le plus noble dévouement et sauver la patrie ; mais on discute, on dispute, et tout est perdu. Au lieu d'agir, la chambre proclame sa permanence, elle déclare que toute tentative de la dissoudre sera un crime de haute trahison ; puis elle mande à sa barre les ministres de la guerre et des relations extérieures. Poussée par la fatalité, elle va jusqu'à nommer une commission pour se concerter sur les moyens de traiter la paix.

Pendant ces orageux débats parlementaires, La-

fayette prétend que l'unique chance de salut est l'abdication. « Laisser sur le trône Napoléon, dit-il, c'est s'exposer à voir une armée ennemie s'avancer sur la capitale et nous imposer de nouveau cette famille des Bourbons... Les cris de : *A bas les Bourbons! à bas Louis XVIII!* se confondent avec ceux de *l'abdication! l'abdication!* Une députation est désignée pour porter à l'empereur le vœu de cette tumultueuse assemblée; et celui qui avait été délivré des cachots d'Olmütz par Napoléon, s'écrie : *Je lui donne une heure; si dans une heure l'acte d'abdication n'est pas arrivé, je demanderai sa déchéance.* Ainsi, comme on l'a judicieusement fait remarquer, pour sauver la patrie on la privait des services du seul homme capable de la sauver!

C'en était fait! la chambre avait perdu la France.

Lucien écrivit sous la dictée de son auguste frère la déclaration suivante :

« Au peuple français,

» En commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et le concours de toutes les autorités nationales ; j'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi.

» Les circonstances me paraissent changées; je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France : puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir voulu réellement qu'à ma personne. Ma vie politique est terminée, je proclame

mon fils, sous le titre de Napoléon II, empereur des Français.

» Les ministres formeront provisoirement le conseil du gouvernement; l'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les chambres à organiser, sans délai, la régence par une loi.

» Unissez-vous tous pour le salut public, et pour rester une nation indépendante. »

« Soldats,

» Quand je cède à la nécessité qui me force à m'éloigner de la brave armée française, j'emporte avec moi l'heureuse certitude qu'elle justifiera, par les services éminents que la patrie attend d'elle, les éloges que nos ennemis eux-mêmes ne peuvent lui refuser...

» Soldats! je suivrai vos pas, quoique absent; je connais tous les corps, et aucun d'eux ne remportera un avantage signalé sur l'ennemi sans que je ne rende justice au courage qu'il aura déployé; vous et moi, nous avons été calomniés; des hommes indignes d'apprécier nos travaux ont vu, dans les marques d'attachement que vous m'avez données, un zèle dont j'étais le seul objet; que vos succès futurs leur apprennent que c'était la patrie par-dessus tout que vous serviez en m'obéissant, et que, si j'ai quelque part à votre affection, je le dois à mon ardent amour pour la France, notre mère commune.

» Soldats, encore quelques efforts, et la coalition

sera dissoute. Napoléon vous reconnaîtra aux coups que vous allez porter.

» Sauvez l'honneur, l'indépendance de la France, soyez jusqu'à la fin tels que je vous ai connus depuis vingt ans, et vous serez invincibles. »

Le gouvernement provisoire, dont Fouché avait la présidence, empêcha l'insertion de cette adresse dans le *Moniteur*, or l'armée n'en eut point connaissance. Le général Becker fut chargé de se rendre au château de la Malmaison afin de veiller à la conservation de l'empereur Napoléon et au respect qui lui était dû, et d'empêcher les malveillants de se servir de son nom pour occasionner des troubles. L'ennemi approchait; le ministre de la marine vint annoncer à Napoléon qu'on le dispensait d'attendre un sauf-conduit. Alors il fit appeler le général Becker et lui dit : « Mais l'ennemi est à Compiègne, à Senlis, je ne conçois rien à l'aveuglement du gouvernement; il faut être insensé, traître à la patrie pour douter de la mauvaise foi de l'étranger. Tout est perdu, n'est-ce pas? Dans ce cas, qu'on me fasse général, je commanderai l'armée. Je veux battre l'ennemi, l'écraser, le forcer par la victoire à donner un cours favorable aux négociations. Ce grand point obtenu, je poursuivrai ma route. » Becker transmet cette patriotique inspiration aux gouvernants. D'Otrante prétend que Napoléon se moque de la commission. Carnot seul est d'avis de confier le sort de la patrie entre les invincibles mains de l'homme extraordinaire dont le cœur battait pour l'honneur du pays : son opinion n'est point partagée

par ses collègues ; on refuse l'épée de Napoléon. L'Empire était vendu à l'étranger, et l'illustre fondadeur de la monarchie la plus populaire, la plus nationale, la seul même, quittait la Malmaison le 29 juin pour s'embarquer à Rochefort. Le 13 juillet 1815, il écrivait au prince-régent d'Angleterre la lettre suivante, que le général Gourgaud fut chargé de lui porter immédiatement :

« Altesse Royale,

» En butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir aux foyers du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse royale comme le plus puissant, le plus constant et le plus généreux de mes ennemis, et je lui offre la plus belle page de son histoire. »

L'empereur abordait le *Bellérophon* le 15 juillet ; il venait se mettre sous la protection des lois d'Angleterre. Il mouilla à Plymouth le 27, et le 30, lord Keilh lui fit, au nom des ministres, la communication suivante :

« Comme il peut être convenable au général Bonaparte d'apprendre, sans un plus long délai, les intentions du gouvernement britannique à son égard, votre seigneurie lui communiquera l'information suivante :

» Il serait peu consistant avec nos devoirs envers

notre pays et les alliés de Sa Majesté, si le général Bonaparte conservait le moyen ou l'occasion de troubler de nouveau la paix de l'Europe; c'est pourquoi il devient absolument nécessaire qu'il soit restreint dans sa liberté personnelle, autant que peut l'exiger ce premier et important objet.

» L'île de Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence : son climat est sain, et sa situation locale permettra qu'on l'y traite avec plus d'indulgence qu'on ne pourrait le faire ailleurs, vu les précautions indispensables qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa personne.

» On permet au général Bonaparte de choisir parmi les personnes qui l'ont accompagné en Angleterre, à l'exception des généraux Savary et Lallemand, trois officiers, lesquels, avec son chirurgien, auront la permission de l'accompagner à Sainte-Hélène, et ne pourront point quitter l'île sans la sanction du gouvernement britannique. »

La réponse de l'empereur ne se fit pas attendre : lord Keilh la remit le 4 août.

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon*; je ne suis pas le prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du gouvernement de me recevoir et de me conduire en Angleterre avec ma

suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi pour venir me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellérophon,* je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement, en donnant des ordres au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon.

» Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient parler désormais de leur loyauté, de leurs lois et de leur liberté ; la foi britannique se trouverait perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon.*

» J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi, qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois : quelle plus éclatante preuve pouvait-il donner de son estime et de sa confiance? Mais comment répondit-on en Angleterre à une telle magnanimité? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola. »

Le 7 août, le *Northumberland* appareilla : il remplaçait le *Bellérophon,* trop vieux pour faire la traversée. Durant la navigation, le travail abrégea de bien longues et monotones journées : Napoléon remplissant, comme il l'avait dit lui-même, ses destinées, écrivait ou dictait ses mémoires. Enfin le lundi 16 octobre 1815, il débarqua à Sainte-Hélène.

La ville n'est autre chose qu'un prolongement de

maisons le long d'une vallée fort étroite, resserrée entre deux montagnes à pic d'un roc tout à fait nu et stérile. Fixé d'abord à Briars-aux-Ronces, celui qui avait disposé de tant de couronnes, auquel tant de puissance avait été départie, était réduit à habiter une méchante cahute de quelques pieds carrés, perchée sur le roc, sans rideaux, ni volets, ni meubles : il manquait des choses les plus indispensables.

L'illustre victime, en face de ce raffinement de rigueurs de toute nature dont on s'appliquait à l'accabler, ne peut garder silence. « A quel infâme traitement ils nous ont réservés, s'écria-t-il à la vue de ce séjour sinistre; ce sont les angoisses de la mort! A l'injustice, à la violence, ils joignent les supplices prolongés! Si je leur étais si nuisible, que ne se défaisaient-ils de moi ? quelques balles dans le cœur ou dans la tête eussent suffi. Il y eût eu du moins quelque énergie dans ce crime! Si ce n'était vous autres, et vos femmes surtout, ajoutait-il en s'adressant à ses compagnons d'exil, je ne voudrais recevoir ici que la ration de simple soldat. Comment les souverains de l'Europe peuvent-ils laisser spolier en moi ce caractère sacré de la souveraineté? Ne voient-ils pas qu'ils se tuent de leurs propres mains à Sainte-Hélène ! Je suis entré vainqueur dans leurs capitales; si j'y eusse rapporté les mêmes sentiments, que seraient-ils devenus? Ils m'ont tous appelé leur frère, et je l'étais devenu par le choix des peuples, la sanction de la victoire, le caractère de la religion, les alliances de leur politique et de leur sang. Croient-

ils donc le bon sens des peuples insensible à leur morale, et qu'en attendent-ils? Toutefois, faites vos plaintes, messieurs; que l'Europe les connaisse et s'en indigne! Les miennes sont au-dessous de ma dignité et de mon caractère. J'ordonne, ou je me tais. »

Ces plaintes si légitimes, si noblement exprimées ont retenti du roc de Sainte-Hélène dans le monde, et l'infamie s'est à jamais attachée au nom des bourreaux du proscrit de l'Europe.

Que d'idées, que de projets bouillonnaient dans le cratère de ce génie extraordinaire! Aussi étaient-ce bien les nobles regrets de l'avenir de ses vastes combinaisons, des résultats providentiels qui lui échappaient, dont il traçait dans cette exquisse rapide l'expression si vraie, si instructive pour les générations. « Quelle fatalité, disait-il, que l'on ne s'en soit pas tenu à mon retour de l'île d'Elbe! Que chacun n'ait pas vu que j'étais le plus propre et le plus nécessaire à l'équilibre européen [1]. Mais les rois et les peuples m'ont craint; ils ont eu tort, et peuvent le payer chèrement. Je revenais un homme nouveau; ils n'ont pu le croire; ils n'ont pu imaginer qu'un homme eût l'âme assez forte pour changer son caractère ou se plier à des circonstances obligées. J'avais pourtant fait mes preuves et donné quelques gages de ce genre. Qui ne sait que je ne suis pas un homme à demi-mesures? J'aurais été franchement le monarque de la constitution et de la paix, comme

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, mars 1816.

j'avais été celui de la dictature et des grandes entreprises.

» Les souverains redoutaient-ils que je les inondasse de principes anarchiques? Mais ils connaissaient par expérience mes doctrines sur ce point. Ils m'ont vu tous occuper leur territoire; combien n'ai-je pas été poussé à révolutionner leur pays, municipaliser leurs villes, soulever leurs sujets? Bien qu'on m'ait salué, en leur nom, de *moderne Attila*, de *Robespierre à cheval*, tous savent mieux lire dans le fond de leur cœur ; qu'ils y descendent. Si je l'avais été, je règnerais encore peut-être ; mais eux, sûrement et depuis longtemps, ils ne règneraient plus. Dans la grande cause dont je me voyais le chef et l'arbitre, deux systèmes se présentaient à suivre : de faire entendre raison aux rois par les peuples, ou de conduire à bon port les peuples par les rois; mais on sait s'il est facile d'arrêter les peuples quand ils sont une fois lancés ; il était plus naturel de compter un peu sur la sagesse et l'intelligence des rois; j'ai dû leur supposer toujours assez d'esprit pour de si clairs intérêts; je me suis trompé ; ils n'ont tenu compte de rien ; et, dans leur aveugle passion, ils ont déchaîné contre moi ce que j'avais retenu contre eux. *Ils verront !...*

» De quoi pouvaient s'effrayer les peuples? Que je vinsse les ravager, leur imposer des chaînes? Mais je devenais le messie de la paix et de leurs droits : cette doctrine nouvelle faisait ma force ; la violer, c'était me perdre. Cependant les Français même m'ont redouté ; ils ont eu l'insanité de discuter quand il n'y avait

qu'à combattre, de se diviser quand il fallait à tout prix se réunir ; et ne valait-il pas mieux encore courir les dangers de m'avoir pour maître que de s'exposer à subir le joug de l'étranger ? N'était-il pas plus aisé de se défaire d'un despote, d'un tyran, que de secouer les chaînes de toutes les nations réunies ? Et puis, d'où leur venait cette défiance contre ma personne ? Parce qu'ils m'avaient déjà vu concentrer en moi tous les effets et les diriger d'une main vigoureuse ? Mais n'apprennent-ils pas aujourd'hui à leurs dépens combien c'était nécessaire. Eh bien ! le péril fut toujours le même, la lutte terrible, et la crise imminente. L'histoire me signalera, au contraire, comme l'homme des abnégations et du désintéressement. De quelles séductions ne fus-je pas l'objet à l'armée d'Italie ? L'Angleterre m'offrit d'être roi de France lors du traité d'Amiens. Je repoussai la paix de Châtillon ; je dédaignai toute stipulation personnelle à Waterloo : pourquoi ? C'est que rien de tout cela n'était la patrie, et je n'avais d'autre ambition que la sienne, celle de sa gloire, de son ascendant, de sa majesté ; aussi voilà pourquoi, en dépit de tant de malheurs, je demeurai si populaire parmi les Français. C'est une espèce d'instinct, d'arrière-justice de leur part.

» Je le répète, les peuples et les rois ont eu tort ; j'avais retrempé les trônes ; j'avais retrempé la noblesse inoffensive : les trônes et la noblesse peuvent se trouver de nouveau en péril. J'avais consacré, fixé les limites raisonnables des droits des peuples ; des réclamations vagues, absolues et immodérées peuvent

renaître. Mon retour et mon maintien sur le trône, mon adoption franche de la part des souverains, jugeaient définitivement la cause des rois et des peuples; tous les deux l'avaient gagnée. Aujourd'hui on la remet en question : tous deux peuvent la perdre. On pouvait avoir tout fini, on peut avoir tout à reprendre; on a pu se garantir un calme long et assuré, commencer à jouir, et au lieu de cela, il peut suffire d'une étincelle pour ramener une conflagration universelle! Pauvre et triste humanité! »

Le temps a vérifié ces prophétiques paroles de Napoléon. Après combien d'épreuves la société européenne doit-elle se reposer de ses agitations, de ses bouleversements?

Napoléon était d'un caractère bienveillant. Sa bonté, ainsi qu'il le disait, n'était pas dans sa bouche, elle se trouvait dans ses nerfs. Sa main n'était pas au bout d'un bras de fer, elle tenait immédiatement à sa tête; le calcul la faisait mouvoir. On a beaucoup parlé de ses boutades, de ses brusqueries : on en a même à dessein exagéré la portée, l'importance. Eh bien! ces boutades, ces brusqueries étaient un moyen d'épreuves. C'est ainsi qu'il tâtait son monde, qu'il parvenait à prendre au vol les nuances du caractère d'un homme, qu'il savait à quel unisson était montée son âme. « Frappez un individu d'un gant, disait l'empereur, il ne rend aucun son ; frappez-le d'un marteau, il retentit. » C'est cette moralité, cette bonté, apanage de la noblesse des sentiments de Napoléon, qui lui firent repousser avec indignation des propo-

sitions dont tant d'ambitions se seraient fait des marchepieds. « On m'a souvent offert, à un million par tête, la vie de ceux que je remplaçais sur le trône, disait l'empereur à M. de Las-Cases ; on les voyait mes compétiteurs ; on me supposait avide de leur sang ; mais ma nature eût-elle été différente, eussé-je été organisé pour le crime, je me serais refusé à celui-ci. » C'est bien là l'homme qui déclare devant la postérité qu'aucun crime ne saurait lui être imputé. Cependant la calomnie a cherché à le salir de son impur venin. La basse jalousie lui a prêté l'oreille. L'histoire a vengé sa mémoire.

Durant sa longue agonie de Sainte-Hélène Napoléon, entouré de fidèles amis, du général Bertrand, du général Montholon, de M. de Las-Cases [1], confia à leur dévouement ses pensées les plus secrètes. Les plans de ses nombreuses campagnes, ses vues humanitaires, ses projets de grandeur pour la France, les causes de son étonnante élévation sur le trône, celles de sa chute, tout passa au creuset d'une impartiale appréciation. Dans ces précieux documents, on retrouve les bases qui servirent à fonder cette monarchie nationale, populaire que la France a rétablie, au moment où elle croyait s'abîmer dans la tourmente révolutionnaire.

Le roc de Sainte-Hélène fut un séjour de tortures pour l'empereur. La haine des rois l'avait livré aux persécutions d'un Hudson-Lowe, abject instrument

[1] Voir son *Mémorial de Sainte-Hélène*, que nous avons tant de fois cité.

dont il a stigmatisé la mémoire. « J'ai vu des Prussiens, des Tartares, des Cosaques, des Kalmoucks, disait l'illustre victime ; mais jamais de ma vie je n'ai vu un homme d'une physionomie aussi repoussante. Il a le crime peint sur le visage..... »

C'était là l'homme qu'un ministre d'Angleterre, lord Castelreagh, avait choisi pour être l'inquisiteur, le geôlier du génie qui s'était élevé au faîte de la gloire et de la puissance humaine. On est à la fois étonné de cette résignation, de cette abnégation, de ce mépris des vanités de ce monde dont l'empereur donna le sublime exemple ! Les historiens n'ont point cherché à sonder le secret de la fermeté de ce martyr de la politique, de la diplomatie européenne. En le voyant placé en face de la postérité, ils n'ont pas voulu comprendre que son énergie, sa puissance de vues, cette prodigieuse devination s'étaient retrempées aux sources d'une morale sublime qui, seule en cette vie, donne la force. Le monde était pour lui le passé ; le ciel, l'avenir ; n'était-ce pas le sentiment profond de religion qui lui faisait dire : « Quelle bonne fortune, messieurs, si nous pouvions nous résigner et offrir à Dieu nos malheurs et notre captivité. Tombés de si haut dans une si extrême infortune, supportée en vue de Dieu, ce serait le sujet d'un grand mérite et notre plus sûre consolation. »

Napoléon manifestait le désir de voir un ministre de la religion ; après la mort d'une des personnes attachées à son service, il avait fait écrire à ce sujet au cardinal Fesch. A Sainte-Hélène, lorsqu'il reçut la

nouvelle de l'arrivée de quelques prêtres : « Enfin, s'écria-t-il avec une joie anticipée, nous aurons la messe le dimanche! Revoir la religion, c'est revoir la patrie. Privés de nos familles, nous en aurons du moins les mœurs; nous aurons un lieu, une communication avec l'Europe, l'union des souvenirs, et, ajoutait-il, si nous fondons un autel catholique dans cette île, nous avons le droit d'en être fiers, car nous y arborons l'étendard de la France. La religion élèvera une nouvelle barrière entre Plantation-House (demeure d'Hudson), et Longwood (résidence de l'empereur), entre les hérétiques et moi. Ces prêtres qui arrivent, ce sont des coreligionnaires, des compatriotes, des frères, c'est un renfort contre l'Angleterre. »

La santé de Napoléon s'altérait de jour en jour : dans le pressentiment de sa fin prochaine, « *L'Angleterre réclame mon cadavre,* disait-il, *je ne la ferai pas attendre.* » Ce corps si robuste, qui avait résisté à tant de travaux [1], qu'avaient épargné tant de fatigues, se courbait désormais sous les infirmités hâtées par la méchanceté des hommes. La marche devenait pesante, les jambes se gonflaient, les traits se modifiaient : tout annonçait la dissolution du corps, mais l'âme restait la même.

Dans un de ces moments où la pensée se reporte vers la divinité, Napoléon eut avec le général Bertrand l'entretien suivant : « Je ne conçois pas, sire, disait

[1] *Mémorial de Sainte Hélène*, octobre 1816.

le général, qu'un grand homme comme vous puisse adopter que l'Être-Suprême se soit jamais montré aux hommes sous une forme humaine, avec une figure, une bouche et des yeux, semblable à nous ; que Jésus soit tout ce qu'il vous plaira, la plus vaste intelligence, le cœur le plus moral, le législateur le plus profond ; le dieu juif a renouvelé le prodige des temps fabuleux ; il a remplacé, en les détrônant, les divinités grecques, égyptiennes. »

Napoléon lui fit cette réponse, sainte et sublime appréciation de la toute-puissance du fils de Dieu :

« Je connais les hommes, et je vous dis que Jésus n'est pas un homme. Les esprits superficiels voient de la ressemblance entre Jésus-Christ et les fondateurs des empires, les conquérants et les dieux des autres religions. Cette ressemblance n'existe pas ; il y a entre le christianisme et quelque religion que ce soit la distance de l'infini.

» Reconnaître la vérité est un don du ciel et le caractère propre d'un excellent esprit ; mais il n'est personne qui ne puisse rejeter tout de suite le mensonge. Ce qui est faux répugne, et se reconnaît à une simple vue. Eh bien ! il s'élève constamment un flot sans cesse renaissant d'objections contre la vraie religion, soit ; d'où vient qu'on n'en fait aucune contre les fausses ? c'est que, sans hésiter, tout le monde les croit fausses. Jamais le paganisme fut-il accepté comme la vérité absolue par les sages de la Grèce, ni par Pythagore ou par Socrate, ni par Platon, ni par Anaxagore ou par Périclès. Ces grands hommes se récréaient avec

les récits du bon Homère, comme avec les riantes imaginations de la fable, mais ils ne les adoraient pas.

» Au contraire, les plus grands esprits, depuis l'apparition du christianisme, ont eu la foi, et une foi vive, une foi pratique aux mystères, aux dogmes de l'Évangile, non-seulement Bossuet et Fénelon, mais Descartes, Newton, Leibnitz, Pascal, Corneille et Racine, Charlemagne et Louis XIV. D'où vient cette singularité, qu'un symbole aussi mystérieux et obscur que le symbole des Apôtres ait été reçu avec un profond respect par nos plus grands hommes, tandis que des théogonies puisées dans les lois de la nature et qui n'étaient, à vrai dire, que des explications systématiques du monde, n'ont pu parvenir à en imposer à aucun homme instruit? Qui est-ce qui a le plus médit de l'Olympe païen, sinon les païens?

» La mythologie est la religion de la fantaisie; les poëtes, en déifiant leurs rêves, suivirent la pente naturelle à notre esprit, qui exagère sa puissance jusqu'à s'adorer lui-même, parce qu'il ignore ses limites. Ce n'est pas avec des métaphores, ni avec de la poésie qu'on explique Dieu, qu'on parle de l'origine du monde, et qu'on révèle les lois de l'intelligence.

» Ici tout est humain, tout crie en quelque sorte. « Je suis l'œuvre de la créature : » cela saute aux yeux, tout est imparfait, incertain, incomplet; les contradictions fourmillent : le paganisme est l'œuvre de l'homme; on peut lire ici notre imbécillité et notre cachet qui sont écrits partout. Une seule religion accepte pleinement la loi naturelle, une seule s'en

approprie les principes, une seule en fait l'objet d'un enseignement perpétuel et public. Quelle est cette religion? Le christianisme.

» Je ne vois dans Lycurgue, Numa, Confucius et Mahomet que des législateurs qui, ayant le premier rôle dans l'État, ont cherché la meilleure solution du problème social; mais je ne vois rien là qui décèle la divinité; eux-mêmes n'ont pas élevé leurs prétentions si haut.

» Il n'en est pas de même du Christ : tout de lui m'étonne; son esprit me dépasse et sa volonté me confond. Entre lui et quoi que ce soit au monde, il n'y a pas de terme possible de comparaison, il est vraiment un être à part; ses idées et ses sentiments, la vérité qu'il annonce, sa manière de convaincre, ne s'expliquent ni par l'organisation humaine, ni par la nature des choses.

» Sa naissance et l'histoire de sa vie, la profondeur de son dogme, qui atteint vraiment la cime des difficultés, et qui en est la plus admirable solution, son Évangile, la singularité de cet être mystérieux, son apparition, son empire, sa marche à travers les siècles et les royaumes, tout est pour moi un prodige; je ne sais quel mystère insondable, qui me plonge dans une rêverie dont je ne puis sortir, mystère qui est là sous les yeux, mystère permanent que je ne peux nier, et que je ne peux expliquer non plus.

» Ici je ne vois rien de l'homme.

» Plus j'approche, plus j'examine de près, tout est au-dessus de moi, tout demeure grand d'une grandeur

qui m'écrase, et j'ai beau réfléchir, je ne me rends compte de rien.

» Jésus n'emprunte rien à aucune de nos sciences. Toute sa religion consiste à croire : en effet, les sciences et la philosophie ne servent à rien pour le salut, et Jésus ne vient dans le monde que pour révéler les secrets du ciel et les lois de l'esprit.

» Aussi n'a-t-il affaire qu'à l'âme, il ne s'entretient qu'avec elle, et c'est à elle seule qu'il apporte son Evangile. L'âme lui suffit, comme il suffit à l'âme : jusqu'à lui, l'âme n'était rien, la matière et le temps étaient les maîtres du monde. A sa voix, tout est rentré dans l'ordre. La science et la philosophie ne sont plus qu'un travail secondaire; l'âme a reconquis sa souveraineté. Tout l'échafaudage scolastique tombe comme un édifice ruiné par un seul mot : *La foi.* Quel maître, quelle parole qui opère une telle révolution! Avec quelle autorité il enseigne aux hommes la prière, il impose ses croyances! et nul ici ne peut contredire, d'abord parce que l'Évangile contient la morale la plus pure, et ensuite parce que le dogme, dans ce qu'il contient d'obscur, n'est autre chose que la proclamation et la vérité de ce qui existe là où nul œil ne peut voir, où nul raisonnement ne peut atteindre.

» La religion chrétienne n'est pas de l'idéologie ni de la métaphysique, mais une règle qui dirige les actions de l'homme, qui le corrige, le conseille et l'assiste dans toute sa conduite. La Bible offre une série complète de faits et d'hommes historiques, pour

expliquer le temps et l'éternité, telle qu'aucune autre religion n'est à même d'en offrir. Si ce n'est pas là la vraie religion, on est excusable de s'y tromper; car tout cela est grand et digne de Dieu.

» Je cherche en vain dans l'histoire pour y trouver le semblable de Jésus Christ, ou quoi que ce soit qui approche de l'Évangile. Ni l'histoire, ni l'humanité, ni les siècles, ni la nature ne m'offrent rien avec qui je puisse le comparer ou l'expliquer. Ici, tout est extraordinaire; plus je les considère, plus je m'assure qu'il n'y a rien là qui ne soit en dehors de la marche des choses et au-dessous de l'esprit humain.

» Le Christ attend tout de sa mort : est-ce là l'invention d'un homme? Non, c'est au contraire une marche étrange, une confiance surhumaine, une réalité inexplicable! N'ayant encore que quelques disciples idiots, le Christ est condamné à mort; il meurt objet de la colère des prêtres juifs et du mépris de sa nation, abandonné et contredit par les siens; et comment pouvait-il en être autrement de celui qui avait annoncé par avance ce qui allait lui arriver?

» On va me prendre, on me crucifiera, disait-il, je serai abandonné de tout le monde, mon premier disciple me reniera au commencement de mon supplice, je laisserai faire les méchants; mais ensuite la justice divine étant satisfaite, le péché originel étant expié par mon supplice, le lien de l'homme avec Dieu sera renoué, et ma mort sera la vie de mes disciples; alors ils seront plus forts sans moi qu'avec moi, car ils me verront ressuscité; je monterai au ciel, et je leur en-

verrai du ciel un esprit qui les instruira : l'esprit de la croix leur fera concevoir mon Évangile; mais ils y croiront, ils le prêcheront, ils le persuaderont à l'univers tout entier.

» Et cette folle promesse, si bien appelée par saint Paul *la folie de la croix*, cette prédiction s'est accomplie littéralement.

» Ce n'est ni un jour ni une bataille qui en ont décidé. Est-ce la vie d'un homme? Non. C'est une guerre, un long combat de trois cents ans, commencé par les Apôtres et entretenu par leurs successeurs et par le flot successif des générations chrétiennes. Depuis saint Pierre, les trente-deux évêques de Rome, qui ont succédé à sa principauté, ont été comme lui martyrisés. Aussi trois siècles durant, la chaire romaine fut un échafaud qui procurait infailliblement la mort à celui qui y était appelé.

» Dans cette guerre, tous les rois et toutes les forces de la terre se trouvèrent d'un côté; et de l'autre je ne vois pas d'armée, mais une énergie mystérieuse, quelques hommes disséminés çà et là dans toutes les parties du globe, n'ayant d'autre signe de ralliement qu'une foi commune dans le mystère de la croix.

» L'Évangile possède une vertu secrète, je ne sais quoi d'efficace, une chaleur qui agit sur l'entendement et qui charme le cœur. On éprouve à le méditer ce qu'on éprouve à contempler le ciel. L'Évangile n'est pas un livre, c'est un être vivant, avec une action, une puissance qui envahit tout ce qui s'oppose à son extension.

» Le Christ ne varie pas, il n'hésite jamais dans son enseignement, et la moindre affirmation de lui est marquée par un cachet de simplicité et de profondeur qui captive l'ignorant et le savant, pour peu qu'ils y prêtent leur attention.

» Nulle part on ne trouve cette série de belles idées, de belles maximes morales, qui défilent comme les bataillons de la milice céleste, et qui produisent dans notre âme le même sentiment que l'on éprouve à considérer l'étendue même du ciel resplendissant, par une belle nuit d'été, de tout l'éclat des astres.

» Par un prodige qui surpasse tout prodige, Jésus veut l'amour des hommes, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus difficile au monde d'obtenir; ce qu'un sage demande vainement à quelques amis, un père à ses enfants, une épouse à son époux, un frère à un frère; en un mot, le cœur : c'est là ce qu'il veut pour lui; il l'exige absolument, et il réussit tout de suite. J'en conclus à sa divinité. Si vous ne comprenez pas que Jésus-Christ est Dieu, eh bien! concluait l'empereur, Bertrand, j'ai eu tort de vous faire général. »

« Le clergé catholique, disait-il un autre jour, a procédé à la fondation de la société européenne; ce qu'il y a de meilleur dans la civilisation moderne, les arts, les sciences, la poésie, tout ce dont nous jouissons est son ouvrage. Tous les éléments d'ordre qui assurent la paix des États sont encore ses bienfaits. »

L'instant fixé dans les décrets de la sagesse de Dieu pour la mort de Napoléon approchait. « *Je sens*, dit-il au docteur Arnolt, *que je touche à ma fin. Le coup est*

porté ; je vais rendre mon cadavre à la terre. On m'a assommé longuement, en détail, avec préméditation, et l'infâme Hudson-Lowe a été l'exécuteur des hautes-œuvres de vos ministres. La Grande-Bretagne finira comme la superbe Venise, et moi, mourant sur cet affreux rocher, je lègue l'opprobre et l'horreur de ma mort à la maison régnante d'Angleterre. »

Au mois d'avril 1821, toute espérance était perdue : le terme des jours de l'empereur était venu ; la vie se retirait. « *Comme je souffre!* disait-il ; *ma mort ne peut être éloignée ;* en quel état je suis tombé ! J'étais si actif, si alerte ; à peine si je puis à présent soulever ma paupière ; *je ne suis plus Napoléon.* »

Dès l'avertissement qui lui fut donné de sa séparation avec les vanités terrestres, le grand homme n'eut d'autre préoccupation que celle d'accomplir ses devoirs comme homme, comme chrétien.

Il traça ce testament si connu, où chaque mot est une révélation de son cœur. Il commençait par ceux-ci : « Je meurs dans la religion catholique et romaine. » Pendant qu'il s'efforçait d'écrire de sa main les codiciles, le 19 avril, il fit un effort, se leva, et, assis dans son fauteuil, il dit au général Montholon qui se réjouissait de cette amélioration : « Vous ne vous trompez pas, mon ami, je vais mieux aujourd'hui, mais je n'en sais pas moins que ma fin approche. Quand je serai mort, chacun de vous aura la douce consolation de retourner en Europe. Vous reverrez vos parents, vos amis ; et moi, je retrouverai mes braves. Oui, Kléber, Desaix, Bessières, Duroc,

Ney, Masséna, Berthier, tous viendront à ma rencontre. Ils me parleront de ce que nous avons fait ensemble ; je leur conterai les derniers événements de ma vie. En me voyant, ils redeviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos guerres avec les Scipion, les Annibal, les César, les Frédéric. A moins, ajouta-t-il en riant, qu'on n'ait peur là-bas de voir tant de guerriers ensemble. »

Napoléon, à la suite de plusieurs entretiens secrets avec le chapelain Vignali, demanda les secours de ce médecin de l'âme. Il ne se sentait pas assez pieux pour communier, mais il l'était trop pour commettre un sacrilége. Il se mit en état de grâce, et le 29 avril il reçut le saint viatique.

Après avoir fait ses derniers adieux à ses compagnons d'exil, il leur dit le 3 mai : « Je suis en paix avec le genre humain. » Le buste de son fils, placé en face de son lit, eut son dernier regard ; il joignit les mains et sa dernière parole fut : Mon Dieu !. .

Telle fut la fin de Napoléon Ier, empereur des Français.

« Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé : » telle était l'expression d'un vœu contenu dans l'acte des dernières volontés du héros qui avait eu pour devise : *Tout pour la France.* Dieu permit qu'il fût exaucé. En 1840, une frégate française, *la Belle-Poule*, abordait l'île Sainte-Hélène ; elle venait chercher les dépouilles mortelles de Napoléon le Grand pour les ramener à Paris. Le 15 décembre,

sous le dôme des Invalides, fut placé le corps du grand homme dont le génie avait doté la patrie des prodiges de la gloire et de la grandeur. L'enthousiasme national salua l'ombre du Messie social du XIXe siècle : le peuple attendit avec confiance l'heure de la réparation, celle du triomphe des idées de la rénovation moderne. Cette providentielle mission était réservée au successeur du fondateur de la monarchie napoléonienne.

XIII

Naissance de Napoléon II, roi de Rome. — Napoléon et l'impératrice Joséphine. — Madame de Montesquiou. — Événements de 1814. — Schœnbrunn. — Son éducation. — Son buste à Sainte-Hélène. — Mort de Napoléon Ier. — Le poëte du fils de l'homme en Autriche. — Entrevue du prince avec Marie-Louise. — Révolution de 1830. — Protestation de Joseph Bonaparte. — Conversation du prince avec M. de Metternich. — Mort de Napoléon II.

Si dans les annales de la France un jour a brillé, riche d'espérance et d'avenir dynastique, d'immense influence sur les destinées de la nation, ce fut certainement celui où la Providence accorda un héritier à Napoléon Ier.

Le 20 mars 1811, le matin [1], l'accoucheur de l'impératrice vint annoncer à l'empereur que les douleurs prenaient plus d'intensité. Suivant sa déclaration, sur mille couches qui arrivaient à Paris, pas une ne

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, 20 mars 1816.

présentait des symptômes aussi alarmants. Napoléon, s'habillant à la hâte, dit au docteur qu'un homme qui connaissait son art serait impardonnable de manquer de sangfroid dans ce moment; que rien ici ne devait le troubler, qu'il n'avait qu'à se figurer qu'il accouchait une bourgeoise de la rue Saint-Denis. « La nature n'a pas deux lois, ajoutait-il, je suis bien sûr que vous ferez ce que votre expérience vous commande, vous n'avez aucun reproche à redouter. » — « Mais il y a danger pour la mère et pour l'enfant, » objectait le célèbre Dubois : « Sauvez la mère, conduisez-vous ici comme si vous attendiez le *fils d'un savetier*. » Arrivé dans les appartements de Marie-Louise, l'empereur demanda au chirurgien pourquoi il tardait à opérer; celui-ci prit pour excuse l'absence de Corvisart, médecin ordinaire de Napoléon. « Si c'est un témoin ou une justification que vous vous réservez, s'écria l'empereur, me voilà, moi. » Dubois alors se prépara. A la vue des apprêts, l'impératrice poussa un cri de crainte. L'empereur s'empressa de la rassurer : enfin elle fut délivrée. Lorsque le jeune Napoléon vint au monde, on le crut mort [1]. Il était sans mouvement, sans respiration; on fit des efforts inouis pour le rappeler à la vie.

La nouvelle de sa naissance fut annoncée par le canon des Invalides. De toutes parts, raconte un contemporain, les habitants de Paris descendirent à leurs portes, remplirent les rues, comptèrent avec inquiétude les échos des détonations. Cette foule, d'ordi-

[1] Voir l'ouvrage de M. le baron Fleury de Chaboulon sur le *Retour de l'île d'Elbe*.

naire si tumultueuse, s'était arrêtée comme un seul homme. Elle écoutait... elle craignait de respirer. Quel enthousiasme lorsqu'elle sut que le ciel accordait un fils à Napoléon Ier. Dans la grande cité, tout un peuple sembla ne former qu'une famille. On se pressait, on s'embrassait sans se connaître ; l'amour du prince confondait tous les cœurs dans un seul sentiment. L'élan était général ; chacun comprenait que là était l'avenir de toutes les prospérités nationales.

Le 19 juin 1811, l'enfant dont le bourrelet fut une couronne, comme l'a dit notre poëte Béranger, fut tenu sur les fonts baptismaux par le grand-duc de Wurtzbourg, représentant l'empereur d'Autriche, et par Son Altesse impériale Madame Mère et la reine Hortense, représentant la reine de Naples. Le cardinal, grand aumônier, donna l'onction sainte en présence d'un éminent concours de cardinaux et d'évêques. L'enfant était roi de Rome. Les corps de l'État, les grands officiers, les hauts dignitaires de l'empire, les ministres des puissances étrangères assistèrent à cette brillante cérémonie. Tous les départements, les pays alliés célébrèrent le baptême de François-Charles-Joseph Napoléon Bonaparte. Paris surtout se distingua par l'éclat de ses fêtes et de ses réjouissances.

Le retentissement de la joie publique pénétra jusque dans le salon de la Malmaison, où pensive, triste, résignée, l'impératrice Joséphine regrettait de n'être pour rien dans cette populaire allégresse. Une per-

sonne entre sans s'être fait annoncer : c'est Napoléon. L'empereur s'approche de l'impératrice, lui prend la main et lui dit avec émotion : « Vous souffrez, Joséphine, et si j'en crois l'amour que j'ai pour vous, je suis la seule cause de vos maux… Ne pense pas que je sois venu ici pour te parler de mon bonheur. Augmenterait-il tes douleurs par un contraste trop déchirant pour toi?… Si cela était, je me serais abstenu. Malgré tout ce que le ciel paraît faire pour la perpétuité de ma dynastie, je me sentais accablé par un pressentiment inexprimable, terrible ; il me semble que ton bonheur a dû finir le mien ! je viens à toi.

» — Sire, pourquoi vous préoccuper de craintes puériles. Dieu vous a trop aimé pour vous réserver des jours mauvais. Votre puissance ne repose-t-elle pas désormais sur une base inébranlable ? »

Napoléon regarde l'impératrice et lui dit avec émotion : « — Je n'aurais jamais dû songer à séparer mon bonheur du tien.

» — Quoi ! c'est aujourd'hui, sire, le lendemain d'une fête qui a consacré pour toujours, à la face du monde entier, les grandes destinées de votre dynastie impériale et royale, que vous tenez un pareil langage? Veuve de mon propre bonheur, c'est à moi que vous parlez de votre défiance de l'avenir ! Hélas ! s'il renferme des larmes, elles doivent n'être répandues que par moi. » Leurs regards se rencontrèrent. La douleur les réunissait.

« — Je te devais plus, reprit l'empereur, je devais

conserver ton amour. N'avais-je pas adopté Eugène?. . Lui, ou l'un de tes petits-fils, ne pouvait-il pas perpétuer la race des empereurs? Car je n'ai d'autre ambition que la gloire et le bonheur du peuple français. Je n'aurais jamais dû l'abandonner... Les Capets ont pendant plusieurs siècles régné sur la France. Henri IV n'en est-il pas le plus grand roi? Henri IV n'était que le cousin de Henri III, il n'en fut pas moins l'illustre héritier de saint Louis. J'avais des neveux, deux surtout, que je chérissais, *les fils de ta bien-aimée Hortense et de mon frère Louis*. Si je n'avais pas tenté le ciel en brisant les nœuds d'une union que je regrette, malgré les espérances d'un nouveau mariage, je ne serais pas aujourd'hui tourmenté par l'appréhension de l'avenir. *J'ai eu tort, je devais fixer mon choix sur l'un des fils d'Hortense*[1]. » La bonne Joséphine fut encore cette fois, comme toujours, l'ange consolateur de Napoléon.

Ainsi sur le berceau de l'illustre rejeton planaient des regrets. Au loin s'amoncelaient les orages politiques, la guerre de Russie, les désastres de 1813, la catastrophe de 1814.

L'enfance du jeune Napoléon fut confiée à une femme d'un rare mérite et d'une piété sincère, à Mme de Montesquiou. Elle sut acquérir de grands titres à l'estime, à l'affection de l'empereur, si sensible à la manière dont elle élevait le roi de Rome. Le jeune enfant occupait le rez-de-chaussée donnant sur

[1] La reine Hortense, le roi Louis-Napoléon, père et mère de S. M. Napoléon III.

la cour des Tuileries; il était peu d'heures de la journée où un grand nombre de spectateurs ne regardassent par la fenêtre, dans l'espérance de l'apercevoir. Un jour qu'il était dans un violent accès de colère et qu'il se montrait rebelle à tous les efforts de sa gouvernante, elle ordonna de fermer sur-le-champ tous les contrevents; étourdi de cette obscurité subite, l'enfant demanda à *maman Quiou* la cause de cette mesure : « C'est que je vous aime trop, lui dit-elle, pour ne pas cacher votre colère à tout le monde. Que diraient toutes ces personnes que vous gouvernerez peut-être un jour, si elles vous avaient vu dans cet état? Croyez-vous qu'elles voulussent vous obéir si elles vous savaient aussi méchant; » et l'enfant d'implorer son pardon aussitôt et de bien promettre que cela ne lui arriverait plus. Quelle différence d'éducation avec celle que donnait M. de Villeroi à Louis XV ! « Regardez tout ce peuple, mon maître, disait le gouverneur, il vous appartient; tous ces hommes que vous voyez sont les vôtres [1]. »

La coalition triomphait, grâce aux trahisons, à l'ingratitude de quelques parjures. Le sénat conservateur qui, deux ans auparavant, était accouru aux Tuileries pour assurer l'empereur qu'il ne séparait pas sa tendresse respectueuse pour le fils du grand Napoléon d'avec les saintes obligations qui l'attachaient à l'héritier de la monarchie, et que dans l'hommage qu'il venait présenter à Sa Majesté, il réunissait à l'humble

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. II, novembre 1815.

offrande de son amour pour la personne sacrée de l'empereur, le tribut de son profond respect et de son *inébranlable fidélité ;* ce sénat prononçait sans pudeur, le 2 avril 1814, la déchéance du chef de la famille Bonaparte, celle de toute la nouvelle dynastie.

L'ennemi marchait sur Paris en dépit des victoires journalières de la campagne de France ; contre l'avis presque unanime du conseil de régence, Marie-Louise, effrayée, voulut quitter Paris avec son fils : « *Je ne partirai point,* criait le pauvre enfant en se cramponnant aux draperies du palais : *Je ne partirai pas... papa m'a défendu de m'en aller.* » Il se réfugiait près de la reine Hortense, semblant rechercher sa protection contre le dévouement trop douteux de l'ancienne archiduchesse d'Autriche.

La mère mit un terme à cette sorte de lutte entre son fils et elle. Quand on voulut conduire le jeune Napoléon à la voiture impériale qui l'attendait, un écuyer de l'impératrice fut chargé d'aider madame de Montesquiou. C'est au milieu des cris : *Papa l'a défendu!* que l'héritier de l'empereur des Français s'éloigna des Tuileries qu'il ne devait plus revoir.

Retenu prisonnier dans un des palais de Vienne, dérobé à tous les regards, le jeune Napoléon fut soigneusement isolé de tous les souvenirs. La sainte-alliance arracha un à un les Français attachés à sa personne ; on le sépara de Mme de Montesquiou

Toutefois, malgré les précautions prises par la politique de Metternich, il circulait dans les salons de Vienne une foule d'anecdotes qu'on se confiait en se-

cret. On les commentait avec joie, chacun se plaisait à faire ressortir tout ce qu'elles présageaient des heureuses dispositions de l'impérial rejeton.

Les acclamations du peuple avaient accueilli sa mère et lui, à son entrée dans la capitale de l'Autriche. Pensant toujours aux Tuileries, il disait à sa gouvernante : *Tout cela est fort beau ; mais je vois bien que je ne suis plus roi de Rome... Je n'ai plus de pages.*

Chez lui, c'était une pensée dominante que ce passé qu'on couvrait du voile de l'oubli.

« — *N'est-il pas vrai, grand'papa*, disait-il à François II, *que j'avais des pages quand j'étais à Paris?*

» — Oui, *je crois* que vous aviez des pages.

» — Il est vrai aussi qu'on m'appelait roi de Rome?

» — Oui.

» — Mais, mon grand'papa, qu'est-ce donc qu'être roi de Rome?

» — Mon enfant, je joins à mon titre d'empereur d'Autriche celui de roi de Hongrie, de roi de Jérusalem. Eh bien! vous étiez roi de Rome comme je suis roi de Jérusalem. ».

Le jeune Napoléon était loin d'être satisfait de ces réponses. Il opposait une force d'inertie qui déjouait toutes les instances du maître qu'on lui avait imposé, lorsqu'il s'agissait de parler allemand ; un jour, enfin, il consentit à écouter son précepteur, mais ce fut en faisant une protestation. *Je cède*, dit-il, *mais ce n'est pas à vos raisons, car je veux toujours et avant tout parler la langue de mes anciens pages.*

Sa fermeté, dans un âge aussi tendre, surprenait ceux qui en étaient témoins.

« — Je veux être soldat, disait-il à M. Hummel ; je me battrai bien, je monterai à l'assaut.

» — Mais, prince, les baïonnettes vous repousseront... vous tueront peut-être ..

» — N'aurai-je donc pas une épée pour les écarter? »

Un général italien avait fait offre d'un jeune lion à la ménagerie du château de Schœnbrunn. L'animal était trop faible pour pouvoir être dangereux ; il était même si doux, si docile, qu'on le laissait jouer avec les chèvres qui l'allaitaient. Un jour, l'empereur voulut faire voir ce roitelet des forêts à ses enfants. Une des plus jeunes des archiduchesses fut saisie d'effroi, non à la vue du lionceau, mais aux mouvements brusques et menaçants d'une chèvre prête à se jeter sur elle. *Ne craignez rien*, s'écria le jeune prince, *je l'empêcherai bien d'approcher*. Se précipiter vers la chèvre, lui saisir adroitement les cornes et la mettre dans l'impossibilité de bouger fut l'affaire d'un moment. François II, qui avait tout entendu et tout vu, ne put retenir cette réflexion : « Il est bien jeune, et déjà il sait comment il faut vaincre la difficulté. »

Dans une réunion de cour, la conversation roulait sur les événements du siècle, et un général citait trois personnages comme les premiers capitaines de l'époque ; le jeune Napoléon l'interrompit aussitôt : « J'en connais un quatrième que vous oubliez, général ; c'est le plus grand, le premier de tous.

» — Lequel, monseigneur?...

» — C'est mon père, » dit-il avec fierté.

Et il s'éloigna rapidement.

En 1820, il avait alors neuf ans; le bruit de l'assassinat du duc de Berry parvint jusqu'à lui. *Ceux qui ont tué le duc de Berry*, s'écria-t-il, *sont les mêmes qui ont trahi mon père*.

Le comte de Dietinschstein, chargé de l'éducation du jeune prince, fut stupéfait de cette exclamation. M. de Foresti, son gouverneur militaire, M. Collin, directeur de ses études littéraires, partagèrent cet étonnement. On en référa à l'empereur d'Autriche et au comte de Metternich. L'espoir d'étouffer dans le fils de Napoléon le souvenir de sa glorieuse naissance fut abandonné. On se résigna à lui enseigner l'histoire de l'empire français, mais à la façon de Metternich.

Le prince ne fut pas dupe de ce subterfuge tudesque.

Une conspiration s'était organisée au retour de l'île d'Elbe pour soustraire le fils de Napoléon à son exil; d'autres se tramèrent encore par les partisans des idées napoléoniennes à diverses époques ; mais aucune n'obtint de résultat.

Le soin de l'éducation de l'ex-roi de Rome, devenu prince autrichien, duc de Reichstadt, avait été remis à d'autres gouverneurs. Son aptitude au travail fut remarquable; la grâce et l'affabilité de ses manières contrastaient avec l'allure empesée et guindée de son entourage, de ses maîtres. Il était Français, et ne pouvait adopter les façons allemandes. Parler alle-

mand même eût été abdiquer sa patrie ; aussi il opposait, comme nous l'avons dit, une résistance si opiniâtre, que les têtes allemandes durent en prendre leur parti et renoncer à le dépouiller de ses qualités de Français, comme ils lui avaient arraché ses titres, ses honneurs et même jusqu'à son nom.

Bon envers ses serviteurs, bienveillant avec ses gouverneurs même, ses geôliers par ordre impérial, le prince dissimula la défiance si légitime qu'il avait conçue ; si parfois il éprouvait quelque mécontentement, il le comprimait ; avait-il quelques torts, il était le premier à revenir ; sa main chrétienne cherchait une main amie.

Les puissances alliées redoutaient les sympathies qui avaient suivi le jeune Napoléon dans l'exil, à un tel point qu'elles décidèrent entre elles qu'il ne succéderait pas au duché de Parme, légué comme consolation à Marie-Louise.

La nouvelle de cette décision parvint à Sainte-Hélène, car Hudson-Lowe se réjouissait de mettre sous les yeux de l'empereur tout ce qui pouvait froisser son âme. Toutefois, il fut obligé de laisser pénétrer un superbe buste en marbre blanc, très-bien exécuté, représentant le jeune Napoléon ; il portait cette inscription : *Napoléon-François-Charles-Joseph* ; il était décoré de la grand'croix de la Légion d'honneur. La vue de ce buste fit une impression profonde sur l'empereur, qui le plaça sur la cheminée de son salon : il fit appeler M. O'Méara [1] : « Regardez cela, lui dit-il, voyez cette

[1] *Relation du docteur O'Méara*, 8 juin 1817.

figure; l'homme qui voudrait briser une telle image ne serait-il pas un barbare, un monstre? Pour moi, je le regarderais comme plus méchant que celui qui donne du poison à un autre, car il est probable que celui-ci est toujours excité par l'appât de quelque gain, tandis que le premier ne serait poussé que par la plus noire atrocité, et qu'il serait capable de commettre tous les crimes. Cette physionomie toucherait le cœur de la bête sauvage la plus féroce. » Pauvre père! pauvre enfant! tous deux victimes de la haine des rois! L'amour paternel de l'exilé de Sainte-Hélène répondait à l'amour filial enchaîné à Schœnbrunn. Ces deux existences devaient s'éteindre l'une et l'autre sans que Dieu permît qu'elles pussent se confondre, se voir, s'entendre. Horrible supplice enfanté par l'or britannique et l'aveuglement d'un peuple dont les rois, imposés par l'invasion étrangère, devaient un jour éprouver la légitime colère!

Pendant la dure réclusion du fils de l'homme du siècle, la main de Dieu avait mis un terme à l'agonie du proscrit de Sainte-Hélène. Le 22 juillet 1821, le capitaine de Foresti entrait chez le prince, pâle, abattu, les traits altérés.

« — Vous souffrez, capitaine? Pourquoi me continuer vos soins aujourd'hui? Vous avez besoin de soigner votre santé, lui dit le jeune Napoléon avec bonté; M. Collin ne peut-il pour quelques jours vous remplacer auprès de moi? Je désire, j'ordonnerais, s'il le fallait, que vous vous retiriez.

» — Oui, prince, je souffre... Mais ce n'est pas du

mal que j'éprouve, c'est de la douleur que je vous apporte, répondit le capitaine. »

Des larmes coulaient de ses yeux.

« — Votre père..... »

A ces mots, un fatal pressentiment se fait jour.

« — *Mon père,* s'écrie le jeune prince ; *mon père,* répète-t-il, étouffé par ses sanglots, *ils ont donc tué leur première victime!* »

M. de Foresti se retira, et le laissa absorbé dans sa morne tristesse. Plein des souvenirs de son illustre père, il restait face à face avec sa gloire dont le palais de Schœnbrunn, devenu sa prison, lui rappelait le souvenir.

En 1828, l'auteur de *Napoléon en Egypte* vint en Autriche faire hommage de son poëme au fils de son héros. Cette démarche était toute naturelle. Mais l'esprit ombrageux des ministres autrichiens ne comprit pas, ou ne voulut rien comprendre à cet acte de haute déférence. On refusa donc l'audience. Le poëte Barthélemi passa pour l'agent d'un parti ; à ses instances on répondit en alléguant des motifs de haute politique et de sûreté pour la personne du prince. Les Autrichiens soupçonnaient un attentat prémédité. Voilà le masque dont s'affublait la duplicité d'un gouvernement.

Repoussé partout, Barthélemi ne put voir le jeune Napoléon qu'au spectacle, et encore de loin. Il fut réduit à stigmatiser de son vers brûlant ces actes flétris par l'histoire.

Oui, ce corps, cette tête où la tristesse est peinte,
Du sang qui les forma portent la double empreinte.
Je ne sais, toutefois, je ne puis sans douleur
Contempler ce visage éclatant de pâleur :
On dirait que la vie et la mort s'y mélange :
Voyez-vous comme moi cette couleur étrange?
Quel germe destructeur, sous l'écorce agissant,
A sitôt défleuri ce fruit adolescent?

Faut-il vous répéter un effroyable doute?
Écoutez... ou plutôt que personne n'écoute ;
S'il est vrai qu'à ta sœur, malheureux nourrisson!
La moderne Locuste ait transmis sa leçon.
Cette horrible pâleur, sinistre caractère,
Annonce de ton sang le mal héréditaire ;
Et peut-être aujourd'hui, méthodique assassin,
Le cancer politique est déjà dans ton sein.

Tel était le jeune Napoléon, tel l'avait fait son grand-père, placide exécuteur des hautes-œuvres de la sainte-alliance.

Une exception à la rigueur de ces cruelles mesures fut cependant consentie en faveur de Marie-Louise : elle était redevenue Allemande ; c'était une comtesse de Niéper ! A sa vue, le jeune prince se jeta dans ses bras : *Ma mère!* s'écria-t-il en l'enlaçant dans une douce et pieuse étreinte... Puis il ajouta avec émotion : « Vous m'abandonnez donc aussi? Vous n'aimez donc pas votre fils? »

Foudroyante question pour une femme qui avait cessé d'être la veuve du grand Napoléon. La honte la fit évanouir entre les bras de son fils.

« — Ne m'accusez pas... Si vous compreniez ce

que je souffre, dit-elle en revenant à elle, vous ne seriez pas sans pitié pour votre mère.

» — Je le comprends, ma mère; vous avez presque honte de moi, quand vous vous rappelez votre immortel époux ; à mon âge, mon père était déjà sur le chemin de la gloire ; mais suis-je coupable des malheurs qui m'ont exilé de ma patrie?... Je demande une épée... Mais on me refuse tout, jusqu'à l'air que je respire. »

Hélas! cette entrevue, la première et la seule qui ait précédé une dernière séparation, fut l'unique consolation que donna à son généreux enfant une femme qui avait tout perdu, jusqu'à la tendresse maternelle.

La monarchie absolue, brisée par une commotion nouvelle, expirait sous l'énergie des idées du XIX[e] siècle. Le génie de Napoléon I[er] avait semé dans le monde les principes de la révolution de 1830. Les écrasés de Waterloo déchiraient les traités de 1815. La masse des combattants [1] aspiraient à Napoléon II. Leurs espérances devaient être déçues. Un général dont le nom exerçait alors une influence extraordinaire, mais qui, plus tard, devait recueillir l'ingratitude pour prix de sa condescendance à un parti de replâtrage politique, laissa surprendre le trône. Il

[1] En compulsant les listes des citoyens décorés, on peut s'assurer du grand nombre d'anciens officiers de l'empire, d'ouvriers, de vieux soldats, de jeunes gens élevés dans les lycées impériaux, tous dévoués de cœur à la dynastie du grand Napoléon, leur empereur, qui prirent une part active à ces événements.

avait dit cependant au frère de l'empereur, lors de son voyage triomphal aux États-Unis : « La dynastie des Bourbons ne pourra pas se maintenir ; elle froisse trop ouvertement le sentiment national ; nous sommes tous persuadés en France que le fils de l'empereur peut seul représenter tous les intérêts de la révolution : mettez deux millions à la disposition de notre comité, je vous promets qu'avec ce levier, au bout de deux ans, Napoléon II sera sur le trône de France [1] ».

Le roi Joseph, qui ignorait avec quelle promptitude une fraction de la représentation nationale avait fait une nouvelle charte et une royauté constitutionnelle, avait adressé à la chambre une protestation dont nous extrayons quelques passages :

« A messieurs les membres de la chambre des députés, à Paris.

» Messieurs,

» Les mémorables événements qui ont relevé en France les couleurs nationales et détruit l'ordre de choses établi par l'étranger dans l'ivresse du succès, ont montré la nation dans son véritable jour ; la grande capitale a ressuscité la grande nation.

» ..... Jamais les princes institués par le droit divin ne pardonnent à ceux auxquels ils sont redevables

[1] OEuvres de Louis-Napoléon Bonaparte, empereur des Français. *Quelques mots sur Joseph Napoléon*, t. II, p. 331.

de leur avénement; tôt ou tard, ils les punissent des bienfaits qu'ils en ont reçus; leur orgueil ne plie que devant l'auteur du droit divin parce qu'il est invisible. Les annales de toutes les nations nous redisent ces vérités; elles ressortent assez de l'histoire de notre propre révolution, elles sont écrites en lettres de sang sur les murs de la capitale; à quoi ont servi et le milliard prodigué aux ennemis de la patrie et les condescendances de tous les genres dont on a salué les hommes d'autrefois?

» Vous construirez sur le sable si vous oubliez ces éternelles vérités; vous seriez comptables à la nation, à la postérité, des nouvelles calamités auxquelles vous la livreriez; non, messieurs, il n'y a de légitime sur la terre que les gouvernements avoués par les nations; les nations les créent et les détruisent selon leurs besoins; les nations seules ont des droits; les individus, les familles particulières ont seulement des devoirs à remplir.

» La famille de Napoléon a été appelée par trois millions cinq cent mille votes; si la nation croit dans son intérêt de faire un autre choix, elle en a le pouvoir; mais *elle seule*.

» Napoléon II a été proclamé par la chambre des députés de 1815, qui a reconnu en lui un droit conféré par la nation; j'accepte pour lui toutes les modifications discutées par la chambre de 1815, qui fut dissoute par les baïonnettes étrangères.

» J'ai des données positives pour savoir que Napoléon II sera digne de la France; c'est comme Fran-

çais surtout que je désire que l'on reconnaisse les titres incontestables qu'il a au trône ; tant que la nation n'aura pas adopté une autre forme de gouvernement, seul, pour être légitime dans l'acceptation du mot, c'est-à-dire légalement et volontairement élu par le peuple, il n'a pas besoin d'une nouvelle élection ; toutefois, la nation est maîtresse de confirmer ou de rejeter des titres qu'elle a donnés, *si telle est sa volonté.*

» Jusque-là, messieurs, vous vous devez à Napoléon II, et jusqu'à ce que l'Autriche le rende aux vœux de la France, je m'offre de partager vos périls, vos efforts, vos travaux, et, à son arrivée, à lui transmettre la volonté, les exemples, les dernières dispositions de son père, mourant victime des ennemis de la France sur le rocher de Sainte-Hélène. Ces paroles m'ont été adressées sous la plume du général Bertrand : « Dites à mon fils qu'il se rappelle avant tout qu'il est Français ; qu'il donne à la nation autant de liberté que je lui ai donné d'égalité ; la guerre étrangère ne me permit pas de faire tout ce que j'aurais fait à la paix générale. Je fus perpétuellement en dictature ; mais je n'ai eu qu'un mobile dans toutes mes actions, l'amour et la gloire de la grande nation ; qu'il prenne ma devise : *Tout pour le peuple français*, puisque tout ce que nous avons été, c'est par le peuple. »

» Messieurs, j'ai rempli un devoir qui me paraît sacré. Puisse la voix d'un proscrit traverser l'Atlantique et porter au cœur de ses compatriotes la con-

viction qui est dans son sein : *la France seule* a le droit de juger le fils de Napoléon. Le fils de cet homme de la nation peut seul réunir tous les partis dans une constitution vraiment libérale, et conserver la tranquillité de l'Europe ; le successeur d'Alexandre n'ignore pas que ce prince est mort avec le regret d'avoir éloigné le fils de Napoléon. Le nouveau roi d'Angleterre a un grand devoir à remplir, celui de laver son règne de l'opprobre dont se sont couverts les geôliers ministériels de Sainte-Hélène. Les sentiments de l'empereur d'Autriche ne sauraient être douteux ; ceux du peuple français sont pour Napoléon II. »

Joseph-Napoléon Bonaparte ne se trompait pas sur les véritables sentiments de la nation, mais la coterie avait poussé au trône, au nom du peuple non consulté, le duc d'Orléans, Louis-Philippe Ier.

Le bruit des événements de juillet 1830 avait retenti en Autriche. Un matin, le ministre Metternich venait donner au prince sa leçon d'histoire et de haute politique : il le trouva pâle, agité; une grande pensée était empreinte sur son front soucieux : la douceur habituelle du prince avait fait place à l'énergie.

« — Monsieur de Metternich, dit le jeune prince d'un ton glacial, je ne sais si je pourrai recevoir aujourd'hui vos utiles leçons; mais sans me fatiguer par une attention sérieuse, ne pourrai-je vous demander ce qui se passe en ce moment en Europe? je suis las des temps anciens.

» — Monseigneur, vous ne m'avez jamais adressé de pareilles questions, dit le diplomate.

» — Hier, monsieur le ministre, je lisais dans un vieux journal, tombé je ne sais comment entre mes mains, que le roi Charles X avait dissous la garde nationale.

» — Prince, cette dissolution date de quatre ans.

» — C'cst possible ; mais cette mesure, commandée par une politique insensée, doit être fatale à la monarchie... On méconnaît la nation française, on espère lui imposer par degrés l'absolutisme qu'elle a répudié. Elle se souviendra un jour, bientôt peut-être, que le chef conquérant de la démocratie n'était pas un oppresseur, comme la calomnie l'a souvent représenté, et que les monarques du Nord ont voulu tuer la liberté en accablant son héros.

» — Napoléon, le héros de la liberté ! interrompit avec un sourire sardonique le ministre autrichien.

» — Oui, monsieur... Vous le savez aussi bien que son fils... Si mon père s'était montré absolu, à la manière de vos autocrates, toutes les royautés ne se seraient pas liguées pour détrôner le plus ferme appui de la monarchie absolue. Napoléon était le père du peuple : toute sa vie a été consacrée à son bien-être. Si mon père, à cette heure, pouvait monter sur le trône de France, à la voix de la nation, je défierais toutes les cours de l'Europe de réunir, comme en 1815, douze cent mille hommes pour aller combattre le fondateur de la civilisation euro-

péenne... Les peuples comprennent leurs droits, et la sainte-alliance s'écroulera quand la France voudra encore une fois donner le signal au monde régénéré. »

La prudence étrangla cet entretien ; Metternich se retira en disant : « Son Altesse aurait-elle appris la révolution de France ? »

La Pologne, l'Italie, s'étaient soulevées. Elles devaient succomber ; elles expiraient comme devait expirer le prince, espérance de la nation française. La santé du fils de Napoléon s'altérait de jour en jour. Le 21 juillet 1831, les souffrances lui arrachaient ce vœu : *Quand donc se terminera ma pénible existence ?* »

Vers minuit il s'assoupit, et à trois heures et demie il rendait le dernier soupir. Dieu l'avait rappelé à lui.

« Je succombe... Mon père... France... » Ce furent là les suprêmes paroles qu'on lui entendit prononcer.

C'était le 22 juillet, anniversaire du jour où il avait appris la mort de son père. Le martyr de Schœnbrunn était réuni au martyr de Sainte-Hélène !

Il restait encore à la France patriotique, à cette majorité de la nation jalouse de se relever des revers de 1815, une espérance : les enfants de l'impératrice Joséphine.

XIV

Naissance de Charles-Louis-Napoléon.—La reine Hortense à Augsbourg. — Sa résidence à Arenenberg. — Éducation du prince. — Le camp de Thoun. — Révolution de France 1830. — Révolution d'Italie, de Pologne. - La reine Hortense et Louis-Napoléon à Paris — Retour en Suisse. — Ses études, ses écrits. — Le roi Joseph. — Mort de Napoléon II. — Refus de Louis-Napoléon aux Portugais.

Napoléon Ier, sublime instrument d'une mystérieuse providence dans la dispensation des secrets de l'avenir, touchait à l'apogée de sa grandeur. L'Europe se décourageait d'une hostilité impuissante ; la Russie, la Prusse, le Danemark souscrivaient aux dispositions du vainqueur d'Austerlitz ; l'Angleterre n'avait plus qu'un ou deux vassaux, le Portugal, dont Junot [1] achevait l'occupation, l'Espagne, dont la couronne était donnée au prince Joseph. Les rois de Bavière et

[1] Nous avons vu au siége de Toulon l'origine de l'élévation du brave sergent Junot, devenu duc d'Abrantès.

de Wurtemberg, redevables de leurs trônes au fondateur de la monarchie napoléonienne, s'alliaient à la famille Bonaparte en unissant leurs filles au prince Eugène, vice-roi d'Italie, et au prince Jérôme, roi de Westphalie. A cette époque si brillante naissait, le 20 avril 1808, au château des Tuileries, Son Altesse impériale Louis-Charles-Napoléon, fils de Louis-Napoléon, roi de Hollande [1], et d'Hortense-Eugénie de Beauharnais, fille de l'impératrice Joséphine.

La grande révolution de 1789 avait donné à la France l'égalité individuelle, la liberté d'opinion, l'affranchissement du travail et du commerce ; elle avait inauguré l'alliance intime des peuples et des trônes ; mais, défigurée par des factions, elle avait ouvert un champ libre au philosophisme, cet ennemi acharné de la religion ; à la démagogie, ce monstre destructeur de l'autorité et de la monarchie ; au communisme, ce désorganisateur de la famille et de la propriété ; Napoléon Ier *dessouilla*, selon ses propres expressions, *la révolution ; il affermit les rois ; il ennoblit les peuples ; il fut l'exécuteur testamentaire* [2] de la régénération sociale. La Providence réservait à Charles-Louis-Napoléon d'être *l'exécuteur testamentaire des idées napoléoniennes.*

Élevé au sein des grandeurs, il eut pour compa-

[1] Sa Sainteté Pie VII, qui conserva toujours une vive affection pour le roi de Hollande, lui écrivait en lui offrant un asile : « C'est avec une véritable satisfaction que nous verrons un fils qui a donné tant de preuves de foi et d'attachement à l'église, habiter la capitale du monde chrétien. »

[2] Expression de Louis-Napoléon.

gnon d'enfance, de jeux, son cousin, le roi de Rome. Tous deux, bien jeunes encore, devaient subir les épreuves de l'adversité. Le promoteur le plus fervent de la civilisation, le médiateur si éclairé des anciens principes et des idées nouvelles, Napoléon Ier, trahi par la fortune, descendait de son trône plébéien, ébranlé par l'Europe armée, stipendiaire de l'Angleterre. Après dix années d'une lutte incessante, la France, livrée à ses ennemis, voyait s'éloigner d'elle ses plus illustres enfants, le berceau de sa gloire, ses espérances dans l'avenir. La patrie était enchaînée; la famille Bonaparte était exilée.

La reine Hortense se retira à Augsbourg avec son jeune fils Charles-Louis-Napoléon ; elle confia le soin de son éducation à la sollicitude de M. Hase. Une instruction solide, libérale, développa les heureuses dispositions du jeune prince, dont le caractère réfléchi, méditatif, la priorité d'intelligence étonnaient la science de son docte précepteur.

Après les cent jours, la diplomatie et la cour de France prirent ombrage de la résidence de la reine Hortense en Bavière. Contrainte d'aller, avec son fils, chercher une contrée plus hospitalière, elle se fixa au château d'Arenenberg, situé sur une colline des bords du lac de Constance, dans le canton de Thurgovie, en Suisse, tandis que son fils aîné, Napoléon-Louis, se rendait près de son père, l'ancien roi de Hollande.

M. Lebas, fils du conventionnel de ce nom, et M. Gastard furent chargés de compléter, d'achever

l'éducation du prince Louis-Charles-Napoléon. L'auteur des *Lettres de Londres* nous fait connaître les occupations, la manière de vivre de Son Altesse impériale. « Elle était rude, frugale, toute militaire. Son appartement, situé non au château, mais dans un pavillon à côté, n'offrait ni faste ni recherche; c'était vraiment la tente d'un soldat. On n'y voyait ni tapis, ni fauteuils, ni rien de ce qui peut énerver le corps, mais des livres de science et des armes de toute espèce. Dès la pointe du jour, le prince était à cheval; avant que personne ne fût levé, il avait déjà fait plusieurs lieues, lorsqu'il se mettait au travail dans son cabinet. Habitué aux exercices militaires, cavalier des plus adroits, il ne passait pas un seul jour sans s'y livrer; il se distinguait par son adresse, son sang-froid dans le maniement du sabre, de la lance. Il méprisait les usages d'une vie efféminée, et dédaignait les futilités du luxe. La somme considérable destinée à son entretien était toujours la dernière à laquelle il pensait. Tout son argent était consacré à des actes de bienfaisance, à fonder des écoles, des salles d'asile, à étendre le cercle de ses études, à imprimer ses ouvrages politiques et militaires, ou à des expériences scientifiques. »

Admis au camp de Thoun, dirigé par M. Ch. Fournier, ancien colonel du génie de la grande armée, le prince se fit bientôt remarquer par sa supériorité sur tous les officiers réunis pour ces exercices de hautes manœuvres. Il y était encore lorsque la révolution de 1830 renversa les Bourbons : l'espérance

de revoir la France luit à ses yeux. Il se rappelait que la dynastie des Bonaparte a été fondée, établie, jurée au nom de la souveraineté nationale, consacrée par un vote unanime ; mais sur les débris de la dynastie bourbonienne s'élevait déjà une branche cadette des Bourbons, et le ministre expliquait cet événement, comme l'a constaté le prince Napoléon [1], par ces mots devenus célèbres : *Parce que Bourbon*. On ripostait par le célèbre *Quoique Bourbon*. On croyait ainsi avoir sauvé le grand principe d'élection. L'espoir du prince était momentanément déçu.

La solennité de la volonté du peuple était foulée aux pieds par la déclaration arbitraire de deux cent dix-neuf députés et d'une faible partie de la chambre des pairs. Cependant le roi de Rome vivait encore, et quatre millions de votes de la France consultée avaient établi que la nation voulait l'hérédité de la couronne dans la descendance de Napoléon ou dans la descendance de son frère Joseph, ou à défaut dans la descendance de son frère Louis.

Une protestation datée de New-York, le 30 septembre 1830, dont nous avons déjà cité les principaux passages [2], revendiqua des droits méprisés par une faction sans mandat, sans délégation. Les Bonaparte virent les traités de 1815 respectés par ceux qui avaient pris le masque de la liberté pour élever sur le trône la famille d'Orléans, sans songer à l'avenir,

[1] *Opinions de Louis-Napoléon sur différentes questions*, OEuvres complètes, tome III, page 46.

[2] Voir *Napoléon II*, page 388.

sans penser à la fragilité de cet édifice constitutionnel, manquant des bases de tout gouvernement proclamé et voté par le peuple.

Le prince s'associa à son oncle le roi Joseph ; mais en politique, protester contre des faits accomplis est aux yeux des uns de la folie, suivant les autres un acte de courage ; toutefois, de la part de la famille Bonaparte, c'était, et les événements l'ont prouvé, une protestation d'avenir.

Le retentissement de la révolution de 1830 avait ému les populations européennes. Au cri de liberté, l'Italie se souleva. Le ministère considéra la guerre comme possible si l'Autriche entrait en campagne ; il demanda qu'elle devînt probable ; les hostilités commencèrent. Charles-Louis-Napoléon embrassa la cause de l'indépendance italienne. Suivi d'une poignée de braves, il fut sur le point de se rendre maître de Civita-Castellana, lorsque la pusillanimité du gouvernement provisoire vint paralyser son courage ; il fut rappelé à Bologne.

Les phalanges autrichiennes écrasent l'insurrection, et, de cette levée de boucliers, l'Italie abandonnée recueille la tyrannie ; le prince reçoit le dernier soupir de son frère, blessé, succombant au mal, aux fatigues de la guerre, au désespoir de ses impuissants mais généreux efforts. Lui-même tombe malade à Ancône, sa vie est doublement menacée ; la police le recherche. La reine Hortense accourt pour le sauver. Sa tendresse maternelle met en défaut la perspicacité des agents du cabinet de Vienne, et, le 20 mars 1831,

elle arrive à Paris avec son fils, toujours souffrant. Le général Sébastiani annonçait au conseil des ministres que Son Altesse royale était débarquée à Malte au moment où le roi Louis-Philippe recevait de la reine Hortense l'avis de son arrivée dans la capitale de l'empire français.

Louis-Napoléon habita pendant un mois avec sa mère un hôtel de la rue de la Paix. A l'anniversaire de la mort de l'empereur, de pieux regrets, de secrètes reconnaissances se manifestèrent dans la population. La place Vendôme fut jonchée d'immortelles. Elle avoisinait l'asile choisi par l'ex-reine de Hollande. Il n'en fallut pas davantage pour éveiller des craintes mal assoupies. L'ordre fut donné aux augustes personnages de quitter immédiatement Paris. Les prières d'une mère ne touchèrent pas le roi, et l'offre patriotique de servir dans l'armée française, de concourir comme tout enfant de la grande nation aux examens de l'école Polytechnique, faite par le prince, fut impitoyablement refusée. Charles-Louis-Napoléon était en proie à une fièvre brûlante : on pressait l'exécution d'ordres rigoureusement donnés. La reine Hortense et lui s'éloignèrent, et, après s'être arrêtés à Londres, tous deux retournèrent à Arenenberg vers le mois d'août 1831.

La Pologne, cette victime de la diplomatie européenne, rejette le linceul dont l'a couverte l'astucieux et violent despotisme des czars. Elle fait appel aux âmes d'élite, elle les convie à la guerre de l'émancipation, et, dans sa retraite, Charles-Louis-Napoléon

reçoit, signée du général Kmazewicz et du comte Plater, la lettre suivante (28 août 1831) :

« A qui la direction de notre entreprise pourrait-elle être mieux confiée qu'au neveu du plus grand capitaine de tous les siècles? Un jeune Bonaparte apparaissant sur nos plages, le drapeau tricolore à la main, produirait un effet moral dont les suites sont incalculables. Allez donc, jeune héros, espoir de notre patrie; confiez à des flots, qui connaîtront votre nom, la fortune de César, et, ce qui vaut mieux, les destinées de la liberté. Vous aurez la reconnaissance de vos frères d'armes et l'admiration de l'univers. »

Le prince hésite d'abord ; car son nom peut effrayer les susceptibilités du gouvernement français, empêcher qu'on ne porte secours à la sœur de la France; enfin il cède, il se dérobe aux larmes de sa mère. Il part, mais il était trop tard. L'ordre régnait à Varsovie, suivant la fatale expression d'un ministre de Louis-Philippe, l'ordre régnait dans le sang, sur des cadavres.

A son retour, la tendresse maternelle oublie qu'il a trompé sa surveillance. Il est accueilli par ces paroles de la reine Hortense : « Mon fils, jure-moi de ne plus me quitter ; puisque ta première mère, la patrie, te délaisse, j'ai le droit d'exiger tous tes instants. »

Dans la période de 1831 à 1832, son esprit le porte au travail ; et comme Napoléon Ier il en fait son élément. Dès six heures du matin, le prince était dans son cabinet. Il ne quittait ses labeurs qu'à midi, heure de son déjeuner; après ce repas, qui durait au plus

dix minutes, il lisait les journaux et faisait prendre des notes sur ce qu'il remarquait d'important ; à deux heures, il recevait ses visites; à quatre, il sortait pour ses affaires personnelles; à cinq, il montait à cheval et dînait à sept. Le plus souvent, il travaillait plusieurs heures dans la soirée.

Si le travail est l'étoffe dont la vie est faite, il faut convenir que le prince vivait; il y a tant de gens qui végètent.

Un de ses biographes raconte, à l'occasion des excursions du prince dans les montagnes des environs, l'anecdote suivante :

« Un jour, arrivé près d'un petit village, sur le plateau élevé qui domine le lac, son attention fut attirée par les cris d'une foule effrayée; deux chevaux, attelés à une légère calèche, avaient pris le mors aux dents et couraient dans la direction d'un affreux précipice. Le cocher avait été renversé; une dame, seule avec deux enfants dans la voiture, poussait de lamentables cris. Le prince voit le danger : aussitôt, lançant son cheval à travers les champs et les ravins pour devancer la voiture, il l'atteint sur le bord du précipice, saisit l'un des chevaux par le mors et le détourne d'une main vigoureuse; l'animal s'abat, et la voiture s'arrête aux applaudissements de la population accourue. »

Hardi cavalier, il était un amant passionné des études sérieuses. A cette époque, l'illustre proscrit composa ses *Rêveries politiques*, si riches en aperçus sur le régime social. On peut en juger par l'extrait que nous

mettons sous les yeux du lecteur. Voici ce qu'il disait de la nature des gouvernements :

« Un gouvernement ne peut être fort [1] que lorsque ses principes sont d'accord avec sa nature. C'est ainsi que la nature de la République fut d'établir le règne de l'égalité et de la liberté, et les passions qui la firent agir, l'amour de la patrie et l'extermination de tous ses ennemis. La nature de l'Empire fut de consolider un trône sur les principes de la révolution, de cicatriser toutes les plaies de la France, de régénérer les peuples; ses passions, l'amour de la patrie, de la gloire, de l'honneur. La nature de la Restauration fut une liberté octroyée pour faire oublier la gloire et ses passions, le rétablissement des anciens priviléges et la tendance à l'arbitraire. La nature de la royauté de 1830, fut la renaissance des gloires françaises, la souveraineté du peuple, le règne du mérite; ses passions, la peur, l'égoïsme et la lâcheté.

» L'agitation qui règne dans tous les pays, l'amour de la liberté qui s'est emparé de tous les esprits, l'énergie que la confiance en une bonne cause a mise dans toutes les âmes, tous ces indices d'un désir impérieux nous mèneront à un heureux résultat. Oui, le jour viendra et peut-être n'est-il pas loin, où la vertu triomphera de l'intrigue, où le mérite aura plus de force que les préjugés, où la gloire couronnera la liberté. Pour arriver à ce but, chacun a rêvé des moyens différents ; *je crois qu'on ne peut y parvenir qu'en réunis-*

[1] *Rêveries politiques*, OEuvres complètes de Louis-Napoléon, tome I, pages 70, 71, 72.

sant les deux causes populaires, celles de Napoléon II et de la République. Le fils du grand homme est le seul représentant de la plus haute gloire, comme la République celui de la plus grande liberté. Avec le nom de Napoléon, on ne craindra pas le retour de la terreur; avec celui de la République, on ne craindra plus celui du pouvoir absolu. Français, ne soyons pas injustes et rendons grâce à celui qui, sorti des rangs du peuple, fit tout pour sa postérité; qui répandit les lumières et assura l'indépendance de la patrie; si un jour les peuples sont libres, c'est à Napoléon qu'ils le devront. Il habituait le peuple à la vertu, seule base d'une république. Ne lui reprochez pas sa dictature; elle nous menait à la liberté, comme le soc du fer qui creuse les sillons prépare la fertilité des campagnes. C'est lui qui porta la civilisation depuis le Tage jusqu'à la Vistule; c'est lui qui enracina en France les principes de la République; l'égalité devant la loi, la supériorité du mérite, la prospérité du commerce et de l'industrie, l'affranchissement de tous les peuples : voilà où il nous menait au pas de charge. Jeunesse française, d'où vient cette ardeur qui vous enflamme, cet amour de la liberté et de la gloire qui fait de vous les fermes soutiens et l'espoir de la patrie? c'est que l'aurore de votre vie fut éclairée par le soleil d'Austerlitz, que l'amour de la patrie fut votre premier sentiment et que l'instruction solide que vous puisiez sous les ailes de la victoire donnait de bonne heure accès dans votre âme aux nobles passions qui font palpiter un cœur. Le malheur du règne

de Napoléon, c'est de n'avoir pu recueillir tout ce qu'il avait semé, c'est d'avoir délivré la France sans avoir pu la rendre libre.»

Ces réflexions ont un cachet de prophétie pour les générations qui voyent aujourd'hui l'exilé d'Arenenberg sur le trône de France. *Les considérations politiques et militaires sur la Suisse,* qui furent publiées dans le courant de la même année, renferment de curieuses appréciations sur la constitution de la République helvétique et sur la puissante et salutaire médiation exercée par Napoléon Ier.

« A la voix du chef de la République française et cisalpine, dit le prince-auteur [1], les armes tombent des mains des partis combattants, et de tous les points de la Suisse les députés se rendent à Paris pour y rédiger une constitution sous les auspices de la France. Napoléon discute tous les intérêts de chaque canton en particulier, et leur dit que la nature a fait leur état fédératif, que vouloir la vaincre ne serait pas d'un homme sage, qu'il voulait la démocratie la plus étendue pour les petits cantons. « Vous voudriez anéantir, disait-il, les *landsgemeiden* (assemblées populaires); mais alors il ne faudrait plus parler de démocratie. Ce sont ces formes de gouvernement qui vous distinguent. Songez bien à l'importance d'avoir des *traits caractéristiques;* c'est ce qui vous empêche de vous confondre avec d'autres états et de vous y incorporer. » Les élections, il les voulut immédiates et non exercées par des

[1] OEuvres complètes de Louis-Napoléon, *Considérations politiques et militaires sur la Suisse*, tome I, page 105.

corps électoraux. Le *grabeau*, qui est le droit exercé par les électeurs contre leurs mandataires ou les employés nommés par eux, lui semblait nécessaire, mais seulement pour les employés dont les places étaient à vie. Enfin, l'acte de médiation fut signé; il apporta à la Suisse, avec la pacification des troubles intérieurs, de grands avantages.

» Il garantit la souveraineté du peuple, il abolit toute préséance d'un pays sur l'autre; il n'y eut plus de sujets en Suisse ; tous furent citoyens. L'acte de médiation fut donc un bien pour la Suisse, parce qu'il cicatrisa ses blessures et assura ses libertés.

» Mais ne nous faisons pas illusion. Pourquoi l'empereur avait-il laissé le pouvoir central sans force et sans vigueur? c'est qu'il ne voulait pas que la Suisse pût entraver ses projets; il désirait qu'elle fût heureuse, mais momentanément nulle; et, d'ailleurs, sa conduite pour ce pays est conforme à celle qu'il adopta pour tous les autres. Partout il n'installa que des gouvernements de transition entre les idées anciennes et les idées nouvelles. Partout on peut remarquer, dans ce qu'il établit, deux éléments distincts, une base provisoire avec les dehors de la stabilité. Provisoire, parce qu'il sentait que l'Europe voulait être régénérée ; avec les dehors de la stabilité, afin d'abuser ses ennemis sur ses grands projets, et pour qu'on ne l'accusât pas de tendre à l'empire du monde. C'est dans ce but qu'il surmonta d'un diadème impérial ses lauriers républicains ; c'est dans ce but qu'il mit ses frères sur des trônes.

» Un grand homme n'a pas les vues étroites et les faiblesses que lui prête le vulgaire. Si cela était, il cesserait d'être un grand homme. Ce n'est donc point pour donner des couronnes à sa famille qu'il nomma ses frères rois, mais bien pour qu'ils fussent, dans les divers pays, les piliers d'un nouvel édifice. Il les fit rois pour qu'on crût à la stabilité, et qu'on n'accusât pas son ambition. Il y mit ses frères parce qu'eux seuls pouvaient concilier l'idée d'un changement avec l'apparence de l'inamovibilité ; parce qu'eux seuls pouvaient être soumis à sa volonté, quoique rois ; parce qu'eux seuls pouvaient se consoler de perdre un royaume en redevenant princes français. Mon père, en Hollande, fut un exemple frappant de ce que j'avance. Si l'empereur Napoléon eût nommé un général français au lieu de son frère, en 1810, les Hollandais se fussent battus contre la France. Mon père, au contraire, ne croyant pas pouvoir concilier les intérêts du peuple qu'il était appelé à gouverner avec ceux de la France, préféra perdre un royaume plutôt que d'aller contre sa conscience ou contre son frère. » L'histoire nous offre rarement un plus bel exemple de désintéressement et de loyauté.

» Si l'on examine toute la conduite de Napoléon, ajoute l'auguste auteur, on trouvera partout les mêmes symptômes de progrès, les mêmes apparences de stabilité. C'est là le fond de son histoire. Mais, dira-t-on, quand devait être le terme de cet état provisoire ? à la défaite des Russes, à l'abaissement du système anglais. S'il eût été vainqueur, on aurait vu le duché de Var-

sovie se changer en nationalité de Pologne ; la Westphalie se changer en nationalité allemande ; la vice-royauté d'Italie se changer en nationalité italienne. En France, un régime libéral eût remplacé le régime dictatorial : partout stabilité, liberté, indépendance, au lieu de nationalités incomplètes et d'institutions transitoires. »

On le voit, le prince Louis-Napoléon consacrait ses instants à s'identifier avec les grandes pensées de son oncle. La méditation les lui appropriait : elles devenaient siennes. Aussi est-ce par un instinctif sentiment de crainte qu'à la mort de son cousin, Napoléon II, les inquiétudes de l'Autriche et celles de Louis-Philippe se tournèrent contre lui ; désormais il était l'héritier direct de la couronne impériale; il déjoua toutes les intrigues, toutes les embûches : la science, l'étude, l'amour filial, lui servaient d'égide.

Le prince Joseph, fixé en Angleterre, appela près de lui ses frères Lucien et Jérôme et son neveu le prince Louis-Napoléon. On comprendra facilement que les événements qui se dessinaient sous ses yeux, et l'opposition si menaçante que rencontraient les actes du gouvernement français, devaient être le sujet de ses méditations, comme le remarque le prince lui-même, auquel nous empruntons le récit de ces conférences [1] :

« Persuadé que le gouvernement ne pourrait se maintenir s'il n'entrait pas franchement dans une voie

[1] *Quelques mots sur Joseph-Napoléon*, OEuvres de Louis-Napoléon Bonaparte, tome I, page 338.

plus nationale, le chef de la famille de l'empereur crut qu'il était nécessaire au triomphe de ce qu'il appelait la cause populaire, qu'une union sincère et complète eût lieu entre le parti républicain et le parti bonapartiste. Dans ce but plusieurs amis de Carrel, et entre autres MM. B... et T..., vinrent le trouver. Ils eurent ensemble de longues conférences, et, si leurs souvenirs leur rappellent la haute estime que le roi Joseph avait pour eux et la conformité de leurs opinions sur les grandes questions, ils doivent, nous en sommes convaincus, regretter d'avoir laissé imprimer dans leur journal, pour toute oraison funèbre de l'homme qui les avait reçus avec tant de cordialité : *Non, Joseph ne mérite pas les regrets de la France*. Plusieurs généraux vinrent également trouver le roi Joseph, et MM. D... et S..., ne pouvant aller à Londres, vinrent porter au prince Louis-Napoléon jusqu'à Ostende, pour qu'il les reportât à son oncle, des paroles de consolation et d'espoir de la part de Jacques Laffite et de Lafayette. Ces conciliabules n'eurent aucun résultat. L'alliance projetée fut rompue.

» En général, ajoute-t-il en parlant de lui-même, le prince Louis-Napoléon était d'accord avec son oncle sur toutes les questions fondamentales ; mais il différait de lui sur un point essentiel, ce qui offrait un bizarre contraste. Le vieillard, dont les jours étaient comptés, ne voulait rien précipiter, résigné à tout attendre du temps ; tandis que le jeune homme, impatient, voulait agir et accélérer les événements. »

L'avenir lui apparaissait plus riant : ses vœux étaient

pour la France, sa mère-patrie. Aussi, lorsqu'après le triomphe de la cause constitutionnelle en Portugal, les Portugais pensèrent à donner pour époux à la reine donna Maria le prince Louis, il répondit qu'il n'accepterait jamais aucune élévation qui séparerait son sort et ses intérêts de ceux de la France.

« La belle conduite de mon père, écrivait-il d'Arenenberg à la date du 24 octobre 1835, n'est pas sortie de mon esprit.

» Mon père m'a prouvé par son grand exemple combien la patrie est préférable à un trône étranger. Je sens, en effet, qu'habitué dès mon enfance à chérir mon pays par dessus tout, je ne saurais rien préférer aux intérêts français.

» Persuadé que le grand nom que je porte ne sera pas toujours un titre d'exclusion aux yeux de mes compatriotes, j'attends avec calme, dans un pays hospitalier et libre, que le peuple rappelle dans son sein ceux qu'exilèrent, en 1815, douze cent mille étrangers. Cet espoir de servir un jour la France, comme citoyen et comme soldat, fortifie mon âme et vaut à mes yeux tous les trônes du monde. »

La mort de Napoléon II avait commencé une autre phase de l'existence si tourmentée du prince Louis-Napoléon.

XV

Séjour de Napoléon en Suisse. — Ses travaux.— Affaire de Strasbourg. — Son départ pour l'Amérique. — Mort de la reine Hortense. — Napoléon de retour en Suisse. — Attitude du gouvernement fédéral. — Départ du prince. — Sa résidence en Angleterre.— Ses réflexions sur l'exil. — Protestation contre le don des armes de l'empereur. — Ses études sur la révolution de 1688. — Guillaume III.— Boulogne. — Le prince Napoléon devant la chambre des pairs.— MM. Franck-Carré, Berryer. — Le fort de Ham — Les travaux du prince. — Son évasion.

Si nous pénétrons dans le secret des pensées qui agitaient l'âme du prince Louis-Napoléon sur cette terre de sacrifice où il lui était permis de méditer les chances de l'avenir ; si nous sondons ses convictions, son dévouement pour le bonheur de la France, nous avons la clef de cet élan généreux qui le porte à Strasbourg et à Boulogne. Ces tentatives ont été bien diversement appréciées ; pour l'histoire, elle scrute

l'intention, le mobile : elle laisse à la postérité le soin de juger. Historien, cherchons à surprendre le sentiment qui guidait le prince.

« Lorsqu'au commencement du XIXe siècle, se disait-il [1], apparut la grande figure de Napoléon, la société tout entière prit un nouvel aspect. Les flots populaires s'apaisèrent, les ruines disparurent, et l'on vit avec étonnement l'ordre et la prospérité sortir du même cratère qui les avait momentanément engloutis. C'est que le grand homme accomplissait pour la France et pour l'Europe le plus grand des problèmes. Il opérait hardiment, mais sans désordre, la transition entre les anciens et les nouveaux intérêts; il jetait en France les larges fondations qui devaient assurer le triomphe de la révolution sociale et la révolution politique. Mais à peine l'empire fut-il tombé, que tous les ferments de discorde reparurent; on vit renaître les prétentions surannées du passé, et, avec elles, les exagérations révolutionnaires qu'elles avaient produites. Le régime établi, en 1800, guidé par un génie supérieur, avait fondé partout des institutions progressives sur des principes d'ordre et d'autorité; mais l'ancien régime se présenta en 1814 et en 1815 sous le masque d'idées libérales. Ce cadavre s'enveloppa de lambeaux aux couleurs nouvelles, et l'on prit le linceul d'un mort pour les langes d'un enfant plein d'avenir.

» Ce déguisement produisit dans les esprits une

[1] *Idées napoléoniennes*, OEuvres de Louis-Napoléon, t. III, p. 230.

perturbation funeste ; toutes les réputations, tous les drapeaux furent confondus ; on salua du nom de libérateur des peuples l'oppresseur étranger ; on appela brigands les débris glorieux des armées de la République et de l'Empire ; on qualifia du nom de libéraux les admirateurs du système oligarchique de l'Angleterre, tandis que l'on voulut flétrir du nom de partisans de l'absolutisme, ceux qui regrettaient le pouvoir tutélaire et démocratique du héros plébéien qui assurait l'indépendance des peuples et qui était le vrai représentant de notre révolution

» Un jour on espéra que cet état de déception et d'incertitude touchait à son terme, et que la révolution de 1830 fixerait à jamais les destinées de la France. Vain espoir ; la révolution n'a fait que semer parmi nous plus d'éléments de trouble et de discorde, et il n'existe aujourd'hui que des théories confuses, que des intérêts mesquins, que des passions sordides. Corruption d'un côté, mensonge de l'autre, et haine partout ; voilà l'état de la France : et, au milieu de ce chaos d'intelligence et de misère, il semblerait qu'il n'y a plus d'idée assez grande pour qu'elle rallie une majorité ; qu'il n'y a plus un homme assez populaire pour qu'il soit la personnification d'un grand intérêt.

» L'idée napoléonienne n'a qu'un légitime représentant ; ce représentant reconnu, consacré par la volonté de la grande nation, c'est lui. Cette idée est la sienne, et en quoi consiste-t-elle ? A reconstituer la société française bouleversée par cinquante ans de

révolutions, à concilier l'ordre et la liberté, les droits du peuple et les principes d'autorité.

» Au milieu de deux partis acharnés, dont l'un ne voit que le passé, et l'autre que l'avenir, l'idée napoléonienne prend les anciennes formes et les nouveaux principes ; voulant fonder solidement, elle appuie son système sur des principes d'éternelle justice, et brise sous ses pieds les idées réactionnaires enfantées par les excès des partis. Elle remplace le système héréditaire des vieilles aristocraties par un système hiérarchique qui, tout en rassurant l'égalité, récompense le mérite et garantit l'ordre. Elle trouve un élément de force et de stabilité dans la démocratie, parce qu'elle la discipline. Elle rencontre un élément de force dans la liberté, parce qu'elle en prépare sagement le règne, en établissant des bases larges, avant de bâtir l'édifice.

» Elle ne suit pas la marche incertaine d'un parti, ni la passion de la foule ; elle commande par la raison, elle conduit parce qu'elle marche la première [1].

» Planant au-dessus des coteries politiques, exempte de tout préjugé national, elle ne voit en France que des frères faciles à réconcilier, et, dans les différentes nations de l'Europe, que les membres d'une seule et grande famille.

» Elle ne procède pas par exclusion, mais par réconciliation : elle réunit la nation au lieu de la diviser. Elle donne à chacun l'emploi qui lui est dû,

[1] *Idées napoléoniennes*, OEuvres de Louis-Napoléon, tome III.

la place qu'il mérite, selon sa capacité et ses œuvres, sans demander compte à personne ni de son opinion, ni de ses antécédents politiques.

» N'ayant d'autre préoccupation que le bien, elle ne cherche pas par quel moyen artificiel elle peut soutenir un pouvoir chancelant, mais par quel moyen elle peut rendre le pays prospère. Elle n'attache d'importance qu'aux choses ; elle hait les paroles inutiles ; les mesures que d'autres discutent pendant dix ans, elle les exécute en une seule année : elle vogue à pleine voile sur l'océan de la civilisation, au lieu de rester dans un étang bourbeux, pour essayer inutilement toute sorte de violences.

» L'idée napoléonienne se fractionne en autant de branches que le génie humain a de phases différentes : elle va vivifier l'agriculture, elle invente de nouveaux produits, elle emprunte aux pays étrangers les innovations qui peuvent lui servir. Elle aplanit les montagnes, traverse les fleuves, facilite les communications et oblige les peuples à se donner la main.

» Voulant surtout persuader et convaincre, elle prêche la concorde et la confiance et en appelle plus volontiers à la raison qu'à la force. Mais si, poussée à bout par trop de persécution, elle devenait le seul espoir des populations malheureuses et le dernier refuge de la gloire et de l'honneur du pays, alors, reprenant son casque et sa lance et montant sur l'autel de la patrie elle dirait au peuple, trompé par tant de ministres et d'orateurs, ce que disait saint Remi au fier Sicambre : « Renverse tes faux dieux et tes images

d'argile; brûle ce que tu as adoré jusqu'ici, et adore ce que tu as brûlé. »

Le prince se rappelle les paroles de son oncle. Quand on a l'honneur et le bonheur tout à la fois d'être France, il faut comprendre toute la portée de cette position de faveur, de *nation-soleil* que l'on est, et ne point se transformer en *nation-satellite*. Quelle douleur pour lui de voir insulter la France et le ministère baisser la tête!

L'idée napoléonienne est, aux yeux de Charles-Louis-Napoléon, l'idée populaire, l'idée française, l'idée de la civilisation. Fort de ses convictions, il obéit à la voix secrète qui l'entraîne. Il est décidé à relever l'aigle impériale ou à tomber victime de sa foi, de sa mission politique. Le 29 octobre 1836, il entre à Strasbourg. Pour empêcher les troubles qui accompagnent souvent les mouvements populaires, c'est à l'armée qu'il confie la cause nationale. Il soumet son plan au colonel Vaudrey ; celui-ci lui répond : « Il ne s'agit pas ici d'un conflit d'armes ; votre cause est trop française et trop pure pour la souiller en répandant le sang français ; il n'y a qu'un seul moyen d'agir qui soit digne de vous, parce qu'il évitera toute collision. Lorsque vous serez à la tête de mon régiment, nous marcherons ensemble chez le général Voyrol ; un ancien militaire ne résistera pas à votre vue et à celle de l'aigle impériale, lorsqu'il saura que la garnison vous suit. »

Le lendemain, à six heures, il entend la trompette du quartier d'Austerlitz : l'heure qui doit décider

d'une destinée a sonné. Le régiment est rangé en bataille [1]; Louis-Napoléon rejoint le colonel qui s'écrie à sa vue : « Soldats du 4e régiment d'artillerie! une grande révolution s'accomplit en ce moment; vous voyez ici, devant vous, le neveu de l'empereur Napoléon; il vient reconquérir les droits du peuple. C'est autour de lui que doit venir se grouper tout ce qui aime la gloire et la liberté de la France. Soldats! vous sentirez, comme votre chef, toute la grandeur de l'entreprise que vous allez tenter, toute la sainteté de la cause que vous allez défendre. Soldats! le neveu de l'empereur Napoléon peut-il compter sur vous? »

La voix du colonel est couverte par les cris unanimes de : *Vive Napoléon! vive l'empereur!*

Le prince prend alors la parole en ces termes :

« Résolu à vaincre ou à mourir pour la cause du peuple français, c'est à vous les premiers que j'ai voulu me présenter, parce qu'entre vous et moi il existe de grands souvenirs; c'est dans votre régiment que l'empereur Napoléon, mon oncle, servit comme capitaine; c'est avec vous qu'il s'est illustré au siége de Toulon, et c'est encore votre brave régiment qui lui ouvrit les portes de Grenoble, au retour de l'île d'Elbe. Soldats! de nouvelles destinées vous sont réservées. A vous la gloire de commencer une grande entreprise; à vous l'honneur de saluer les premiers l'aigle d'Austerlitz et de Wagram. Soldats, continue-t-il en présentant l'aigle, voici le symbole de la gloire

[1] *Lettre de Louis-Napoléon Bonaparte à sa mère.* Œuvres de Napoléon, tome III, pages 188 et 189.

française, destiné à devenir aussi l'emblème de la liberté. Pendant quinze années il a conduit vos pères à la victoire ; il a brillé sur tous les champs de bataille, il a traversé toutes les capitales de l'Europe. Soldats, ne vous rallierez-vous pas à ce noble étendard, que je confie à votre honneur et à votre courage? ne marcherez-vous pas avec moi contre les traîtres et les oppresseurs de la patrie, au cri de Vive la France ! vive la liberté ! » Mille cris affirmatifs lui répondent ; il se rend chez le général ; sur le parcours, il reçoit les témoignages de la sympathie de la population. « Je n'avais qu'à me débattre contre la véhémence des marques d'intérêt qui m'étaient prodiguées, écrivait-il à sa mère [1], et la variété des cris qui m'accueillaient me montrait qu'il n'y avait pas un parti qui ne sympathisât avec mon cœur. »

Des officiers lui crient : « Allez, prince, la France vous suit. »

Arrivé à l'hôtel du général, les premières paroles qu'il prononce, en lui présentant les emblèmes de la gloire de l'empire, sont celles d'un cœur convaincu de la légitimité de sa cause : « Général, je viens vers vous en ami ; je serais désolé de relever notre vieux drapeau tricolore sans un brave militaire comme vous ; la garnison est pour moi ; décidez-vous : suivez-moi. » Voyrol repousse l'aigle. « Prince, on vous a trompé, dit-il ; l'armée connaît ses devoirs, et je vais à l'instant vous le prouver. » Le prince s'éloigne et

[1] *Lettre à sa mère*. Œuvres, tome III, page 190.

ordonne que le général soit gardé. Ce dernier cherche à s'assurer des soldats, mais ceux-ci ne font entendre que le cri de : *Vive l'empereur!*

Le général s'échappe par une porte dérobée : les soldats des régiments d'infanterie hésitent; leurs chefs eux-mêmes doutent de l'identité du prince. La discipline passive empêche le succès de cette tentative; le prince est arrêté : aux regrets exprimés par M. Parquin, l'un des militaires qui ont partagé ses espérances, il répond : « Nous avons échoué dans une belle et noble entreprise ! »

Bientôt Louis-Napoléon voit son sort séparé de ceux qui l'avaient suivi : MM. Vaudrey, colonel du 4e régiment d'artillerie; Parquin, chef d'escadron de la garde municipale; Laity, lieutenant de pontonniers; de Querelles, lieutenant au 61e régiment de ligne; M. de Persigny, son aide de camp. Le gouvernement avait décidé que le prince quitterait la France pour aller aux États-Unis. Avant son départ, Louis-Napoléon écrivit à M. Odilon Barrot la lettre suivante, noble et touchant plaidoyer en faveur des accusés :

« Monsieur,

» Malgré mon désir de rester avec mes compagnons d'infortune et de partager leur sort, malgré mes réclamations à ce sujet, le roi a ordonné que je fusse conduit à Lorient pour de là passer en Amérique. Je suis profondément affligé de quitter mes co-accusés, dans l'idée que, moi présent à la barre, mes disposi-

tions en leur faveur auraient pu influer sur le jury et l'éclairer sur leur compte...

» De la part de mes co-accusés, il n'y a pas eu complot; il n'y a eu que l'entraînement du moment. *Moi seul ai tout combiné, moi seul ai fait les préparatifs nécessaires...* » Puis, après avoir disculpé le colonel Vaudrey, le chef d'escadron Parquin, et l'officier des pontonniers, il ajoutait : « Je tins, le 29 au soir, le langage suivant : Messieurs, vous connaissez tous les griefs de la nation envers le gouvernement du 9 août; mais vous savez aussi qu'aucun parti existant aujourd'hui n'est assez fort pour le renverser, aucun assez puissant pour réunir tous les Français, si l'un d'eux parvenait à s'emparer du pouvoir. Cette faiblesse du gouvernement, comme cette faiblesse des partis, vient de ce que chacun ne représente que les intérêts d'une seule classe de la société; les uns s'appuient sur le clergé et la noblesse, les autres sur l'aristocratie bourgeoise; d'autres enfin sur les prolétaires seuls.

» Dans cet état de choses, il n'y a qu'un seul drapeau qui puisse rallier tous les partis, parce qu'il est le drapeau de la France et non celui d'une faction : c'est l'aigle de l'empire. Sous cette bannière qui rappelle tant de souvenirs glorieux, il n'y a aucune classe expulsée : elle représente les intérêts et les droits de tous. L'empereur Napoléon tenait son pouvoir du peuple français : quatre fois son autorité reçut la sanction populaire. En 1804, l'hérédité dans la famille de l'empereur fut reconnue par quatre mil-

lions de votes; depuis, le peuple n'a plus été consulté.

» Comme l'aîné des neveux de Napoléon, je puis donc me considérer comme le représentant de l'élection populaire, je ne dirai pas de l'empire, parce que depuis vingt années les idées et les besoins de la France ont dû changer. Mais un principe ne peut être annulé par des faits; il ne peut l'être que par un autre principe; car ce ne sont pas les douze cent mille étrangers de 1815, ce n'est pas la chambre des trois cent vingt-un de 1830 qui peuvent rendre nul le principe de l'élection de 1804. Le système napoléonien consiste à faire marcher la civilisation sans discorde et sans excès, à donner l'élan aux idées, tout en développant les intérêts matériels, à raffermir le pouvoir en le rendant respectable, à discipliner les masses d'après leurs facultés intellectuelles; enfin à réunir, autour de l'autel de la patrie, les Français de tous les partis en leur donnant pour mobiles l'honneur et la gloire. Remettons, leur dis-je, le peuple dans ses droits, l'aigle sur nos drapeaux, et la stabilité dans nos institutions. Eh quoi! m'écriai-je enfin, les princes du droit divin trouvent bien des hommes qui meurent pour eux dans le but de rétablir les abus et les priviléges, et moi dont le nom représente la gloire, l'honneur et les droits du peuple, mourrai-je donc dans l'exil! Non, m'ont répondu mes braves compagnons d'infortune, vous ne mourrez pas seul; nous mourrons avec vous, ou nous vaincrons ensemble pour la cause du peuple français.

» Vous voyez donc, Monsieur, que c'est moi qui les ai entraînés, en leur parlant de tout ce qui peut émouvoir des cœurs français. »

Si la fortune avait trahi la cause nationale, les convictions du prince étaient restées les mêmes. « Ce qu'il y a de plus pénible à penser pour moi, c'est qu'actuellement que la réalité est venue remplacer mes suppositions, et qu'au lieu de ne faire qu'imaginer, disait-il [1], j'ai vu; je puis juger, et je reste dans mes croyances d'autant plus convaincu que si j'avais pu suivre le plan que je m'étais d'abord tracé, au lieu d'être maintenant sous l'Équateur, je serais dans ma patrie. Que m'importent les cris du vulgaire qui m'appellera insensé, parce que je n'aurai pas réussi, et qui aurait exagéré mon mérite, si j'avais triomphé! je prends sur moi toute la responsabilité de l'événement, car j'ai agi par conviction et non par entraînement Hélas! si j'étais la seule victime, je n'aurais rien à déplorer, j'ai trouvé dans mes amis un dévouement sans bornes, et je n'ai de reproches à faire à qui que ce soit. »

Pendant son séjour en Amérique, Louis-Napoléon devait subir une de ces épreuves terribles que Dieu réserve à l'amour filial. Apprendre la mort de sa mère et ne pouvoir assister à ses derniers moments, ne pas être au chevet de son lit de douleur à l'heure de la séparation terrestre! La reine Hortense, ce modèle de grâce et de bienfaisance, sentait sa fin

[1] *Lettre de Louis-Napoléon à sa mère*, OEuvres, tome III, page 183.

approcher. Le 3 avril 1837, elle faisait ses dispositions testamentaires. A chacun, elle léguait un souvenir ; elle demandait pour elle de reposer à Rueil, près de sa bonne et excellente mère Joséphine ; elle adressait à son fils ses adieux : bénédiction envoyée au delà de l'Océan, loin du pays où elle allait rendre le dernier soupir le 5 octobre.

« Mon cher fils,

» On doit me faire une opération absolument nécessaire. Si elle ne réussissait point, je t'envoie, par cette lettre ma bénédiction. Nous nous retrouverons, n'est-ce pas? dans un meilleur monde, où tu ne viendras me rejoindre que le plus tard possible, et tu penseras qu'en quittant celui-ci je ne regrette que toi, que ta bonne tendresse qui seule m'y a fait éprouver quelque charme. Cela sera une consolation pour toi, mon cher ami, de penser que, par tes soins, tu as rendu ta mère heureuse autant qu'elle pouvait l'être. Tu penseras à toute ma tendresse pour toi et tu auras du courage. Pense qu'on a toujours un œil bienveillant et clairvoyant sur ce qu'on laisse ici-bas ; mais, bien sûr, on se retrouve. Crois à cette douce idée : elle est trop nécessaire pour ne pas être vraie. Je te presse sur mon cœur, mon cher ami, je suis bien calme, bien résignée, et j'espère encore que nous nous reverrons dans ce monde-ci. Que la volonté de Dieu soit faite ! »

Un leurre d'espérance restait encore.

Le prince hâta son retour en Suisse. Sa mère était

à Corte le 5 octobre 1837. La présence de l'héritier de Napoléon Ier inquiéta le gouvernement de Louis-Philippe, et l'ambassadeur près de la République helvétique, M. de Montebello, reçut l'ordre de solliciter l'expulsion du prétendant. Le gouvernement fédéral résista à cette violation des droits de la neutralité, des droits internationaux. Mais Louis-Napoléon, qui savait tout ce que peut conseiller la peur, se décida à quitter le sol libre et hospitalier qu'il avait choisi. Le 22 septembre 1838, il écrivait au premier magistrat de la Suisse :

« Monsieur le landamman,

» Lorsque la note du duc de Montebello fut adressée à la diète, je ne voulus pas me soumettre aux exigences du gouvernement français, car il m'importait de prouver, par mon refus de m'éloigner, que j'étais revenu en Suisse sans manquer à aucun engagement, que j'avais le droit d'y résider et que j'y trouverais aide et protection.

» La Suisse a montré depuis un mois, par ses protestations énergiques et maintenant par les décisions des grands conseils qui se sont assemblés jusqu'ici, qu'elle était prête à faire les plus grands sacrifices pour maintenir sa dignité et son droit. Elle a su faire son devoir, comme nation indépendante; je saurai faire le mien et demeurer fidèle à la voix de l'honneur. On peut me persécuter, mais jamais m'avilir.

» Le gouvernement français ayant déclaré que le re-

fus de la diète d'obtempérer à sa demande serait le signal d'une conflagration dont la Suisse pourrait être la victime, il ne me reste plus qu'à quitter un pays où ma présence est le sujet d'aussi injustes prétentions, où elle serait le sujet de si grands malheurs.

» Je vous prie donc, monsieur le landamman, d'annoncer au directoire fédéral que je partirai dès qu'il aura obtenu des ambassadeurs des diverses puissances les passeports qui me sont nécessaires pour me rendre dans un lieu où je trouverai un asile assuré.

» En quittant aujourd'hui volontairement le seul pays où j'avais trouvé en Europe appui et protection; en m'éloignant des lieux qui m'étaient devenus chers à tant de titres, j'espère prouver au peuple suisse que j'étais digne des marques d'estime et d'affection qu'il m'a prodiguées ; je n'oublierai jamais la noble conduite des cantons qui se sont prononcés si courageusement en ma faveur ; et surtout le souvenir de la généreuse protection que m'a accordée le canton de Thurgovie restera profondément gravé dans mon cœur. »

Le prince se retira à Londres. C'est à cette époque que sa plume traçait avec tant d'énergie les tourments de l'exil : nobles pensées exprimées dans un des chapitres de son livre, ayant pour titre l'*Idée napoléonienne*[1].

[1] Œuvres de Louis-Napoléon Bonaparte, tome III, page 250.

Cette peinture fait connaître ses secrètes impressions; elle nous révèle la fermeté de ses convictions, sa foi en l'heure de la réparation. Nous la donnerons en entier :

« O vous que le bonheur a rendus égoïstes, qui n'avez jamais souffert les tourments de l'exil, vous croyez que c'est une peine légère que de priver les hommes de leur patrie ! Or, sachez-le, l'exil est un martyre continuel, c'est la mort ; mais non la mort glorieuse et brillante de ceux qui succombent pour la patrie, non la mort plus douce de ceux dont la vie s'éteint au milieu des charmes du foyer domestique, mais une mort de consomption, lente et hideuse, qui vous mine sourdement, et vous conduit sans bruit et sans effort à un tombeau désert.

» Dans l'exil, l'air qui vous entoure vous étouffe, et vous ne vivez que du souffle affaibli qui vient des rives lointaines de la terre natale.

» Étranger à vos compatriotes qui vous ont oublié, sans cesse étranger parmi ceux avec lesquels vous vivez, vous êtes comme une plante transportée d'un climat lointain, qui végète faute d'un coin de terre où elle prendrait racine.

» Exilé, vrai *paria* des sociétés modernes, si tu ne veux pas avoir le cœur brisé à chaque instant, il faut, comme le dit Horace, que tu t'enveloppes dans ta vertu et que, la poitrine couverte d'un triple airain, tu sois inaccessible aux émotions qui t'assailleront à chaque pas que tu feras dans la vie.

» Vois-tu dans le lointain ce drapeau aux couleurs

si belles? entends-tu retentir ces chants guerriers? Malheureux! ne cours pas rejoindre tes frères : fais-toi attacher comme Ulysse au mât du vaisseau ; car si tu allais partager leur danger, ils te diraient : *Nous n'avons que faire de ton sang!*

» Si une calamité publique afflige tes concitoyens, si l'on reçoit, pour soulager l'infortune, l'offrande du riche comme celle du pauvre, n'envoie pas le fruit de tes épargnes, car on te dirait : « Nous n'avons que faire de l'obole de l'exilé. »

» Prends garde à chaque pas que tu fais, à chaque mot que tu prononces, à chaque soupir qui s'échappe de ta poitrine; car il y a des gens payés pour dénaturer tes actions, pour défigurer tes paroles, pour donner un sens à tes soupirs!

» Si l'on te calomnie, ne réponds pas; si l'on t'offense, garde le silence ; car les organes de la publicité sont fermés pour toi, ils n'accueillent pas les réclamations des hommes qui sont bannis. L'exilé doit être calomnié sans répondre : il doit souffrir sans se plaindre, la justice n'existe pas pour lui. »

Ce tableau si vrai des souffrances de l'exil fait saisir le mobile de ce caractère à la fois résigné et ferme, patient et plein d'audace, se repliant toujours au sein de la réflexion avant d'agir, mais prompt et résolu dans l'action, dès que sa résolution est arrêtée.

Louis-Napoléon marche avec une inflexible logique vers son but; sa volonté se produit active, puissante; il ne se dément jamais, il est, suivant les expressions de sa bonne et gracieuse mère, *un doux entêté* : il com-

mande la confiance et ne la sollicite jamais, c'est un homme supérieur dont la supériorité se cache sous les dehors de la modestie.

En 1840, le général Bertrand crut exécuter les ordres de l'empereur en remettant à Louis-Philippe, pour être déposées aux Invalides, les armes impériales : le prince ne laissa pas attendre sa protestation. Dès le 9 juin, il écrivit :

« Je m'associe, du fond de mon âme, à la protestation de mon oncle Joseph. Le général Bertrand, en remettant les armes du chef de ma famille au roi Louis-Philippe, a été victime d'une misérable illusion. L'épée d'Austerlitz ne doit pas être dans des mains ennemies ; il faut qu'elle puisse être encore brandie au jour du danger pour la gloire de la France. Qu'on nous prive de notre patrie, qu'on retienne nos biens, qu'on ne se montre généreux qu'envers les morts [1], nous savons souffrir sans nous plaindre, tant que notre honneur n'est pas attaqué ; mais priver les héritiers de l'empereur du seul héritage que le sort leur ait laissé, mais donner à un heureux de Waterloo les armes du vaincu, c'est trahir les devoirs les plus sacrés, c'est forcer les opprimés d'aller dire un jour aux oppresseurs : « Rendez-nous ce que vous avez usurpé. »

Réfugié sur le sol britannique, il embrasse dans leur ensemble les événements des révolutions d'Angleterre et de France : il découvre la raison de

[1] *Fragments historiques*, OEuvres de Louis-Napoléon, t. II, p. 11.

tous les faits, le lien de toutes les idées, la cause de tous les changements; les éléments qui ont consolidé la révolution de 1688, de la Grande-Bretagne, n'existent pas. La révolution de 1830 ne saurait les offrir, elle n'a pas de base; elle est un effet immense sans doute; mais son mouvement a été détourné, et l'avenir ne lui appartient pas. A quel gouvernement est-il donc réservé? A celui qui, comme Guillaume III, réunira les grands intérêts nationaux, qui effacera les difficultés, qui tournera les querelles des partis au profit du bien public, au prince qui, comme le consolidateur de la gloire et des libertés anglaises, pourra dire : « Je regarderais comme un grand bienfait [1] si je vous voyais portés à mettre de côté les animosités fatales qui vous divisent et vous affaiblissent ; je suis disposé à pardonner les plus grandes offenses. J'ai déja montré et je montrerai encore combien je désire être le père commun de mon peuple; agissez de la même manière, oubliez vos querelles et vos divisions. »

Louis-Napoléon pense que rarement les grandes entreprises réussissent du premier coup : « on dirait qu'elles doivent s'aiguiser contre les obstacles de tout genre [2]; que quand le principe d'hérédité, regardé comme inviolable et sacré, est détruit, il n'est possible de le combattre que par un autre principe, la souveraineté du peuple; qu'on ne peut remplacer un droit

[1] Discours de Guillaume III aux deux chambres, le 30 octobre 1688. *Hist. d'Angleterre*, Hume; *Hist. d'Angleterre*, M. Guizot, etc.

[2] *Fragments historiques*, tome II, page 27.

acquis et reconnu que par un autre droit légalement acquis et légalement reconnu [1]. La France est menacée d'une révolution ; mais les révolutions, conduites et exécutées par un chef [2], tournent entièrement au profit des masses ; car, pour réussir, le chef est obligé d'abonder entièrement dans le sens national, et, pour se maintenir, il doit rester fidèle aux intérêts qui l'ont fait triompher ; tandis qu'au contraire les révolutions faites par les masses ne profitent souvent qu'aux chefs, parce que le peuple croit, le lendemain de sa victoire, son œuvre achevée, et qu'il est dans son essence de se reposer longtemps de tous les efforts qu'il lui a fallu pour vaincre. » Dans une pareille entreprise, il faut unir l'indépendance et la fermeté du chef avec la flexibilité du roi constitutionnel [3]. « *Marchez*, conclut le prince, *à la tête des idées de votre siècle, ces idées vous suivent et vous soutiennent. Marchez à leur suite, elles vous entraînent. Marchez contre elles, elles vous renversent.*

Désormais Louis-Napoléon comprend qu'il doit suivre son étoile, obéir à sa destinée. La tâche qui lui incombe est de sonder la France avec l'épée et les souvenirs de la grandeur impériale. Quand répondra-t-on à ses généreuses tentatives ? Il ne doit pas s'en inquiéter : son devoir est de remuer les idées napoléoniennes assoupies, étouffées dans un léthargique abattement.

Le 6 août 1840, il débarque à Boulogne, suivi de

[1] *Fragments historiques*, tome II, page 29. — [2] *Id.*, tome II, page 97. — [3] *Id.*, tome II, page 108.

quelques amis dévoués : MM. Conneau, Voisin, Forestier, du général Montholon ; ce n'est pas un conspirateur, voyez la faiblesse de son escorte. C'est le prince qui fait appel à la nation : pour la seconde fois il échoue. Traduit devant la chambre des pairs, avant de répondre aux questions d'usage de la procédure, il parle au pays.

« Pour la première fois de ma vie, dit-il, il m'est permis d'élever la voix en France et de parler librement à des Français.

» Malgré les gardes qui m'environnent, malgré les accusations que je viens d'entendre, plein des souvenirs de ma première enfance, en me trouvant dans les murs du sénat, au milieu de vous que je connais, messieurs, je ne peux croire que j'aie ici l'espoir de me justifier, ni que vous puissiez être mes juges. Une occasion solennelle m'est offerte d'expliquer à mes concitoyens ma conduite, mes intentions, mes projets, ce que je pense, ce que je veux.

» Sans orgueil comme sans faiblesse, si je rappelle les droits déposés par la nation dans les mains de ma famille, c'est uniquement pour expliquer les devoirs que ces droits nous ont imposés à tous.

» Depuis cinquante ans, le principe de la souveraineté du peuple a été consacré en France par la plus puissante révolution qui se soit faite au monde ; jamais *la volonté nationale* n'a été proclamée aussi solennellement, n'a été constatée par des suffrages aussi nombreux et aussi libres que pour l'adoption des constitutions de l'empire.

» La nation n'a jamais révoqué ce grand acte de sa souveraineté, et l'empereur l'a dit : *Tout ce qui a été fait sans elle est illégitime.*

» Aussi gardez-vous de croire que me laissant aller au mouvement d'une ambition personnelle, j'aie voulu tenter en France, malgré le pays, une restauration impériale. J'ai été formé par de plus hautes leçons et j'ai vécu sous de plus nobles exemples.

» Je suis né d'un père qui descendit du trône sans regret le jour où il ne jugea plus possible de concilier avec les intérêts de la France les intérêts du peuple qu'il avait été appelé à gouverner.

» L'empereur, mon oncle, aima mieux abdiquer l'empire que d'accepter par des traités les frontières restreintes qui devaient exposer la France à subir les dédains et les menaces que l'étranger se permet aujourd'hui. Je n'ai pas respiré un jour dans l'oubli de tels enseignements. La proscription imméritée et cruelle qui, pendant vingt-cinq ans, a traîné ma vie des marches du trône sur lesquelles je suis né jusqu'à la prison d'où je sors en ce moment, a été impuissante à irriter comme à fatiguer mon cœur ; elle n'a pu me rendre étranger un seul jour à la dignité, à la gloire, aux droits, aux intérêts de la France. Ma conduite, mes convictions s'expliquent.

» Lorsqu'en 1830 le peuple a reconquis sa souveraineté, j'avais cru que le lendemain de la conquête serait loyal comme la conquête elle-même, et que les destinées de la France étaient à jamais fixées ; mais le pays a fait la triste expérience des dix dernières

années. J'ai pensé que le vote de quatre millions de citoyens, qui avait élevé ma famille, nous imposait au moins le devoir de faire appel à la nation et d'interroger sa volonté ; j'ai cru même que si, au sein du congrès national que je voulais convoquer, quelques prétentions pouvaient se faire entendre, j'aurais le droit d'y réveiller les souvenirs éclatants de l'empire, d'y parler du frère aîné de l'empereur, de cet homme vertueux qui, avant moi, en est le digne héritier, et de placer en face de la France aujourd'hui affaiblie, passée sous silence dans le congrès des rois, la France d'alors, si forte au dedans, au dehors si puissante et si respectée. La nation eût répondu : république ou monarchie, empire ou royauté. De sa libre décision dépend la fin de nos maux, le terme de nos dissensions.

« Quant à mon entreprise, je le répète, je n'ai point eu de complices : seul, j'ai tout résolu ; personne n'a connu à l'avance ni mes projets, ni mes ressources, ni mes espérances. Si je suis coupable envers quelqu'un, c'est envers mes amis seuls. Toutefois, qu'ils ne m'accusent pas d'avoir abusé légèrement de courages et de dévouements comme les leurs : ils comprendront les motifs d'honneur et de prudence qui ne me permettent pas de révéler à eux-mêmes combien étaient étendues et puissantes mes raisons d'espérer un succès.

» Un dernier mot, messieurs ; je représente devant vous un principe, une cause, une défaite. Le principe, c'est la souveraineté du peuple ; la cause, celle

de l'empire; la défaite, Waterloo. Le principe, vous l'avez reconnu; la cause, vous l'avez servie; la défaite, vous voulez la venger. Non, il n'y a pas désaccord entre vous et moi, et je ne veux pas croire que je puisse être dévoué à porter la peine des défections d'autrui. Représentant d'une cause politique, je ne puis accepter comme juge de mes volontés et de mes actes une juridiction politique. Vos formes n'abusent personne. Dans la lutte qui s'ouvre, il n'y a qu'un vainqueur et un vaincu. Si vous êtes les hommes du vainqueur, je n'ai pas de justice à attendre de vous, et je ne veux pas de générosité. »

Le procureur-général, M. Franck-Carré, dans son réquisitoire, fut moins qu'indulgent, bien qu'il prétendît l'être beaucoup. « *L'épée d'Austerlitz*, s'écria-t-il, *est trop lourde pour vos mains débiles : cette épée, c'est l'épée de la France; malheur à qui tenterait de la lui enlever.* » Il assura qu'en 1830, entre la dynastie d'Orléans et la nation *tout entière debout et armée, il y avait eu un contrat solennellement accepté et juré, devenu la base inébranlable d'une dynastie nouvelle.*

La plaidoirie de M. Berryer fit tomber l'accusation : le banc de la défense s'éleva à la hauteur d'un tribunal suprême.

« Vous voulez le juger, dit-il en parlant du prince, et pour déterminer vos résolutions, pour que plus aisément vous puissiez vous constituer juges, on vous parle de projets insensés, de folle présomption... Eh! messieurs, le succès serait-il donc devenu la base des lois morales, la base du droit? quelles

que soient la faiblesse de l'illusion, la témérité de l'entreprise, ce n'est pas le nombre des armes et des soldats qu'il faut compter, c'est le droit, ce sont les principes au nom desquels on a agi. Ce droit, ces principes, vous ne pouvez pas en être juges.

« Et ici, je ne crois pas que le droit au nom duquel était tenté le projet puisse tomber devant le dédain de M. le procureur-général ; vous faites allusion à la faiblesse des moyens, à la pauvreté de l'entreprise, au ridicule de l'espérance du succès : eh bien ! si le succès fait tout, vous êtes des hommes, qui êtes même des premiers de l'État, qui êtes les membres d'un grand corps politique, je vous dirai : il y a un arbitre inévitable, éternel, entre tout juge et tout accusé ; avant de juger, devant cet arbitre et à la face du pays qui entendra vos arrêts, dites-vous, sans avoir égard à la faiblesse des moyens, le droit, les lois, la constitution devant les yeux et la main sur la conscience, devant Dieu et mon pays, s'il eût réussi, s'il eût triomphé, ce droit, je l'aurais nié, j'aurais refusé toute participation à ce pouvoir, je l'aurais méconnu, je l'aurais repoussé. Moi j'accepte cet arbitrage suprême, et quiconque devant Dieu, devant le pays, me dira : « S'il eût réussi, je l'aurais nié ce droit ! » celui-là, je l'accepte pour juge.

La question de Me Berryer était embarrassante, indiscrète, du nombre de celles auxquelles on répond par le silence qui frappe. L'arrêt fut rendu et le prince Charles-Louis condamné à l'emprisonnement perpétuel, dans une forteresse située sur le territoire con-

tinental du royaume. MM. Aladenise, le comte de Montholon, Parquin, Lombard, à la déportation; MM. de Persigny, Voisin, Forestier, à vingt ans de détention. Napoléon Ornano, Eugène Bataille, Bouffet de Montauban à dix années de détention, et Morsi à cinq années de la même peine. Les condamnés furent placés pour le restant de leur vie sous la surveillance de la haute police, et déclarés déchus de leur titres, grades et décorations. M. le docteur Conneau fut condamné à cinq années d'emprisonnement, et M. Étienne de La Borde à deux années : le tout était délibéré le mardi 6 octobre 1840, en la chambre du conseil.

Nous nous abstiendrons de mentionner les attaques virulentes des organes de la presse contre l'expédition de Boulogne; car tout le monde sait quelles sont les complaisances forcées et partiales de certaines feuilles périodiques en pareille occurrence. Le prétendant n'était plus qu'un prisonnier. La porte de la prison de Ham se refermait sur lui : dans ce monde, que peuvent les raisonnements, le droit devant des juges qui ont pris la résolution de condamner? Qu'il nous soit permis d'emprunter à M. de la Guéronnière le texte d'une consultation de M. de Cormenin [1], qui venge le droit de l'oubli auquel on le condamnait alors.

« La puissance vient du peuple, disait lors de ce procès le célèbre jurisconsulte; lui seul est souve-

[1] Portraits politiques contemporains, *Napoléon III*, page 70.

rain, lui seul est légitime ; ce qui lui appartient, il peut le donner; ce qu'il a donné, il peut le reprendre. Empereur, rois, magistrats, généraux, législateurs, nous ne sommes, nous ne pouvons être que ses serviteurs et ses délégués.

» Je suis venu non pour le contraindre, mais pour le consulter. Je suis venu pour rompre l'oppression de son silence et pour frayer par l'épée une issue à l'exercice de la souveraineté nationale.

» J'ai échoué, le hasard fait le succès, les principes font le droit.

» Si vous voulez compter les suffrages, j'en ai *trois millions cinq cent mille. et vous deux cent dix-neuf*.

» Si vous voulez les peser, les miens émanent du peuple, et les vôtres d'une assemblée sans plénitude constituante, sans mandat spécial et sans ratification.

» Si vous dites que l'empereur Napoléon était légitime, il ne l'était qu'en vertu des constitutions de l'empire. Alors comment se ferait-il que moi, son héritier, je ne le fusse pas en vertu des mêmes constitutions?

» Si le peuple a voulu changer les constitutions de l'empire, où est l'acte de sa volonté? S'il ne l'a pas fait et qu'il puisse le faire, je ne le nie pas, mais c'est pour cela qu'il faut le consulter afin de savoir par lui-même ce qu'il veut.

» Dans ce cas il ne devrait même pas y avoir guerre entre nous, mais armistice.

» Il appartient au peuple, je le reconnais, de pren-

dre vous ou moi, ou de nous laisser tous les deux. De mon côté je n'apporterai que mon nom et un cœur aussi haut que ce nom. De votre côté, qu'apporterez-vous? le peuple choisira. Que sa volonté soit faite.

» Vous m'avez interdit par la force la terre et le soleil de ma patrie. Je suis venu, avec mes nobles compagnons, reprendre par la force les biens de l'homme et du citoyen.

» Vous avez abattu ma personne, mais vous n'avez pas abattu mon droit. Vous m'avez mis hors de votre loi, comment votre loi pourrait-elle me juger? Proscrit, je parle à des Français. Accusé, je ne vous reconnaîtrais pour un tribunal compétent que si vous étiez le peuple ou délégué du peuple. Vaincu, je ne suis pas votre justiciable, je ne suis que votre prisonnier. Empereur ou citoyen, j'aurais versé avec joie mon sang sur le champ de bataille pour la gloire et pour la liberté du peuple français. Persécuté, condamné, exilé, je fais ce que je dois à mon nom, à mon droit, à mon épée et j'aurai le courage de mes revers. »

La logique de M. de Cormenin ne fut pas du goût des partisans du système du juste-milieu, et Louis-Napoléon resta le prisonnier de Ham. Dans ce triste séjour il mena de front les travaux intellectuels et corporels ; l'escrime et la gymnastique alternaient avec l'exercice du cheval ; il convertit les bastions en terrasses et en parterres, il suivit dans ses travaux la marche du siècle, le progrès des idées. Du reste, dans sa pensée il était à sa place, car *il n'avait à choisir*

qu'entre l'ombre d'un cachot ou la lumière du pouvoir. C'était l'impassibilité d'une généreuse conscience.

Le donjon de Ham devint un cabinet de travail. Le prince y composa ces œuvres qui ont obtenu ce jugement du penseur Carrel : « Les ouvrages politiques et militaires de Louis-Napoléon Bonaparte annoncent une forte tête et un noble caractère. Le nom qu'il porte est le plus grand des temps modernes. C'est le seul qui puisse exciter fortement les sympathies du peuple français, et peut être appelé un jour à jouer un grand rôle. L'*Histoire de l'artillerie* est considérée par les hommes compétents comme l'un des traités les plus complets. Ses *Fragments sur l'histoire d'Angleterre,* son étude sur l'*Extinction du paupérisme,* sur la *Question des sucres,* sur l'*Économie politique,* témoignent de ses méditations sur les conditions de l'amélioration sociale et matérielle du peuple. Il écrit de préférence dans ces vues, car *il est naturel,* suivant ses expressions, *de songer dans le malheur à ceux qui souffrent.* »

Une seule fois dans sa résignation de six années, il se plaint, il demande à aller recevoir le dernier soupir de son père. Sa piété filiale éprouve un refus. A l'abus de la force, à l'oppression, il oppose le calme, la résolution ; et, le 25 mai 1846, grâce au dévouement affectueux et héroïque du docteur Conneau, il s'évade et quitte la France ; mais c'est pour y revenir sur les débris d'un pouvoir contre lequel il a toujours protesté au nom de la nation, au nom de sa gloire.

[illegible] du pouvoir. C'est l'[illegible] [illegible].

A [illegible], de Ham, qui fut un [illegible] de travail, le prince [illegible] ouvrages qui [illegible] [illegible] politique et [illegible] de Louis-Napoléon Bonaparte [illegible]. Le nom qu'il porte est le plus grand des temps modernes. C'est le [illegible] les sympathies du peuple français, [illegible] un jour [illegible] un grand [illegible]. [illegible] de l'art [illegible] est [illegible] comme l'un des [illegible] les plus complets. Ses Fragments [illegible] [illegible] sur l'Extinction du paupérisme, sur la Question des sucres, L'Économie politique [illegible] sur les conditions [illegible] du peuple. Il [illegible].

[illegible] dans sa [illegible] de six années, [illegible] le danger [illegible] un refus [illegible] de la force [illegible] le calme, [illegible] 1848, grâce au [illegible] pour y rentrer [illegible] il a toujours [illegible] au nom de [illegible], au nom de sa gloire.

XVI

Révolution de 1848. — Le prince Louis-Napoléon est nommé représentant. — Abrogation de la loi de 1832. — Profession de foi du prince. — Il est élu Président de la République. — Les factions. — Le 2 décembre 1851. — Paroles du prince de Schwartzenberg. — Napoléon III, proclamé empereur des Français. — Son mariage. — Guerre d'Orient. — Emprunt national. — Conclusion.

L'héritier de la monarchie napoléonienne, en quittant l'ombre d'un cachot, s'approchait, à son insu même, de la lumière du pouvoir. Durant sa captivité, il s'était préparé à tout événement. Il avait suivi avec réflexion les fluctuations de l'esprit national. Malgré ses révolutions successives, la France n'avait fondé ni la liberté, ni l'ordre, ni la prospérité. Fatiguée de tant de commotions politiques, de ses essais infructueux d'organisation, elle devait aspirer à un gouvernement stable, respecté, influent, basé sur la volonté du pays, sauvegarde de ses intérêts, de ses

droits, de sa grandeur. L'empire seul offrait ces garanties d'avenir. Fort de cette profonde conviction, dès le mois de juin 1843, Louis-Napoléon avait écrit au journal *le Progrès du Pas-de-Calais* une lettre à laquelle nous faisons l'emprunt suivant :

« Les priviléges, les abus, n'ont fait que changer de mains. Les Français n'ont pas le droit de nommer leurs représentants; car que sont deux cent mille électeurs sur trente-cinq millions d'âmes? Ils ne sont pas les maîtres de leurs personnes, car le dernier agent du pouvoir a le droit de les jeter dans une prison et de les y laisser des mois entiers en détention préventive. Ils sont enlevés à leurs juges naturels; ils ne peuvent se réunir plus de vingt personnes pour causer de leurs propres intérêts; la misère fait tous les jours plus de progrès en France; toutes les industries y sont en souffrance; le nombre des crimes augmente sans cesse, et dans aucun grand pays les routes ne sont ni si mauvaises, ni les chemins de fer et les canaux en si petit nombre. Qu'ont donc gagné les Français à leurs révolutions?... Nous y avons gagné, ajoutait-il, une seule chose, l'expérience : cette expérience, triste et terrible, mais vraie, qui nous apprend à ne pas mettre notre confiance dans les individus, mais dans les institutions seules, à ne point ajouter foi aux promesses des hommes, mais à leurs antécédents, à ne jamais applaudir les paroles, mais les faits, à ne pas désirer tel ou tel ministère, mais à demander une chose positive, un principe, un système. »

Cinq années après, ces abus, cet oubli des droits

de la presque universalité de la nation provoquaient une révolution inévitable. La dynastie des d'Orléans s'écroulait le 24 février 1848. Louis-Philippe, qui, en face de l'anarchie menaçante, avait su se montrer l'homme de la résistance, n'avait pu, en face du progrès, être l'homme du mouvement. Au gouvernement déchu succéda un gouvernement provisoire : sans consulter la nation, il proclama la République. Elle fut acceptée comme une rupture avec le passé; mais bientôt surgit une classe d'individus dont l'aveuglement voulut mettre un abîme entre la société de la veille et celle du lendemain : d'un côté, les anarchistes placèrent les ouvriers des grands centres manufacturiers; de l'autre, les bourgeois, les propriétaires, les cultivateurs, les professions libérales. La démagogie devint l'aristocratie de la France. Grâce aux utopistes de tout genre, la liberté ne tarda pas à dégénérer en licence. L'égalité, au lieu d'être la parité de tous dans la loi et dans l'exercice des droits, fut, dans la langue des apôtres du socialisme et du communisme, l'égalité du bien-être, le partage des fortunes. La fraternité subit son travestissement : on la métamorphosa en moyen fraternel de participer aux jouissances dont on se plaignait d'avoir été si longtemps déshérité. Dans les saturnales de ce chaos politique, rien ne fut respecté; la propriété fut déclarée un vol; la religion une aberration de l'esprit, et la famille le foyer de l'égoïsme. Cette situation anormale ne pouvait durer : en homme d'État, Louis-Napoléon, à la nouvelle de la révolution de 1848, s'était écrié :

« *Dans un an, je serai à la tête du gouvernement français.* » L'auteur des *Idées napoléoniennes* [1], dans les convulsions qui agitaient le pays, pouvait seul mettre un frein aux passions déchaînées et rétablir sur de nouvelles bases l'édifice social ébranlé. Les hommes sérieux se souvenaient de ses écrits sur les deux natures et les deux instincts de la vie des peuples. « L'un, divin, tend à nous perfectionner, avait dit Louis-Napoléon ; l'autre, mortel, tend à nous corrompre. La société renferme en elle deux éléments contraires : d'un côté, immortalité et progrès ; de l'autre, malaise et désorganisation. Les générations qui se succèdent participent toutes des mêmes éléments.

» Les peuples ont tous quelque chose de commun, c'est le besoin de perfectionnement ; ils ont chacun quelque chose de particulier, c'est le genre de malaise qui paralyse leurs efforts. Les gouvernements ont été établis pour aider à vaincre les obstacles qui entravent la marche des peuples : leur forme a dû varier suivant la nature du mal qu'ils étaient appelés à guérir, suivant l'époque, suivant le peuple qu'ils devaient régir ; leur tâche n'a jamais été et ne sera jamais facile, parce que les deux éléments contraires dont se compose notre existence exigent l'emploi de moyens différents. Sous le rapport de notre essence divine, il ne nous faut pour marcher que liberté et travail ; sous le rapport de notre nature mortelle, il nous faut pour nous conduire un guide, un appui. »

[1] *Idées napoléoniennes*. Œuvres de Louis-Napoléon, t. I, page 188.

Ce guide, cet appui la France le trouvait dans le neveu de Napoléon Ier. C'est ce que comprenait la commission exécutive lorsque, jalouse de conserver le pouvoir, elle s'efforçait d'associer à ses inquiétudes l'Assemblée nationale, en demandant le maintien d'une loi de 1832, pour exclure du sein de la représentation nationale l'héritier de la monarchie napoléonienne.

Symbole de gloire et de nationalité, le prince fut représenté comme le moteur, le mobile des troubles, des déchirements qui affligeaient notre patrie. Élu par le peuple membre de l'assemblée, il crut dans ces conjonctures devoir s'abstenir de se rendre à son poste. La nation sut vaincre cette abnégation : nommé par cinq départements, Louis-Napoléon vint enfin, le 18 septembre 1848, occuper la place marquée par la volonté nationale, et à la séance du 28 il prononça ces remarquables paroles :

« J'ai besoin d'exposer ici hautement et dès le premier jour où il m'est permis de siéger parmi vous les vrais sentiments qui m'animent.

» Après 34 années de proscription et d'exil, je retrouve enfin ma patrie et mes droits de citoyen ! La République m'a fait ce bonheur : que la République reçoive ici mon serment de reconnaissance et de dévouement, et que les généreux patriotes qui m'ont porté dans cette enceinte soient certains que je m'efforcerai de justifier leurs suffrages, en travaillant avec vous au maintien de la tranquillité, ce premier besoin du pays, et au développement des institutions

démocratiques que le peuple a droit de réclamer.

» Longtemps, je n'ai pu consacrer à la France que les méditations de l'exil et de la captivité ; aujourd'hui la carrière où vous marchez m'est ouverte. Recevez-moi dans vos rangs, mes chers collègues, avec le même sentiment d'affectueuse confiance que j'y apporte. Ma conduite, toujours inspirée par le devoir, toujours animée par le respect de la loi, ma conduite prouvera, à l'encontre des passions qui ont essayé de me noircir pour me proscrire encore, que nul ici plus que moi n'est résolu à se dévouer à la défense de l'ordre et à l'affermissement de la République. »

Quelques jours après, l'Assemblée nationale votait à l'unanimité l'abrogation de l'article 6 de la loi du 8 avril 1832.

La constitution, longuement discutée, avait été promulguée. On parlait de la candidature du prince à la présidence. Les défiances se renouvelèrent jusqu'au sein même de l'Assemblée. Le 25 octobre, Louis-Napoléon, qui avait conservé le plus religieux silence, le rompit pour répondre en ces termes à ces attaques :

« Je ne parlerai pas de mes sentiments ni de mes opinions; je les ai déjà manifestés devant vous, et jamais personne n'a pu encore douter de ma parole.

» Quant à ma conduite parlementaire, de même que je ne me permettrai jamais de demander à aucun de mes collègues compte de celle qu'il croira devoir tenir, de même je ne reconnais à aucun d'eux le droit

de m'interpeller sur la mienne : ce compte je ne le dois qu'à mes commettants.

» De quoi m'accuse-t-on? D'accepter du sentiment populaire une candidature que je n'ai point recherchée. Eh bien! oui, je l'accepte, cette candidature qui m'honore; je l'accepte, parce que trois élections successives, et le décret unanime de l'Assemblée nationale contre la proscription de ma famille, m'autorisent à croire que la France regarde le nom que je porte comme pouvant servir à la consolidation de la société ébranlée jusque dans ses fondements, à l'affermissement et à la prospérité de la République[1].

» Que ceux qui m'accusent d'ambition connaissent peu mon cœur!

» Si un devoir impérieux ne me retenait pas au milieu de vous, si la sympathie de mes concitoyens ne me consolait de l'animosité de quelques attaques et de l'impétuosité même de quelques défenses, il y a longtemps que j'aurais regretté l'exil.

» *Je sais qu'on veut semer mon chemin d'écueils et d'embûches; je n'y tomberai pas. Je suivrai toujours, comme je l'entends, la ligne que je me suis tracée, sans m'inquiéter, sans m'irriter. Rien ne m'ôtera mon calme, rien ne me fera oublier mes devoirs. Je n'ai qu'un but, c'est de mériter l'estime de l'Assemblée, et, avec cette estime, celle de tous les hommes de bien et la confiance de ce peuple magnanime qu'on a si légèrement traité hier.* Je déclare donc à ceux qui voudraient organiser contre

[1] *Moniteur* du 27 octobre 1848.

moi un système de provocation, que dorénavant je ne répondrai à aucune interpellation, à aucune excitation qui voudraient me faire parler quand je veux me taire; et, fort de ma conscience, je resterai inébranlable contre toutes les attaques, impassible contre toutes les calomnies. »

L'élection était fixée au 10 décembre : Louis-Napoléon adressa le manifeste suivant aux électeurs :

« Pour me rappeler de l'exil, vous m'avez nommé représentant du peuple ; à la veille d'élire le premier magistrat de la république, mon nom se présente à vous comme symbole d'ordre et de sécurité. Ces témoignages d'une confiance si honorable s'adressent, je le sais, bien plus à ce nom qu'à moi-même, qui n'ai rien fait encore pour mon pays ; mais plus la mémoire de l'empereur me protége et inspire vos suffrages, plus je me suis cru obligé de vous faire connaître mes sentiments et mes principes : *Il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque entre vous et moi.*

» Je ne suis pas un ambitieux qui rêve tantôt l'empire et la guerre, tantôt l'application de théories subversives. Élevé dans des pays libres, à l'école du malheur, je resterai toujours fidèle aux devoirs que m'imposeront vos suffrages et les volontés de l'Assemblée. Si j'étais nommé président, je ne reculerais devant aucun danger, devant aucun sacrifice pour défendre la société si audacieusement attaquée ; je me donnerais tout entier, sans arrière-pensée, à l'affermissement d'une république sage dans ses lois, honnête dans ses intentions, grande et forte par ses actes.

» Je mettrais mon honneur à laisser, au bout de quatre ans, à mon successeur, le pouvoir affermi, la liberté intacte, un progrès réel accompli.

» Quel que soit le résultat de l'élection, je m'inclinerai devant la volonté du peuple, et mon concours est acquis d'avance à tout gouvernement juste et ferme qui rétablira l'ordre dans les esprits comme dans les choses; qui protégera efficacement la religion, la famille, la propriété, bases éternelles de tout état social, qui provoquera les réformes possibles, calmera les haines, réconciliera les partis, et permettra ainsi à la patrie inquiète de compter sur un lendemain. Rétablir l'ordre, c'est ramener la confiance; pourvoir par le crédit à l'insuffisance passagère des ressources, c'est restaurer les finances.

» Protéger la religion et la famille, c'est assurer la liberté des cultes et la liberté d'enseignement.

» Protéger la propriété, c'est maintenir l'inviolabilité des produits de tous les travaux; c'est garantir l'indépendance et la sécurité de la possession, fondement indispensable de la liberté civile.

» Quant aux réformes possibles, voici celles qui me paraissent les plus urgentes :

» Admettre toutes les économies qui, sans désorganiser les services publics, permettent la diminution des impôts les plus onéreux au peuple; encourager les entreprises qui, en développant les richesses de l'agriculture, peuvent, en France et en Algérie, donner du travail aux bras inoccupés; pourvoir à la vieillesse des travailleurs par des institutions de pré-

voyance; introduire dans nos lois industrielles les améliorations qui tendent, non à ruiner le riche au profit du pauvre, mais à fonder le bien-être de chacun sur la prospérité de tous.

» Restreindre dans de justes limites le nombre des emplois qui dépendent du pouvoir, et qui souvent font d'un peuple libre un peuple de solliciteurs.

» Éviter cette tendance funeste qui entraîne l'État à exécuter lui-même ce que les particuliers peuvent faire aussi bien et mieux que lui ; la centralisation des intérêts et des entreprises est dans la nature du despotisme. La nature de la République repousse le monopole. Enfin, préserver la liberté de la presse des deux excès qui la compromettent toujours : l'arbitraire et sa propre licence.

» Avec la guerre, point de soulagement à nos maux. La paix serait donc le plus cher de mes désirs. La France, lors de sa première révolution, a été guerrière, parce qu'on l'avait forcée de l'être; à l'invasion, elle répondit par la conquête. Aujourd'hui qu'elle n'est pas provoquée, elle peut consacrer ses ressources aux améliorations pacifiques, sans renoncer à une politique loyale et résolue : une grande nation doit se taire ou ne jamais parler en vain.

» Songer à la dignité nationale, c'est songer à l'armée dont le patriotisme si noble et si désintéressé a été souvent méconnu. Il faut, tout en maintenant les lois fondamentales qui font la force de notre organisation militaire, alléger et non aggraver le fardeau de la conscription. Il faut veiller au présent et à l'avenir,

non-seulement des officiers, mais aussi des sous-officiers et des soldats, et préparer aux hommes qui ont servi longtemps sous les drapeaux une existence assurée.

» La République doit être généreuse et avoir foi dans son avenir; aussi, moi qui ai connu l'exil et la captivité, j'appelle de tous mes vœux le jour où la patrie pourra, sans danger, faire cesser toutes les proscriptions et effacer les dernières traces de nos discordes civiles.

» Telles sont, mes chers concitoyens, les idées que j'apporterais dans l'exercice du pouvoir, si vous m'appeliez à la présidence de la République. La tâche est difficile, la mission immense, je le sais! mais je ne désespérerais pas de l'accomplir en conviant à l'œuvre, sans distinction de partis, les hommes que recommandent à l'opinion publique leur haute intelligence et leur probité.

» D'ailleurs, quand on a l'honneur *d'être à la tête du peuple français, il y a un moyen infaillible de faire le bien, c'est de le vouloir.*

» Paris, le 27 novembre 1848. »

Telle était l'expression d'une conscience dominée par la foi démocratique, par l'enthousiasme éclairé de l'organisation qui avait assuré la grandeur de la France.

Pour Louis-Napoléon, l'empereur et le peuple ne font, n'ont jamais fait qu'un. Il veut ce qu'il a toujours voulu : une République sage; il veut le suffrage universel pour base et l'hérédité pour sommet. Cette

volonté, il l'a exprimée à tous ceux qui se sont présentés à lui ; il les a tous accueillis avec bienveillance.

Parmi eux figuraient les anciens délégués des corporations et des clubs, association dont on ne pouvait nier l'influence. Un d'eux porta la parole, et dans un entretien qui dura plusieurs heures, le prince qui avait fait connaître ses intentions, ses idées d'avenir, répondit à une objection qui lui était faite en ces termes : « — *Mais, prince, comment songez-vous à vous porter candidat quand vous dites que, par suite de l'exil, vous ne connaissez pas assez les hommes et les choses ?...*

» — *C'est que je me sens de force à les étudier et à les connaître.* »

Les faits ont prouvé que Louis-Napoléon ne présumait pas trop de ses forces !

Les élections donnèrent au nom de l'empereur l'énorme et significative majorité de 5,472,540 suffrages, sur 7,395,685 votants. C'était une protestation contre la révolution de février ; elle avait été stérile, impuissante et violente : la nation voulait l'établissement de l'autorité, un régime de force, de gloire et de paix.

L'anarchie, vaincue, déserta les places publiques, les rues; elle se réfugia au sein des coteries politiques, et bientôt, malgré la répugnance de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, de toutes les familles honnêtes, de tous les gens sensés pour tous nouveaux bouleversements, des machinations se trament, des projets de restauration, les rêves d'un Monck entretiennent les espérances de la réaction. On se joue du

suffrage universel, on l'étouffe le 31 mai. Des mois s'écoulent dans des tiraillements, des intrigues, de sourdes menées, et les folies des ambitieux déçus : tout languit, la fortune de la France est menacée.

Divisés par une haine naturelle et profonde, les partis se tendent la main, ils sont prêts à signer un pacte d'hostilité commun contre le gouvernement. L'Assemblée, reflet de ces factions, est en proie à tous les ferments de discorde. Les moyens de salut sont annihilés : les uns agitent le drapeau monarchique, ils caressent l'idée d'un régime de priviléges, des abus dont ils se sont repus sous les règnes du bon plaisir ; les autres découvrent, comme sentinelle avancée, leur idole, le *spectre rouge*, ce dieu de la destruction, du pillage, du meurtre, de l'incendie. Enfin 1852 présage la ruine de la société, l'anéantissement de la civilisation, le triomphe de la sauvagerie ; l'énergie de Louis-Napoléon affronte cet échafaudage de terreurs. La conspiration contre l'avenir de la France est remontée jusqu'à lui. Il comprime la conspiration, il sauve la France !

Le 2 décembre 1851, on lit sur les murs de la capitale deux affiches ; l'une met fin à la contre-révolution, l'autre fait un appel aux sympathies populaires. La première est ainsi conçue :

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Président de la République

Décrète :

ART. 1er. L'assemblée nationale est dissoute.

Art. 2. Le suffrage universel est rétabli. La loi du 31 mai est abrogée.

Art. 3. Le peuple français est convoqué dans ses comices, à partir du 14 décembre jusqu'au 21 décembre suivant.

Art. 4. Le Conseil d'État est dissous.

La seconde contient l'historique de la mesure de salut. C'est au peuple qu'il l'adresse.

PROCLAMATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

« La situation actuelle ne peut durer longtemps. Chaque jour qui s'écoule aggrave les dangers du pays. L'Assemblée, qui devait être le plus ferme appui de l'ordre, est devenue un foyer de complots. Le patriotisme de trois cents de ses membres n'a pu arrêter ses fatales tendances. Au lieu de faire des lois dans l'intérêt général, elle forge des armes pour la guerre civile . elle attente au pouvoir que je tiens directement du peuple ; elle encourage toutes les mauvaises passions, elle compromet le repos de la France : je l'ai dissoute et je rends le peuple entier juge entre elle et moi.

» La Constitution, vous le savez, avait été faite dans le but d'affaiblir d'avance le pouvoir que vous alliez me confier. Six millions de suffrages furent une éclatante protestation contre elle, et cependant je l'ai fidèlement observée. Les provocations, les calomnies, les outrages m'ont trouvé impassible ; mais aujourd'hui que le pacte fondamental n'est plus respecté , de ceux-là mêmes qui l'invoquent sans cesse, et que les

hommes qui ont déjà perdu deux monarchies veulent me lier les mains afin de renverser la République, mon devoir est de déjouer leurs perfides projets, de maintenir la République et de sauver le pays, en invoquant le jugement solennel du seul souverain que je reconnaisse en France : le peuple !

» J'ai donc fait un appel loyal à la nation tout entière, et je vous dis : si vous voulez continuer cet état de malaise qui nous dégrade et compromet notre avenir, choisissez un autre à ma place, car je ne veux pas d'un pouvoir qui est impuissant à faire le bien, me rend responsable d'actes que je ne puis empêcher et m'enchaîne au gouvernail, quand je vois le vaisseau courir vers l'abîme.

» Si au contraire vous avez encore confiance en moi, donnez-moi les moyens d'accomplir la grande mission que je tiens de vous.

» Cette mission consiste à fermer l'ère des révolutions, en satisfaisant les besoins légitimes du peuple, et en le protégeant contre les passions subversives. Elle consiste surtout à créer des institutions qui survivent aux hommes, et qui soient enfin des fondations sur lesquelles on puisse asseoir quelque chose de durable.

» Persuadé que l'instabilité du pouvoir, que la prépondérance d'une seule assemblée sont des causes permanentes de trouble et de discorde, je soumets à vos suffrages les bases fondamentales suivantes d'une constitution que les assemblées développeront plus tard.

» 1° Un chef responsable nommé pour dix ans.

» 2° Ses ministres dépendant du pouvoir exécutif seul.

» 3° Un conseil d'Etat formé des hommes les plus distingués, préparant les lois et en soutenant la discussion devant le corps législatif.

» 4° Un corps législatif discutant et votant les lois, nommé par le suffrage universel, sans scrutin de liste qui fausse l'élection.

» 5° Une seconde assemblée, formée de toutes les illustrations du pays, pouvoir pondérateur, gardien du pacte fondamental et des libertés publiques.

» Ce système, créé par le premier Consul au commencement du siècle, a déjà donné à la France le repos et la prospérité ; il les lui garantirait encore. Telle est ma conviction profonde. Si vous la partagez, déclarez-le par vos suffrages. Si, au contraire, vous préférez un gouvernement sans force, monarchique ou républicain, emprunté à je ne sais quel passé ou à quel avenir chimérique, répondez négativement.

» Ainsi donc, pour la première fois depuis 1804, vous votez en connaissance de cause, en sachant bien pour qui et pour quoi.

» Si je n'obtiens pas la majorité de vos suffrages, alors je provoquerai la réunion d'une nouvelle assemblée et je lui remettrai le mandat que j'ai reçu de vous.

» Mais si vous croyez que la cause dont mon nom est le symbole, c'est-à-dire la France régénérée par la révolution de 1789 et organisée par l'empereur,

est toujours la vôtre, proclamez-le en consacrant les pouvoirs que je vous demande.

» Alors la France et l'Europe seront préservées de l'anarchie, les obstacles s'aplaniront, les rivalités auront disparu, car tous respecteront, dans l'arrêt du peuple, le décret de la Providence. »

Le peuple comprit la portée des mesures extraordinaires qui le tiraient de la situation périlleuse dans laquelle il était las de languir.

Le *spectre rouge* se leva ; il appela à son aide la *jacquerie* ; spectre et jacquerie furent écrasés : et la nation, le 21 décembre 1851, approuva tout ce que Louis-Napoléon avait fait. La majorité s'était prononcée. Les partis devaient se taire, se courber sous la volonté nationale.

Dans un voyage dans les départements, la reconnaissance publique déclara qu'elle voulait le retour sincère aux institutions de l'empire. Relever les institutions de l'empire détruites par une double invasion, n'était-ce pas fermer l'abîme des révolutions, assurer la splendeur nationale au dedans, agrandir la dignité de la France au dehors? Interprète des sentiments populaires, l'élu des Français proclamait à la face du monde, saisi d'admiration à la vue des prodiges d'une sagesse et d'un dévouement providentiels, que *l'Empire, c'était la paix :* et la couronne impériale de Napoléon Ier était déférée à Napoléon III.

L'ère nouvelle ou, pour mieux dire, la continuation d'une ère civilisatrice, interrompue par les désastres publics, brillait aux yeux de la grande nation :

7,500,000 votes consacraient solennellement les volontés immuables du pays, acceptées sans arrière-pensée par les puissances étrangères : en effet, cette manifestation imposante de tout un peuple faisait dire au prince de Schwartzenberg : « Napoléon est fort et libre : s'il veut s'entendre avec nous, nous sommes prêts. »

Cette appréciation de la diplomatie s'explique facilement. Le pouvoir de Napoléon III, empereur des Français, n'étant pas solidaire de l'ancien régime, inspirait toute sécurité à la liberté, et n'étant pas sorti des barricades, il inspirait confiance à l'esprit de conservation : ainsi s'abaissaient les barrières qui avaient jusqu'alors séparé les enfants d'une même patrie. L'union régnait à l'intérieur, l'alliance des peuples civilisés devenait désormais nécessaire, logique. Le commerce vit renaître le crédit : les classes laborieuses retrouvèrent les travaux. Partout l'activité remplaça cette torpeur qui engourdissait les forces vives de la France, qui étouffait ses ressources, son génie.

Voilà quels furent les résultats merveilleux du choix libre, réfléchi du peuple français !

La reconstitution de l'empire reçut en 1853 un nouveau gage de stabilité. Un acte d'une haute importance, d'une profonde sagesse, signalait à la France, à l'Europe tout ce qu'elles devaient attendre de Louis-Napoléon, de son jugement, de son génie politique. Le 22 janvier, Sa Majesté l'empereur des Français annonça aux grands corps de l'État, convoqués au

palais des Tuileries, son mariage avec demoiselle de Montijo, duchesse de Théba, fille du comte de Montijo, duc de Penaranda, dont le nom s'alliait aux plus glorieux souvenirs des guerres de l'empire. C'est en ces termes qu'il faisait part d'une résolution qui honorera son règne, comme elle a rehaussé la noblesse de son caractère aux yeux de toutes les puissances de l'univers :

« Messieurs,

» Je me rends au vœu si souvent manifesté par le pays en venant vous annoncer mon mariage.

» L'union que je contracte n'est pas d'accord avec les traditions de l'ancienne politique : c'est là son avantage. La France, par ses révolutions successives, s'est toujours brusquement séparée du reste de l'Europe : tout gouvernement sensé doit chercher à la faire rentrer dans le giron des vieilles monarchies. Mais ce résultat sera plus sûrement atteint par une politique droite et franche, par la loyauté des transactions, que par des alliances royales, qui créent de fausses sécurités et substituent souvent l'intérêt de famille à l'intérêt national. D'ailleurs, les exemples du passé ont laissé dans l'esprit du peuple des croyances superstitieuses; il n'a pas oublié que, depuis soixante-dix ans, les princesses étrangères n'ont monté les degrés du trône que pour voir leur race dispersée et proscrite par la guerre ou par la révolution (profonde sensation). Une seule femme a semblé porter bonheur et vivre plus que les autres dans le souvenir du peu-

ple, et cette femme, épouse modeste et bonne du général Bonaparte, n'était pas issue d'un sang royal.

» Il faut cependant le reconnaître : en 1810, le mariage de Napoléon Ier avec Marie-Louise fut un grand événement ; c'était un gage pour l'avenir, une véritable satisfaction pour l'orgueil national, puisqu'on voyait l'antique et illustre maison d'Autriche, qui nous avait si longtemps fait la guerre, briguer l'alliance du chef élu d'un nouvel empire. Sous le dernier règne, au contraire, l'amour-propre du pays n'a-t-il pas eu à souffrir lorsque l'héritier de la couronne sollicitait infructueusement, pendant plusieurs années, l'alliance d'une maison souveraine, et obtenait enfin une princesse, accomplie sans doute, mais seulement dans des rangs secondaires et dans une autre religion ?

» Quand, en face de la vieille Europe, on est porté, par la force d'un nouveau principe, à la hauteur des anciennes dynasties, ce n'est pas en vieillissant son blason et en cherchant à s'introduire à tout prix dans la famille des rois, qu'on se fait accepter. C'est plutôt en se souvenant toujours de son origine, en conservant son caractère propre, et en prenant franchement vis-à-vis de l'Europe la position de parvenu, titre glorieux lorsqu'on parvient par le libre suffrage d'un grand peuple.

» Ainsi obligé de s'écarter des précédents suivis jusqu'à ce jour, mon mariage n'était plus qu'une affaire privée : il restait seulement le choix de la personne. Celle qui est devenue l'objet de ma préférence est

d'une naissance élevée [1]. Française par le cœur, par l'éducation, par le souvenir du sang que versa son père pour la cause de l'empire, elle a, comme Espagnole, l'avantage de ne pas avoir en France de famille à laquelle il faille donner honneurs et dignités ; douée de toutes les qualités de l'âme, elle sera l'ornement du trône même, comme au jour du danger elle deviendrait un de ses courageux appuis. Catholique et pieuse, elle adressera au ciel les mêmes prières que moi pour le bonheur de la France : gracieuse et bonne, elle fera revivre dans la même position, j'en ai le ferme espoir, les vertus de l'impératrice Joséphine. »

Les paroles de Napoléon III eurent un grand retentissement. L'expérience des hommes, des choses, des siècles les avait dictées; le souvenir des alliances princières contractées par les souverains de la France, par les membres de leur auguste famille, se réveilla dans tous les esprits. On se demandait si la maison d'Autriche avait arraché à l'échafaud l'infortunée

[1] Toutes les branches de la famille de Guzman remontent aux premiers temps de la monarchie espagnole. Cette maison est issue d'un sang royal. Les ducs de Medina, de Las Torres, de Medina-Sidonia et d'Olivares, et les comtes de Montijo, de Teba ou Teva, et de Villaverde, ont joué un rôle considérable dans l'histoire.

Ce n'est pas la première fois que cette famille est appelée à monter sur le trône; car en 1633, dona Luiza-Francisca de Guzman, fille de Juan-Perez de Guzman, huitième duc de Medina-Sidonia, épouse le roi de Portugal, don Juan IV de Bragance.

Les comtes de Montijo ont les mêmes armes que les ducs de Medina-Sidonia, leurs proches parents, et portent le même nom de Guzman.

(Note communiquée par le Directeur du collége héraldique et archéologique de France, M. le comte de Gevodan.)

Marie-Antoinette, si elle s'était opposée au martyre de l'immortel époux de Marie-Louise : l'histoire rappelait aux partisans de ces unions des royautés que le jour où ces nobles filles avaient posé le pied sur le sol de la France, ce berceau des principes de 1789, la vieille Europe les avait regardées avec défiance et quelle les avait abandonnées aux destinées de leur nouvelle patrie.

L'impératrice Eugénie, unie le 29 janvier à Louis-Napoléon III, empereur des Français, offrait aux populations le modèle de ce patriotisme de cœur qui est le dévouement sans limites, sans préférence; elle s'était déjà révélée par ses bienfaits, et le peuple s'applaudissait de rencontrer dans l'auguste compagne de l'élu de la France la bonté, la grâce de Joséphine, l'héroïsme des sentiments généreux de la reine Hortense, la sollicitude constante et éclairée de la reine-mère. Heureuse de populariser la charité, de venir en aide aux infortunes, de les prévenir, de les réparer, elle refusa le riche présent offert par la ville de Paris, et voulut que la somme de 600,000 fr. fût consacrée à la fondation d'une maison charitable où seraient nourries et instruites de pauvres jeunes filles. Elle employa les 250,000 fr. trouvés dans sa corbeille de mariée, à des œuvres de bienfaisance, à créer de nouveaux lits à l'hospice des Incurables en faveur des infirmes. Française de cœur, elle regarda comme le titre le plus flatteur que lui donnait son auguste époux, auquel elle s'unissait dans ses vœux pour le bonheur et la prospérité de la France,

celui de protectrice de tous les établissements de charité.

Ce fut un grand enseignement donné à l'Europe que celui d'un souverain, élu par un grand peuple, donnant l'exemple de l'indépendance de cœur, plaçant le bonheur de la famille au-dessus des intérêts dynastiques. L'Europe salua du nom de sauveur de la société moderne le prince accompli qui d'une main fermait le gouffre des révolutions, et présentait de l'autre l'olivier de la paix aux nations fatiguées, épuisées par d'étonnantes catastrophes.

La société française, corrompue par tant de sophismes, était ramenée au bien par l'autorité virile d'un gouvernement fort, qui organisait, qui dirigeait et reconstituait la famille dans sa force morale, et qui, par la famille, rétablissait la nation dans son harmonie; Napoléon III, pour le seconder dans la mission qu'il avait acceptée, appela dans ses conseils les sommités intellectuelles de l'époque, sans distinction de rang. L'œuvre exigeait les efforts de toutes les capacités. M. Fould, dont le nom seul était une garantie du crédit public, de l'activité et de la sagesse de la gestion des finances, fut chargé du ministère, du travail des opérations du trésor : la direction des grands travaux de chemins de fer fut déléguée à M. Magne; la réforme de l'instruction publique qui, en consolidant l'alliance des sciences et des lettres, substituait à des essais sans résultat un vaste plan où se concilient l'unité et la variété, où la raison et l'imagination, le cœur et l'intelligence sont à la fois satisfaits,

cette lumineuse réforme, disons-nous, trouvait dans le ministre de l'instruction publique, M. Fortoul, un digne émule de Fourcroy [1]. La centralisation du service administratif, le régime intérieur, tour à tour laissés à la vigilante sollicitude de MM. de Morny, de Persigny et Billault, participèrent aux nombreuses améliorations dont le nouveau règne de Napoléon III a inauguré l'ère nouvelle. Le ministère de la guerre semblait devoir être condamné aux seuls travaux que nécessitent le soin de la défense, de la dignité de la France. La gloire du passé, la renommée des services rendus à la patrie menacée, attaquée, rencontrait de nobles symboles dans les Saint-Arnaud, les Vaillant, lorsque le czar Nicolas, considéré comme le bouclier de l'ordre social en Europe, vint à se poser en ennemi formidable de l'équilibre européen. Il crut que le temps était venu pour lui d'obéir aux paroles sacramentelles de Pierre Ier : *Approcher le plus possible de Constantinople et de ses environs : celui qui y régnera sera le souverain du monde.* Le jour où l'autocrate voulut se saisir des bouches du Danube et renverser l'empire ottoman, toutes les alliances se brisèrent, toutes les sympathies se turent, la paix devint impossible, et l'ambition d'un seul homme jeta l'Europe dans les horreurs de la guerre.

[1] Trente années d'honorables services et d'expérimentation dans l'instruction publique, donnent à l'auteur des droits incontestables à apprécier les améliorations dont l'éducation publique est redevable au savant philosophe investi des hautes fontions de ministre de l'Université.

L'empereur des Français, la reine de la Grande-Bretagne s'unirent contre l'adversaire de la civilisation. La politique des alliés se dessina nettement. L'avenir des peuples leur commandait de sauvegarder la Turquie, de la protéger dans son héroïque résistance à une illégitime agression, de contraindre par un accord imposant des grandes puissances le cabinet de Saint-Pétersbourg à renoncer à une entreprise réprouvée par la morale, la conscience publiques. Les gouvernements français et anglais ne faillirent à aucune de leurs obligations politiques : ils songèrent à former éventuellement la ligue de toutes les forces européennes pour le triomphe de la justice.

La flotte russe avait, par surprise, anéanti une partie de la marine du grand Sultan, à Sinope; les hordes du cz r inondaient les principautés danubiennes, prêtes à se ruer sur les nationalités, à les écraser : le danger était imminent, il fallait le conjurer. Les vaisseaux des marines française et anglaise parurent : les flottes russes se retirèrent sans combattre. Les armées des deux puissances occidentales débarquèrent en Turquie, les principautés furent évacuées. La ligne entière des forts situés sur la côte de la Circassie fut abandonnée. Bomarsund s'écroulait; les Russes reculaient devant l'héroïque défense de Silistrie : les hostilités furent portées en Crimée. Les victoires d'Alma, d'Inkermann (5 novembre 1854), témoignèrent de la supériorité des soldats français et anglais sur le soldat russe; dans ces batailles, les troupes alliées montrèrent une rare intrépidité, une

noble émulation d'énergie ; elles ne se démentirent pas lors des travaux de siége de Sébastopol, elles luttèrent contre les rigueurs du climat avec la même fermeté que contre l'ennemi. Les généraux français et anglais Saint-Arnaud, lord Raglan, Canrobert et Brown, le duc de Cambridge et le prince Napoléon, Bousquet, Forey, se conduisirent en véritables hommes de guerre.

Loin de s'affaiblir, la lutte tendit à prendre des proportions gigantesques. Le czar appela tout son peuple aux armes. L'Allemagne s'émut à cette attitude d'un despote ambitieux, défiant les efforts de la civilisation. Déjà l'Autriche signait le traité du 2 décembre 1854, elle mettait ses actes en harmonie avec ses paroles ; la Prusse hésitait encore, au moment où la Sardaigne songeait à s'allier franchement à la politique qui, il faut l'espérer, forcera l'empereur de toutes les Russies à rétablir la paix que son aveuglement a rompue.

Si vous voulez la paix, préparez-vous à la guerre, disaient les anciens. Napoléon III proclamait que l'empire français avait dans ses armées de terre et de mer près de six cent mille hommes, de cent vingt mille chevaux, de soixante-dix mille marins embarqués sur ses flottes. Ces forces, mises au service du droit européen, offraient toute sécurité ; mais il fallait, pour repondre aux éventualités, assurer de grandes ressources financières : appel fut fait à la nation.

Soixante ans auparavant, l'héritier d'une longue dynastie demandait à la noblesse, au clergé, aux classes

les plus honorées du royaume de France, 40 millions pour combler le déficit provenant de la guerre de l'Indépendance, terminée par la paix de Versailles. Le roi Louis XVI essuyait un refus des castes opulentes, gorgées de ses faveurs. Louis-Napoléon a traité avec le peuple; il ne s'est adressé ni aux capitalistes étrangers, ni à ces hauts barons de la finance qui exerçaient naguère tant de prépondérance sur le sort des États; c'est au peuple français seul qu'il a demandé un emprunt de 500 millions; et quinze jours après, 2 milliards 500 millions furent souscrits. La nation comprenait qu'en fortifiant l'empire, elle travaillait à sa grandeur, à sa prospérité. Jamais événement d'une plus haute autorité, de pareille signification, ne s'est produit chez un peuple. C'est la preuve la plus rationnelle, la plus authentique, que le pays tout entier regarde l'empire comme son gouvernement, sa garantie, sa force, la forme nécessaire et naturelle de la société nouvelle.

A la fin du XVIII[e] siècle, la révolution de 1789, en abolissant les droits féodaux, les prérogatives de race et de caste, proclama la liberté, l'égalité de tous devant la loi, devant l'impôt : elle renversa les barrières du privilége devant le travail, elle émancipa l'activité intellectuelle, industrielle et commerciale; elle établit la représentation régulière du pays dans le gouvernement. La face de la France fut renouvelée.

Pour régulariser, coordonner, consolider les idées nouvelles, il fallait reprendre la tradition nationale, violemment interrompue par les excès révolution-

naires, et réconcilier en quelque sorte le passé avec le présent. Napoléon Ier s'imposa cette mission humanitaire. Effrayée des prodiges de sa merveilleuse organisation, la vieille Europe se coalisa pour résister aux envahissements de l'avenir. Elle ne déposa les armes qu'après avoir renversé la monarchie populaire, fondée par l'homme du destin, et éteint le foyer de la civilisation.

Docile aux inspirations de l'absolutisme, la dynastie des Bourbons prit à tâche de combattre tous les progrès; elle s'efforça de faire rétrograder l'esprit du siècle : elle fut brisée en 1830. La dynastie de la branche cadette ne put suivre la marche trop rapide du progrès. Elle tomba en 1848.

A cette époque triompha le principe de la manifestation libre et solennelle de la volonté de la grande nation. Le scrutin révéla le vœu de la majorité. Revenue de ses illusions, des déceptions du passé, elle voulait un système de gouvernement qui, par la fusion des partis, reconstituât la nationalité; qui, empruntant aux éléments monarchiques la force, la stabilité, fît respecter les immortels principes de 1789, successivement déniés, calomniés, retirés et reconquis. En un mot, elle aspirait à l'empire. Les institutions de Napoléon Ier pouvaient seules garantir la tranquillité, la grandeur, la gloire, la prospérité de la France.

La Providence avait désigné l'exécuteur testamentaire des idées napoléoniennes. Son héritier avait sauvé la patrie : il avait étudié ses souffrances, il con-

naissait ses besoins. Louis-Napoléon se rappelait les accents solennels de la voix de l'empereur, ce dernier vœu de sa toute-puissance : « J'ai sanctionné tous les principes, je les ai infusés dans mes lois, dans mes actes ; il n'y en a pas un seul que je n'aie consacré. Malheureusement les circonstances étaient graves : j'ai été obligé d'ajourner ; les revers sont venus : je n'ai pu débander l'arc, et la France a été privée des idées libérales que je lui destinais. Elle me juge avec indulgence, elle me tient compte de mes intentions ; elle chérit mon nom, mes victoires. Imitez-la ; soyez fidèles aux opinions que nous avons défendues, à la gloire que nous avons acquise : il n'y a hors de là que honte et confusion. »

Compléter l'œuvre inachevée, mettre en relief et pratiquer les idées de Napoléon Ier, tel est le but des efforts éclairés et persévérants de Napoléon III. Non content d'avoir dissipé les inquiétudes qui assiégeaient la France, d'avoir relevé la nation de son abattement, il a imprimé à tous les rouages un élan irrésistible, et restitué à l'administration sa considération, son autorité.

Son énergie a donné à l'industrie, au commerce un libre essor. L'extension des affaires, le développement des travaux, l'achèvement des grandes voies de communication, des monuments de la gloire nationale, l'amélioration du sort des classes laborieuses, la révélation des ressources extraordinaires du crédit, la prépondérance de la France dans les conseils de l'Europe ; tels sont les bienfaits d'un règne à peine com-

mencé, tels sont les prodiges accomplis par le neveu du grand homme dont la fibre répondait à la fibre populaire. Récompense réservée, par les décrets de la Divinité, au prince dont la foi politique ne se démentit jamais, dont la prévoyante perspicacité lut dans le livre de l'avenir le retour à la monarchie napoléonienne par le vœu national du peuple français.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
COLLECTION DU BARON LARREY
DON DE Mlle DOIN
IMPRIMÉS

FIN.

TABLE

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
COLLECTION DU BARON LARREY
DON DE Mlle BODU
IMPRIMÉS

FIN DE LA TABLE.

Saint-Denis. — Typ. de Drouard.

